



BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI



RAPPORT ANNUEL 2016

CONSEIL D'ADMINISTRATION

JEAN BADEN DUBOIS

Gouverneur

GEORGES HENRY

Gouverneur-Adjoint

GEORGETTE JEAN-LOUIS

Directeur Général

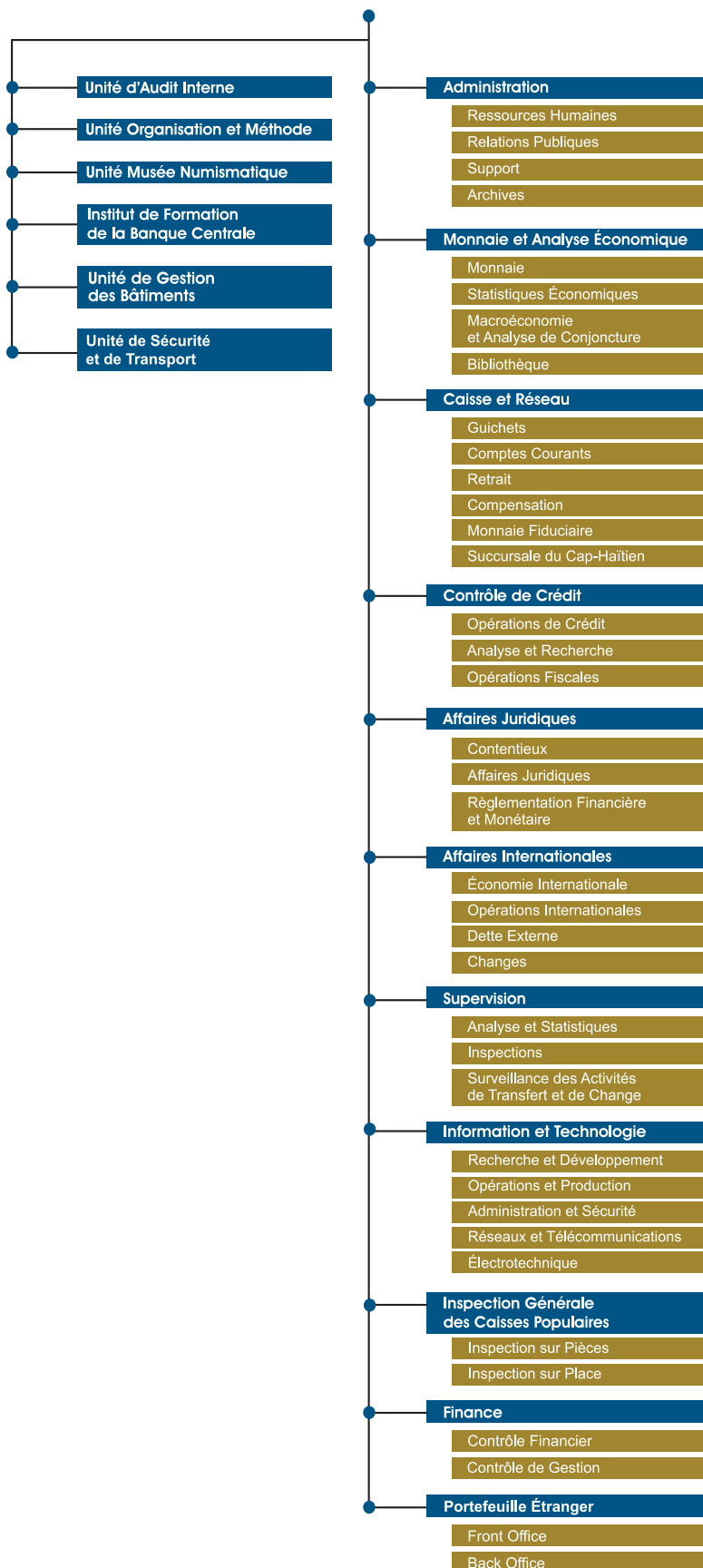
RONALD GABRIEL

Membre

FRITZ DUROSEAU

Membre

Conseil d'Administration



ORGANIGRAME

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS DU GOUVERNEUR	13
----------------------------------	----

A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2016

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	16
I.1	Environnement économique international	16
I.2	Environnement économique national	17
I.2.1	Secteur réel en 2016	17
I.2.1.1	Valeur ajoutée par secteur d'activité	17
I.2.1.2	Évolution des prix à la consommation en 2016	18
I.2.1.3	Situation de l'emploi et des salaires Haïti en 2016.....	20

II. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

II.1	Politique monétaire en 2016	21
II.1.1	Instruments de la politique monétaire	22
II.1.1.1	Bons BRH	22
II.1.1.2	Taux de réserves obligatoires	23
II.1.1.3	Interventions de la BRH sur le marché des changes	24
II.1.2	Résultats	24
II.1.2.1	Résultats intermédiaires	24
II.1.2.2	Résultats finals	25
II.2	Évolution des agrégats monétaires	26
II.2.1	Contreparties de M3 et financement de l'économie	27

III. FINANCES PUBLIQUES

III.1	Recettes	28
III.1.1	Recettes Internes	28
III.1.2	Recettes Douanières	29
III.1.3	Performance Institutionnelle	29
III.1.4	Évolution de la structure des recettes	29
III.2	Dépenses	30
III.2.1	Dépenses Courantes	30
III.2.2	Dépenses d'investissement.....	30
III.3	Financement de l'Administration Centrale en 2016	32
III.4	Évaluation du programme financier	32

IV. BALANCE DES PAIEMENTS	33
IV.1 Solde des transactions courantes	33
IV.2 Opérations financières	35
IV.3 Financement de la balance des paiements	35

VDETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2016	35
V.1 Créances bilatérales.	36
V.2 Créances multilatérales	36
V.3 Structure de l'encours de la dette publique externe par types de devises.	36
V.4 Répartition de l'encours de la dette par secteur économique.	37
V.5 Décaissements, Service de la Dette et Arriérés de Paiement	37
V.6 Allègement de dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2015-2016	38

VI. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL EN 2016	39
VI.1 Facteurs explicatifs de la progression du taux de change en 2016	39
VI.2 Évolution des spreads bancaire et informel.	40

B. LE SYSTÈME BANCAIRE EN 2016 : VUE D'ENSEMBLE

VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2016	41
VII.1 Système bancaire : établissements, environnement concurrentiel et taux de bancarisation	42
VII.2 Structure du système bancaire	43
VII.3 Distribution du crédit.	44
VII.4 Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien	47
VII.5 Activités et résultats du système bancaire en 2016	48
VII.5.1 Activités bancaires	48
VII.5.2 Opérations avec la clientèle	51
VII.5.3 Emplois du système et Évolution des actifs productifs	52
VII.5.4 Structure financière et Qualité de l'Actif	54
VII.5.5 Résultats des activités bancaires	56
VII.6 Activités de Surveillance	61
VII.6.1 Surveillance des banques	61
VII.6.2 Surveillance, des Maisons de transferts et des Agents de change	61
VII.6.3 Autres	62
VII.7 Faits marquants du système bancaire au cours de l'exercice 2016	63

VIII. SECTEURS DES COOPERATIVES ET DE CREDIT : VUE D'ENSEMBLE	63
--	-----------

C. LA BRH EN 2016

IX. GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH.	66
IX.1 Composition des avoirs extérieurs	66
IX.2 Rendement du portefeuille	67

X. MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE	67
X.1 Billets et monnaie divisionnaire.	67
X.1.1 Émission, destruction et remplacement de la monnaie.	67
X.1.2 Circulation fiduciaire au sens strict.	67
X.1.3 Circulation fiduciaire au sens large	67
X.1.4 Composition de l'encours des billets	68
X.1.5 Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH.	68
X.2 Chèques	69
X.2.1 Opérations de la chambre de Compensation	69
X.2.2 Évolution des activités du Service de la Compensation	71
X.2.3 Dépôts et tirages des banques commerciales	72
X.3 Services à l'État.	73
X.3.1 Chèques émis sur comptes courants traités en compensation	75
X.3.2 Chèques payés aux guichets de la BRH après validation au service des comptes courants	76
X.4 Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH)	77

D- ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS	79
LISTE DES CIRCULAIRES	149
ANNEXE JURIDIQUE	151

E- ANNEXE STATISTIQUE

I.1	Produit intérieur brut par branche d'activité économique	162
I.1a	Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)	163
I.1b	Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)	164
I.2	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)	165
I.2a	Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)	165
I.3	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986-1987)	166
I.3a	Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986-1987)	166
I.3b	Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)	167
I.3c	Structure de la croissance du PIB réel (en pourcentage)	167
I.3d	Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)	168
I.4	Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004=100)	168
I.4a	Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays. (Base Août 2004=100)	169
I.5	Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)	169
I.5	(suite).Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)	170
I.5a	Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage)	170
I.6	Taux de change à Port-au-Prince (Gourdes/Dollar ÉU)	171
I.7	Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes)	172
I.8	Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)	173
I.9	Bilan de la BRH (en millions de gourdes)	174
I.10	Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)	175
I.11	Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)	176
I.12	Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale	177
I.13	Résumé des opérations financières des administrations publiques	178
I.14	Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti (en millions de dollars ÉU)	179
I.15	Position extérieure globale d'Haïti (en millions de dollars ÉU)	180
I.16	Exportations d'Haïti par produits (en millions de dollars ÉU)	181
I.17	Exportations aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières locales (en milliers de dollars ÉU)	182
I.18	Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières importées	183
I.19	Importations totales d'Haïti par catégories de produits (en millions de dollars ÉU)	184
I.20	Importations de produits pétroliers (en milliers de baril et en milliers de dollars ÉU)	185
I.21	Dette externe totale du secteur public (en millions de dollars ÉU)	186
I.22	Décaissements effectués sur les prêts (en millions de dollars ÉU)	187
I.23	Paiement du service de la dette (en millions de dollars ÉU)	188
II.1	Chiffres clés du bilan par banque (en milliers de gourdes)	189
II.2	Chiffres clés des résultats par banque (en milliers de gourdes)	190
II.3	Ratios financiers par banque	191
II.4.	Ratios financiers par banque – ratios de rentabilité	192
II.5.	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes)	193
II.6.	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque	194

LISTE DES SIGLES	196
------------------------	-----

TABLEAUX

1	Emplois dans la sous-traitance	20
2	Salaire minimum réel en 2016	21
3	Évolution des recettes internes par institutions	29
4	Structure des recettes	30
5	Évolution des flux nets du solde des comptes de l'administration centrale (en MG)	32
6	Allègement de la dette reçue (en millions de dollars ÉU)	38

7	Indicateurs financiers-clés	42
8	Établissements bancaires fonctionnant en Haïti en 2016	42
9	Nombre de succursales et agences autorisées.....	42
10	Evolution du nombre de succursales autorisées opérationnelles par établissement bancaire	43
11	Poids des principaux établissements bancaires sur les deux derniers exercices (en %)	43
12	Poids des différentes catégories d'établissements bancaires (en %)	44
13	Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman	44
14	Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité (en MG et en%)	45
15	Répartition de l'encours des prêts par tranche	46
16	Répartition du nombre de prêts par emprunteur	47
17	Parts de marché et rang actif total et portefeuille de prêts bruts	47
18	Parts de marché et rang dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU	48
19	Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)	49
20	Variation des principaux postes du bilan du système bancaire (en %)	49
21	Part des postes du bilan du système bancaire (en %)	50
22	Composition des liquidités du système bancaire (en MG et en %)	51
23	Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total (en %)	51
24	Variation des dépôts du système bancaire	52
25	Composition des dépôts du système bancaire	52
26	Évolution des dépôts en dollars ÉU du système	52
27	Actifs productifs	55
28	Respect des normes de suffisance de fonds propres	55
29	Prêts improductifs du système bancaire (en MG et en %)	55
30	Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système	56
31	Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses (en MG)	56
32	Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres (en MG)	56
33	Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés	57
34	Revenus nets d'intérêt (MG)	58
35	Produit net bancaire	59
36	Coefficient d'exploitation.....	59
37	Rémunération moyenne des dépôts (en MG et en %)	60
38	Rendement moyen des prêts (en MG et en %)	60
39	Productivité par employé (en milliers de gourdes et en %)	61
40	Indicateurs financiers clés pour le secteur des coopératives d'épargne et de crédit	64
41	Destruction, remplacement et émission de la monnaie	68
42	Faux billets dollars ÉU retenus aux guichets de la BRH en 2016	69
43	Faux billets gourdes retenus aux guichets de la BRH en 2016	69
44	Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire	70
45	Nombre de chèques en dollars présentés et reçus par le système bancaire	70
46	Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en gourdes en 2016	70
47	Résultat de la compensation manuelle et électronique par mois en gourdes en 2016	71
48	Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en dollars ÉU en 2016	71
49	Résultat de la compensation manuelle et électronique par mois en dollars ÉU en 2016	71
50	Activités de la compensation sur les opérations en gourdes	72
51	Activités de la compensation sur les opérations en dollars ÉU	72
52	Dépôts et tirages en gourdes des banques commerciales à la BRH en 2016	72
53	Dépôts et tirages en dollars ÉU des banques commerciales à la BRH en 2016	72
54	Tirages en gourdes des banques commerciales à la BRH en 2016	73
55	Tirages en dollars ÉU des banques commerciales à la BRH en 2016	73
56	Recettes du Trésor Public enregistrées dans les guichets de la BRH en 2016	73
57	Chèques du Trésor Public encaissés aux guichets de la BRH en 2016	74
58	Chèques imprimés pour l'exercice 2016	74
59	Nombre de chèques traités en Compensation à la BRH en 2016	74
60	Chèques certifiés pour l'exercice 2016	75
61	Chèques retournés pour l'exercice 2016	75
62	Chèques reçus aux guichets de la BRH pour l'exercice 2016	76
63	Nombre et montant de dépôts reçus aux guichets de la BRH en 2016	76
64	Nombre de transactions effectuées via le SPIH par participant pour les 3 derniers exercices	76
65	Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2016 (en gourdes)	77

GRAPHIQUES

1	Évolution des prix des produits de base en 2016	17
2	Évolution du produit intérieur brut réel (en MG) et de son taux de croissance (en %)	17
3	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation alimentaire.....	19
4	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion (en g.a. en %)	20
5	Composition de l'encours des bons BRH en 2016	22
6	Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH de différentes maturités	22
7	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)	23
8	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %)	23
9	Position moyenne de réserves en MG	24
10	Composantes de la base monétaire (en milliards de gourdes)	25
11	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)	25
12	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars ÉU)	26
13	Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)	26
14	Contreparties de M3 (en milliards de gourdes)	27
15	Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG	28
16	Projets et programmes par secteur	32
17	Évolution du solde du compte des transactions courantes (en millions de dollars ÉU)	33
18	Parts relatives des principales exportations (en %)	34
19	Parts relatives des principales importations (en %)	34
20	Réserves brutes en mois d'importations	35
21	Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU)	36
22	Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2016 (en %)	36
23	Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars ÉU)	37
24	Répartition de la dette par organisme en 2016 (en millions de dollars ÉU)	37
25	Évolution comparée des décaissements et des arriérés de paiement	38
26	Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars ÉU)	38
27	Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période)	39
28	Évolution des spreads bancaire et informel	40
29	Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus	47
30	Liquidités du système bancaire (en MG).....	50
31	Évolution des dépôts du système bancaire (en MG)	51
32	Portefeuille de prêts bruts du système bancaire (en MG)	53
33	Volume des achats et ventes de devises (en millions de dollars ÉU)	54
34	Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres	54
35	Évolution des fonds propres du système bancaire (en MG)	55
36	Évolution du bénéfice net du système bancaire (en MG)	57
37	Rendement de l'actif (ROA) (en %)	57
38	Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) (en %)	57
39	Évolution des autres revenus (en MG)	58
40	Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes (en MG)	59
41	Évolution du nombre d'employés du système bancaire	60
42	Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG)	63
43	Évolution de l'Actif, du crédit et des dépôts des membres des coopératives d'épargne et de crédit	64
44	Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU)	66
45	Composition des avoirs extérieurs de la BRH	66
46	Composition de l'encours et remplacement de billets en 2016	68

MESSAGE DU GOUVERNEUR

Dans le cadre de son devoir de reddition de comptes et des missions qui lui sont confiées par la loi du 17 août 1979, le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti (BRH) soumet au public le Rapport Annuel de la Banque pour l'exercice fiscal 2015-2016. Ce rapport passe en revue l'évolution de l'activité économique, la conduite de la politique monétaire, l'évolution du système bancaire ainsi que les développements au niveau du système de paiements.

Durant l'exercice fiscal 2015-2016, la politique monétaire de la BRH a été mise en œuvre dans un contexte marqué par un ralentissement de la croissance économique mondiale qui s'est établie à 3,1 % en 2016, niveau inférieur à celui de l'année précédente (3,4 %). En conséquence, le taux de chômage dans le monde a stagné au niveau de 5,7 % pour la deuxième année consécutive. Dans les économies émergentes, surtout celles qui ont été affectées par une récession sévère en 2016, le nombre des demandeurs d'emploi a enregistré une hausse provenant, essentiellement, de l'affaiblissement de la capacité d'absorption du marché du travail. Toutefois, le nombre de chômeurs a continué à baisser dans les économies développées, notamment en Europe et en Amérique du Nord.

L'analyse du commerce mondial a montré que les échanges de biens et services se sont poursuivis en 2016 à un rythme moins rapide qu'une année auparavant, soit seulement 2,2 % contre 2,7 %. Plusieurs facteurs ont contribué à ce ralentissement, notamment le manque de vigueur de la demande mondiale résultant d'une reprise économique modeste et faible en investissements, le rééquilibrage de l'économie chinoise ou encore le resserrement de la politique monétaire américaine qui a provoqué la dépréciation de plusieurs devises émergentes, induisant une hausse des coûts d'importation. Il n'en demeure pas moins que la montée du protectionnisme ait constitué une entrave supplémentaire à l'essor du commerce dans le monde. Pour ce qui est des marchés financiers internationaux, ils ont été confrontés à plusieurs turbulences en début d'année, sur fond d'incertitudes accrues quant à la croissance dans les économies émergentes et à la rentabilité du secteur bancaire.

Sur les marchés des changes internationaux, le dollar américain s'est apprécié, en 2016, face aux autres devises en relation avec la divergence anticipée des politiques monétaires de la Réserve Fédérale américaine (Fed) et des autres banques centrales. En particulier, l'euro déjà pénalisé par une politique monétaire accommodante, s'est davantage déprécié vers la fin de l'année, suite à l'augmentation du taux d'intérêt directeur de la Fed, reflétant l'orientation des investisseurs vers le dollar suite à l'élargissement des écarts de rendement. Ainsi, 2016 aurait constitué la troisième année consécutive de baisse pour la monnaie européenne face à la devise américaine, soit de 3,4% pour revenir à 1,0545 dollar.

Sur le plan interne, l'économie haïtienne a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 1,4 %, légèrement supérieur à celui de l'année précédente (1,2 %) et au taux de croissance démographique estimé en moyenne à 1,3 %. Au niveau de la demande globale, la faiblesse de l'activité économique s'est reflétée dans le comportement de l'investissement et des exportations dont les taux de croissance se sont établis respectivement à 1,1 % et 0,7 % contre 1,1 % et 3,6 % en 2015.

Au regard de la persistance des pressions inflationnistes et des tensions sur le marché des changes, en début d'exercice, les autorités fiscales ont réalisé un effort de consolidation budgétaire significatif avec l'accord de cash management mis en œuvre en coopération avec la Banque Centrale. Les mesures qui en ont découlées ont permis une baisse substantielle de recours au financement monétaire qui s'est chiffré à 4 460,7 MG contre 9 998,7 MG durant l'exercice précédent.

En sus de cet effort conjoint réalisé avec les autorités budgétaires, la BRH a maintenu une posture monétaire relativement restrictive en vue d'atténuer les tensions sur le marché des changes et de contenir les pressions inflationnistes. Parallèlement, elle a consolidé son cadre incitatif en vue de faciliter l'accès au crédit bancaire par les secteurs à forte valeur ajoutée. C'est ainsi que l'encours des bons BRH a doublé alors que la Banque Centrale a procédé à des ventes nettes de devises totalisant 94,13 millions de dollars ÉU. Parallèlement, les dispositions relatives aux exonérations de réserves obligatoires pour les banques accordant du crédit aux entreprises exportatrices, à l'agriculture, au secteur touristique et au logement ont été renforcées.

Ainsi, après avoir atteint une moyenne mensuelle de 1,06 % entre octobre 2015 et février 2016, l'inflation en variation mensuelle a été contenue à une moyenne de 0,96 % de mars à septembre 2016. Quant à la dépréciation de la gourde, elle a été ramenée à une moyenne de 1,07 % par mois au cours des sept derniers mois contre une moyenne de 3,34 % durant les cinq mois précédents. Toutefois, l'impact de la dépréciation de la gourde s'est reflété dans la progression de la masse monétaire M3, laquelle a crû de 18,01 % sous l'effet de l'évolution des dépôts en dollars convertis en gourdes.

Au niveau du système bancaire, l'enveloppe des prêts bruts a augmenté de 17,2 % contre 0,3 % durant l'exercice précédent, principalement sous l'impulsion du crédit aux secteurs «Commerce de gros et détail» et «Immobilier résidentiel et commercial». Parallèlement, la qualité du portefeuille de crédit s'est améliorée par rapport au 30 septembre 2015 suite au ralentissement du rythme de progression des prêts non performants du système alors que la rentabilité du secteur s'est accrue, en particulier sous l'effet d'un rachat des actifs d'une compagnie de distribution pétrolière par l'une des principales banques du système.

Au regard de ces constats, la BRH entend poursuivre ses efforts en vue de préserver le pouvoir d'achat de la monnaie nationale tout en continuant à développer des mécanismes financiers pouvant contribuer à l'atteinte des objectifs de croissance économique soutenue, durable et inclusive. Cette dernière devrait favoriser les élargissements respectifs de la classe moyenne et de l'assiette fiscale. Il devrait en résulter une atténuation de ses vulnérabilités eu égard aux chocs externes, notamment en ce qui a trait aux prix des produits de base. Pour y arriver, elle entend continuer à travailler avec les autres acteurs publics en vue d'une meilleure harmonisation des politiques économiques et s'engage à développer les passerelles de communication avec les différents secteurs de production et d'exportation afin de mieux adresser les goulots d'étranglements de l'économie par la mise en œuvre d'un cadre de politique approprié.

Jean Baden Dubois

Gouverneur

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Baden Dubois', with a long horizontal stroke extending to the right.

A - L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2016

I - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

I.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2016, l'activité économique mondiale a évolué de façon modérée contrairement aux anticipations. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale a connu un taux de croissance de 3,1 %, en léger ralentissement par rapport au taux de 3,2 % réalisé en 2015. Cette évolution est liée à une croissance économique moins importante des États-Unis sur le premier semestre de l'année 2016, conjuguée à une production industrielle qui est restée inférieure à son potentiel dans plusieurs pays avancés, notamment au sein de la Zone Euro.

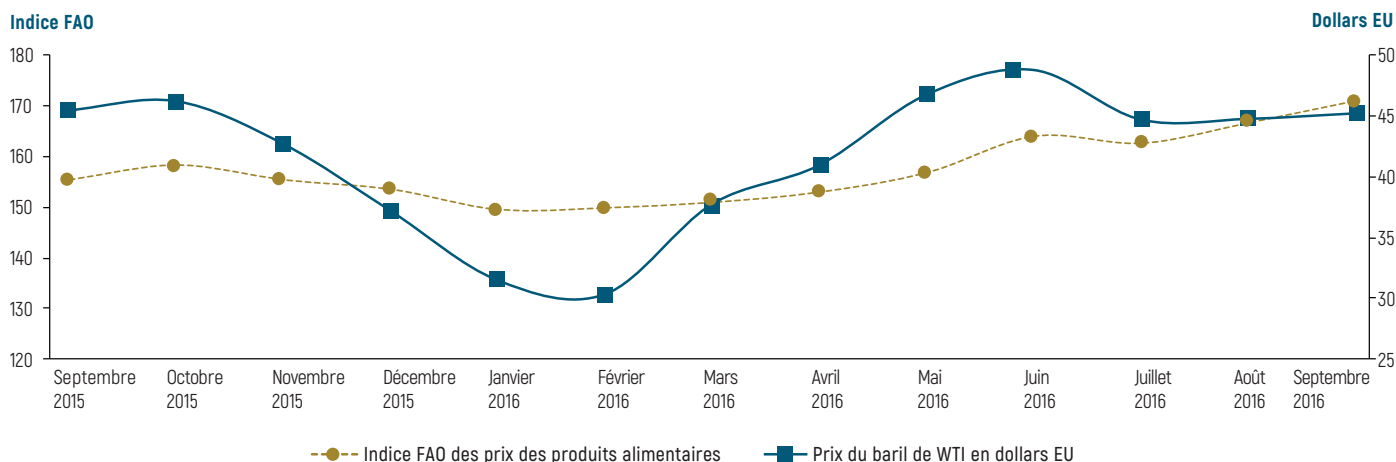
Les activités économiques ont ralenti aux États-Unis notamment en raison de la contraction des dépenses d'investissement dans le secteur pétrolier et gazier. En effet, ce ralentissement a résulté de la chute des prix du pétrole, laquelle a entraîné une diminution des investissements des entreprises notamment celles évoluant dans le secteur de l'énergie. Toutefois, la consommation des ménages, qui constitue le moteur de la croissance économique aux États-Unis, a été soutenue en raison principalement par la vigueur du marché du travail. Le taux de chômage a atteint 5 % en septembre 2016 sous l'effet de la création d'emplois aux États-Unis. Par ailleurs, le niveau général des prix, bien que très faible au début de l'année, s'est accéléré à partir de janvier 2016. Établie à 0,1 % en octobre 2016, l'inflation annuelle est passée à 1,7 % en septembre 2016 et est restée en ligne avec la cible de 2 % du FMI. Malgré l'amélioration de la situation du marché du travail, la hausse des prix dans l'économie américaine et les incertitudes de l'économie mondiale notamment les conséquences possibles du Brexit, la FED a décidé de poursuivre avec la politique expansionniste en gardant inchangés ses taux directeurs dans la fourchette de 0,25 % et 0,50 %.

Bien que progressant en moyenne à un rythme encore très modéré, la Zone Euro a résisté aux différents moments d'incertitude politique et économique au cours de l'année 2016. En effet, les données disponibles ont fait montre d'un impact modéré du Brexit sur l'économie de cette zone. Sur la période sous-étude, elle a enregistré une progression de l'activité économique impulsée par une augmentation de la demande intérieure et par un accroissement des dépenses budgétaires. Les dépenses de consommation qui contribuent à plus de 80 % à la croissance économique, ont été impulsées par la création de nouveaux emplois et l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages résultant de la faiblesse de l'inflation. Établie à -0,1 % en octobre 2015, l'inflation a atteint 0,4 % en septembre 2016. Confrontée à un chômage élevé, (10 % en septembre 2016), à une croissance faible et à la menace d'une déflation, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de poursuivre avec les différentes mesures non conventionnelles afin de soutenir la croissance.

S'agissant des pays émergents, la Russie et le Brésil, bien qu'encore en récession, ont enregistré une phase de stabilisation. Par ailleurs, malgré la politique de rééquilibrage allant des investissements vers la consommation et de l'industrie lourde vers le secteur des services, la croissance de l'économie chinoise a ralenti, mais à un rythme contenu par des politiques publiques fortement interventionnistes. Les mesures de soutien budgétaire et l'expansion rapide du crédit ont contribué à compenser, en partie, la réduction de la demande découlant du ralentissement de l'investissement dans les secteurs minier et manufacturier.

Sur le marché international, il a été observé en 2016, un renchérissement des produits alimentaires, tandis que les prix des produits pétroliers ont affiché une tendance à la baisse. L'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui mesure l'évolution des cours internationaux d'un panier de denrées alimentaires, a crû de 10,1 % sur l'exercice 2015-2016 contre une baisse de plus de 19 % sur l'exercice précédent. En ce qui a trait aux prix des produits pétroliers, la tendance s'est renversée en mars 2016 après un ralentissement au début de l'année. Toutefois, les cours de ces produits sont restés inférieurs à leur niveau de 2015. Cette reprise à la hausse des prix du baril de pétrole a résulté de la réduction de l'offre découlant des perturbations survenues dans la production pétrolière au Nigéria, en Irak et aux Emirats Arabes Unis.

Graphique 1. // Evolution des prix des produits de base en 2016

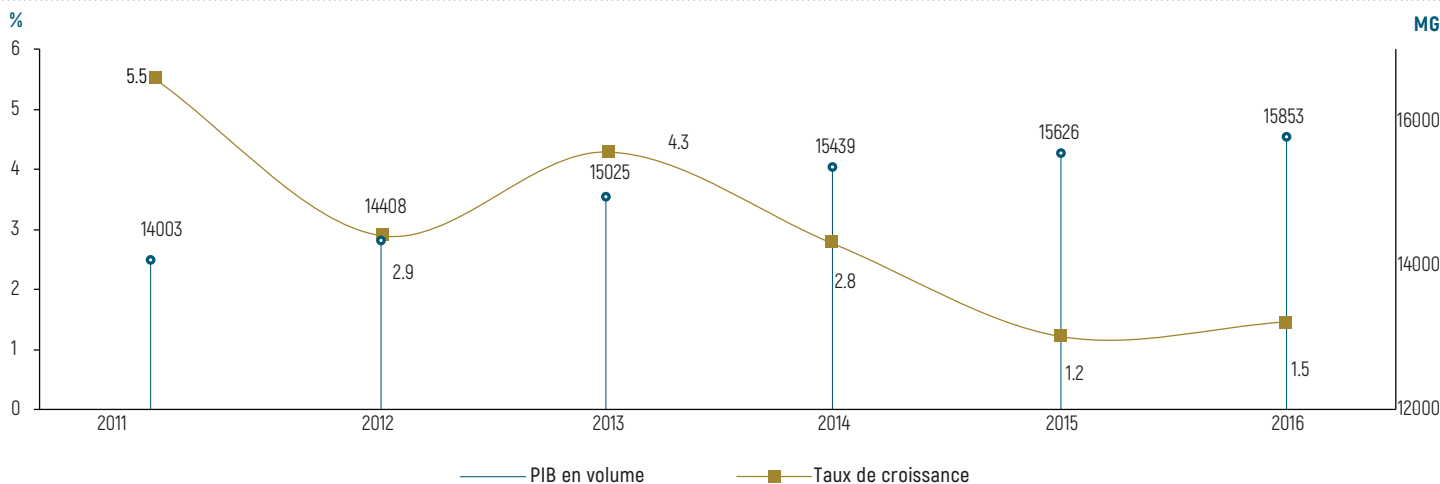


I.2 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

I.2.1 - LE SECTEUR RÉEL EN 2016

Le produit intérieur brut (PIB), en termes réels, a crû de 1,5 % pour atteindre 15 853 MG au cours de l'exercice fiscal 2016. Ce taux de croissance, supérieur de 20 points de base à celui enregistré de l'année fiscale précédente, a été relativement similaire à l'accroissement démographique annuel moyen de 1,38 % enregistré depuis 2011. En conséquence, ce faible niveau- de la croissance économique du pays a eu très peu d'impacts positifs sur l'évolution du PIB par habitant en 2016. La progression du PIB observée en 2016 a reflété surtout un effet de rattrapage au niveau du secteur agricole dont la production a augmenté de 3 % contre une chute de 5,4 % durant l'année précédente. De manière générale, hormis le secteur primaire, l'évolution de la valeur ajoutée des différents secteurs a souligné les faiblesses inhérentes à l'appareil productif.

Graphique 2. // Évolution du Produit Intérieur Brut en termes réels (en MG) et de son taux de croissance (en %)



I.2.1.1 - VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

SECTEUR PRIMAIRE

La performance du secteur primaire a été essentiellement associée au comportement de la branche agricole qui représente environ 99 % de sa valeur ajoutée. En effet, la valeur ajoutée à prix constants de la branche «agriculture, sylviculture, élevage et pêche» a crû de 3 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 3 226 MG. Cette branche a ainsi bénéficié au cours de l'exercice d'une bonne pluviométrie, laquelle a contribué aux résultats satisfaisants enregistrés. Toutefois, ce relatif dynamisme du secteur agricole est à mettre en perspective avec les deux années fiscales antérieures au cours desquelles, sa valeur ajoutée totale a baissé en termes réels (-1,4 % en 2014 et -5,4 % en 2015). Ces évolutions ont montré, une fois de plus, l'influence des aléas climatiques sur la production de la branche agricole qui a représenté plus de 22 % du PIB du pays en 2016.

Quant à la branche «industries extractives», elle a été dominée par l'exploitation des carrières de sable dont la valeur ajoutée à prix constants a quasiment stagné à 20 MG. Elle a ainsi pâti de la baisse des investissements publics dans les infrastructures et, de façon plus générale, à la faiblesse des activités au niveau de la branche « Bâtiments et travaux publics » (+0,2 %) en 2016.

SECTEUR SECONDAIRE

Au niveau du secteur secondaire, les industries manufacturières ont été la branche d'activité la plus dynamique. Toutefois, contrairement aux années précédentes où la croissance de cette dernière a été tirée par le secteur de l'industrie d'assemblage tourné vers l'exportation, elle a surtout été tributaire de l'activité des entreprises desservant le marché local. C'est ainsi que la branche « Industries Alimentaires » a crû de 4 % alors que le secteur de la fabrication de papier et d'imprimerie a progressé de 3,9 % à la faveur des activités électorales. Quant à l'industrie textile exportant principalement vers les États-Unis, sa croissance en volume a été de 2,6 % contre 9,1 % durant l'exercice précédent. Parallèlement, la valeur de ses exportations a reculé à cause de la baisse des prix au niveau international.

La branche « Bâtiment et Travaux Publics », pour sa part, a crû de seulement 0,2 %. Il s'agit là de la plus faible progression de ce secteur depuis 2010, laquelle a reflété à la fois le faible niveau d'investissements publics dans les infrastructures et un attentisme marqué en termes de projets privés en raison des incertitudes liées au processus électoral. Néanmoins, la branche « Électricité et eau » a connu un certain regain d'activité. En effet, la remise en activité de la centrale électrique de Carrefour a largement contribué à l'augmentation de 2,9 % de la croissance en termes réels de la valeur ajoutée de cette branche.

SECTEUR TERTIAIRE

Au cours de l'exercice 2015-2016, une baisse des activités a caractérisé les principales branches d'activité du secteur tertiaire, hormis les autres services marchands. En effet, la branche « Commerce, restaurants et hôtels », la plus importante du PIB en termes de part en valeur ajoutée (28 %), a quasiment stagné en progressant seulement de 0,74 % contre 2,8 % en 2015. Quant à la branche « Transport et Communication », elle a crû de 0,4 %, soit son plus faible taux de croissance depuis 2013. Parallèlement, les autres services marchands ont crû de 2,6 % alors que les services non marchands ont vu leur valeur ajoutée, en termes réels, progresser de 1,5 % contre 3,3 % durant l'exercice précédent.

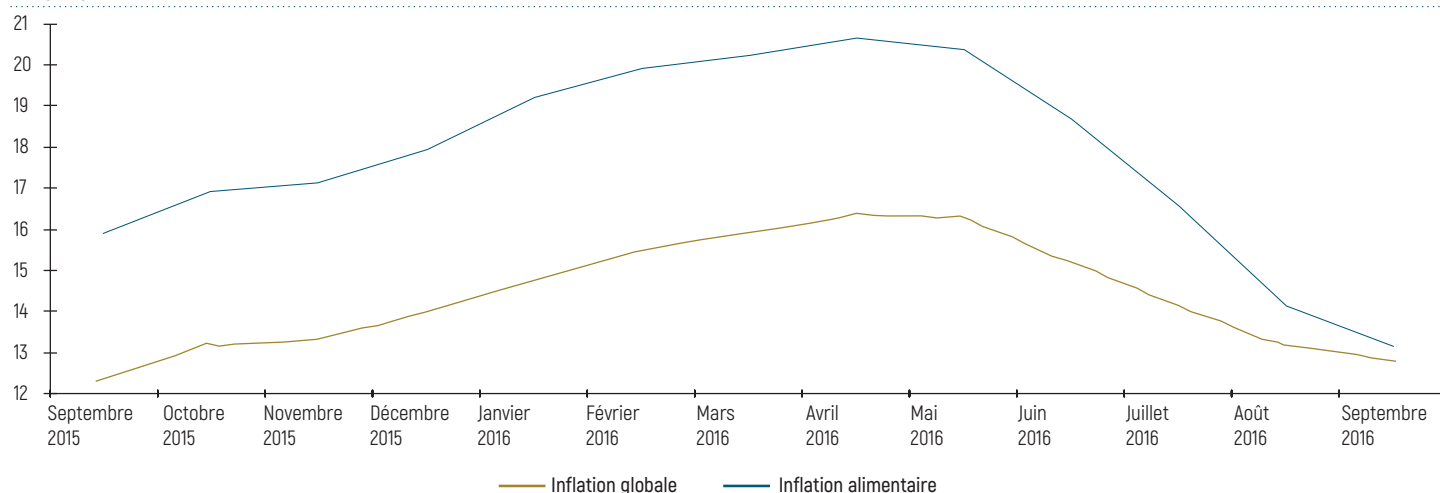
De manière générale, hormis le secteur primaire, l'évolution de la valeur ajoutée des différents secteurs ont montré une relative faiblesse de la croissance de la production. Considérant l'importance de la demande de biens et des services, cette situation, combinée à la dépréciation de la gourde et aux incertitudes caractérisant le climat des affaires, a contribué à l'amplification des pressions inflationnistes dans l'économie.

I.2.1.2 - ÉVOLUTION DES PRIX EN 2016

Au cours de l'exercice fiscal 2015-2016, une augmentation des pressions inflationnistes a été observée en référence à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) à la fois en rythmes annuel et mensuel. En effet, en septembre 2016, l'inflation mesurée par la variation annuelle de l'IPC s'est établie à 12,5 %, soit une accélération de plus de 1,2 point de pourcentage par rapport à son niveau de septembre 2015 (11,3 %). La fonction « Alimentation, boissons et tabac » ainsi que celui du groupe « Transport » dont les poids représentent plus de 60 % de l'indice général, ont contribué à hauteur de 63,41 % au renforcement des pressions inflationnistes en Haïti en 2016.

L'accélération du rythme de progression du niveau général des prix s'est manifestée dans presque toutes les composantes de l'IPC. Le taux de croissance de l'indice du poste « Habillement, tissus, chaussures » a augmenté de 2 points de pourcentage à 17 % en glissement annuel. Celui du poste « Transport » dont le poids dans l'indice général est de 13,74 %, est passé de 2,2 % en 2015 à 4,95 % en 2016. L'indice du poste « Loyer, Énergie, Eau » s'est accru de 14,19 %, soit une hausse de 5 points de pourcentage par rapport à l'année dernière. Le taux de progression de l'indice des postes « Aménagement, Entretien du logement » et « Loisirs, Enseignement, Culture » a atteint 13,04 % et 18,21 % respectivement contre 10,4 % et 10,34 % en septembre 2015. De l'analyse des contributions des différentes fonctions de consommation, il ressort que la progression des prix en septembre 2016, en glissement annuel, est expliquée essentiellement par le poste « Alimentation, boissons, tabac » avec une contribution de 50,45 %. La deuxième fonction ayant l'apport le plus important aux pressions inflationnistes en septembre 2016 a été le groupe « Loyer, énergie, eau » avec 12,96 %.

Graphique 3. // Inflation globale et inflation alimentaire



Sur le plan géographique, une accélération du rythme de croissance annuelle de l'IPC à travers toutes les régions du pays a été enregistrée au cours de l'exercice 2015-2016: Aire Métropolitaine (+1,47 point de pourcentage à 12,98 %), Reste Ouest (+1,27 point de pourcentage à 12,38 %), Nord (+1,9 point de pourcentage à 12,6 %), Sud (+1,60 point de pourcentage à 13,08 %) et Région Transversale (+0,78 point de pourcentage à 12,26 %).

En variation mensuelle, d'octobre 2015 à février 2016, l'inflation a évolué en dents de scie d'un mois à l'autre avec une tendance à la hausse pour atteindre 1,3 % au cours du dernier mois de la période. De mars à mai 2016, une évolution à la baisse de l'inflation mensuelle a été constatée. Toutefois, à partir de juin, l'inflation n'a fait qu'accélérer pour atteindre 1,1 % en juillet 2016, puis ralentir à 1 % en août 2016 et pour enfin clôturer l'exercice 2016 à 1,3 %. L'inflation mensuelle cumulée de l'exercice s'est établie à 11,8 %, soit une augmentation d'un point de pourcentage par rapport à celle de 2015. De plus, le taux mensuel s'est porté à 1 % en moyenne, enregistrant ainsi une hausse de 10 points de base par rapport à la moyenne de l'année dernière.

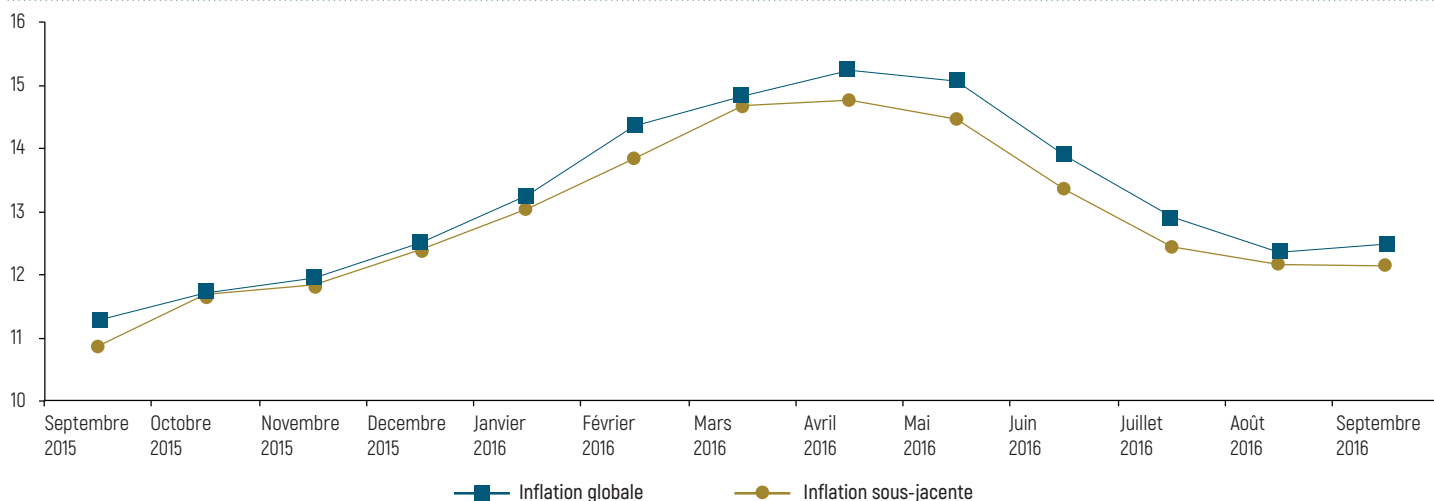
L'accélération des pressions inflationnistes en glissement annuel a découlé de plusieurs facteurs tant qu'externes qu'internes. Sur le plan externe, le renchérissement des prix des produits alimentaires sur le marché international a eu des répercussions sur la formation des prix sur le marché local. En effet, l'indice FAO des produits alimentaires s'est accru de 10,1 % par rapport à septembre 2015 pour se porter à 170,9 en septembre 2016.

Sur le plan interne, la dépréciation de la gourde a favorisé l'augmentation de l'inflation en septembre 2016. En effet, parallèlement à l'augmentation des prix des denrées de base sur le marché international, la gourde s'est dépréciée de 25,7 % par rapport au dollar américain en 2016. Ceci a entraîné une hausse de l'inflation par l'intermédiaire des produits importés dont la variation de l'indice des prix, en glissement annuel, s'est accéléré de 5,33 points de pourcentage pour s'établir à 12,42 % en septembre 2016.

À cela, il faut ajouter, l'ajustement à la hausse des prix des produits pétroliers en fin d'exercice qui a contribué à une amplification des pressions inflationnistes. En effet, au cours de l'exercice fiscal 2015-2016, deux ajustements de prix des produits pétroliers ont été effectués. Le premier, effectif le 13 janvier 2016, a favorisé une baisse de 6 gourdes du prix du gallon de la gasoline et de 8 gourdes de ceux du diesel et du kérosène à 189, 149 et 148 gourdes respectivement. Le 21 août 2016, suite à un ajustement à la hausse, le gallon de gasoline, de diesel et de kérosène s'achetait à 219, 179 et 173 gourdes respectivement, soit des hausses de 30 gourdes pour les deux premiers produits et de 25 gourdes pour le dernier. Considérant le fait qu'il s'agit d'un produit transversal, cette augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe s'est reflétée dans l'évolution du niveau général des prix, notamment à travers l'IPC des fonctions «Loyer, énergie, Eau» et «Transport».

D'octobre 2015 à septembre 2016, l'inflation sous-jacente, en glissement annuel, a suivi la même évolution à la hausse que l'inflation globale. De même, la progression de l'indice sous-jacent est demeurée en-dessous de celle de l'indice global. Ces mouvements ont montré que les composantes volatiles de l'indice des prix à la consommation (alimentation et énergie) ont été les principaux facteurs de la hausse de l'inflation en 2016.

Graphique 4. // Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée par la méthode d'exclusion (en glissement annuel et en %)



I.2.1.3 - SITUATION DE L'EMPLOI ET DES SALAIRES EN HAÏTI EN 2016

Les données disponibles sur l'emploi dans quelques segments du secteur formel font état d'une baisse des effectifs de l'industrie d'assemblage alors que le personnel employé dans le secteur bancaire et l'administration publique a légèrement progressé. Parallèlement, l'ajustement à la hausse du salaire minimum a favorisé une augmentation du pouvoir d'achat de la main d'œuvre à faible revenu en dépit de l'accélération du taux d'inflation au cours de la période sous étude.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LA SOUS-TRAITANCE, LE SYSTÈME BANCAIRE ET LA FONCTION PUBLIQUE

La conjoncture économique qui a prévalu au cours de l'année fiscale 2015-2016 a été marquée par la faiblesse des investissements publics, l'augmentation du salaire minimum et une détérioration du climat des affaires. Ces facteurs n'ont pas été favorables à la création d'emplois dans le secteur des industries d'assemblage. En effet, le nombre de travailleurs au niveau de la sous-traitance qui a augmenté de manière continue depuis 2012, a baissé de 1,2 % pour s'établir à 40 713. Cette évolution de l'emploi dans ce secteur a été observée en dépit des investissements privés effectués dans les zones franches, lesquels ont bénéficié des mesures d'incitation mises en place par le Gouvernement.

Tableau 1. // Emplois dans la sous-traitance

	Emplois sous-traitance	Taux de croissance (%)	Nouveaux emplois créés
2010	27,983	8.5	2,192
2011	27,858	-0.45	-125
2012	28,726	3.12	868
2013	31,424	9.39	2,698
2014	36,340	15.64	4,916
2015	41,188	13.34	4,848
2016	40,713	-1.2	-475

Source : Association des industries d'Haïti (ADIH), BRH/Direction Monnaie et Analyse Économique (MAE)

Au niveau du système bancaire, les nouveaux emplois créés ont totalisé 267, soit une progression de 5 % du nombre de postes à 5 595 en 2016. En effet, cette augmentation du nombre d'emplois au niveau des banques commerciales du pays est liée à l'ouverture de nouvelles succursales et au développement de nouveaux produits et services notamment ceux relatifs aux cartes bancaires.

S'agissant de l'Administration publique, un ralentissement a été observé au niveau de la croissance de l'effectif. Après une progression de 6,7 % durant l'année fiscale 2014-2015, le nombre de fonctionnaires a augmenté de 3 % pour atteindre 83 023 en septembre 2016.

ÉVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM

Tel que défini dans les recommandations du rapport du Conseil Supérieur des Salaires (CSS), le salaire minimum de référence a été révisé à la hausse par le gouvernement au cours de l'exercice 2015-2016. En effet, le salaire minimum pour les ouvriers des établissements industriels tournés vers la réexportation est passé de 240 gourdes à 300 gourdes pour une journée de travail de huit (8) heures à partir du 1er mai 2016.

Utilisé comme indicateur pour la détermination des salaires dans de nombreuses catégories socio-professionnelles en Haïti, l'augmentation du salaire minimum a contribué à une amélioration de la distribution de revenus dans l'économie durant l'année fiscale 2015-2016. De même, en raison de cette révision de la rémunération du travail en termes nominaux, sa valeur réelle a connu une évolution à la hausse en dépit de l'accélération des pressions inflationnistes au cours de l'exercice fiscal 2016. Le salaire minimum réel a progressé de 11,12 % en 2016 contre une détérioration de 4,14 % au cours de l'exercice précédent.

Tableau 2. // Emplois dans la sous- traitance

	Indice des prix à la consommation	Taux d'inflation (en %)	Salaire nominal (Gourdes)	Salaire réel (Gourdes d'août 2004)	Taux de croissance salaire réel (%)
2003	84.15	38.4	70	83.18	40.49
2004	102.4	21.7	70	68.36	-17.82
2005	117.6	14.8	70	59.52	-12.93
2006	132.2	12.4	70	52.95	-11.04
2007	142.6	7.9	70	49.09	-7.29
2008	170.9	19.9	70	40.96	-16.56
2009	162.9	-4.7	70	42.97	4.91
2010	170.5	4.7	200	117.3	172.98
2011	188.2	10.4	200	106.27	-9.4
2012	200.5	6.5	200	99.75	-6.13
2013	209.6	4.5	200	95.42	-4.34
2014	220.8	5.3	225	101.9	6.79
2015	245.7	11.3	240	97.68	-4.14
2016	276.4	12.5	300	108.54	11.12

Source : BRH/Direction Monnaie et Analyse Économique (MAE)
NB: Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal / IPC)*100

II. - MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Le financement monétaire s'est considérablement contracté, ce qui a occasionné une réduction du rythme de progression de la masse monétaire M2. Cependant, l'augmentation du taux de change a provoqué une hausse de la valeur en gourdes des dépôts en dollars EU et a contribué à une accélération de la croissance de la masse monétaire au sens large (M3). Ainsi, l'offre monétaire a crû de 18,01 % contre 15,18 % au cours de l'exercice passé.

II.1. - POLITIQUE MONETAIRE EN 2016

En 2016, tout en maintenant des conditions monétaires relativement serrées, en raison des effets négatifs du niveau élevé du financement monétaire de l'exercice passé et de la persistance de la tendance à la dépréciation de la gourde, la banque centrale a renforcé ses programmes d'incitation du crédit à des secteurs à forte valeur ajoutée.

Au cours du premier trimestre, les autorités monétaires ont pris la décision d'exonérer de réserves obligatoires, les dépôts à terme en gourdes rémunérés à un taux d'intérêt supérieur ou égal à 4% l'an, augmenté de la variation du taux moyen d'acquisition (TMA) du début à la fin de la période de détention. Cette mesure a été prise en vue de la consolidation de l'épargne en gourdes ainsi que du renversement des anticipations de dépréciation et de la dollarisation des dépôts.

Au deuxième trimestre, les autorités monétaires ont signé un protocole d'accord avec le Ministère de l'Économie et de Finances (MEF) qui prévoyait de circonscrire les dépenses publiques dans les limites des ressources disponibles. Conséquemment, le financement monétaire s'est considérablement contracté, passant de 10 milliards de gourdes environ en septembre 2015 à 1,2 milliard en juin 2016, pour terminer l'exercice à 4,2 milliards de gourdes. Au troisième trimestre, d'autres mesures d'incitation à l'octroi du crédit ont été prises, touchant notamment des secteurs clés de l'activité économique.

D'un autre côté, la BRH a maintenu inchangés les taux de réserves obligatoires pendant tout l'exercice. Toutefois, en ce qui a trait aux taux d'intérêt sur les bons BRH, elle a procédé, au troisième trimestre, à un léger assouplissement des conditions monétaires, en réduisant de 2 points de pourcentage les taux pour les différentes maturités. Tout en gardant quasiment inchangée la structure

de l'encours total de ces bons, elle a régulièrement modifié à la hausse leur stock, lequel a plus que doublé en un an. En dépit de cet assèchement régulier des surplus de liquidités du système, la position moyenne de réserves des banques commerciales est passée de 1 milliard de gourdes en septembre 2015 à 2,71 milliards au 30 septembre 2016.

Tenant compte des effets des anticipations négatives liées à la situation politique difficile sur la dépréciation de la gourde, les autorités monétaires ont, de février à juillet 2016, modulé leurs interventions sur le marché des changes de façon à maintenir un coussin confortable de réserves internationales. Ainsi, les interventions directes ont été combinées à d'autres mesures ciblées, permettant de contenir le rythme de dépréciation de la gourde par rapport au dollar.

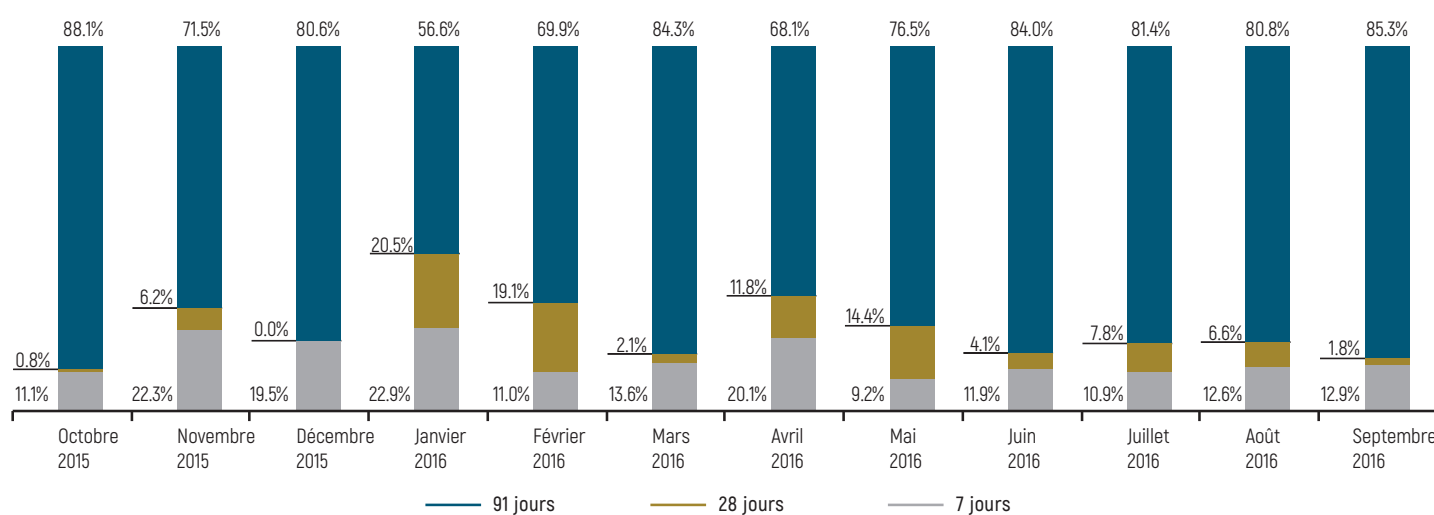
II.1.1 - INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE

En 2016, la Banque Centrale a procédé à l'utilisation de ses instruments conventionnels, tout en les combinant à d'autres mesures ponctuelles, en raison de la persistance des contraintes structurelles et d'un ensemble de facteurs conjoncturels entravant la mise en œuvre de la politique monétaire.

II.1.1.1 - BONS BRH

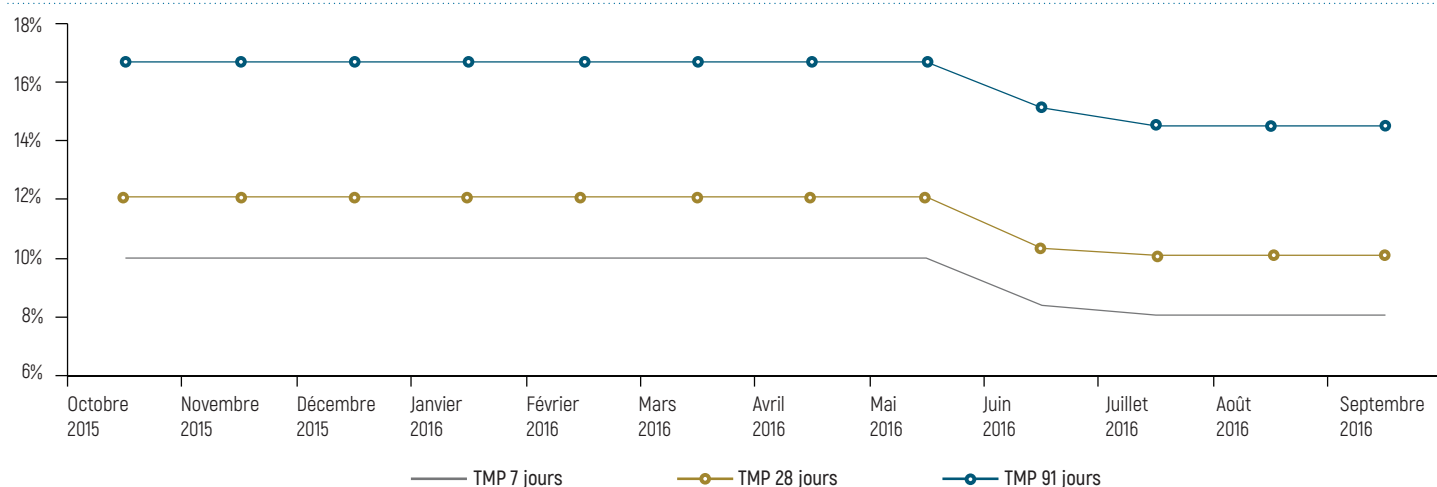
Sur l'exercice, la Banque Centrale a plus que doublé l'encours des bons BRH, en passant de 5 448 MG à la fin de septembre 2015 à 11 426,30 MG au 30 septembre 2016. Par ailleurs, la structure de l'encours de ces titres reste dominée par ceux de 91 jours, suivant une moyenne mensuelle de 77,26 %, avec un creux de 56,58 % au mois de janvier 2016. La prépondérance des bons de 91 jours a donc permis à la Banque Centrale de stériliser, sur une plus longue période, le surplus de liquidité au niveau du système bancaire pour ainsi limiter les comportements spéculatifs sur le change et, par voie de conséquence, les pressions à la hausse des prix à la consommation dans l'économie.

Graphique 5. // Composition de l'encours des bons BRH en 2016



Quant aux taux d'intérêt sur ces bons, ils ont, tout d'abord, été maintenus à leurs niveaux de juillet 2015, jusqu'à leur révision à la baisse au mois de juin 2016. En effet, compte tenu de la baisse du financement monétaire et du ralentissement de la dépréciation de la gourde, les autorités monétaires ont, au troisième trimestre, décidé d'assouplir les conditions de crédit aux secteurs productifs, sans toutefois renoncer à la politique de reprise des liquidités oisives du système à travers les bons BRH. Ainsi, les taux nominaux sont passés de 16 %, 12 % et 10 % respectivement pour les maturités de 91, 28 et 7 jours à 14 %, 10 % et 8 %. Ce mouvement des taux nominaux a également entraîné une baisse des taux moyens pondérés (TMP) à partir de cette période.

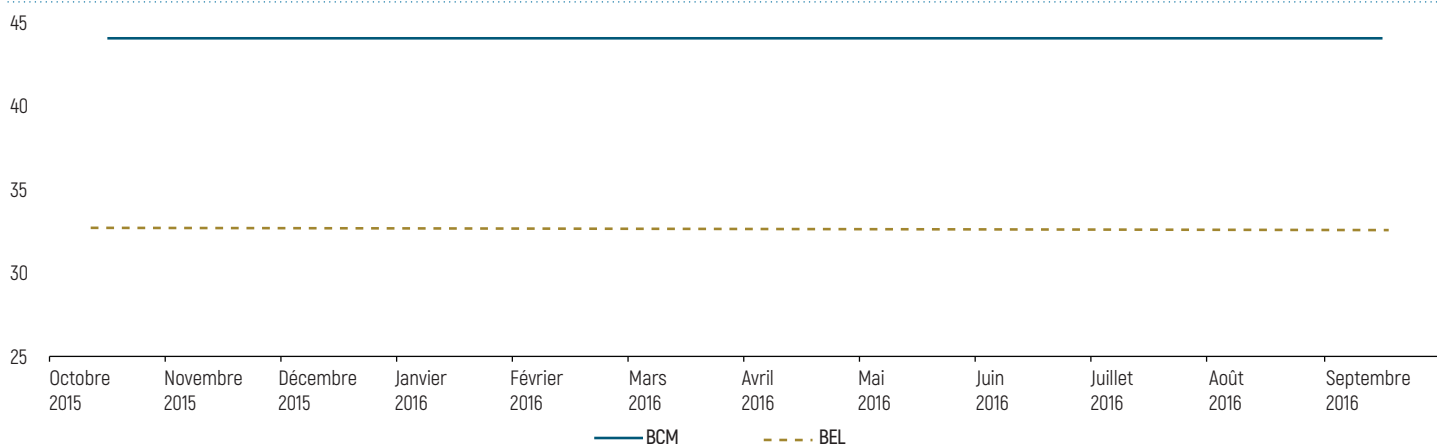
Graphique 6. // Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités



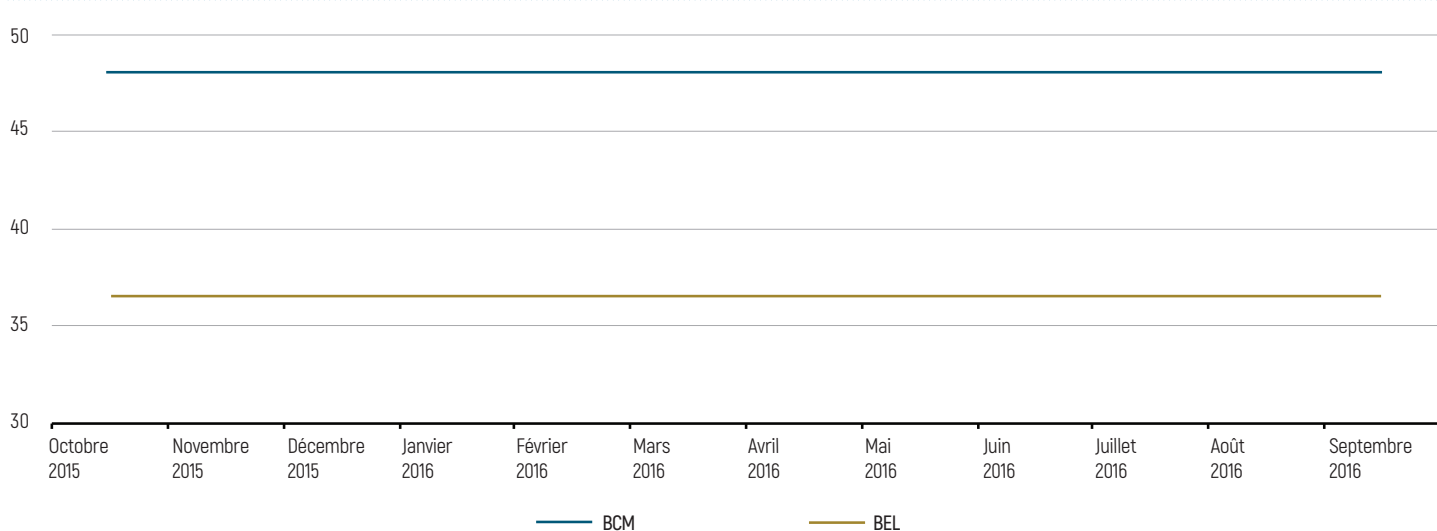
II.1.1.2. TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

Contrairement à l'exercice fiscal 2015, les autorités monétaires ont décidé de ne pas recourir à l'ajustement des taux de réserves obligatoires dans le cadre de l'orientation de leur politique, les maintenant ainsi à leur niveau de juillet 2015, soit à 44 % sur les passifs en monnaie locale et à 48 % sur ceux en monnaie étrangère.

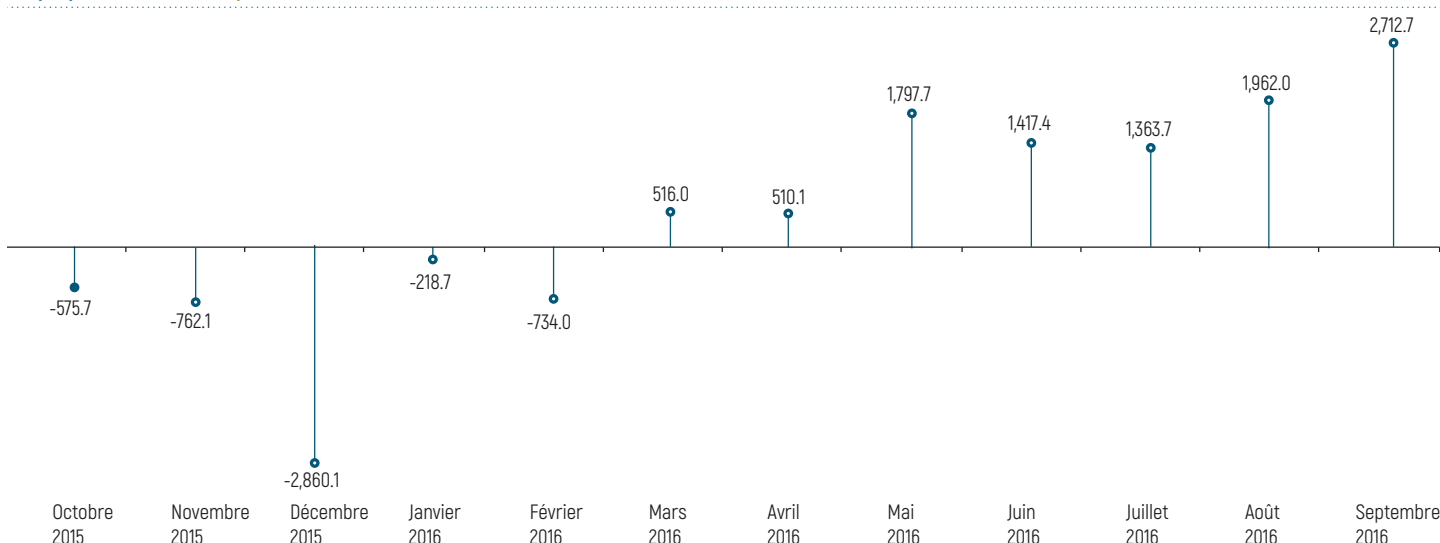
Graphique 7. // Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)



Graphique 8. // Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %)



Graphique 9. // Position moyenne de réserves en MG



II.1.1.3 - INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Avec l'intensification des tensions sur le marché des changes, la BRH a, dès le premier trimestre, procédé à des ventes nettes de 62,38 millions de dollars ÉU. Au deuxième trimestre, 20 millions de dollars ÉU additionnels ont été injectés, ce qui, entre autres mesures, a permis un ralentissement de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar à partir de février 2016 et pendant tout le trimestre suivant. À la faveur de cette stabilisation du change, la Banque Centrale a réduit ses interventions dont le montant net s'est stabilisé à 83 millions de dollars environ jusqu'au mois de juillet 2016, avant de terminer l'exercice à 94,33 millions de dollars. Ces interventions ont été réalisées avec le souci de s'assurer du maintien d'un coussin de réserves internationales nettes (RIN) compatible aux missions de la Banque Centrale, notamment celle de stabiliser la valeur interne et externe de la monnaie nationale. Aussi, le montant des réserves internationales nettes, a-t-il augmenté de 62,69 millions de dollars ÉU, pour atteindre 906,04 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2016.

II.1.2 - RÉSULTATS

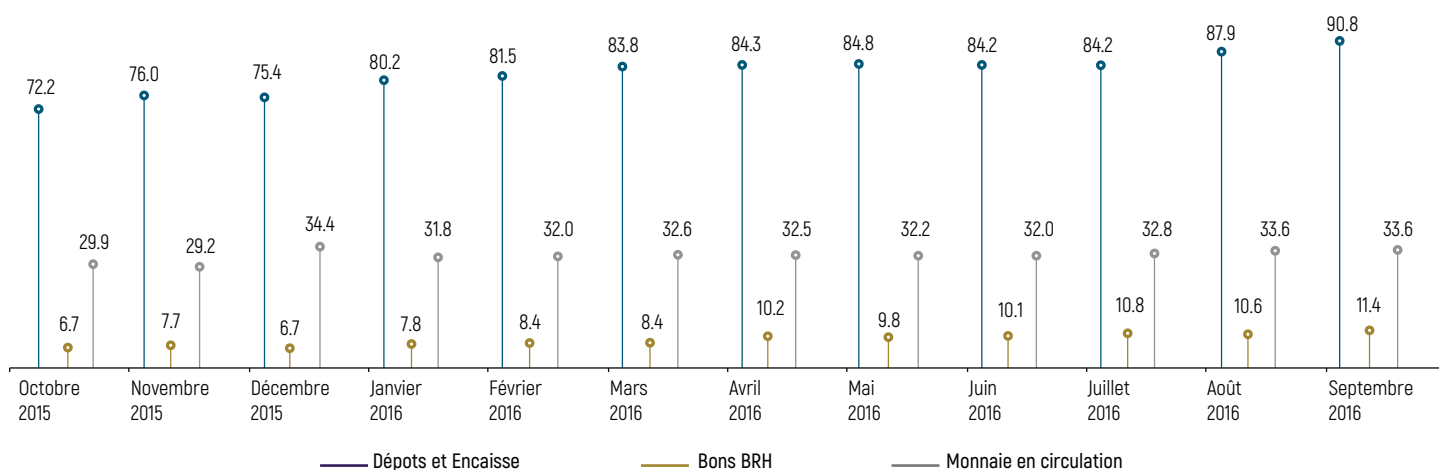
Globalement, la politique monétaire conduite en 2016 a permis de mitiger l'impact de la dégradation du climat des affaires sur la stabilité macroéconomique du pays.

II.1.2.1 - RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

Le ralentissement du rythme de progression du crédit au secteur public de 93,51% en 2015 à 11,67% en 2016, a eu l'effet similaire sur le taux d'accroissement de la base monétaire au cours de la même période. En effet, après une progression de 31,50 % en 2015, la base monétaire au sens restreint n'a augmenté que de 3,15 %. Cette évolution a reflété l'effet combiné du comportement des dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH (-8,78% comparativement à plus 44,83% en 2015) et de la monnaie en circulation (17,56% contre 19,54% en 2015). La tendance a été la même pour la base monétaire au sens large dont le rythme de croissance a ralenti de 2,98 points de pourcentage par rapport à 2015 pour s'inscrire à 19,96 %. Toutefois, cette décélération du rythme de progression de la base monétaire au sens large aurait été plus importante sans les incidences de la dépréciation de la gourde sur le niveau des dépôts en dollars des banques commerciales à la BRH (41,57% contre 22,63% en 2015).

À l'actif, contrairement au crédit au Gouvernement central dont la variation est passée de 62,88 % en 2015 à 12,92 % en 2016, les réserves internationales nettes de la BRH ont enregistré une croissance plus prononcée. En effet, ces dernières, exprimées en monnaie locale, se sont chiffrées à 111,1 milliards de gourdes contre 79,8 milliards en 2015, soit une augmentation de 39,26 % après une hausse de 7,42% un an plus tôt.

Graphique 10. // Composantes de la base monétaire (milliards de gourdes)

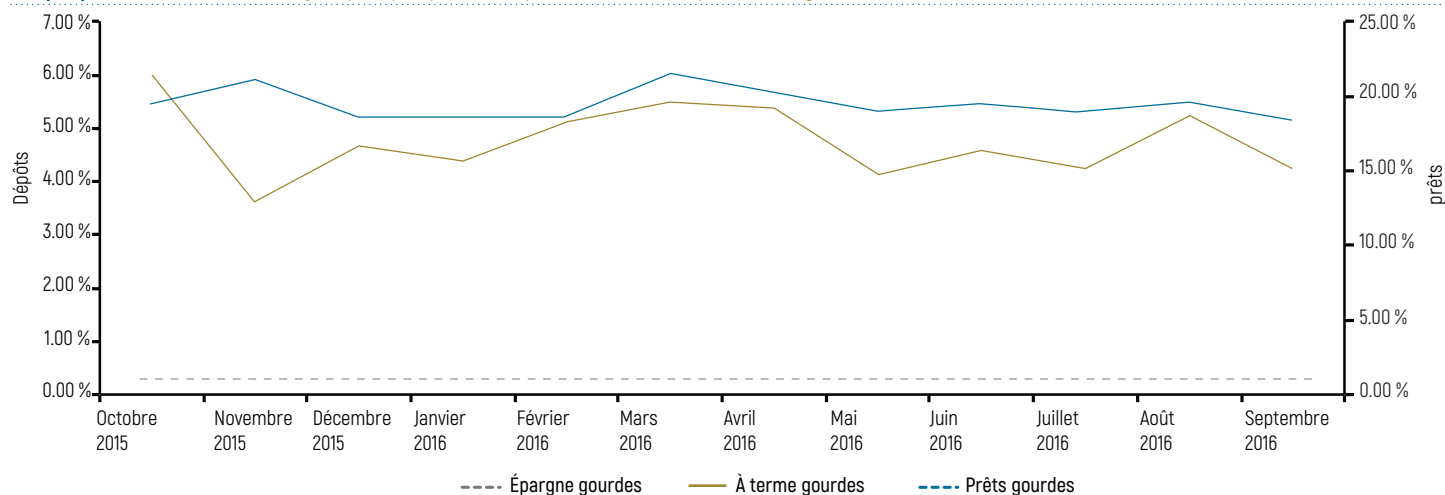


III.2.2 - RÉSULTATS FINALS

L'accord de «Cash Management» conclu entre la BRH et le MEF, en vue de contenir les dépenses de l'Etat dans une fourchette proche des recettes collectées, a eu des résultats probants. Le financement monétaire a chuté d'environ deux tiers par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 4,2 milliards de gourdes contre 9,99 milliards en 2015. Ceci a renforcé l'efficacité des mesures de politique monétaire, les autorités ayant pu ralentir la forte dépréciation de la gourde qui a caractérisé l'exercice fiscal 2015 et qui s'est poursuivie jusqu'au mois de février 2016. En effet, au cours des cinq (5) premiers mois de l'exercice 2015-2016, la valeur de la gourde a chuté de 3,38 % en moyenne d'un mois à l'autre. A partir de mars 2016, les diverses mesures adoptées par la BRH ont permis d'atténuer les tensions sur le marché des changes et conséquemment, réduire la dépréciation à 0,93 % en moyenne mensuelle.

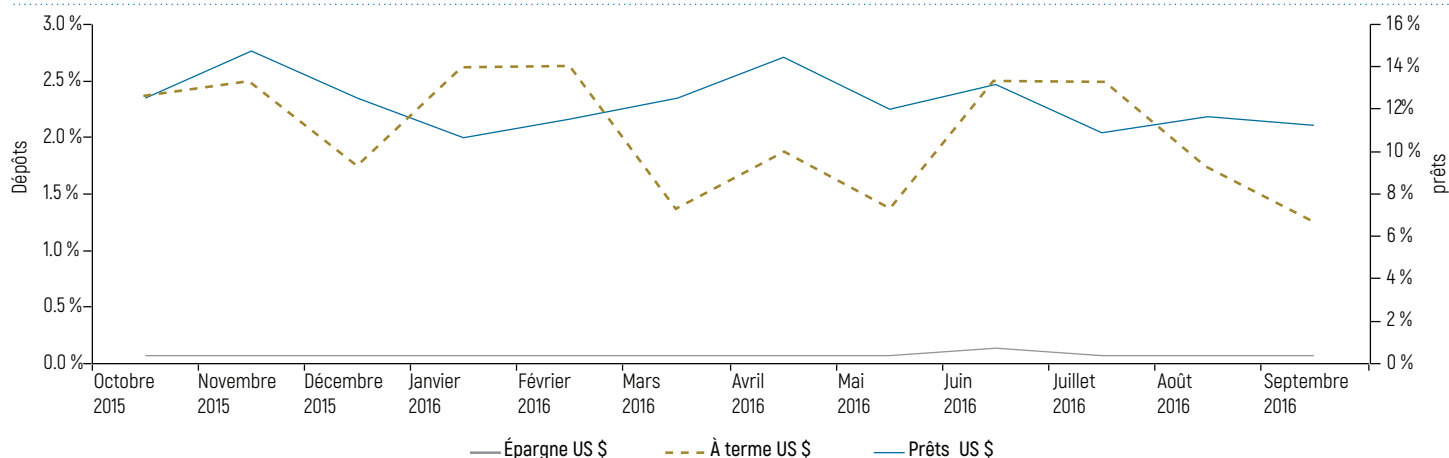
Les taux d'intérêt sur les dépôts à terme et ceux sur les prêts en gourdes ont connu une évolution mitigée. En moyenne annuelle, les taux sur les dépôts à terme en gourdes se sont chiffrés à 4,69 % en 2016 contre 3,32 % pour l'exercice antérieur. Ceci a traduit la contribution des obligations BRH à l'émergence de taux d'intérêt plus attractifs au niveau du système. Par contre, l'évolution des taux d'intérêt sur les prêts s'est alignée sur celle des taux offerts sur les bons BRH. D'octobre 2015 à mai 2016 les taux sur les prêts se sont affichés en moyenne à 19,54%, avant de s'établir à 18,71 % au cours des quatre derniers mois de l'exercice.

Graphique 11. // Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)



Les taux sur les dépôts d'épargne en dollars sont restés à des niveaux très faibles, avec une rémunération moyenne de 0,08 % en 2016 contre 0,11 % en 2015. Les taux d'intérêt sur les dépôts à terme et les prêts en dollars ont augmenté au cours de l'exercice, passant respectivement de 1,70 % et 11,43 % en 2015 à 2,11 % et 13,11 % en 2016.

Graphique 12. // Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (Opérations en dollars EU)



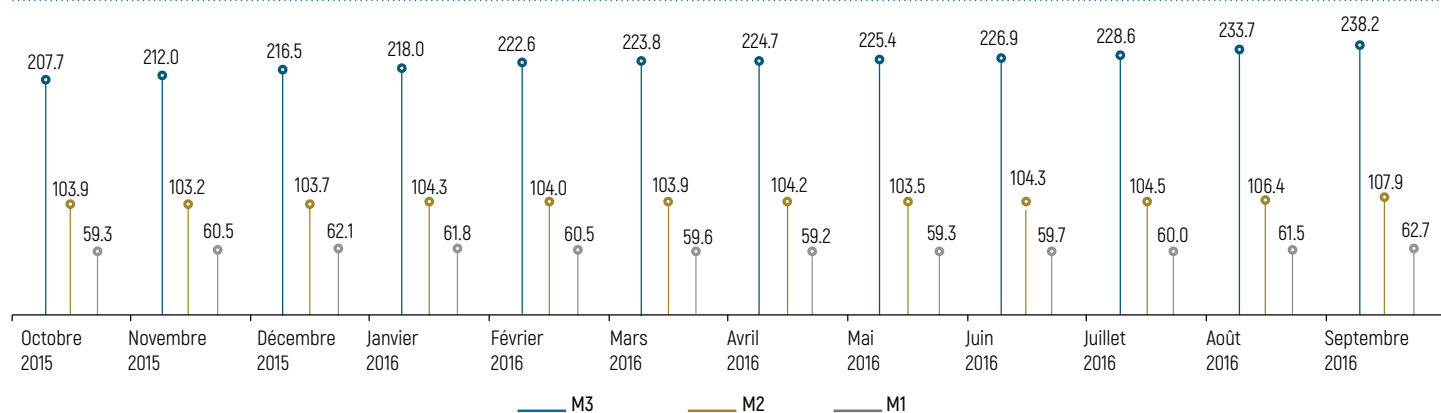
II.2.- ÉVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES EN 2016

Au cours de l'exercice fiscal 2016, la progression des agrégats monétaires a été influencée, d'un côté par l'impact combiné de l'inflation et du taux de change et de l'autre, par l'amélioration de la situation des finances publiques. En effet, si la croissance de la masse monétaire au sens large s'est accélérée, il n'en a pas été ainsi des agrégats M2 et M1 pour lesquels un taux de croissance moindre par rapport à 2015 a été enregistré. La masse monétaire M3 s'est établie à 238,01 milliards de gourdes, soit une hausse de 18,01 %, contre 15,18 % au cours de l'exercice passé. Aussi, l'offre monétaire a-t-elle crû à un rythme supérieur à celui de l'IPC (de 5,41 points de pourcentage) et du PIB nominal (de 3,68 points de pourcentage).

L'accélération de la croissance de M3 a reflété principalement celle de l'évolution des dépôts en dollars convertis en gourdes (+28,43 % en valeur et 2,04 % en volume), plus particulièrement des dépôts à vue et d'épargne, lesquels ont affiché des taux de croissance respectifs de 34,87 % et 20,53 % contre 5,53 % et 12,61 % en 2015. Dans le cas des dépôts d'épargne en dollars ÉU convertis en gourdes, cette tendance a traduit un effet de change étant donné qu'en volume, la contraction enregistrée au cours de l'exercice sous étude a été plus importante (-4,24 % contre -1,47 % en 2015). S'agissant des dépôts à vue en dollars convertis en gourdes, leur évolution a, en partie, traduit un effet change mais a aussi marqué une modification dans la préférence des agents économiques en faveur de la devise étrangère, à des fins de transaction. En effet, le montant en dollars de ces dépôts a augmenté de 7,16 % (contre -7,67 % en 2015) parallèlement à une contraction des dépôts à vue en gourdes sur la même période.

L'agrégat M2 a varié de 7,46 %, soit une décélération de 4,85 points de pourcentage par rapport à l'année antérieure. Ce ralentissement a reflété aussi bien le comportement des dépôts d'épargne en gourdes (+6,08 % contre 9,53 % en 2015) que celui des dépôts à terme en gourdes (+8,78 % contre 35,47 % un an plus tôt). L'agrégat M1, évoluant dans le même sens que M2, a également connu un taux de croissance moindre au cours de l'exercice (+7,28 % contre 9,07 % en 2015) consécutivement à l'évolution mitigée de ses deux composantes. En effet, si la monnaie en circulation a augmenté de 17,56 %, les dépôts à vue en gourdes, de leur côté, se sont contractés de 1,67 % au profit de ceux en dollars. Conséquemment, la dollarisation des dépôts s'est nettement accentuée au cours de l'année fiscale 2016, se chiffrant à 63,76 % contre 58,63 % un an plus tôt.

Graphique 13. // Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)



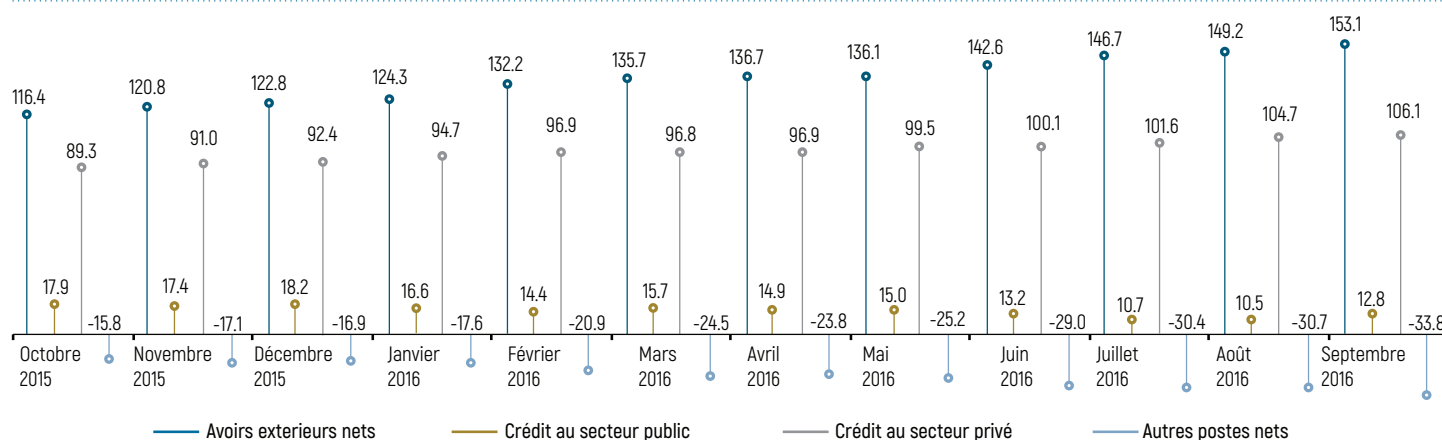
II.2.1.- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Globalement, du côté des contreparties de la masse monétaire, l'accélération de la croissance observée a été le résultat du mouvement enregistré au niveau des avoirs extérieurs nets du système, le crédit intérieur ayant progressé de façon moindre par rapport à l'exercice passé.

S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils ont accusé une progression de 35,92 % contre 17,73 % au cours de l'exercice passé. La progression plus importante des avoirs extérieurs nets en 2016 est liée principalement à la hausse significative des réserves nettes de change de la BRH (+39,26% contre 7,42% en 2015), celles des banques commerciales ayant ralenti de 25,76 points de pourcentage par rapport à l'année passée.

En 2016, la posture monétaire adoptée par la Banque Centrale a été restrictive, en raison d'un contexte inflationniste et de dépréciation de la gourde qui a prévalu durant tout le premier semestre. Toutefois, certaines mesures incitatives ont été prises par la BRH pour faciliter l'octroi du crédit à des secteurs spécifiques comme ceux d'hôtellerie, du logement, ainsi que des zones franches et industrielles. Aussi, le crédit au secteur privé a-t-il progressé de 21,02 % contre seulement 3,31% en 2015. Cet accroissement a été largement supporté par le crédit en gourdes dont le stock a crû de 19,43 % contre 14,18% un an plus tôt. Néanmoins, cette évolution a été, en partie, imputable à un effet de change, en ce sens que le crédit en dollars ÉU converti en gourdes a augmenté de 23,69 % tandis qu'évalué en dollars, une diminution de 1,72 % a été enregistrée

Graphique 14. // Contreparties de M3 (en milliards de gourdes)



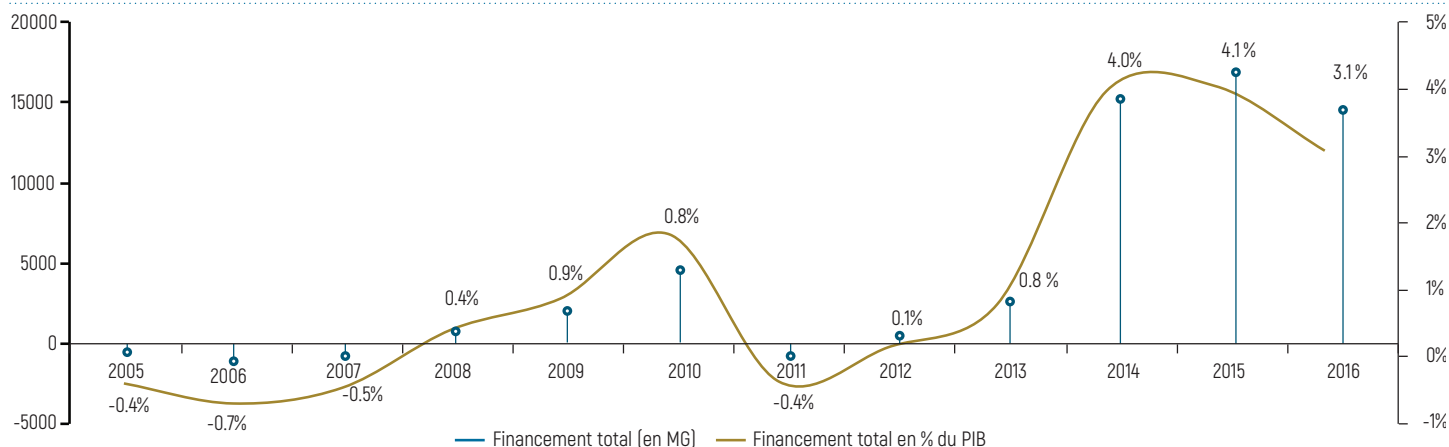
III. FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'exercice fiscal 2015-2016, la gestion des finances publiques s'est déroulée dans un contexte socio-politique relativement difficile. En effet, l'organisation des élections et les événements qui ont suivi, ont débouché sur un climat d'incertitude, marqué au niveau économique par la dépréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU et l'accélération des pressions inflationnistes. Comme pour l'exercice précédent, l'action gouvernementale s'est orientée vers le maintien de la stabilité macroéconomique dans le cadre des grandes lignes du budget de l'exercice en support à la croissance et au renforcement des finances publiques. Ainsi, au terme de l'exercice, les recettes courantes se sont établies à 66 078,2 MG contre 57 116,5 MG pour l'exercice précédent, soit une progression de 15,7 %. Toutefois, ce niveau de recettes est resté en deçà des prévisions de 77 206,5 MG, marquant ainsi une contre-performance liée, en partie, au ralentissement de l'activité économique.

S'agissant des dépenses exécutées par l'Administration Centrale, elles ont atteint 80 265,6 MG contre un plafond de 80 668,9 MG prévu dans le budget annuel. Ce résultat est attribuable, non seulement, au processus de mise en place du Compte Unique du Trésor (CUT) ayant permis au Trésor public d'avoir une meilleure visibilité sur l'ensemble de ses ressources publiques mais également, aux efforts du gouvernement d'assurer un meilleur contrôle de ses dépenses, au regard de l'accord sur le Cash Management conclu avec les autorités monétaires.

Ainsi, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit global de 14 843,7 MG, avec un recours au financement monétaire de 4 460,7 MG au 30 septembre 2016, en diminution significative par rapport à l'exercice précédent où il s'était établi à 9 998,7 MG.

Graphique 15. // Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG



III.1 - RECETTES

Les actions entreprises par les administrations fiscale et douanière pour renforcer les procédures de perception, de façon à éviter la fraude et l'évasion fiscales, combinées aux nouvelles dispositions visant à élargir l'assiette fiscale, ont permis d'atteindre, au terme de l'exercice 2015-2016, un niveau de recettes fiscales en hausse de 15,7 % par rapport à celui enregistré un an auparavant. Ces mesures ont concerné notamment la révision à la baisse de certains champs fiscaux tels que : la contribution foncière des propriétés bâties (CFPB), le droit de fermage des biens du domaine privé de l'État, l'impôt sur le revenu pour les étrangers afin de réduire la double imposition et l'ajustement de la loi sur la patente. En conséquence, les recettes fiscales chiffrées à 66 078,2 MG, ont représenté 86 % des prévisions établies pour l'exercice 2015-2016. Par ailleurs, le niveau des recettes est, entre autres, lié à l'effet-change compte tenu de la dépréciation de 25,7 % de la gourde par rapport au dollar ÉU.

Considérant leur structure, l'augmentation des recettes fiscales a résulté de la progression de ses principales composantes telles les recettes internes, douanières, et diverses de respectivement : 15,7 %, 15 % et 33,9 %. Ainsi, la pression fiscale est passée de 13,3 % en 2015 à 13,6 % en 2016.

III.1.1 - RECETTES INTERNES

À la fin de l'exercice fiscal 2015-2016, les recettes internes ont atteint 44 158,9 MG en hausse de 15,7 % par rapport à l'année fiscale antérieure. La progression des recettes internes a reflété l'augmentation de ses trois principales composantes : l'impôt sur le revenu (15,2 %), la taxe sur le chiffre d'affaire (21,2 %) et les droits d'accise (15,5 %). Cette bonne tenue des recettes internes a résulté de la mise en application, au cours de l'exercice sous-étude, d'un ensemble de mesures fiscales et administratives, notamment : la prorogation, la modification et l'ajustement de certains impôts, droits et taxes; le renforcement du système de paiement de la déclaration de l'Impôt sur le Revenu, en doublant dans certains cas l'acompte et l'amende et la réduction des subventions et franchises, à travers la modification des procédures d'octroi.

De 13 193,6 MG au 30 septembre 2015 à 15 193,7 MG au 30 septembre 2016, l'impôt sur le revenu a progressé de 15,2 %, en glissement annuel. La hausse de cette composante des recettes internes a été attribuée d'une part, à la mise en place des services d'assistance et au paiement en ligne facilitant les opérations des contribuables et des importateurs et d'autre part, aux plus-values réalisées lors de toute cession à titre onéreux sur les biens mobiliers et immobiliers, assimilées à des revenus qui ont été frappés d'une retenue à la source de 10 % à titre d'impôt sur le revenu.

De son côté, la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) a enregistré une hausse de 21,2 % en glissement annuel, pour se fixer à 17 245,3 MG contre 14 229,8 MG, un an auparavant. Elle a constitué la contribution la plus significative des recettes internes (39,1 %). Elle a affiché une meilleure performance par rapport à l'exercice précédent au cours duquel elle avait progressé de seulement 8,2 %. Son évolution est liée, entre autres, à l'introduction d'un timbre fiscal faisant obligation à ceux qui collectent la TCA pour le compte de l'État, à la reverser dans les délais prescrits par la loi. De plus, le seuil du chiffre d'affaires pour la soumission des états financiers a été révisé et un régime simplifié de paiement de la TCA a été mis en exécution.

Quant aux droits d'accises, ils ont totalisé 4 139,6 MG au 30 septembre 2016 contre 3 584,8 MG un an plus tôt, soit une progression de 15,5 %, malgré la baisse de 13,8 % des importations de produits alcoolisés. Un redressement qui est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur des importations en gourdes, liée à la dépréciation de la monnaie nationale.

III.1.2 - RECETTES DOUANIÈRES

Les recettes perçues par l'Administration Générale des Douanes (AGD) durant l'exercice 2015-2016, ont enregistré une augmentation de 15,01 %, pour atteindre 20 984,5 MG au 30 septembre 2016 contre 18 246,4 MG au cours de l'exercice antérieur. Cette augmentation des recettes douanières a été supportée par la croissance conjuguée de ses deux principales composantes : telles les droits de douanes et les frais de vérification. En effet, ces dernières ont connu des hausses respectives de 8,2 % et de 29,3%. De plus, la modification du code douanier et le renforcement de la surveillance frontalière ont été, entre autres, des mesures ayant favorisé l'accroissement des recettes douanières parallèlement à la dépréciation de la gourde.

Les droits de douane ont crû de 8,2 % pour atteindre 12 744,8 MG durant l'exercice 2015-2016 et ont constitué 60,7 % du total des recettes douanières. Cette augmentation a résulté, entre autres, de la mise en application d'une pénalité de retard variant entre 0,50 % et 1 % par mois, applicable sur le montant du bordereau de douane.

Quant aux frais de vérification, ils se sont élevés à 7 404,6 MG au cours de l'exercice sous-étude contre 5 726,9 MG l'exercice précédent, soit une augmentation de 29,3 % en glissement annuel et une contribution de 35,3 % au total des recettes douanières.

AUTRES RECETTES

Au terme de l'exercice 2015-2016, les recettes fiscales issues de sources diverses ont connu une progression de 33,8 % en glissement annuel, pour se chiffrer à 934,8 MG contre 698,2 MG un an plus tôt. Elles ont représenté 1,4 % des recettes courantes.

III.1.3 - PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

La DGI, à travers son bureau central et ses principales unités déconcentrées, a collecté des recettes évaluées à 29 044,5 MG durant l'exercice sous étude contre 25 695,7 MG un an plus tôt, soit une progression de 13 %. Cet accroissement est associé à l'augmentation des recettes en provenance des différents points de perception tels : le Bureau Central (1,8 %), la Direction des Grands Contribuables (17,8 %) et les autres points de perception (5,1 %). Toutefois, la part des recettes de la DGI dans le total des recettes internes a diminué de 1,55 point de pourcentage, passant de 67,32 % à 65,77 %.

Quant à l'Administration Générale des Douanes, les recettes internes qu'elle a perçues ont crû 21,15 % en glissement annuel pour atteindre 15 114,38 MG, correspondant à 34,23 % du total, soit une augmentation de sa contribution de 1,55 point de pourcentage. En termes de performance institutionnelle, la Direction des Grands Contribuables (DGC) avec un apport de 40,1 %, est demeurée la principale source de perception de recettes internes.

Tableau .3 // Evolution des recettes internes par institutions

	Exercice 2014-2015	Poids dans le total	Exercice 2015-2016	Poids dans le total	Variation en pourcentage
DGI	25,695.68	67.32%	29,044.52	65.77%	13.03%
Bureau Central	2,729.65	7.15%	3,006.45	6.81%	1.84%
UGCF	15,037.70	39.39%	17,706.34	40.10%	17.75%
Autres points de perception	7,928.33	20.77%	8,331.73	18.87%	5.09%
Douane	12,476.22	32.68%	15,114.38	34.23%	21.15%
Total	38,171.90	100.00%	44,158.90	100.00%	15.68%

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.1.4 - ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES

Quant à la structure des recettes, elle n'a pas subi de modification dans la mesure où les impôts indirects à la consommation constituent la principale source de revenu de l'Administration Centrale. En effet, ces derniers ont contribué à hauteur de 64,1 % au total des recettes dont : 31,8 % en provenance des recettes douanières, 26,1 % de la TCA et 6,3 % des droits d'accise.

En dépit de la hausse de 1,4 point de pourcentage des impôts sur le revenu des particuliers, l'apport des impôts directs sur le revenu et les bénéfices a affiché un léger recul de 0,12 point de pourcentage en rythme annuel, en raison de la baisse de 1,5 % de la rubrique « Sociétés et autres personnes morales ». Par ailleurs, les autres recettes ont vu leur poids dans les recettes totales diminué de 0,86 point de pourcentage, malgré une augmentation de 7,3 % de celles-ci en glissement annuel.

Tableau 4. // Structure des recettes

	Exercice 2013-2014	Exercice 2014-2015	Exercice 2015-2016
Recettes totales	100.00%	100.00%	100.00%
Impôts directs sur le revenu et les bénéfices	24.92%	25.08%	24.96%
Sociétés et autres personnes morales	9.24%	10.64%	9.15%
Personnes physiques	15.68%	14.44%	15.81%
Impôts indirects à la consommation	59.71%	63.14%	64.12%
TCA	27.91%	24.91%	26.10%
Accises	1.84%	6.28%	6.26%
Recettes douanières	29.95%	31.95%	31.76%
Autres	15.37%	11.78%	10.92%

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.2 - DÉPENSES PUBLIQUES

Les dépenses effectives de l'Administration Centrale dans le cadre de l'exécution du budget de l'exercice fiscal 2015-2016 ont crû de 25,1 % par rapport à 2015 pour 80 265,6 MG, représentant ainsi 99,5 % des prévisions budgétaires. Ces dépenses sont ventilées de la manière suivante : 92,7 % ont été allouées aux dépenses courantes et 7,3 % à celles liées aux investissements contre des pourcentages respectifs de 90,3 % et 9,7 % en 2014-2015. Ainsi, la structure des dépenses n'a pas subi de modifications notables, considérant le fait que celles dites courantes sont restées la part la plus importante des crédits budgétaires.

III.2.1 - DÉPENSES COURANTES

Les dépenses effectuées par le gouvernement haïtien dans le cadre de ses obligations courantes ont augmenté de 28,4 % pour se chiffrer à 74 411,6 MG au 30 septembre 2016. Représentant un dépassement de 14,5 % de la cible de 64 982,4 MG du budget, elles ont été réparties de la manière suivante: 83,4 % destinées aux dépenses sur biens et services; 2,6 % au service de la dette et 14 % aux subventions et transferts.

Les dépenses sur biens et services regroupant : les salaires, la location et l'acquisition de véhicules au service des institutions publiques, les voyages, les activités festives, l'achat de matériels et fournitures de bureau etc., ont atteint 62 044,7 MG. Il s'agit d'une progression de 20,2 % par rapport à l'exercice 2014-2015. Cet accroissement est lié à la hausse conjuguée des dépenses liées aux traitements et salaires (11,3 %) et de celles consistant en l'achat de biens et services (31,7 %) pour s'établir respectivement à 32 272,3 MG et 29 772,4 MG.

S'agissant de la masse salariale, elle a augmenté de 11,3 % à 32 272,3 MG, sous l'effet des ajustements appliqués au bénéfice de certains employés de la fonction publique notamment les enseignants et les policiers, au paiement des arriérés de salaires et des débours effectués dans le cadre des recrutements au sein de la fonction publique. En conséquence, le ratio de la masse salariale sur dépenses courantes s'est établi à 43,4 %. Par ailleurs, le nombre de fonctionnaires a augmenté de 3,5 % pour s'établir à 83 435 en 2016.

De 5 417,4 MG en 2015, les subventions et transferts se sont accrus de 91,7 % pour s'établir à 10 386 MG durant l'exercice sous-étude. Ces dépenses ont été réalisées principalement en faveur de l'EDH, de certains ministères dans le cadre du renforcement de leurs dispositifs internes, de leurs activités sous forme d'œuvres humanitaires, de frais aux étudiants boursiers, de dotations pour les fêtes patronales, etc.

Quant aux dépenses d'intérêts sur la dette publique, elles ont plus que doublé au cours de l'année fiscale. Elles sont passées de 938,9 MG à 1 980,9 MG et distribuées de la façon suivante : 249,7 MG de paiements d'intérêts au titre de la dette interne et 1 731,2 MG au titre de la dette externe qui est estimée approximativement au triple du montant payé au cours de l'année fiscale 2015. Pour la dette interne, la partie la plus importante des intérêts sur la dette interne évaluée à 1 099,8 MG, n'a pas été honorée et cela a constitué un financement à l'Administration Centrale.

III.2.2 - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Au cours de l'exercice fiscal, les dépenses d'investissement exécutées par le Gouvernement Central ont accusé un écart significatif par rapport aux prévisions de 15 686,5 MG du programme d'investissements publics (PIP) sur fonds locaux. En effet, celles-ci ont atteint 5 854 MG, soit un taux de réalisation de 37,3 %. Compte tenu de la situation politique qui prévalait à partir du troisième trimestre de l'exercice, à savoir, la non ratification du budget rectificatif par le Parlement et l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle, des dépenses importantes à effectuer pour le financement de programmes et projets n'ont pu être engagées.

Au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, 9,8 % des fonds d'investissement ont été alloués, entre autres, pour l'établissement d'un système de réseautage entre les ministères et les Unités d'Études et de Programmation (UEP) et, pour l'amélioration des rapports de coopération devant permettre un meilleur suivi de l'aide au développement.

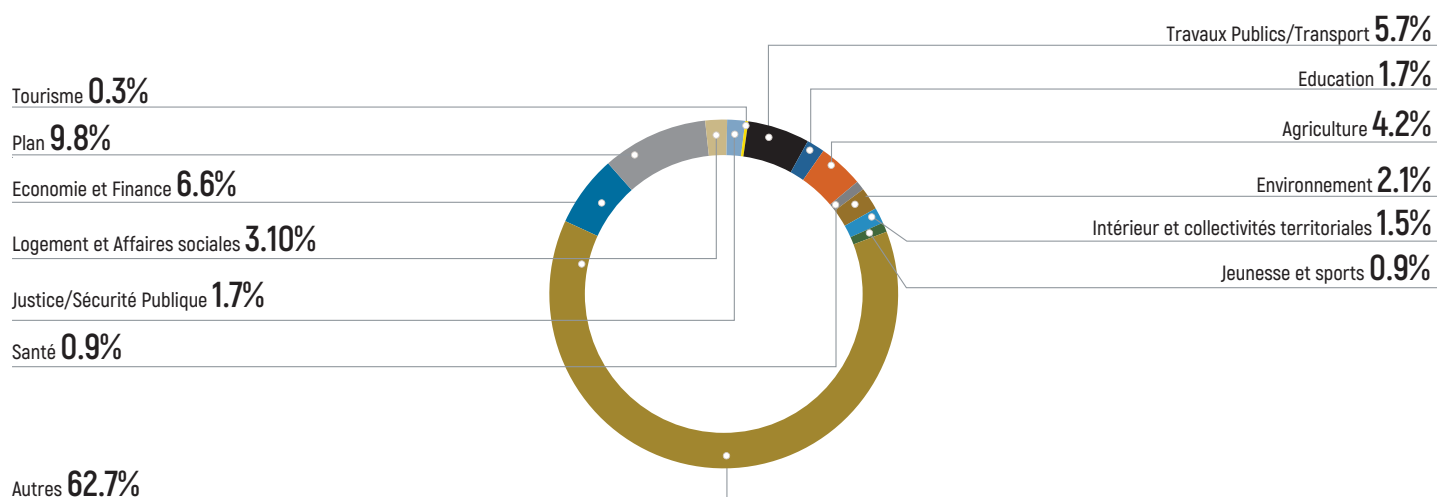
Au Ministère de l'Economie et des Finances, 6,6 % du budget d'investissement ont été consacrés au renforcement des capacités d'intervention de l'Administration Générale des Douanes, à la mise en place de la réforme budgétaire, à travers l'adoption d'une nouvelle loi portant sur l'élaboration et l'exécution des Lois de Finances en révision du décret du 16 février 2005 et d'un cadre légal approprié, à la finalisation de l'avant-projet de loi relatif au plan de retraite des agents de la fonction publique et à l'accompagnement des ministères et institutions dans l'élaboration de leur perspective de budget-programme.

Au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, les dépenses d'investissements ont représenté 4,2 % du montant alloué aux investissements publics. Cette allocation a été faite principalement pour renforcer le dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires, la facilitation d'accès aux financements agricoles à travers la promotion des micro-assurances dans le secteur afin de dynamiser les filières productives et pour encourager prioritairement la production nationale.

Au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, 1,7 % des dépenses de capital ont été consenties pour la scolarisation des enfants, la construction et la réhabilitation de centres de formation professionnelle et de bâtiments scolaires à travers l'ensemble des départements du pays.

Et finalement, le solde a été alloué dans les proportions suivantes :

- 2 % au Ministère des Affaires Sociales et du Travail pour le renforcement des capacités d'intervention des entités du ministère, notamment la continuité des programmes d'aide aux familles défavorisées, la mise en place des structures d'accompagnement aux personnes handicapées et la réinsertion sociale des enfants de rues et des rapatriés ;
- 2,1 % au Ministère de l'Environnement dans le cadre de la lutte contre la désertification, les rejets chimiques pouvant causer la pollution des nappes phréatiques et/ou des eaux superficielles et la mise en œuvre des politiques alternatives à l'utilisation des combustibles forestiers ;
- 1,7 % au Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique pour la consolidation des capacités de la Police Nationale et du système judiciaire, l'amélioration des conditions de détention, le renforcement du système d'État Civil et l'intensification des efforts de contrôle du blanchiment des avoirs ;
- 5,7 % au Ministère des Travaux Publics pour la réhabilitation et l'entretien des routes urbaines et rurales, le contrôle des exploitations de sable, l'implantation d'installations solaires dans des régions dépourvues d'infrastructures ;
- 0,9 % au Ministère de la Santé Publique et de la Population pour la lutte contre le choléra, la prévention d'autres maladies virales et la consolidation des acquis des programmes de lutte et de prévention contre les maladies transmissibles ;
- 0,3 % au Ministère du Tourisme pour la promotion du tourisme et la mise en place des circuits touristiques dans les régions jugées prioritaires ;
- 62,7 % aux autres institutions, pour le renforcement de leurs structures et l'accompagnement des projets de développement.



III.3 - FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Sur les 12 mois de l'exercice sous étude, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit de 14 843,7 MG contre celui de 17 167,3 MG l'exercice précédent. Ce dernier qui représente 3,1 % du PIB, a été couvert par des financements externe et interne à des pourcentages respectifs de 78,2 % et de 21,8 %. En effet, le financement externe a enregistré un solde positif de 11 608,8 MG. Il est constitué de 8 896,7 MG de dons externes au comptant et de 2 712,1 MG de prêts externes nets du Gouvernement Central.

Quant au financement interne, il s'est chiffré à 3 234,9 MG dont 160,1 MG en provenance des sources internes diverses et 3 074,8 MG du système bancaire. Toutefois, le solde de cette dernière catégorie a nécessité un recours au financement auprès des autres banques commerciales et de la Banque Centrale de 7 239,4 MG dont 4 164,7 MG ont servi de remboursement à la Banque Nationale de Crédit (BNC).

Ainsi, le financement monétaire, établi à 4 460,7 MG pour l'exercice fiscal 2016, a représenté 30,1 % du déficit budgétaire et un dépassement de 36,4 % du plafond de 3 269,9 MG de financement prévu dans le budget. Au 30 septembre 2016, une augmentation nette des engagements du Gouvernement envers la Banque Centrale a été observée et ces derniers ont été ainsi répartis :

- une diminution de créances découlant du solde budgétaire de l'ordre de 77,2 MG ;
- une baisse des dépôts de l'Etat auprès de la Banque Centrale de 1 447,4 MG ;
- une baisse des arriérés d'intérêts de 275 MG, suite à la consolidation du solde cumulé au 30 septembre 2015 ;
- une augmentation des autres créances d'un montant de 3 471,1 MG ;
- une baisse du solde des comptes spéciaux du gouvernement central de 105,7 MG.

Tableau 5. // Évolution des flux nets du solde des comptes de l'Administration Centrale (en MG)

Rubriques/Exercices	2013/2014	2014/2015	2015/2016
Position nette du Trésor	-203.7	5,825.90	-77.20
Dépôts de l'Etat	-1,518.80	-4,454.80	-1,447.40
Arriérés d'intérêts	183.3	1,099.80	-274.90
Autres créances	3,656.30	-1,361.10	3,471.10
Comptes spéciaux	144.1	-20.7	-105.7
Financement monétaire	5,298.90	9,998.70	4,460.70

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.4 - ÉVALUATION DU PROGRAMME FINANCIER

Au terme de l'année fiscale, la situation des finances publiques, quoique réalisée dans un contexte plutôt difficile, s'est améliorée tenant compte des critères de performance budgétaire. En effet, les recettes courantes, en hausse de 15,7 % en glissement annuel, se sont établies à 66 078,2 MG, en dépit d'un écart de 14,4 % en termes de réalisation. Quant aux

dépenses effectuées, elles ont été contenues dans la limite des prévisions budgétaires. En effet, elles se sont élevées à 80 265,6 MG, soit un taux d'exécution de 99,5 %. Par ailleurs, au regard du financement monétaire prévu par le budget, un dépassement de 30,1 % a été observé mais de loin inférieur au niveau d'endettement de 9 998,7 MG du Gouvernement auprès des autorités monétaires au cours de l'exercice précédent.

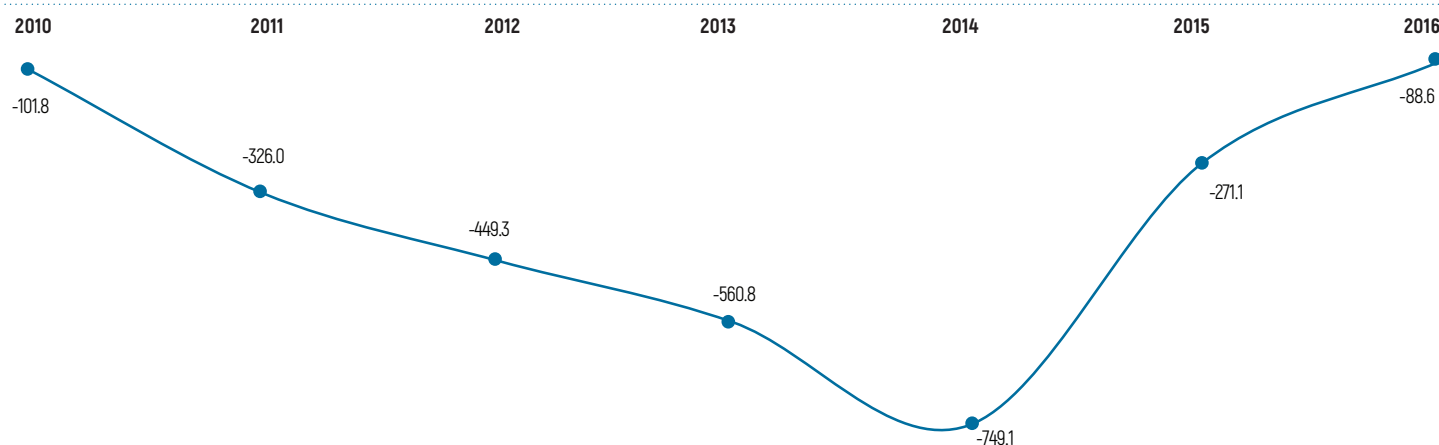
IV - BALANCE DES PAIEMENTS EN 2016

En 2016, la balance des paiements d'Haïti a été marquée par une réduction de 67,30 % du déficit courant qui s'est établi à 88,64 millions de dollars EU, soit 1,06 % du PIB nominal, des sorties nettes de capitaux autour de 71 millions de dollars EU et une accumulation de réserves brutes d'un montant de 107 millions de dollars EU. Cette évolution des comptes de la balance des paiements en 2016 a résulté, au niveau du compte courant, principalement d'une baisse de près de 7,71 % de la valeur des importations, le plus important poste de dépense du compte courant. Au niveau du compte des opérations financières, la réduction des flux financiers liés à l'endettement public externe amorcée depuis 2014, s'est poursuivie en 2016 à cause de la diminution de 44 % des flux de PétroCaribe. De plus, un recul de 42 % des engagements extérieurs du secteur bancaire a été enregistré en 2016.

IV.1 - SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2016, le solde courant a enregistré un déficit moindre par rapport à 2015, soit 88,64 millions de dollars EU contre 271 millions. Ceci a été le résultat d'une amélioration du solde des biens et services dont le déficit s'est rétréci de 6,35 % grâce à une réduction de 7,71 % de la valeur des importations de biens. Conséquemment, le déficit courant en pourcentage du PIB nominal est passé de 3,09 % à 1,06 %.

Graphique 17. // Évolution du solde du Compte des transactions courantes (en millions de dollars EU)



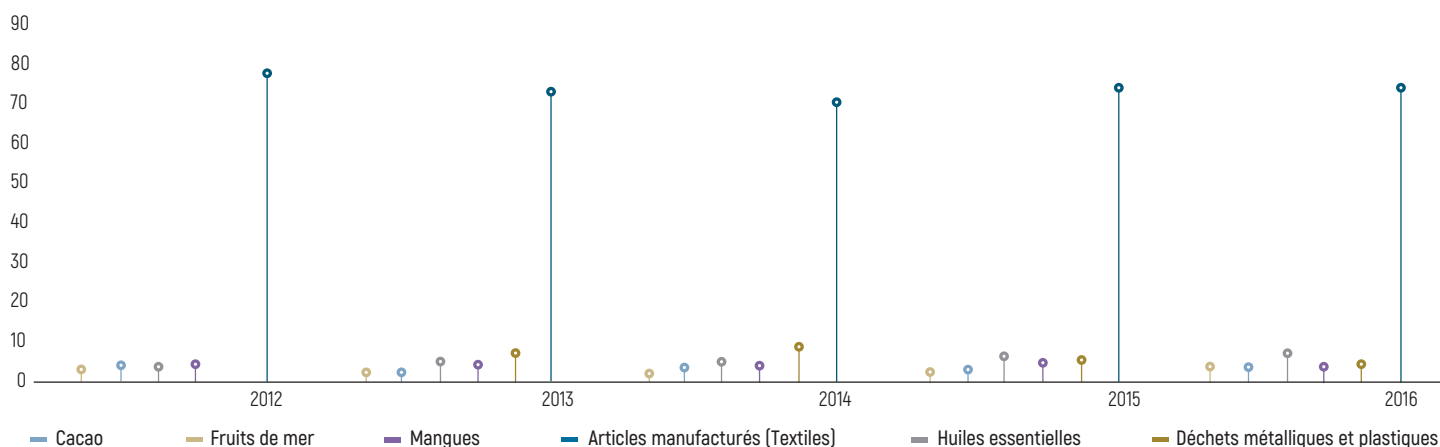
BALANCE COMMERCIALE

Le solde déficitaire des biens et services s'est légèrement amélioré, passant de 2,74 à 2,56 milliards de dollars EU de 2015 à 2016. Cette évolution est liée principalement à l'amélioration de la balance commerciale (solde des biens) de 9,78 % qui a pu compenser la dégradation de 19,79 % du solde des services. Les importations de biens ont constitué plus de 72 % du total des échanges extérieurs au niveau du compte des biens et services.

LES EXPORTATIONS DE BIENS

En 2016, rapportant près d'un milliard dollars EU en valeur brute, les exportations totales de marchandises ont connu une baisse de 2,83 % sous l'effet du recul des exportations d'articles de vêtement (sous-traitance). En moyenne sur les cinq dernières années, les articles produits dans ce secteur ont représenté 89 % des exportations totales de marchandises. Sur l'ensemble de l'année 2016, les exportations du secteur de la sous-traitance ont totalisé 885,27 millions de dollars EU, en baisse de 2,5 % par rapport à l'exercice antérieur. Par ailleurs, la valeur ajoutée du secteur est estimée à 345,25 millions de dollars EU contre 354,10 millions en 2015.

Graphique 18. // Parts relatives des principales exportations (en pourcentage du total)

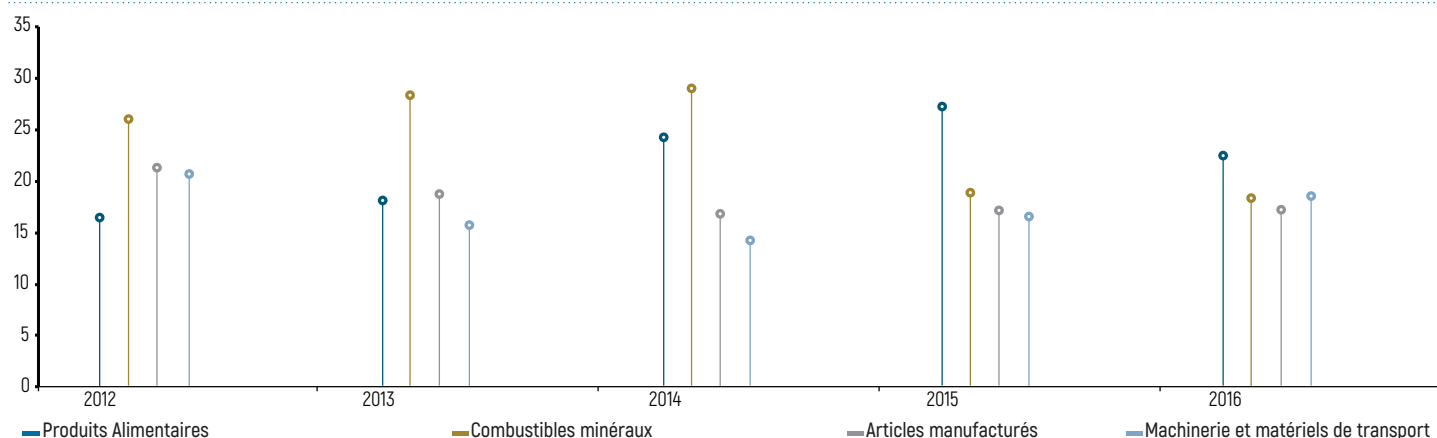


Les « déchets métalliques et plastiques » et les huiles essentielles sont devenus respectivement les deuxième et troisième principales exportations du pays au cours des quatre dernières années. En baisse de près de 28 %, les déchets métalliques ont rapporté en moyenne annuelle 26 millions de dollars sur cette période. Les huiles essentielles, représentant 4,51 % de la valeur des exportations nettes, ont généré des revenus de 23,71 millions de dollars en 2016, soit une augmentation de 4,43 % par rapport à 2015. Les fruits de mer dont les exportations ont plus que doublé, ont montré un certain dynamisme, avec particulièrement les anguilles qui ont connu un succès intéressant au cours des deux dernières années. Les exportations de cacao ont enregistré une progression de 32,56 % tandis que celles des mangues ont fortement régressé (36,74 %).

LES IMPORTATIONS DE BIENS

En baisse de 7,71 % par rapport à 2015, la valeur des importations de biens s'est établie à 3,18 milliards de dollars ÉU en 2016. Ce recul est essentiellement lié à la réduction enregistrée au niveau de trois des quatre principaux groupes de produits qui, généralement, donnent la tendance des importations totales. Sur les cinq dernières années, ces quatre groupes de produits ont constitué, en moyenne, 83 % des importations totales du pays. Hormis les importations de machinerie, celles des produits alimentaires, combustibles minéraux et articles manufacturés ont évolué à la baisse.

Graphique 19. // Parts relatives des principales exportations (en pourcentage du total)



SOLDE DES SERVICES

Le déficit du solde des services a connu une progression de 19,79 % en 2016 après une amélioration de 31,5 % en 2015. Les recettes totales de services (crédit), composées à 82 % de dépenses de touristes dans l'économie, sont passées de 723,51 millions en 2015 à 622,50 millions de dollars ÉU en 2016. Cette situation a résulté de la réduction de 17,34 % des arrivées de touristes de séjour dans le pays.

Sous l'effet de la diminution des services liés aux dons et du fret, les paiements effectués dans le cadre des services achetés auprès de non-résidents (débit) ont chuté de 3,65 % en 2016.

LES REVENUS NETS

Composés essentiellement de revenus d'investissement, notamment des placements et des prêts, les revenus ont accusé une entrée nette de 43,08 millions de dollars ÉU, en hausse de 22 % par rapport à 2015. Au crédit, les revenus perçus ont connu une augmentation de 10,17 %, totalisant 68,09 millions de dollars ÉU tandis qu'au débit, une baisse de 6,6 % a été enregistrée.

TRANSFERTS COURANTS NETS

En 2016, le solde des transferts courants a stagné autour de 2,44 milliards de dollars ÉU. L'augmentation de 7,43 % des transferts venant de la diaspora haïtienne a porté ces derniers à 2,36 milliards de dollars ÉU. Toutefois, ils n'ont pas pu compenser l'effet négatif du tarissement de l'aide internationale (-29,44 %) sur le solde des transferts courants. En effet, les dons officiels ont totalisé 345 millions de dollars ÉU contre 488,94 millions de dollars ÉU en 2015. Les transferts sortants ont enregistré une hausse de 7,58 %, atteignant 266,04 millions de dollars ÉU en 2016.

IV.2 OPÉRATIONS FINANCIÈRES

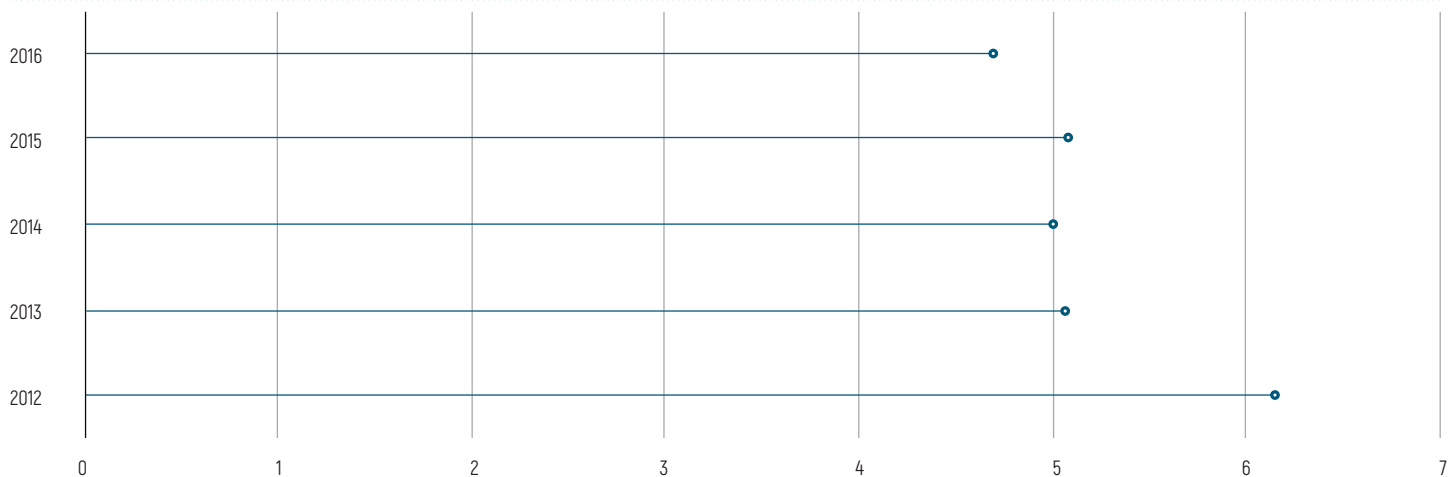
Les opérations financières se sont soldées par une sortie nette de capitaux de l'ordre de 71 millions de dollars EU contrairement à des entrées nettes enregistrées au cours des quatre dernières années. Cette évolution a résulté d'une part, d'une baisse des flux financiers nets des administrations publiques qui ont accumulé près de 64 millions de dollars d'arriérés de paiement et d'autre part, d'une forte diminution des engagements extérieurs du secteur bancaire.

Depuis 2013, une baisse a été observée au niveau des entrées nettes de capitaux, due essentiellement à la diminution des flux de décaissements annuels relatifs à la dette publique externe. Ces flux, provenant principalement de l'accord PetroCaribe, ont diminué suite aux baisses successives du prix moyen du baril de pétrole sur le marché international.

IV.3 - FINANCEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Malgré un contexte peu favorable, les autorités monétaires ont pu accumuler 107,36 millions de dollars ÉU en termes de réserves brutes sur l'ensemble de l'exercice fiscal 2016. Ceci a permis de disposer de 1,8 milliard de dollars à la fin de septembre 2016, soit une couverture de plus de quatre (4) mois d'importations de biens et services.

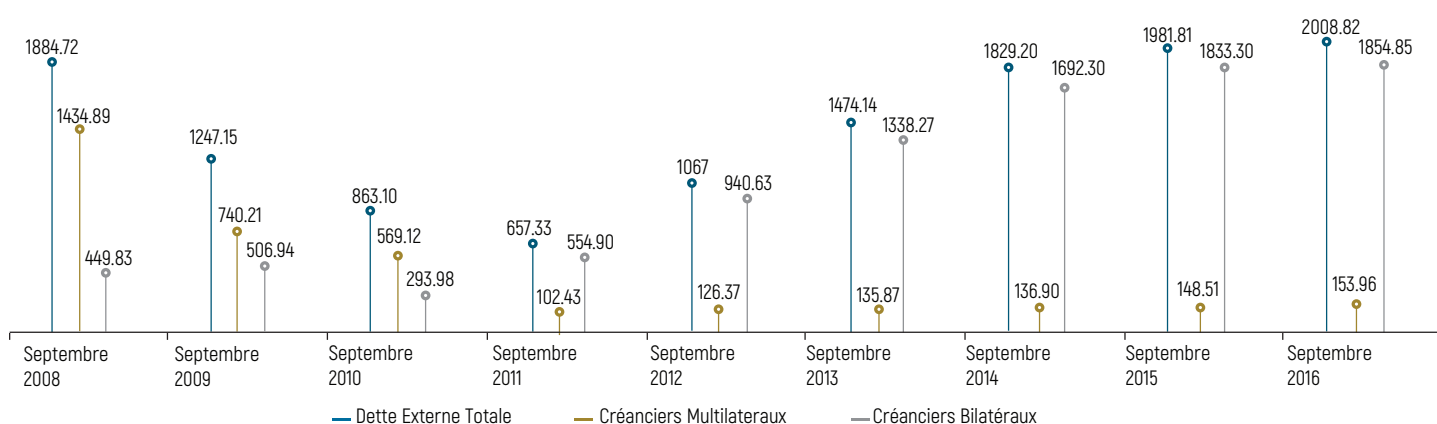
Graphique 20. // Réserves brutes en mois d'importations



V. DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2016

L'encours de la dette publique externe a enregistré une hausse de 1,36 % en septembre 2016 comparé au stock de septembre 2015. Cette hausse de l'encours est due surtout à l'augmentation des créances bilatérales, lesquelles représentent 92,33 % de l'augmentation de l'encours au cours de la période considérée.

Graphique 21. // Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU)



V.1 - CRÉANCES BILATÉRALES

Au 30 septembre 2016, les créances bilatérales constituaient 92,33 % de l'encours total de la dette publique externe. De 2015 à 2016, elles sont passées de 1 833,30 millions de dollars ÉU à 1 854,9 millions de dollars ÉU. L'augmentation constatée à ce niveau, a résulté, en grande partie, des décaissements effectués par le Venezuela au titre de l'accord PetroCaribe. En effet, l'encours total des prêts au titre de l'Accord PetroCaribe est passé de 1 718,7 millions de dollars ÉU en 2015 à 1 742,8 millions de dollars ÉU en 2016, soit une augmentation de 1,4 %.

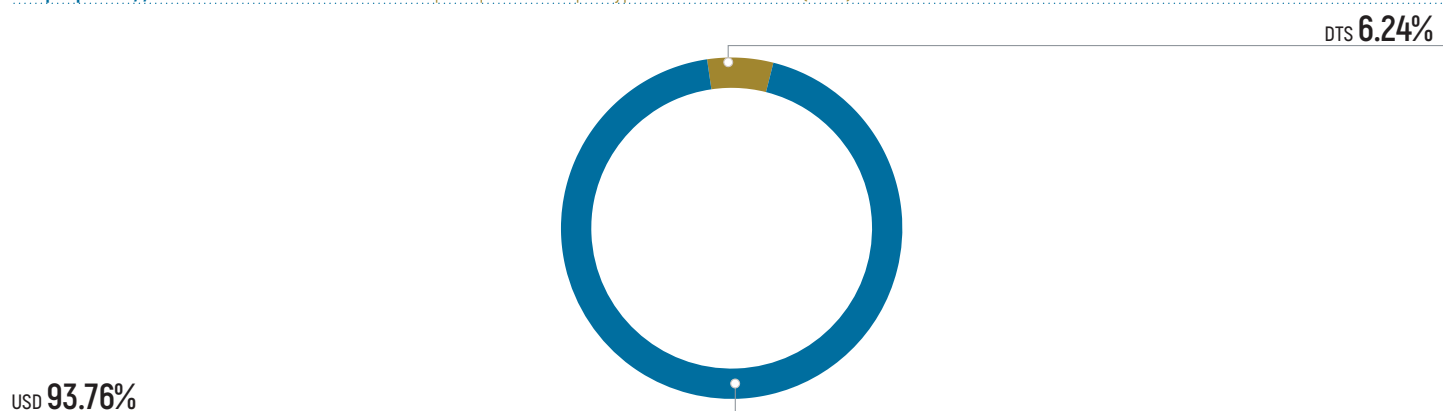
V.2 - CRÉANCES MULTILATÉRALES

La dette multilatérale a enregistré une hausse de 3,64 % au cours de l'exercice 2015-2016. En effet, de 148,50 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice précédent, elle est passée à 153,9 millions de dollars ÉU en 2016. Cette hausse de la dette multilatérale est liée surtout aux décaissements effectués par l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

V.3 - STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPES DE DEVISES

Au 30 septembre 2016, la plus grande partie du portefeuille de la dette publique externe était en dollars ÉU, avec une part atteignant jusqu'à 93,76 %. Le DTS, deuxième composante de l'encours, dispose d'une part de 6,24 % du stock total.

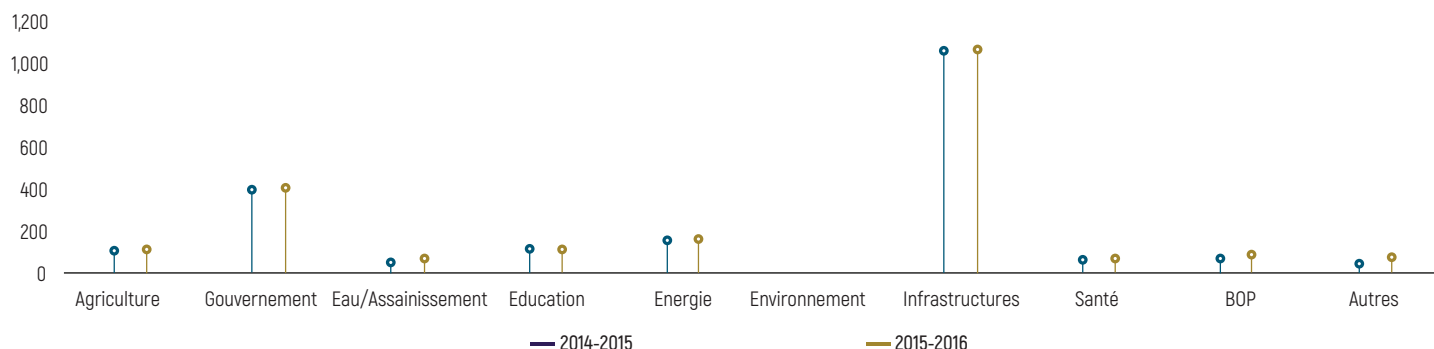
Graphique 22. // Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2016 (en %)



V.4 - RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Au cours de l'exercice fiscal, la répartition de l'encours de la dette externe en fonction des principaux secteurs d'activité a été effectuée comme suit : Infrastructures (52,40 %) ; Gouvernement (20,00 %) ; Energie (7,60 %) ; Education (5,50 %) et Agriculture (4,90 %). Les ressources provenant de l'Accord PetroCaribe ont servi pour financer une forte proportion des fonds alloués à ces secteurs économiques. Ainsi, le secteur bénéficiant majoritairement des ressources liées à la dette externe a été les infrastructures. Ensuite, viennent les rubriques « Gouvernement et Energie » avec des parts respectives de 20 % et 7,6 % de la dette externe. Les rubriques « Santé, Balance des paiements et autres » ont représenté 10 % du montant total de la dette externe.

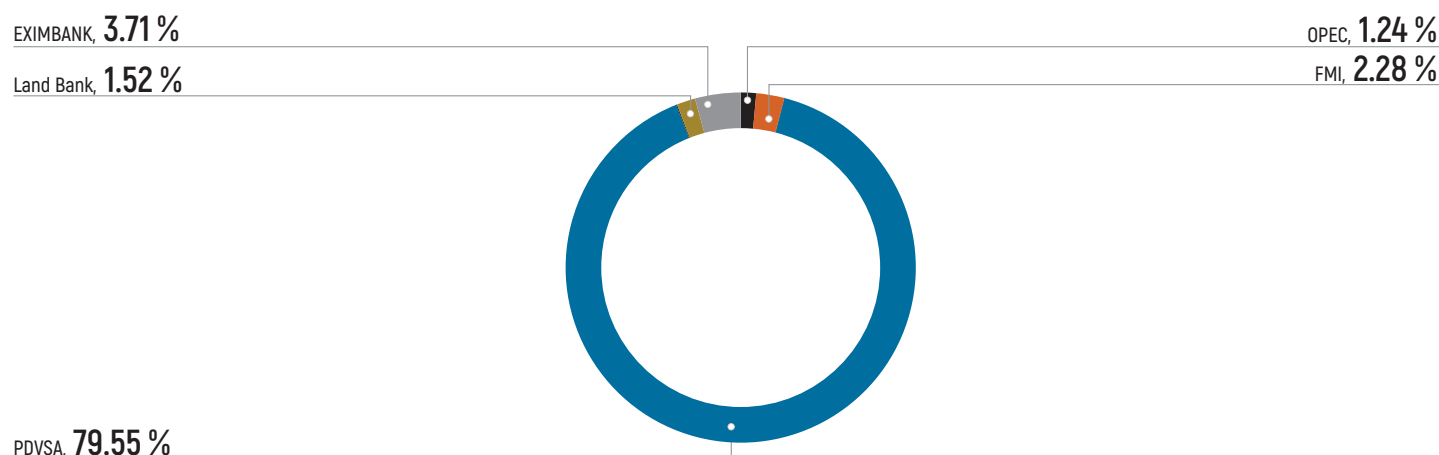
Graphique 23. // Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars EU)



V.5 - DÉCAISSEMENTS, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENTS

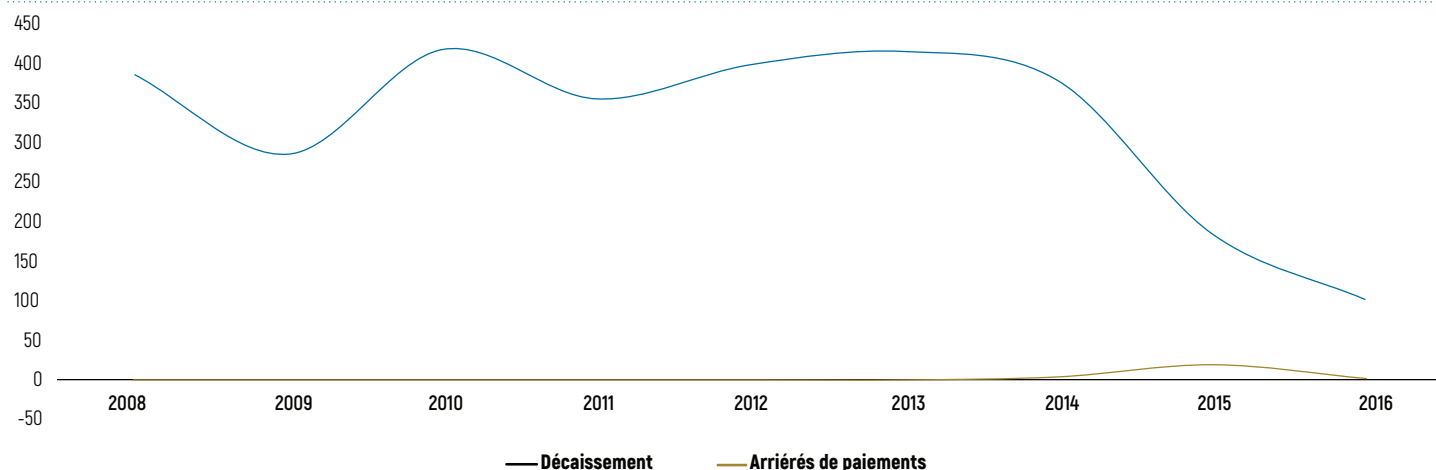
Les décaissements en faveur d'Haïti pour l'exercice fiscal 2016 ont baissé de 45,12 % par rapport à l'exercice précédent passant de 184,82 millions de dollars EU à 101,42 millions de dollars EU. La baisse du niveau de l'encours résulte surtout de celle des décaissements du Venezuela qui est actuellement le principal bailleur d'Haïti. En effet, les débours effectués au titre de l'accord PetroCaribe ont constitué 87,45 % des montants décaissés. Les décaissements des organismes multilatéraux ont diminué de 2015 à 2016 en passant de 20,27 millions de dollars EU à 11,23 millions de dollars EU. De même, les décaissements des créanciers bilatéraux ont chuté de 45,2 %.

Graphique 24. // Répartition de la dette par organisme (en %)

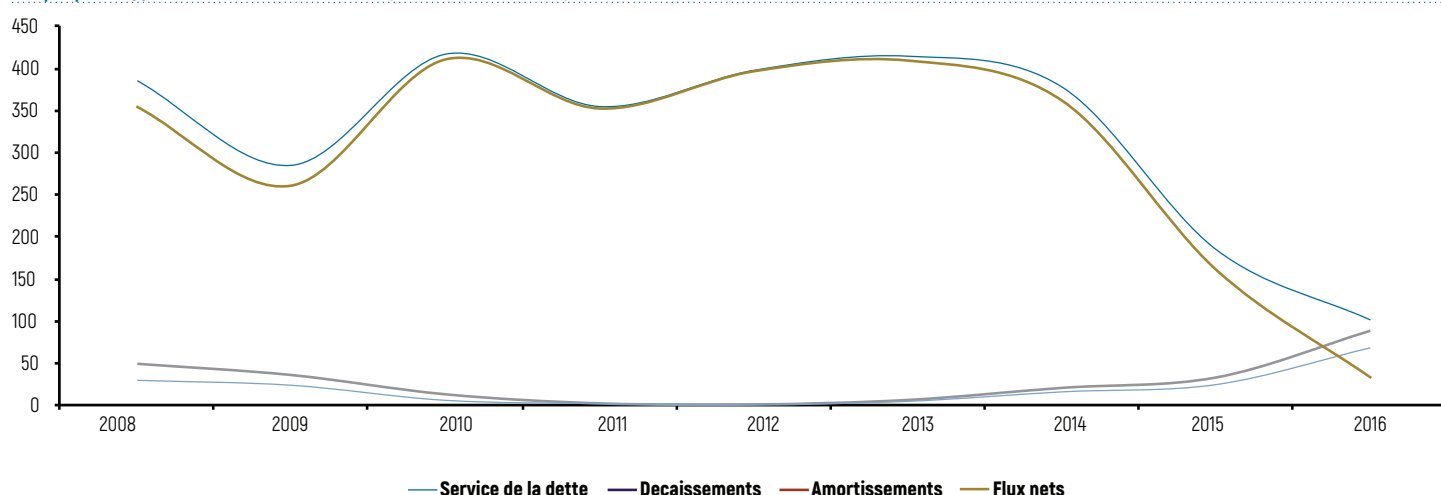


D'un autre côté, les débours effectués par le Trésor Public pour assurer le service de la dette ont augmenté de 167,83 %, passant de 33,01 millions de dollars EU à 88,41 millions de dollars EU de 2015 à 2016. Cette hausse du service de la dette a résulté de la fin de la période d'allègement des organismes tels que : Eximbank, Land Bank et ICDF. Elle est aussi due aux paiements des arriérés de 2015 et des prêts PetroCaribe qui sont arrivés à échéance au cours de l'année sous étude. En effet, le service de la dette envers le Venezuela représente 90 % du montant total versé au titre du service de la dette soit, 79,55 millions de dollars EU. Celui envers Eximbank, Land Bank et l'ICDF a représenté 6,04 % et finalement les 3,96 % restants ont été partagés entre le FMI, l'OPEP et la BID.

Graphique 25. // Evolution comparée des décaissements et des arriérés de paiements



Graphique 26. // Evolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets



Le ratio du service de la dette rapporté aux exportations s'est établi à 8,84 % en 2016 contre 2,02 % en 2015. La hausse de ce ratio a été le résultat de l'augmentation du service de la dette qui a presque triplé à cause du paiement des arriérés de 2015. Les flux nets, pour leur part, ont enregistré une forte baisse de 79,83 % due à celle des décaissements et de l'augmentation des amortissements. Ainsi, les flux nets sont passés de 160,01 à 32,27 millions de dollars de 2015 à 2016.

V.6 - ALLÈGEMENT DE LA DETTE ACCORDÉ AU COURS DE L'EXERCICE FISCAL 2015-2016

L'allègement de dette accordé au pays au cours de l'exercice fiscal 2015-2016 s'est élevé à 2,66 millions de dollars EU. La totalité de ce montant a concerné la réduction du service de la dette envers le FIDA.

TABLEAU 13. ALLÈGEMENT REÇU (EN MILLIONS DE DOLLARS ÉU)

Tableau 6. // Allègement reçu en 2015 (en millions de dollars ÉU)

	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Reduction/Serv.dette	0	2.66	2.66
Reduction/Stock			
Total (I)	0	2.66	2.66
Rééchelonnement/Serv.dette	0		0
Total (II)	0	0	0
Total (I & II)			2.66

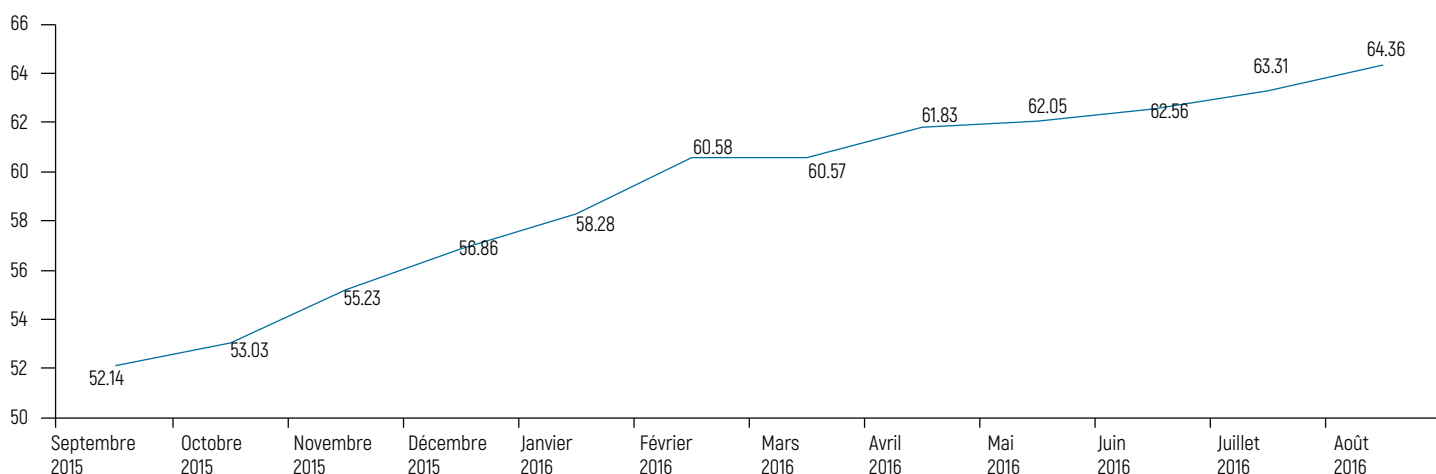
Source : Direction Affaires Internationales / BRH

VI - ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL EN 2016

En 2016, la gourde s'est dépréciée par rapport à la devise américaine en 2016. D'une moyenne mensuelle de 53,0251 gourdes pour un dollar ÉU en octobre 2015, le taux de référence de la BRH a atteint 65,2016 gourdes en septembre 2016, soit une perte de valeur de 22,96 % de la gourde par rapport au dollar ÉU. Cette hausse du taux de change sur le marché local a eu des incidences négatives sur l'évolution des prix à la consommation. Le canal de transmission du change à l'inflation s'est manifesté au cours de l'exercice sous-étude puisqu'une forte partie des biens qui composent le panier du ménage haïtien sont importés. En effet, de 11,7 % en octobre 2015, le taux d'inflation est ressorti à 12,5 % en septembre 2016, atteignant des pics de 15,20 % et 15,10 % respectivement pour les mois d'avril et mai 2016.

Graphique 27.

Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période)



VI.1 - FACTEURS EXPLICATIFS DE LA PROGRESSION DU TAUX DE CHANGE EN 2016

Les facteurs explicatifs de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain, observée au cours de l'exercice 2016, ont renvoyé à :

- La baisse de l'offre manifestée par la contraction du volume des transactions à l'achat du système bancaire. En effet, les achats de devises par le système bancaire ont connu une diminution de 6,19 %, se chiffrant à 1,97 milliard de dollars ÉU contre 2,1 milliards de dollars en 2015 ;
- La réduction des décaissements et des dons officiels. Les décaissements en termes d'appuis budgétaires, l'une des composantes de l'offre de devises, ont fortement diminué (soit 45,13 %) en 2016, passant de 184,22 millions pour l'année fiscale 2015 à 101,42 millions de dollars ÉU ;
- La faiblesse de la production nationale. La production locale des biens a été insuffisante pour couvrir les besoins intérieurs en nette augmentation, renforçant ainsi le recours vers les produits importés. Cette situation a amplifié la demande de devises dans l'économie, laquelle a généré des pressions additionnelles sur l'évolution des cours de change. À cela, s'est ajoutée, la demande de dollars non transactionnelle résultant des anticipations de dépréciation de la gourde ;
- La détérioration de la situation des finances publiques. Le déficit budgétaire pour l'exercice sous étude, a atteint 14,78 milliards de gourdes et a été, en partie, financé par la BRH à hauteur de 4,50 milliards de gourdes. Cette évolution du déficit de l'État et la monétisation de ce dernier ont alimenté la demande de biens et de services dans l'économie et ont contribué à alimenter les tensions sur le marché des changes ;
- La dégradation du climat des affaires en raison du contexte sociopolitique difficile. Fortement marquée par la tenue des élections présidentielles et parlementaires, la conjoncture socio-politique n'a pas été propice à l'établissement d'un climat d'affaires serein, favorable et nécessaire à une stabilisation du taux de change. Ainsi les incertitudes y relatives ont accentué les anticipations négatives des agents économiques quant à l'évolution future du taux de change.

Parallèlement, deux éléments ont contribué à l'atténuation de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU enregistrée en 2016. Il s'agit de :

- La hausse des transferts sans contrepartie. Considérés comme l'une des principales composantes de l'offre de devises, les transferts ont atteint 1,72 milliard de dollars ÉU, traduisant ainsi une progression de 7,5 % par rapport à l'exercice antérieur ;

- Les interventions de la Banque Centrale sur le marché des changes. En vue de contenir cette dépréciation de la gourde afin de réduire sa transmission aux prix à la consommation, les autorités monétaires ont manifesté une présence active sur le marché en injectant 94,33 millions de dollars ÉU pour conforter l'offre de devises. Au cours de l'année 2015, les interventions de la BRH ont été évaluées à 88,59 millions de dollars ÉU.

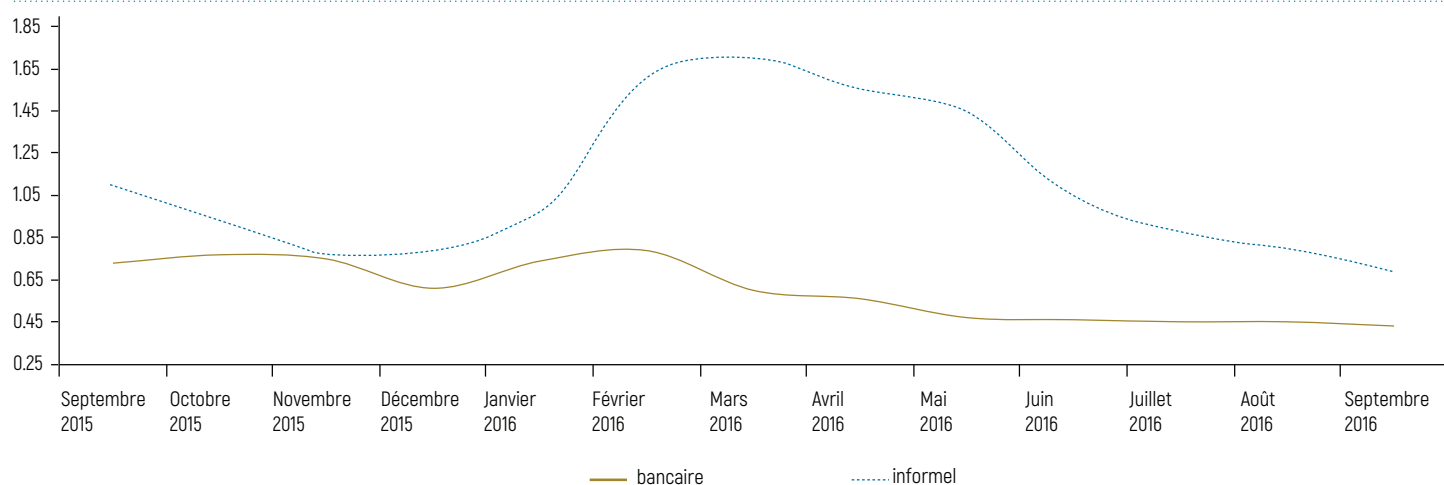
VI.2 - ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

La marge bénéficiaire des banques sur les ventes de devises a été marquée par deux grandes phases. D'octobre 2015 à février 2016, elle a été estimée à 73 centimes en moyenne mensuelle par dollar américain, tandis que pour les 5 derniers mois de l'exercice cette marge a chuté à 49 centimes en moyenne mensuelle.

Sur le marché de change informel, l'évolution des spreads bancaires en 2016 a connu trois grandes périodes. Au cours de la première période allant d'octobre 2015 à janvier 2016, il a atteint 87 centimes en moyenne mensuelle par dollar américain vendu. De février à mars, il a fortement augmenté pour atteindre 1,47 gourde en moyenne mensuelle. En dernier lieu, le spread a chuté pour atteindre 79 centimes en moyenne mensuelle. Par contre, sur l'ensemble de l'année fiscale 2015, le spread sur le marché informel a évolué autour d'une moyenne mensuelle de 46 centimes.

Graphique 28.

Évolution des spreads bancaire et informel



VII. - EVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2016

Le système bancaire a enregistré des résultats satisfaisants pour l'exercice 2015-2016 au regard des indicateurs-clés. Le volume des actifs du système a continué à croître en dépit du ralentissement de l'activité économique. Au 30 septembre 2016, la taille du bilan des banques a atteint 271,35 milliards de gourdes, affichant une croissance annuelle de 21,75 % (+48,47 MMG). Cette expansion est principalement due à la progression significative de l'encours des bons BRH et des autres placements respectivement de 110,69 % et 34,50 % (contre 10,2 % et 23 % en 2015). Ils sont suivis des Immobilisations (+19,5 % ; +1,38 MMG), des disponibilités (+18 % ; +16,86 MMG) et du portefeuille de crédit net (+17,5 % ; +11,81 MMG).

Financé à hauteur de 81,40 % par la croissance (+23,10 % ; +41,39 MMG) du volume des dépôts captés auprès de la clientèle par rapport à l'exercice précédent, l'actif bancaire a conservé la même structure qu'au 30 septembre 2015 en termes d'importance de ses principaux éléments constitutifs : liquidités (disponibilités + bons BRH) (44,6 %), portefeuille de crédit net (29,3 %) et autres placements (20,8 %).

Au 30 septembre 2016, la part de l'actif total du système exprimé en devises converties s'est élevée à 55,90 % (+2,99 points de pourcentage par rapport à septembre 2015) et a été financée à hauteur de 92,10 % par le volume des dépôts en devises converties.

Au cours de l'exercice 2016, l'activité d'intermédiation ne s'est pas intensifiée. La tendance à la baisse observée depuis 2014 s'est poursuivie. Après avoir connu une faible croissance (+0,3%) au 30 septembre 2015, l'enveloppe des prêts bruts accordés dans le secteur bancaire a enregistré une hausse de 17,2 % (+12,04 MMG) pour atteindre 81,93 MMG au 30 septembre 2016. En dépit de cette relance du portefeuille de crédit, le ratio « crédit/dépôts » du système bancaire continue d'évoluer à la baisse (43,45 % en 2014, 38,93 % en 2015 et 37,09 en 2016), le volume des dépôts ayant connu une progression plus soutenue (+23,1 %) que celle des prêts bruts.

Toutefois, au 30 septembre 2016, le portefeuille de prêts s'est révélé de bien meilleure qualité par rapport au 30 septembre 2015. La décélération de 1,34 % du stock de crédits non performants du système et l'accroissement de l'encours des prêts bruts (+17,23 %) ont entraîné une diminution de 54 points de base du coefficient d'arrérage du système s'établissant à 3,39 % contre 3,93 % au 30 septembre 2015. Parallèlement, les banques ont poursuivi leur effort de provisionnement des prêts en augmentant le stock de provision pour créances douteuses de 10,30 %. Le taux de couverture a ainsi augmenté de 7,15 points de pourcentage passant de 80,95 % au 30 septembre 2015 à 88,10 % au 30 septembre 2016. Ceci a eu, pour conséquence, une amélioration de l'exposition des fonds propres comptables du système bancaire par rapport à une éventuelle matérialisation à court terme du risque de crédit. En effet, par rapport à la fin de l'exercice antérieur, un recul de 1,70 point de pourcentage du taux d'exposition des fonds propres à court terme, a été observé pour s'établir à 1,35 % au 30 septembre 2016.

Par ailleurs, la rentabilité du système bancaire s'est renforcée. Le bénéfice net cumulé dégagé par l'industrie bancaire en 2016 s'est chiffré à 8 008,2 MG, soit une progression de 123 % (+4 417,14 MG) par rapport à l'exercice précédent (+25,9 %). Cette performance du système bancaire a été supportée par la baisse de la dotation à la provision pour créances douteuses (-42,5%) et la hausse de 46,03 % du produit net bancaire provenant de l'augmentation des autres revenus (+75 %) malgré la décélération du rythme de progression des revenus nets d'intérêts. Aussi, la progression significative du bénéfice net a-t-elle permis au secteur d'améliorer son taux de profit de 4,61 % pour se fixer à 42,34 %. Cette progression du taux de profit a entraîné la progression de 1,52 point de pourcentage du rendement de l'actif (ROA) passant de 1,72 % à 3,24 % en 2016. En dépit de la poursuite de la tendance à la baisse du levier financier (13,32 fois en 2014, 13,08 en 2015 et 11,83 en 2016), l'autre indicateur de performance, en l'occurrence le rendement de l'avoir des actionnaires, a progressé de 15,85 points de pourcentage pour s'établir à 38,35 %.

Tableau 7. // Indicateurs financiers clés au 30 septembre

	2016	2015	2014	2013	2012
En millions de gourdes					
BILAN					
Actif	271355.58	222879.70	194501.70	175932.03	170,555.71
Bons BRH	10466.94	4967.96	4508.56	5944.99	6,269.46
Prêts nets	79486.39	67673.77	68178.25	62165.98	51,860.17
Dépôts	220915.76	179528.14	157549.12	145645.95	146,838.09
Avoir des actionnaires	24590.04	17171.46	14750.49	13063.91	10,917.21
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	8504.63	7004.35	5404.75	4872.30	3,987.39
Autres revenus	10407.74	5946.28	5424.62	4736.95	4,243.48
Dotations à la Provision pour Créances douteuses	510.41	888.22	640.29	418.85	391.77
Frais d'exploitation	9704.64	7821.64	6977.26	6251.55	5,491.80
Bénéfice net (perte nette)	8008.17	3591.02	2852.03	2620.66	2,239.47
STRUCTURE FINANCIÈRE					
Avoir des actionnaires en % de l'actif	9.06	7.70	7.58	7.43	6.40
Dépôts en % de l'actif	81.41	80.55	81.00	82.79	86.09
QUALITÉ DE L'ACTIF					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	3.39	3.93	3.00	2.43	2.42
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	88.10	80.95	72.08	72.19	96.66
Prêts improductifs nets en % de l'actif des actionnaires	1.35	3.05	3.95	3.28	0.39
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	3.24	1.72	1.54	1.51	1.38
Rendement de l'actif des actionnaires (ROE)	38.35	22.50	20.51	21.86	21.93
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt	75.19	84.44	89.06	92.96	92.44
Rendement moyen des prêts	11.95	9.90	7.96	7.71	8.07
Rémunération moyenne des dépôts ^a	1.40	0.77	0.44	0.25	0.23
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire	51.31	60.40	64.43	65.06	66.72
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	4216.33	2992.29	2619.90	2457.61	2,223.36
Nombre d'employés	4594.00	4377.00	4279.00	3988.00	3,832

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.1 - SYSTÈME BANCAIRE: ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET TAUX DE BANCARISATION

Au terme de l'exercice fiscal 2016, le nombre d'établissements bancaires en exploitation dans le pays s'est élevé à neuf (9). Selon l'origine de leurs capitaux et leurs activités principales, ils sont catégorisés comme suit : deux (2) banques commerciales d'État, deux (2) succursales de banques étrangères, cinq (5) banques commerciales à capitaux privés haïtiens dont une (1) banque d'Épargne et de Logement.

Tableau 8. // Établissements bancaires fonctionnant en Haïti au 30 septembre 2016

Banques commerciales d'État	Banque Nationale de Crédit (BNC) Banque Populaire Haïtienne (BPH)
Succursales de banques commerciales étrangères	Bank of Nova Scotia (Scotiabank) Citibank N.A. (CBNA)
Banques commerciales à capitaux privés haïtiens	Banque de l'Union Haïtienne (BUH) Capital Bank Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank) Unibank
Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Épargne et de Logement (Sogebel)

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Au 30 septembre 2016, le nombre total de succursales et agences opérant sur toute l'étendue du territoire national est passé de 180 à 186. Cent vingt-trois (123) de ces des succursales et agences (66,13 %) sont localisées dans la zone métropolitaine et 63 dans les villes de province.

Tableau 9. // Nombre de succursales et agences autorisées

	2016	2015	2014	2013	2012
Succursales et agences autorisées	11	7	5	3	3

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Au cours de l'exercice 2016, la BRH a approuvé onze (11) demandes d'ouverture de nouvelles succursales bancaires contre sept (7) l'exercice précédent.

Tableau 10. // Évolution du nombre de succursales autorisées et opérationnelles par établissement bancaire

	2016		2015			
	Nombre de succursales et agences autorisées ^a P-AU-P & Villes de province environs ^b		Nombre de succursales et agences autorisées ^a P-AU-P & Villes de province environs ^b		Variation P-AU-P & Villes de province environs ^b	
Etablissements						
BNC	23	19	22	19	1	0
BPH	6	0	6	0	0	0
BUH	7	7	7	5	0	2
Capital Bank	17	5	17	4	0	1
Citibank	1	0	1	0	0	0
Scotiabank	4	0	4	0	0	0
Sogebank	28	15	27	15	1	0
Sogebel	3	0	3	0	0	0
Unibank	34	17	33	17	1	0
Total	123	63	120	60	3	3

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

a) Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.

b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion-Ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets.

VII.2 - STRUCTURE DU SYSTEME BANCAIRE

Le secteur bancaire est resté très concentré en 2016. Les parts des trois plus grandes banques, Unibank, Sogebank et BNC ont évolué autour des 80 % sur les principaux segments du marché à l'exception du portefeuille de prêts bruts où leur part s'est établie autour de 73 %. En effet, l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman a reflété cette forte concentration observée dans le secteur bancaire depuis plusieurs exercices.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Au 30 septembre 2016, les trois principaux établissements bancaires ont détenu, à eux seuls, 79,88 % de l'actif du système et ont accordé 72,96 % du portefeuille de crédit global tout en réussissant à capter 80,28 % des dépôts totaux. Comparativement à la fin de l'exercice antérieur, les parts de marchés de la Unibank, de la Sogebank et de la BNC ont évolué à la baisse sur les segments de l'actif (-41 points de base), des prêts bruts (-199 points de base) et des dépôts en dollars (-35 points de base) ; à l'exception des dépôts totaux où elles ont gagné 21 points de base.

Tableau 11. // Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars ÉU
2016				
Les trois premiers établissements	79.88	72.96	80.28	78.69
2015				
Les trois premiers établissements	80.29	74.95	80.07	79.04
Variation 2016/2015				
Les trois premiers établissements	-0.41	-1.99	0.21	-0.35

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

La structure des parts de marché des différentes catégories d'établissements bancaires n'a pas vraiment changé durant les cinq dernières années. Le poids des banques commerciales privées haïtiennes a tourné autour des deux tiers des activités au niveau des différents segments de marché. Par rapport à l'exercice précédent, une contraction de leurs parts de marché a été observée en termes d'actif total (-21 points de base), des dépôts totaux (-62 points de base) et des dépôts en dollars américains (-3 points de base). Toutefois, elles ont gagné 75 points de base sur le marché des prêts totaux.

Au 30 septembre 2016, les banques d'État ayant environ 21 % des parts de marché, ont amélioré leur poids en gagnant des parts sur tous les segments : actif total (+88 points de base), portefeuille de prêts (+79 points de base), dépôts totaux (+141 points de base) et dépôts en dollars ÉU (+58 points de base).

Quant aux deux succursales de banques étrangères, leur poids a diminué au cours des trois derniers exercices : 6,69 % en termes d'actif en 2014 contre 4,63 % en 2016, 5,29 % contre 3,46 % pour le crédit et 6,71 % contre 4,69 % pour les dépôts totaux. Au 30 septembre 2016, la Scotiabank et la Citibank ont perdu des parts sur tous les segments du marché : 62 points de base sur le marché de l'actif, 142 sur celui des prêts totaux et respectivement 60 et 22 sur le marché des dépôts totaux et des dépôts en dollars ÉU. De son côté, l'unique banque d'épargne et de logement du système (Sogebel) a vu ses parts reculer à tous les niveaux avec une baisse beaucoup plus importante sur le marché des dépôts en dollars américains (-32 points de base).

Tableau 12. // Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %)

Catégories de banques	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars EU
2016				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	68.73	74.14	68.93	74.85
2 Succursales de banques étrangères	4.63	3.46	4.69	4.54
2 Banques d'État	23.54	17.29	23.67	17.20
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.11	5.10	2.71	3.42
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2015				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	68.94	73.39	69.55	74.88
2 Succursales de banques étrangères	5.25	4.88	5.29	4.76
2 Banques d'État	22.66	16.5	22.26	16.62
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.15	5.23	2.9	3.74
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2014				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.85	71.54	66.12	70.84
2 Succursales de banques étrangères	6.69	5.29	6.71	6.64
2 Banques d'État	24.55	18.51	24.57	19.12
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.91	4.66	2.6	3.4
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2013				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.51	71.71	66.38	74.42
2 Succursales de banques étrangères	6.36	5.73	6.12	5.84
2 Banques d'État	25.73	18.46	25.58	17.09
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.4	4.1	1.92	2.64
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	99.99
2012				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.69	74.05	65.52	64.62
2 Succursales de banques étrangères	6.17	7.3	6.06	5.21
2 Banques d'État	25.61	14.58	26.19	27.36
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.53	4.07	2.23	2.81
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN

Par rapport à ses valeurs de septembre 2015, l'indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman a évolué à la baisse sur tous les segments de marché. Le recul le plus significatif s'est manifesté au niveau du marché de l'actif où l'indice s'est replié de 214,45 points de base ; vient ensuite le segment du portefeuille de crédit avec une baisse de 103,25 points. Le système a fait montre d'une plus forte concentration au niveau des dépôts libellés en dollars américains (2 341,10 en 2016). De fait, les valeurs de l'indice Herfindhal-Hirschman, observées de 2012 à 2016, ont témoigné d'une très forte concentration au niveau du secteur bancaire haïtien.

Tableau 13. // Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2016	2,257.83	2,076.66	2,276.49	2,341.10
2015	2,472.28	2,179.91	2,293.68	2,409.23
2014	2,244.08	2,221.00	2,241.14	2,294.75
2013	2,304.21	2,283.45	2,332.29	2,469.42
2012	2,361.46	2,289.48	2,373.28	2,418.59

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.3 - DISTRIBUTION DU CRÉDIT

Au cours de l'exercice 2015-2016, à l'exception du crédit alloué au secteur d'activité «Electricité, Gaz et Eau» qui a reculé substantiellement, tous les autres secteurs du système ont bénéficié d'une meilleure allocation de crédit. Parallèlement, à la fin de septembre 2016, les prêts à très longue échéance ont détenu la plus forte part du portefeuille de crédit du système bancaire.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'analyse de la structure des prêts par branche d'activité du système a montré une domination de cinq (5) secteurs à la fin de l'exercice : « Commerce de gros et détail (23,21 %), «Immobilier résidentiel et commercial» (19,52 %), «Services et autres» (18,12 %), « Industries manufacturières » (15,30 %), « Prêts aux particuliers » (10,28 %). De 73,31 % en septembre 2015, le poids du crédit alloué à ces cinq (5) secteurs privilégiés a augmenté de 13,12 points de pourcentage pour s'établir à 86,43 % en septembre 2016. Le « Commerce de Gros et Détail » et l'«Immobilier résidentiel et commercial» ont bénéficié des plus fortes hausses d'allocation de crédit (respectivement 4,66 et 4,23 points de pourcentage).

Les parts des prêts accordés aux secteurs «Transport, Entrepôt et Communication», «Bâtiments et travaux publics» et «Agriculture, sylviculture et pêche » ont aussi connu une évolution à la hausse respectivement de 1,16, 0,64 et 0,74 points de pourcentage pour s'établir respectivement à 3,89 %, 6,79% et 0,84 % au 30 septembre 2016. Par ailleurs, celle du secteur « Electricité, Gaz et Eau » a régressé de 17 points de base par rapport au 30 septembre 2015 pour se fixer à 2,87 %.

Tableau 14. // Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre [en MG et en %]

Secteurs d'activité	2016		2015		Variation
	Montant ^a	%	Montant ^a	%	Point
Commerce de Gros et Détail	20,524.10	23.21%	16,405.30	21.74%	1.47%
Services et autres	16,018.60	18.12%	13,650.60	18.09%	0.03%
Industries manufacturières	13,530.28	15.30%	12,211.50	16.18%	-0.88%
Prêts aux particuliers	9,092.70	10.28%	9,031.97	11.97%	-1.69%
Immobilier résidentiel et commercial	17,258.73	19.52%	13,522.95	17.92%	1.60%
Transport, Entrepôt et Communication	3,443.41	3.89%	2,415.79	3.20%	0.69%
Bâtiments et travaux publics	6,002.94	6.79%	5,435.69	7.20%	-0.41%
Électricité, Gaz et Eau	2,539.11	2.87%	2,689.39	3.56%	-0.69%
Agriculture, Sylviculture et Pêche	7.96	0.01%	91.48	0.12%	-0.11%
Total	88,417.83	100.00	75,454.67	100.00	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR TRANCHE

Au 30 septembre 2016, plus de 75% du crédit octroyé (77,85 %) était détenu par une minorité d'emprunteurs, soit 11,73 % du total. En effet, 1 521 emprunteurs ont obtenu des prêts de montant supérieur à 5 millions de gourdes et le poids de ce groupe a augmenté de 1,16 point de pourcentage comparativement au 30 septembre 2015. Cependant, la part du crédit bancaire reçue a régressé de 12,32 points de pourcentage. Par contre, les crédits dont le montant varie entre 500 mille et 1 million de gourdes, ont été accordés à 1 462 emprunteurs, soit 11,27 % du total. Leur encours s'est établi à 1 063,26 millions de gourdes en 2016, soit le moins important comparativement aux autres catégories.

Regroupant la majorité des emprunteurs (58,77 %), l'encours des prêts de la tranche «150 000 - 500 000» a représenté 5,43 % du portefeuille de crédit global, soit environ 2,03 milliards de gourdes. Avec un poids de 5,77 %, les emprunteurs de la tranche «2,5 - 5 millions de gourdes» ont été les moins nombreux, soit un nombre de 749. Ils ont reçu 6,99% du portefeuille de crédit des banques.

De manière globale, le nombre d'emprunteurs a diminué sur l'exercice 2015-2016. Il est passé de 15 194 au 30 septembre 2015 à 12 971 en 2016, soit une baisse de 14,6 %. Conséquemment, une diminution de 42,77 % de l'encours des prêts (37 499,18 MG) a été observée. Cette réduction notable du nombre d'emprunteurs déclarés, conjuguée à celle du portefeuille de prêts de banques, a reflété l'ensemble des décisions prises par les autorités monétaires pour stabiliser le cadre macroéconomique.

Tableau 15. // Répartition de l'encours des prêts par tranche (au 30 septembre)

	Nombre d'emprunteurs	Nombre d'emprunteurs (en %)	Encours prêts en millions de gourdes	Encours des prêts (en %)
2016				
150 000 à 499 999	7623	58.77	2037.00	5.43
500 000 à 999 999	1462	11.27	1063.26	2.84
1 000 000 à 2 499 999	1616	12.46	2586.74	6.90
2 500 000 à 4 999 999	749	5.77	2620.27	6.99
5 000 000 ou plus	1521	11.73	29191.91	77.85
Total	12971	100	37499.18	100
2015				
75 000 à 249 999	6383.00	42.01	1197.34	1.83
250 000 à 499 999	3161.00	20.80	1090.98	1.67
500 000 à 999 999	1559.00	10.26	1133.19	1.73
1 000 000 à 2 499 999	1705.00	11.22	266.00	0.41
2 500 000 à 4 999 999	780.00	5.13	2753.92	4.20
5 000 000 ou plus	1606.00	10.57	59082.53	90.17
Total	15194	100.00	65523.96	100.00
2014				
75 000 à 249 999	18021	69.37	2464.80	4.00
250 000 à 499 999	3047	11.73	1041.15	1.69
500 000 à 999 999	1422	5.47	1017.73	1.65
1 000 000 à 2 499 999	1448	5.57	2273.58	3.69
2 500 000 à 4 999 999	667	2.57	2378.06	3.86
5 000 000 ou plus	1374	5.29	52491.86	85.12
Total	25979	100.00	61667.18	100.00
2013				
75 000 à 249 999	13238	66.71	1820.15	3.25
250 000 à 499 999	2402	12.10	851.26	1.52
500 000 à 999 999	1150	5.80	827.21	1.48
1 000 000 à 2 499 999	1154	5.82	1831.02	3.27
2 500 000 à 4 999 999	649	3.27	2291.57	4.09
5 000 000 ou plus	1251	6.30	48391.15	86.39
Total	19844	100.00	56012.36	100.00
2012				
75 000 à 249 999	8584	61.42	1037.39	2.13
250 000 à 499 999	1381	9.88	478.50	0.98
500 000 à 999 999	1187	8.49	866.93	1.78
1 000 000 à 2 499 999	1149	8.22	1798.09	3.69
2 500 000 à 4 999 999	574	4.11	2022.33	4.15
5 000 000 ou plus	1102	7.88	42479.48	87.26
Total	11585	100	35692.06	100

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ÉCHÉANCE

Par rapport au 30 septembre 2015, l'allocation du portefeuille de crédit en termes de maturité, a évolué en faveur des prêts à long terme. En effet, l'importance des prêts à court terme a replié de 5 points de pourcentage et celle des prêts à moyen terme de 7 points pour s'établir respectivement à 34 % et 29 % au 30 septembre 2016. Pour sa part, le poids des prêts à long terme, a augmenté de 12 points de pourcentage, passant de 25 % en septembre 2015 à 37 % en septembre 2016.

Graphique 29. // Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus



RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR

Au 30 septembre 2016, le nombre de prêts octroyés dans le système bancaire a connu une croissance de 26,48%, passant de 109 086 à 137 975. De son côté, le nombre d'emprunteurs est demeuré relativement stable (+0.6%), donnant lieu ainsi à une augmentation du ratio de prêts/emprunteurs (9 au 30 septembre 2016 contre 7 au 30 septembre 2015).

Tableau 16. // Répartition du nombre de prêts par emprunteur au 30 septembre

	2016	2015	2014	2013	2012
Nombre de prêts	137975	138189	108989	100785	91310
Nombre d'emprunteurs	15571	15478	26133	14061	14061
Nombre de prêts / nombre d'emprunteurs	9	9	4	5	6

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.4 - PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Malgré le recul de sa part de marché en termes du volume des actifs détenus, la Unibank a pu conserver le leadership du système bancaire. En effet, au 30 septembre 2016, elle détient 31,75 % de l'actif total du système contre 32,84 %, soit un repli de 109 points de base. La Sogebank, deuxième banque du secteur, a vu sa part de l'actif total reculer de 21 points de base pour s'établir à 25,96 %. De son côté, la BNC (22,17 %) a conforté sa troisième place avec une augmentation de sa part relative de 89 points de base. La BUH (4,71 % ; 5ème) a aussi renforcé sa position en renforçant sa part de marché de 113 points de base. La Capital Bank (4ème ; 6,31 %), la Sogebel (6ème ; 3,11%), la Scotiabank (7ème ; 2,47 %) ont vu leur part se replier de 4 points de base. La Citibank (8ème ; 2,16 %) et la BPH (9 ; 1,37 %) ont, de leur côté, perdu respectivement 58 et 1 points de base. La Capital Bank, la Sogebel et BPH ont conservé leur position alors que la Citibank et la Scotiabank ont interchangé leur place.

Tableau 17. // Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2016		2015		2014		2016		2015		2014	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	31.75	1	32.84	1	30.37	1	30.62	1	31.87	1	32.41	1
Sogebank	25.96	2	26.17	2	26.76	2	27.03	2	28.42	2	28.01	2
BNC	22.17	3	21.28	3	22.97	3	15.31	3	14.67	3	16.53	3
Capital Bank	6.31	4	6.35	4	6.16	4	8.78	4	7.89	4	7.82	4
Citibank	2.16	8	2.74	7	3.65	5	0.91	9	1.78	9	2.08	8
Scotiabank	2.47	7	2.51	8	3.04	6	2.56	7	3.10	7	3.21	7
Sogebel	3.11	6	3.15	6	2.91	7	5.10	6	5.23	5	4.66	5
BUH	4.71	5	3.58	5	2.56	8	7.70	5	5.21	6	3.30	6
BPH	1.37	9	1.38	9	1.58	9	1.98	8	1.83	8	1.98	9
	100.00		100.00		100.00		100.00		100.00		100.00	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Au niveau du marché du crédit, les quatre premières banques du système ont conservé leur place au 30 septembre 2016. Cependant, la Unibank (30,62 %; 1ère) et la Sogebank (27,03 %; 2ème) ont perdu respectivement 125 et 139 points de base de parts de marché; tandis que la BNC (15,31 %; 3ème) et la Capital Bank (8,78 %; 4ème) ont amélioré leur position respective de 64 et 89 points de base sur ledit segment. À la faveur d'une variation à la hausse (+249 points de base), la BUH (7,70 %) a ravi la 5ème place à la Sogebel (5,10 %; 6ème) qui a perdu 13 points de base de sa part de marché. En dépit d'une amélioration de 15 points de base, la Citibank (1,98 %) a occupé la dernière place sur ce segment de marché.

Comparativement à septembre 2015, aucun changement de position n'a été constaté sur le marché des dépôts totaux en gourdes. La Unibank, en dépit d'une variation à la baisse de 120 points de base, a conservé la première place avec 31,78 % de part de marché. La Sogebank (26,35 %; 2ème) et la BNC (22,15 %; 3ème) ont gagné respectivement 4 et 137 points de base; tandis que la Capital Bank (6,49 %; 4ème) a perdu 19 points de base. La BUH (4,31%) a conservé sa 5ème place tout en améliorant sa part de marché (+74 points de base). La Sogebel (2,71 %; 6ème), la Scotiabank (2,67 %; 7ème) et la Citibank (2,02 %; 8ème) ont connu un recul de leur position en perdant respectivement 20, 6 et 54 points de base sur ce segment de marché. La BPH (1,52 %) qui a gagné 4 points de base, occupe toujours la dernière place. La Unibank, la Sogebank et la BNC ont détenu en 2016 environ 80,28 % des dépôts totaux en gourdes.

Tableau 18. // Parts de marché et rang selon les dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU au 30 septembre

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2016		2015		2014		2016		2015		2014	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	31.78	1	32.98	1	30.78	1	34.14	1	36.49	1	34.21	1
Sogebank	26.35	2	26.31	2	26.31	2	28.60	2	27.42	2	27.15	2
BNC	22.15	3	20.78	3	22.83	3	15.95	3	15.13	3	17.12	3
Capital Bank	6.49	4	6.68	4	6.44	4	7.84	4	7.63	4	7.14	4
Citibank	2.02	8	2.56	8	3.52	5	2.27	7	2.51	7	3.75	5
Scotiabank	2.67	7	2.73	7	3.18	6	2.27	8	2.25	8	2.89	7
Sogebel	2.71	6	2.91	6	2.6	7	3.42	6	3.74	5	3.4	6
BUH	4.31	5	3.57	5	2.59	8	4.27	5	3.34	6	2.34	8
BPH	1.52	9	1.48	9	1.75	9	1.25	9	1.49	9	2	9
	100.00		100.00		100.00		100.00		100.00		100.00	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Sur le segment des dépôts en dollars ÉU, la Sogebank (28,60 %; 2ème) et la BNC (15,95 %; 3ème) ont consolidé leurs parts en gagnant respectivement 118 et 82 points de base. Par ailleurs, la Unibank (34,14%) a conservé sa première place en dépit d'une baisse de 235 points de base. Avec des parts en hausse de 93 points de base, la BUH (4,27%) a ravi la 5ème place à la Sogebel (3,42%; 6ème) qui, de son côté, a perdu 32 points de base.

VII.5 - ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2016

VII.5.1 - ACTIVITÉS BANCAIRES

La taille du bilan du système bancaire haïtien a atteint 271,35 MMG au 30 septembre 2016, suite à une croissance de 21,75 % (+48,47 MMG) par rapport au 30 septembre 2015. À l'exception des autres actifs qui ont reculé de 11,77 % (-782,66 MG) sur la période, tous les postes de l'actif ont suivi la même tendance haussière. Les bons BRH et les autres placements ont constitué les deux postes de l'actif ayant connu une évolution très significative, avec une accélération de leur rythme de croissance respectivement de 110,69 % et 31,99 % (contre 10,2 % et 23 % en 2015). Ils sont suivis des Immobilisations (+19,5 % ; +1,38 MMG), des disponibilités (+18 % ; +16,86 MMG) et du portefeuille de crédit net (+17,5 % ; +11,81 MMG).

Tableau 19. // Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)

	2016	2015	2014	2013	2012
Disponibilités	110,508.97	93,651.93	73,324.35	67,166.14	71,284.12
Bons BRH	10,466.94	4,967.96	4,508.55	5,944.99	6,269.46
Autres placements	56,562.66	42,853.84	36,734.96	30,551.97	30,318.72
Prêts nets	79,486.39	67,673.77	68,178.24	62,165.98	51,860.17
Immobilisations	8,464.66	7,083.58	6,250.54	5,415.18	4,948.84
Autres actifs	5,865.96	6,648.62	5,505.03	4,687.77	5,874.40
Actif total	271,355.58	222,879.70	194,501.67	175,932.03	170,555.71
Dépôts	220,915.76	179,528.14	157,549.12	145,645.95	146,838.10
Obligations à vue	9,219.03	12,721.36	7,342.63	5,696.75	5,030.18
Obligations à terme	11,224.75	9,830.21	10,490.43	7,407.27	4,772.74
Autres passifs	5,405.99	3,628.53	4,369.01	4,118.15	2,997.48
Passif total	246,765.54	205,708.24	179,751.19	162,868.12	159,638.50
Avoir des actionnaires	24,590.04	17,171.46	14,750.48	13,063.91	10,917.21
Passif et avoir des actionnaires	271,355.58	222,879.70	194,501.67	175,932.03	170,555.71

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

L'expansion de la taille du bilan a été financée à hauteur de 81,40 % par la croissance (+23,10 %; +41,39 MMG) du volume des dépôts captés auprès de la clientèle par rapport à l'exercice précédent. Ces derniers ont totalisé 220,91 MMG au 30 septembre 2016 et ont représenté 89,50 % du passif total qui a crû de 20 % pour se fixer à 246,76 MMG. En dehors du recul (-27,5 %; -3,5 MMG) des obligations à vue, les obligations à terme (+14,2 %; +1,39 MMG), les autres passifs (+49,0 %; 1,78 MMG) et l'avoir des actionnaires (+43,2 %; 7,42 MMG) ont contribué respectivement à hauteur de 4,14%, 1,99 % et 9,06 % au financement du bilan. Au 30 septembre 2016, la part de l'actif total du système exprimée en devises converties s'est élevée à 55,47 % (+2,99 points de pourcentage par rapport à septembre 2015) financée à hauteur de 92,10 % par le volume des dépôts en devises converties.

L'avoir des actionnaires du système a accusé la plus forte croissance pour l'ensemble des cinq (5) dernières années, avec une hausse nette de 43,20 % (+48,47 MMG). Cet accroissement est dû à la progression des bénéfices non répartis (+85,4 %; +5,94 MMG), des réserves accumulées par les banques (+29,30 %; +0,73 MMG) et du capital versé (+5,6 %; +0,41 MMG). Les banques ont donc affiché une meilleure assise financière qu'en 2015. L'accroissement plus significatif des fonds propres comptables par rapport à celui de l'actif total net (+21,75 %) a donné lieu à un renforcement du ratio « avoir des actionnaires en pourcentage de l'actif » de l'ordre de 1,36 point de pourcentage pour s'établir à 9,06 % au 30 septembre 2016 contre 7,70 % au 30 septembre 2015. Par ailleurs, le levier financier du système s'est établi à 11,83 en 2016 contre 13,08 en 2015.

Tableau 20. // Variation des principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en %)

	2016	2015	2014	2013	2012
Disponibilités	18.0	27.7	9.2	-5.8	1.9
Bons BRH	110.7	10.2	-24.2	-5.2	-0.9
Autres placements	32.0	16.7	20	0.8	2.2
Prêts nets	17.5	-0.7	9.7	19.9	30.4
Immobilisations nettes	19.5	13.3	15.4	9.4	13.4
Autres actifs	-11.8	20.8	17.4	-20.2	18.1
Actif total	21.7	14.6	10.6	3.2	10.8
Dépôts	23.1	14	8.2	-0.8	8.3
Obligations à vue	-27.5	73.3	28.9	13.3	16.5
Obligations à terme	14.2	-6.3	41.6	55.2	103.8
Autres passifs	49.0	-16.9	6.1	37.4	31.4
Passif total	20.0	14.4	10.4	2	10.5
Avoir des actionnaires	43.2	16.4	12.9	19.9	14.9
Passif et avoir des actionnaires	21.7	14.6	10.6	3.2	10.8

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

En dépit d'un recul de 1,3 point de pourcentage, les disponibilités ont été le poste d'actif le plus important dans la composition de l'actif bancaire au cours de l'exercice 2015-2016. En effet, de 42 % au 30 septembre 2015, les disponibilités sont passées à 40,7 % en 2016. Elles sont suivies du portefeuille de crédit net (29,3%) en baisse de 1,1 point de pourcentage et des autres placements (20,8 %) en amélioration de 1,6 point de pourcentage. Les bons BRH ont gagné en importance (+1,7 %) en passant de 2,2 % en septembre 2015 à 3,9 % en septembre 2016. Par ailleurs, les immobilisations (3,1 %) et les Autres Actifs (2,2 %) ont été les moins significatifs dans la structure de l'actif total.

Du côté du passif, le poids des dépôts a été très important (81,4 % de l'actif total), marquant une hausse de 90 points de base. Les obligations à vue et les obligations à terme ont respectivement perdu 230 et 30 points de base pour atteindre respectivement 3,4 % et 4,1 % d'actif en septembre 2016. Quant à l'avoir des actionnaires, son poids dans la taille du bilan a gagné en importance (1,4 point de pourcentage) pour se fixer à 9,1 %.

Tableau 21. // Part des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en %)

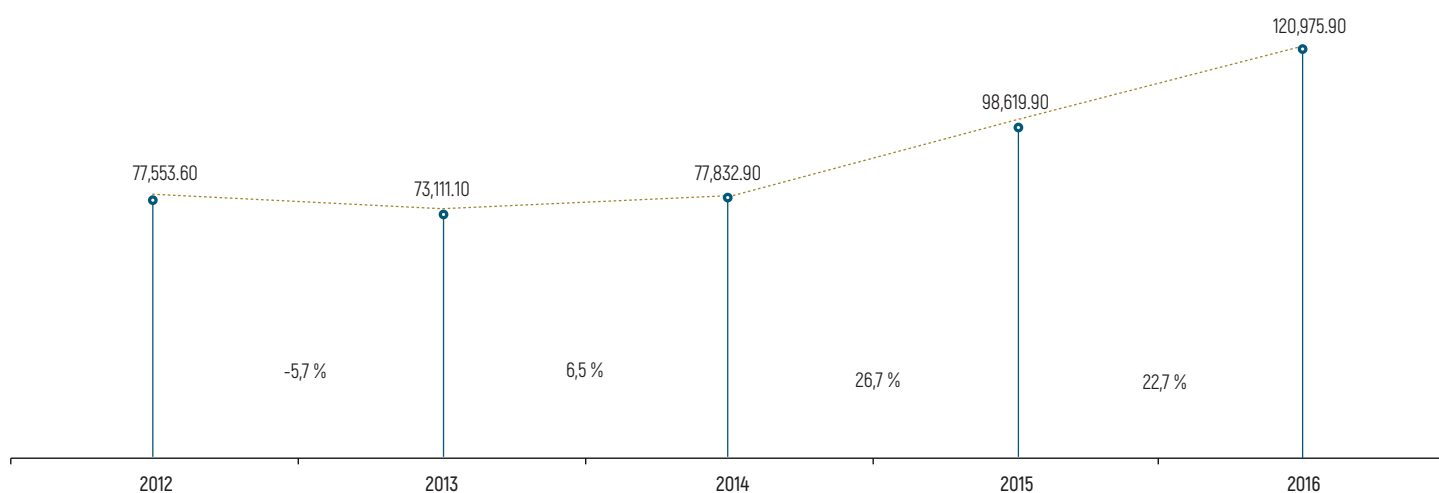
	2016	2015	2014	2013	2012
Disponibilités	40.7	42.0	37.7	38.2	41.8
Bons BRH	3.9	2.2	2.3	3.4	3.7
Autres placements	20.8	19.2	18.9	17.4	17.8
Prêts nets	29.3	30.4	35.1	35.3	30.4
Immobilisations nettes	3.1	3.2	3.2	3.1	2.9
Autres actifs	2.2	3.0	2.8	2.7	3.4
Actif total	100	100	100	100	100
Dépôts	81.4	80.5	81	82.8	86.1
Obligations à vue	3.4	5.7	3.8	3.2	2.9
Obligations à terme	4.1	4.4	5.4	4.2	2.8
Autres passifs	2.0	1.6	2.2	2.3	1.8
Passif total	90.9	92.3	92.4	92.6	93.6
Avoir des actionnaires	9.1	7.7	7.6	7.4	6.4
Passif et avoir des actionnaires	100	100	100	100	100

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire, constituées des disponibilités et des bons BRH, ont maintenu pour l'exercice 2016 leur rythme de croissance observé en 2015. En effet, elles ont crû de 22,77 % (+22,35 MMG) pour atteindre 120,7 MMG au 30 septembre 2016. Cette croissance substantielle des liquidités a découlé subséquemment de la progression des disponibilités (+18 % ; +16,85 MMG) et des bons BRH (+110,7 % ; +5,49 MG).

Par ailleurs, la croissance des disponibilités, est due essentiellement à celle des avoirs à la BRH (+24,36 % ; 17,01 MMG), des avoirs à l'étranger (+14,60 % ; 1,02 MMG) et des autres liquidités (+45,80 % ; 565,98 MG). En revanche, les avoirs dans les banques locales ont reculé de 73,7 % (-1,58 MMG).

Graphique 30. // Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)

Au 30 septembre 2016, le poids des disponibilités dans la composition des liquidités a reculé de 3,61 points de pourcentage par rapport à son niveau de septembre 2015. Parallèlement, le poids des bons BRH dans la structure des liquidités, a gagné en importance en s'inscrivant à 8,65 % contre 5,04 % en 2015. Comme pour les exercices antérieurs, les avoirs à la BRH sont restés la principale composante dans la structure des liquidités avec 72 % du total, suivis de l'encaisse dont la part a représenté 10,77 %. Les trois autres postes, à savoir les avoirs à l'étranger, les avoirs dans les banques locales et les autres liquidités, pris ensemble, ont représenté 8,58 % des liquidités du système au 30 septembre 2016.

Tableau 22. // Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre

	2016		2015		2014	
	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	13,028.98	10.77%	13,184.00	13.37%	7,997.28	10.27%
Avoirs à la BRH	87,101.27	72.00%	70,089.94	71.07%	55,151.41	70.86%
Avoirs à l'étranger	8,010.06	6.62%	6,991.06	7.09%	7,258.93	9.33%
Avoirs dans les banques locales	565.88	0.47%	2,150.12	2.18%	1,671.05	2.15%
Autres	1,802.79	1.49%	1,236.81	1.25%	1,245.65	1.60%
Disponibilités	110,508.97	91.35%	93,651.93	94.96%	73,324.32	94.21%
Bons BRH	10,466.90	8.65%	4,967.96	5.04%	4,508.55	5.79%
Liquidités	120,975.87	100.00%	98,619.89	100.00%	77,832.87	100.00%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Suite à la croissance plus soutenue (+22,67 %) des liquidités que celle (+21.75 %) de l'actif du système, le ratio « liquidités en pourcentage de l'actif » (4,20 % en septembre 2015) a augmenté de 2,4 points de pourcentage pour s'établir à 44,6 %.

Tableau 23. // Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total au 30 septembre

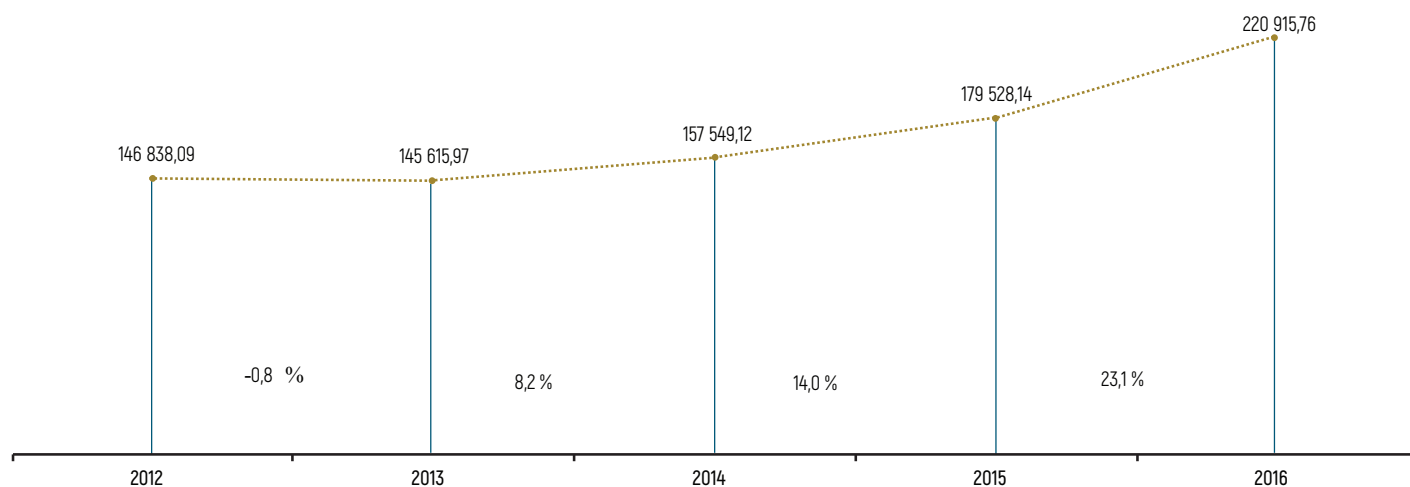
	2016	2015	2014	2013	2012
Disponibilités	40.7	40	37.7	38.2	41.8
Bons BRH	3.9	2.2	2.3	3.4	3.7
Liquidités	44.6	42.2	40.0	41.6	45.5

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.5.2 - OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS

Au 30 septembre 2016, les dépôts totaux se sont élevés à 220 915,76 MG contre 179 528,14 MG au 30 septembre 2015, soit une hausse de 23,1 % (+41 387,62 MG), la plus forte croissance observée sur les cinq dernières années. Les dépôts à terme, de leur côté, ont connu un accroissement moins marqué (+26,1 % en 2016 contre +55,1 % en 2015) au profit des dépôts à vue qui ont enregistré la plus forte augmentation (+28,6 % ; +22 046.79 MG) et des dépôts d'épargne (+14 % ; +8 618,42 MG).

Graphique 31. // Évolution des dépôts du système bancaire (en MG)

Au 30 septembre 2016, les poids des dépôts à vue (44,86 %) et à terme (23,47 %) dans les dépôts totaux ont respectivement progressé de 194 et 56 points de base, au détriment des dépôts d'épargne qui ont vu leur part reculer de 2,50 points de pourcentage par rapport à la fin de l'exercice précédent pour atteindre 31,67 %. La part des dépôts à vue a été donc plus importante dans la composition des dépôts totaux. L'utilisation, à moindre coût, du moyen de paiement que représentent les comptes à vue pour les entreprises et les particuliers, a justifié, toutes proportions gardées, leur importance dans la composition des dépôts totaux.

Tableau 24. // Variation des dépôts du système bancaire

Catégorie	2016	2015	2014	2013	2012
Dépôts à vue	28.61%	1.60%	6.10%	-6.80%	12.00%
Dépôts d'épargne	14.05%	11.00%	6.30%	3.20%	5.00%
Dépôts à terme	26.07%	55.50%	19.20%	12.10%	3.60%
Dépôts totaux	23.05%	14.00%	8.20%	-0.80%	8.30%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Le volume des ressources collectées en dollars ÉU s'est chiffré, à la fin de l'exercice 2015-2016, à 2 115,53 millions de dollars ÉU, en hausse de 3,64 % (+74,36 millions) par rapport à celui de 2015, due essentiellement à l'augmentation (+10,17 ; +90,52 millions) des dépôts à vue en dollars ÉU.

Au 30 septembre 2016, la part des dépôts en devises dans les dépôts totaux s'est établie à 62,76 % contre 59,28 % au 30 septembre 2015, une augmentation de 3,48 points de pourcentage. Cette progression a été tributaire, d'une part, de la croissance plus soutenue (+30,27 %) des dépôts en devises converties que celle (+23,05 %) des dépôts en gourdes et, d'autre part, de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU entre septembre 2015 et septembre 2016.

Tableau 25. // Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre

Catégorie	2016		2015		2014		2013		2012	
Dépôts à vue	99,099.46	44.86%	77,052.67	42.92%	75,847.92	48.14%	71,430.31	49.05%	76,669.19	52.21%
Dépôts d'épargne	69,966.79	31.67%	61,348.37	34.17%	55,250.78	35.07%	52,000.43	35.71%	50,385.40	34.31%
Dépôts à terme	51,849.51	23.47%	41,127.10	22.91%	26,450.41	16.79%	22,185.22	15.24%	19,783.51	13.47%
	220,915.76	100.00%	179,528.14	100.00%	157,549.11	100.00%	145,615.96	100.00%	146,838.10	100.00%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.5.3 - EMPLOIS DU SYSTÈME ET ÉVOLUTION DES ACTIFS PRODUCTIFS

La part des ressources bancaires allouée à des emplois productifs a augmenté comparativement à 2015 où un recul de 4,93 points de pourcentage avait été observé en glissement annuel. En effet, le poids de l'actif productif dans l'actif total a connu, au 30 septembre 2016, une hausse de 1,23 point de pourcentage pour se fixer à 57,15 %. Le portefeuille de crédit net constitue la composante majoritaire des actifs productifs en dépit d'une perte d'importance de 3,06 points de pourcentage pour s'établir à 51,24 %. Parallèlement, le recul des prêts nets par rapport à l'actif total constaté depuis 2014 s'est poursuivi en 2016 où il a baissé de 1,10 point de pourcentage pour atteindre 29,30 % contre 30,40 % en 2015, 35,10 % en 2014 et 35,3 % en 2013. Au 30 septembre 2016, le niveau de dollarisation du portefeuille de crédit net a augmenté de 2,49 points de pourcentage pour se fixer à 49,02 % (contre 46,53 % au 30 septembre 2015)

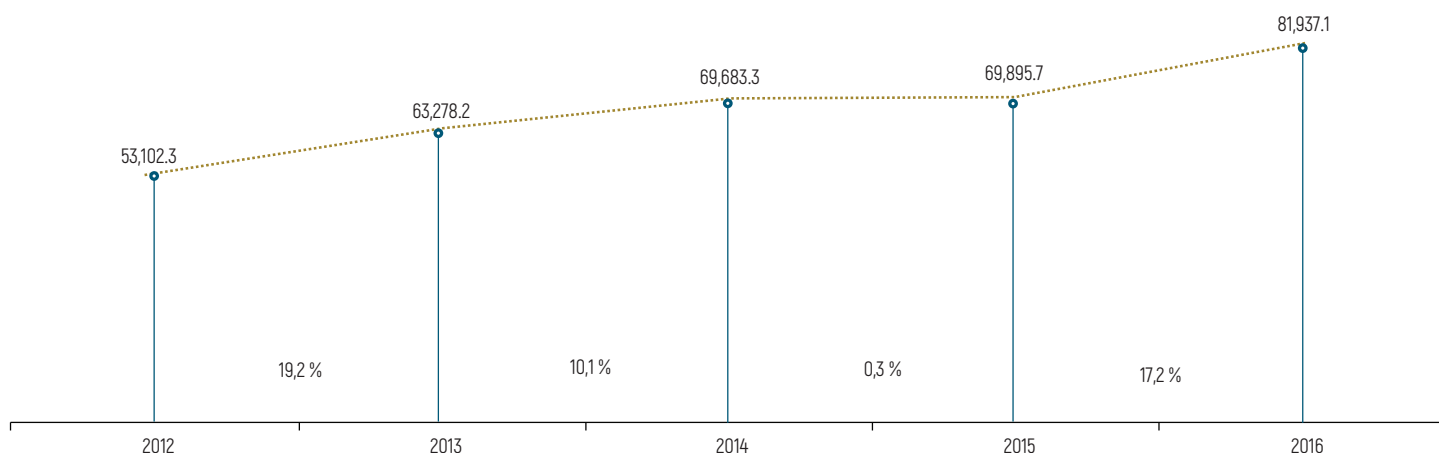
Tableau 26. // Évolution des dépôts en dollars ÉU du système enMG au 30 septembre

Catégorie	2016				2015			
	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts Dollars ÉU convertis a	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis Dépôts totaux	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts Dollars Convertis a	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis Dépôts totaux
Dépôts à vue	980.62	64,266.90	99,099.46	64.85%	890.10	46,411.21	77,052.67	60.23%
Dépôts d'épargne	614.36	40,262.87	69,966.79	57.55%	639.54	33,346.64	61,348.37	54.36%
Dépôts à terme	520.55	34,115.23	51,849.51	65.80%	511.53	26,671.98	41,127.10	64.85%
	2,115.53	138,645.00	220,915.76	62.76%	2,041.17	106,429.83	179,528.14	59.28%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

ACTIFS PRODUCTIFS

Après avoir enregistré une faible croissance (+0.3%) au 30 septembre 2015, l'enveloppe des prêts bruts accordés dans le secteur bancaire a enregistré une hausse de 17,2 % (+12.04 MMG) pour atteindre 81,93 MMG au 30 septembre 2016. En dépit de cette relance du portefeuille des prêts bruts, le ratio « crédit/dépôts » du système bancaire a évolué à la baisse (43,45 % en 2014, 38,93 % en 2015 et 37,09 % en 2016), le volume des dépôts ayant connu une croissance plus soutenue que celle des prêts bruts.



OPÉRATIONS SUR TITRES

BONS BRH

Les placements en bons BRH ont gagné en importance au cours de l'exercice 2015-2016, les banques du système ayant plus que doublé le volume des placements en bons BRH dans leur actif comparativement à septembre 2015 où ils avaient crû de 10,2 % pour s'établir à 4,97 MMG. En effet, les bons BRH ont augmenté de 110,69 % (+5,50 MMG) à 10,47 MMG au 30 septembre 2016. Environ 85% de l'encours global des bons BRH sont constitués de bons à échéance de 91 jours.

En ce qui concerne les taux nominaux appliqués par la BRH sur lesdits bons, la dernière modification a été faite en juin 2016 et les taux sur les bons à échéance de 7, 28 et 91 jours sont passés respectivement de 10 %, 12 % et 16 % à 8 %, 10 % et 14 %.

AUTRES PLACEMENTS

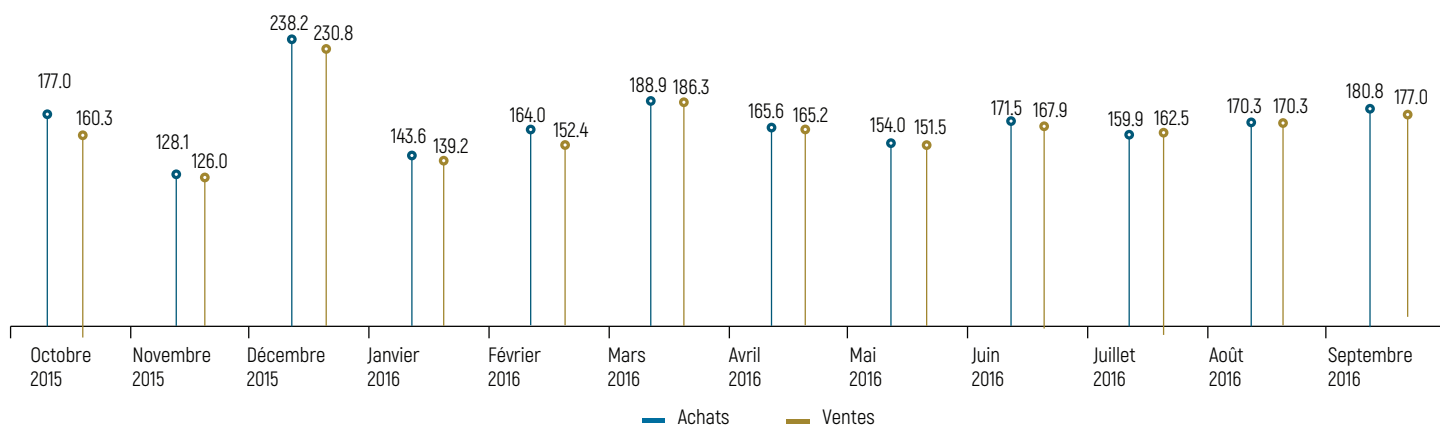
Les autres placements se sont chiffrés à 56,56 MMG en septembre 2016, après avoir enregistré une hausse de 31,99 % (+13,71 MMG) par rapport à leur niveau au 30 septembre 2015 (42,85 MMG). Cette croissance s'est réalisée en dépit de l'évolution à la baisse des Bons du Trésor détenus par le système bancaire qui ont diminué de 10,10 % (-245.05 MG) pour s'établir à 2,18 MMG. Au 30 septembre 2016, la part des devises converties au niveau des Autres placements, a reculé de 11 points de base pour atteindre 60,42 %.

OPÉRATIONS DE CHANGE

Les établissements bancaires ont été sur le marché des changes tant pour satisfaire les besoins de leurs clients que pour procéder à des transactions pour leur propre compte. Au cours de l'exercice 2015-2016, les opérations de change du système bancaire ont enregistré une certaine décroissance par rapport à celles de l'exercice précédent. En effet, les achats de la devise américaine ont baissé de 4,56 % (-97,60 MD ÉU) et les ventes de 5,06 % (-106,11 MD ÉU) pour s'établir respectivement à 2 041,80 MD ÉU et 1 989,29 MD ÉU par rapport au 30 septembre 2015. Comme pour l'exercice antérieur, une intensification de ces opérations de change a été observée au cours du mois de décembre 2015 où les achats ont atteint 238,21 MD ÉU et les ventes 230,79 MD ÉU. Le solde cambiste a, toutefois, augmenté par rapport à l'exercice 2014-2015 (+52,51 MD ÉU en 2016 contre +44,0 MD ÉU en 2015).

Graphique 33.

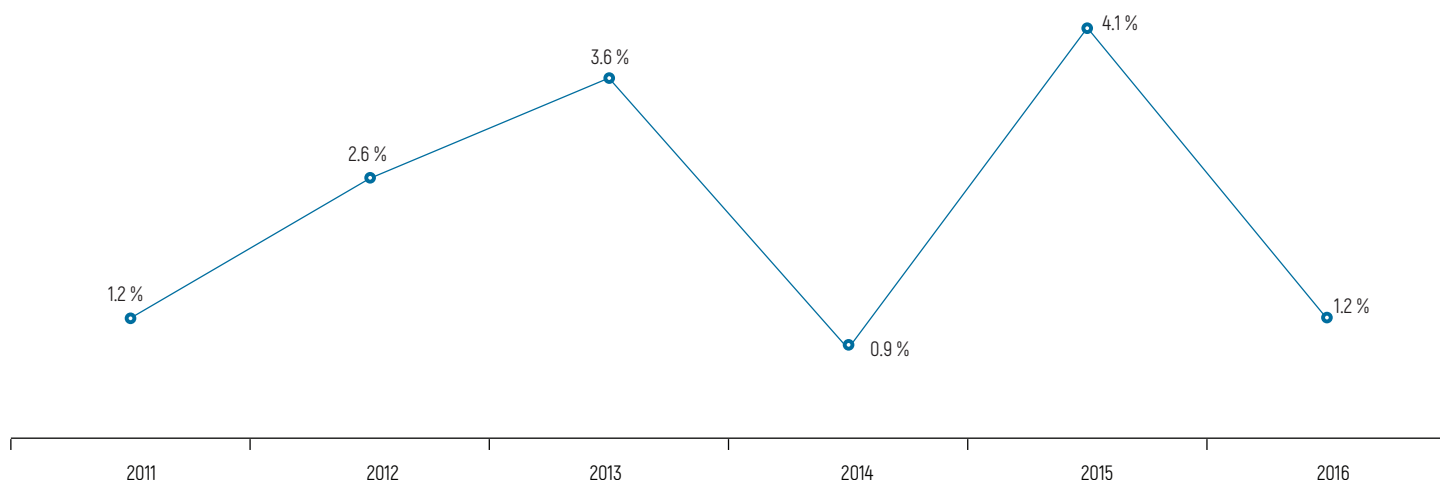
Volume des achats et des ventes de dollars EU (en millions de dollars EU)



Au terme de l'exercice 2015-2016, la position nette de change du système bancaire exprimée en pourcentage de ses fonds propres s'est inscrite à 1,19 % (-2,92 points de pourcentage) contre 4,11 % à la fin de l'exercice 2014-2015. Cette position a été conforme à l'exigence réglementaire de 2 %.

Graphique 34.

Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres au 30 septembre



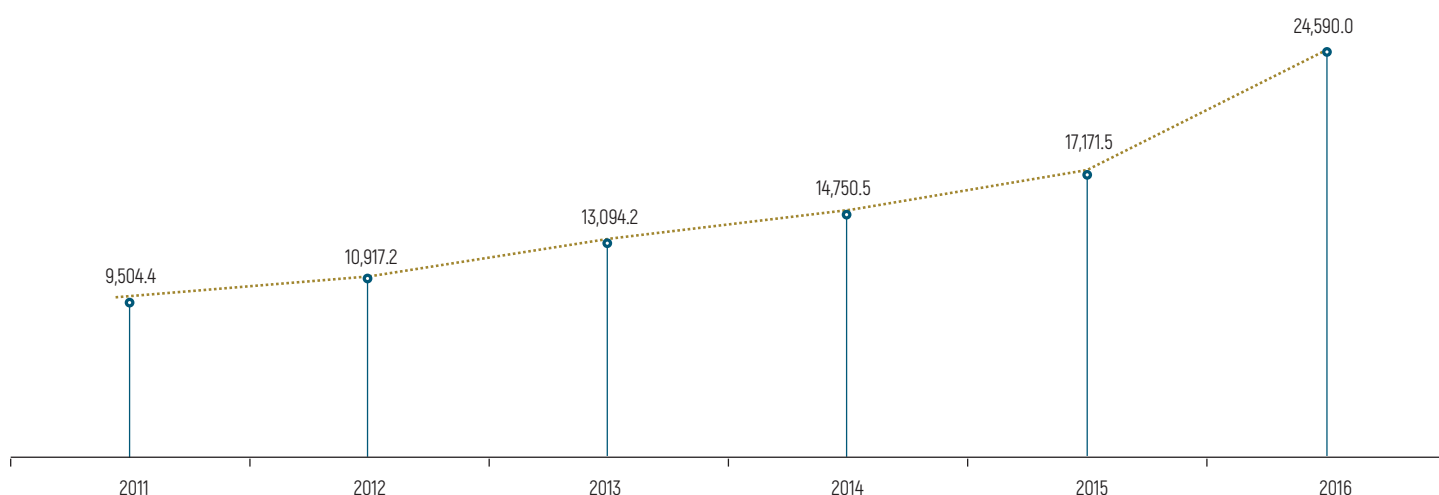
VII.5.4 - STRUCTURE FINANCIERE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

La tendance à la hausse des fonds propres comptables du système bancaire affichée durant les cinq dernières années, a continué son cours pour l'exercice fiscal 2015-2016, mais à un rythme plus élevé que l'année précédente. Ayant crû de 43,2 % (+7 418,58 MG) contre 16,4 % (+2 420,97 MG) au cours de l'exercice 2014-2015, les fonds propres se sont établis à 24 590,04 MG au 30 septembre 2016. La forte croissance des bénéfices non répartis (85,4 %, +5 944,99 MG) et l'augmentation du capital versé (+5,6 %, +411,35 MG) et des réserves (+29,3 %, +733,18 MG) ont essentiellement alimenté la hausse des fonds propres comptables.

Le ratio « avoir des actionnaires/actif total » a gagné 1,36 points de pourcentage par rapport à la fin de l'exercice précédent pour se fixer à 9,06 % au 30 septembre 2016, l'avoir des actionnaires (+43,2 %) ayant évolué à un rythme plus soutenu que celui de l'actif (+21,7 %).

Graphique 35. // Évolution des fonds propres du système bancaire, au 30 septembre (en MG)



D'une manière générale, le niveau des fonds propres réglementaires du système bancaire a été conforme aux limites fixées par la circulaire # 88 sur la suffisance des fonds propres. Le ratio fonds propres réglementaires sur actifs à risque s'établissant à 20,76 % (contre 19,34 % en 2015) s'est positionné au-dessus du minimum de 12 % requis.

Tableau 27. // Actifs productifs

	2016	2015	2014	2013	2012
Actif productif/Actif total	57.15%	55.92%	57.16%	56.87%	61.49%
Prêt net en % d'actif total	29.3%	30.36%	25.13%	21.34%	30.87%
Prêt net en % d'actif productif	51.25%	54.30%	43.96%	37.52%	50.20%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

N.B. Actifs productifs = Avoirs à l'étranger + Avoirs dans les banques locales + Prêts + Bons BRH + Autres placements

QUALITÉ DE L'ACTIF

Le stock de crédits non performants du système a connu une décélération (+1,34 %) par rapport à l'exercice précédent (+31,46 %) pour se chiffrer à 2 781,72 MG au 30 septembre 2016. Parallèlement, après avoir crû de 0,30 % au 30 septembre 2015, le portefeuille de crédit a connu une hausse de 17,23 % pour se fixer à 81 937,12 MG au terme de l'exercice. La croissance plus rapide des prêts bruts par rapport à celle des improductifs, a entraîné une diminution de 54 points de base du coefficient d'arrérage du système pour s'établir à 3,39 % au 30 septembre 2016.

Tableau 28. // Respect des normes de suffisance de fonds propres au 30 septembre

	Fonds propres / actif à risque ^a	
Limite réglementaire	2016	2015
	Min: 12 %	
Ratio du système bancaire	20.76	19.34

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

En dépit du repli du taux d'improductif, les banques ont poursuivi leur effort de provisionnement des prêts en augmentant le stock de provision pour créances douteuses (2,45 MMG) de 10,30 % pour une croissance de 1,34 % des prêts improductifs bruts (2,78 MMG). Le taux de couverture a ainsi augmenté de 7,15 points de pourcentage passant de 80,95 % au 30 septembre 2015 à 88,10 % au 30 septembre 2016.

Tableau 29. // Prêts improductif du système bancaire au 30 septembre (en MG)

	2016	Variation	2015	Variation	2014	Variation
Prêts improductifs bruts	2,781.72	1.34%	2,744.92	31.46%	2,087.95	35.52%
Prêts bruts totaux	81,937.12	17.23%	69,895.70	0.30%	69,683.28	10.1%
Taux d'improductifs	3.39%		3.93%		3.00%	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Parmi les trois grandes catégories de prêts, les prêts commerciaux ont représenté la plus grande part (77,47 % au 30 septembre 2016) au niveau du portefeuille du système. L'exposition au risque de crédit a été attribuable essentiellement des improductifs relatifs à cette catégorie. Quoiqu'en baisse de 1,96 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent, le taux d'improductif du portefeuille alloué aux prêts commerciaux a été le plus élevé (4,07 %). De son côté, le taux d'improductif de la catégorie des prêts à la consommation a reculé de 8 points de base pour atteindre 3,38 % au 30 septembre 2016 ; tandis que le portefeuille de prêts au logement a enregistré le taux d'improductif le moins élevé (3,08 %), en nette régression comparativement à son niveau de 6,09 % au 30 septembre 2015.

Tableau 30. // Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses (en MG)

	2016		2015		2014	
Provisions pour créances douteuses	2,450.74	10.30%	2,221.93	47.63%	1,505.03	21.16%
Prêts improductifs bruts	2,781.72	1.34%	2,744.92	31.46%	2,087.95	62.47%
Taux de couverture	88.10%		80.95%		72.08%	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

L'exposition des fonds propres comptables du système bancaire au risque de crédit s'est améliorée. La baisse des improductifs et l'amélioration du taux de couverture ont entraîné, par rapport à la fin de l'exercice antérieur, un recul de 1,70 point de pourcentage du taux d'exposition des fonds propres à court terme s'établissant à 1,35 % au 30 septembre 2016. L'avoir des actionnaires des banques du système s'est retrouvé ainsi moins exposé à toute matérialisation du risque de crédit à court terme.

Tableau 31. // Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2015

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	3.38%	3.08%	4.07%
Poids dans le crédit bancaire total	12.56%	9.97%	77.47%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Au niveau du système, le risque de crédit aux apparentés, mesuré par le ratio « prêts aux apparentés/fonds propres réglementaires » s'est amélioré de 1,22 point de pourcentage en glissement annuel pour s'établir à 20,11 % au 30 septembre 2016. Le niveau de ce ratio a montré que les banques ont été conformes aux prescrits de la circulaire 83-4 régissant la concentration des risques de crédit. Rappelons qu'au niveau du système, l'exigence réglementaire en matière de concentration des risques de crédit aux apparentés impose une limite cumulative maximale de 200 % au ratio exposition nette de crédit aux apparentés sur fonds propres réglementaires.

Tableau 32. // Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)

	2016	2015	2014	2013	2012
Prêts improductifs bruts	2,781.72	2,744.92	2,087.95	1,698.48	1,285.09
moins : provisions pour créances douteuses	2,450.74	2,221.93	1,505.03	1,112.23	1,242.14
Prêts improductifs nets	330.98	522.99	582.91	586.25	42.95
Fonds Propres Comptables	24,590.04	17,171.46	14,750.49	13,094.22	10,917.21
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	1.35%	3.05%	3.95%	4.48%	0.39%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

À l'exception des banques commerciales d'Etat qui ont enregistré un taux de 3,57 % contre 2,17 % l'exercice antérieur, les autres banques ont connu une amélioration de leur taux d'exposition. Au 30 septembre 2016, 25,35 % des fonds propres réglementaires des banques commerciales privées haïtiennes (27,06 % en septembre 2015) sont exposés aux risques liés aux apparentés. Les risques de crédit liés aux apparentés de l'unique banque d'épargne et de logement du secteur, ont évolué favorablement passant de 23,92 % au 30 septembre 2015 à 17,36 %. Les succursales des banques étrangères ont été les moins exposées avec un taux de 0,87 % contre 0,95 % en septembre 2015.

VII.5.5 - RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

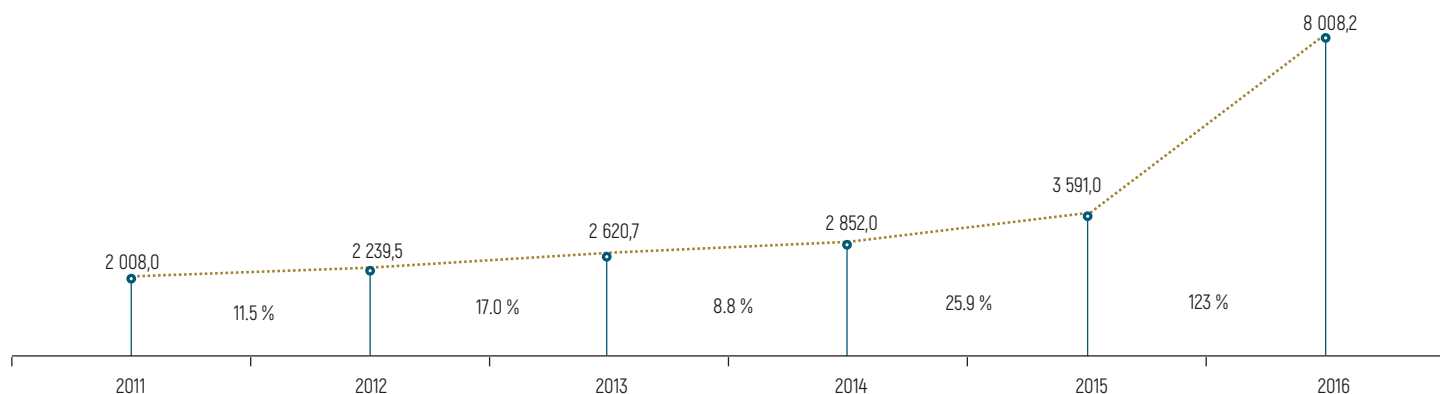
Le niveau de rentabilité du système bancaire a évolué à la hausse sur les cinq derniers exercices. En effet, le bénéfice net dégagé par l'industrie bancaire en 2016 s'est hissé à 8 008,2 MG, soit une progression de 123 % (+4 417,14 MG) par rapport à l'exercice précédent (+25,9 %). L'augmentation significative de la performance du système bancaire découle de la baisse de la dotation à la provision pour créances douteuses (-42,5 %) combinée à la hausse du Produit net bancaire (+46 %) provenant de l'augmentation des autres revenus (+75 %) malgré la décélération des revenus nets d'intérêts.

Tableau 33. // Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés au 30 septembre

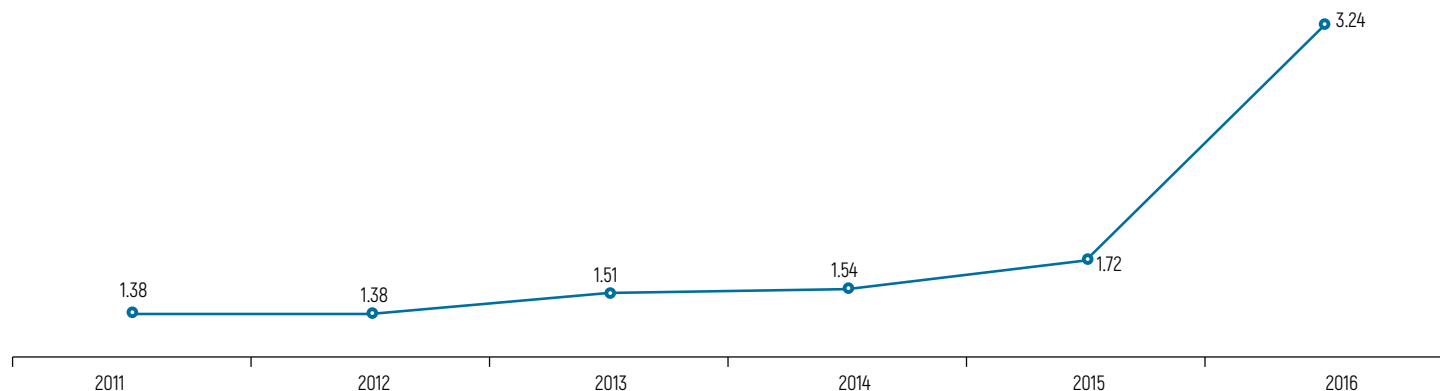
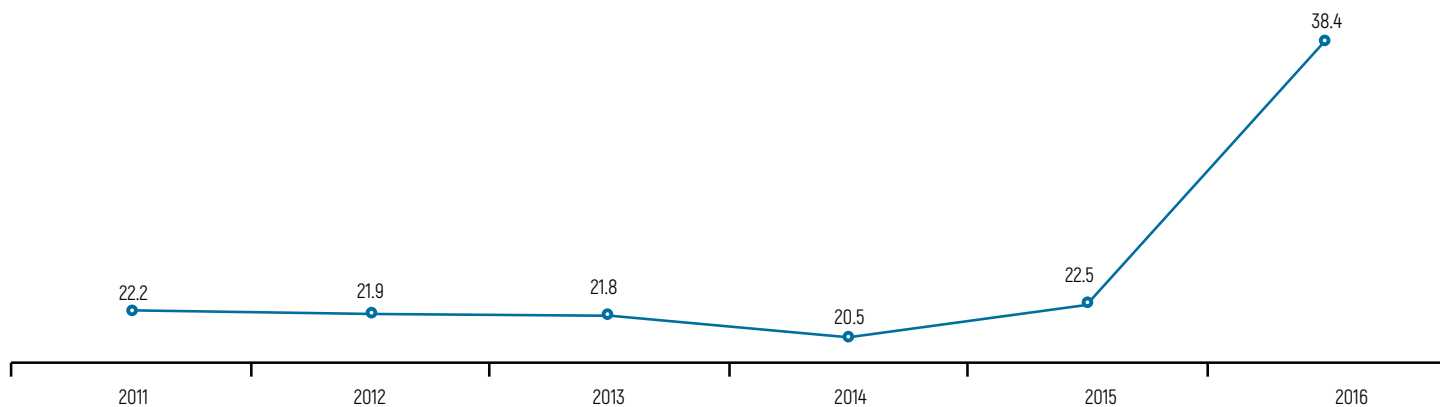
	Banques commerciales d'État	Banques commerciales privées	Banque d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Risques apparentés (MG)	125.84	3,908.71	93.02	9.48	4,137.05
Fonds propres réglementaires (MG)	3,521.60	15,420.40	535.90	1,091.21	20,569.11
Risques apparentés en % des propres réglementaires	3.57%	25.35%	17.36%	0.87%	20.11%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Le bénéfice avant impôt sur le revenu a crû de 105,1 % en glissement annuel pour atteindre 8 697,32 MG pour l'exercice 2015-2016, soit une augmentation de 73,1 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

Graphique 36. // Évolution du bénéfice net du système au 30 septembre (en MG)

Parallèlement, le rendement net de l'actif (ROA) et la rentabilité de l'avoir des actionnaires (ROE) ont varié à la hausse pour s'établir respectivement à 3,24 % et 38,35 % contre 1,72 % et 22,50 % en glissement annuel, en raison d'une évolution plus soutenue de la variation du bénéfice du système (123%) comparée à celle de l'actif total (21,7%).

Graphique 37. // Rendement de l'actif (ROA) au 30 septembre (en %)**Graphique 38. // Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) au 30 Septembre (en %)**

REVENUS NETS D'INTÉRÊT

Les revenus nets d'intérêt du système bancaire ont augmenté de 21,4 % (+1 500,3 MG) par rapport à l'exercice 2015 pour se fixer à 8 504,63 MG en 2016. Ceux-ci ont représenté 75,2 % des revenus d'intérêts soit un pourcentage moindre par rapport à l'exercice précédent (84,4 %) ; ce ralentissement a découlé de la hausse des dépenses d'intérêt dont l'augmentation a été de 117,5% par rapport à une hausse de 36,4 % enregistrée au niveau des revenus d'intérêts.

Représentant 80,22 % du total des revenus d'intérêt, les revenus d'intérêts sur prêts ont augmenté de 31,4 % (+2 167,95 MG) ; tandis que les intérêts sur Bons BRH et le poste Autres, avec un poids relatif de 19,78%, ont augmenté respectivement de 111,1 % et de 27,9 %.

Tableau 34. // Revenus nets d'intérêt au 30 septembre (en MG)

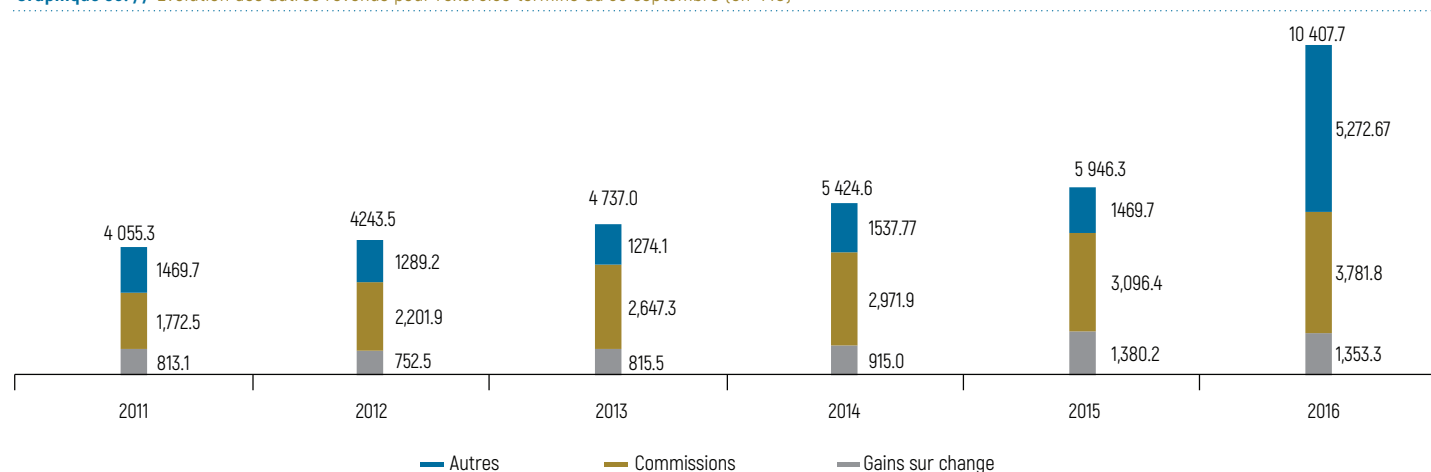
	2016	2015	2014	2013	2012
Revenus d'intérêt					
Prêts	9,074.02	6,906.07	5,289.54	4,489.01	3,760.15
Intérêts sur bons BRH	1,168.53	553.53	154.53	185.59	43.71
Autres	1,068.80	835.35	624.47	566.91	509.72
	11,311.35	8,294.95	6,068.54	5,241.51	4,313.58
Dépenses d'intérêt	2,806.72	1,290.60	663.79	369.21	326.19
Revenus nets d'intérêt	8,504.63	7,004.35	5,404.75	4,872.30	3,987.39
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	75.19%	84.44%	89.06%	92.96%	92.44%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

AUTRES REVENUS

Au cours de l'exercice 2016, le poste « autres revenus » a crû de 75 % (+4 461,46 MG) pour s'établir à 10 407,74 MG. Son rythme de progression a augmenté considérablement par rapport à l'exercice antérieur au cours duquel il n'avait augmenté que de 9,6 %. Les gains sur les opérations de change ont diminué de 2% tandis que le poste Autres a connu sa plus forte augmentation (+258,80 %) passant de 1 469 MG en 2015 à 5 272,67 MG. Cette différence significative a été des revenus des filiales non bancaires de la Unibank. Les commissions, représentant 36,34 % des Autres Revenus, ont augmenté de 22,10 %. Les autres revenus représentent 55,03 % dans la structure du produit net bancaire.

Graphique 39. // Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Le produit net bancaire (PNB) réalisé par les établissements bancaires sur l'ensemble de leurs activités a crû de 46 % (+5 961,74 MG) par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 18 912,47 MG, suite à la croissance de 2,4 % des revenus nets d'intérêts et celle de 75 % des Autres Revenus. Les Autres Revenus ont contribué à hauteur de 55,03 % dans la formation du produit net bancaire contre 45,91 % au niveau de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour créances douteuses, au cours de l'exercice, a enregistré une baisse de croissance (-3,8 points de pourcentage). De 888,22 MG en 2015, elle est passée à 510,41 MG en 2016, soit une baisse de 42,5 % contre une augmentation de 38,7 % au cours de l'exercice précédent. Parallèlement, le portefeuille de crédits improductifs a augmenté

de 1,3 % contre 31,5 % au cours de l'exercice pour se fixer à 2 781,72 MG. La diminution de la dotation à la provision pour créances douteuses a contribué à la hausse (+52,6 %) du bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu (18 401,96 MG contre 12 062,41 MG) pour l'exercice fiscal 2014-2015.

Tableau 35. // Produit net bancaire au 30 septembre

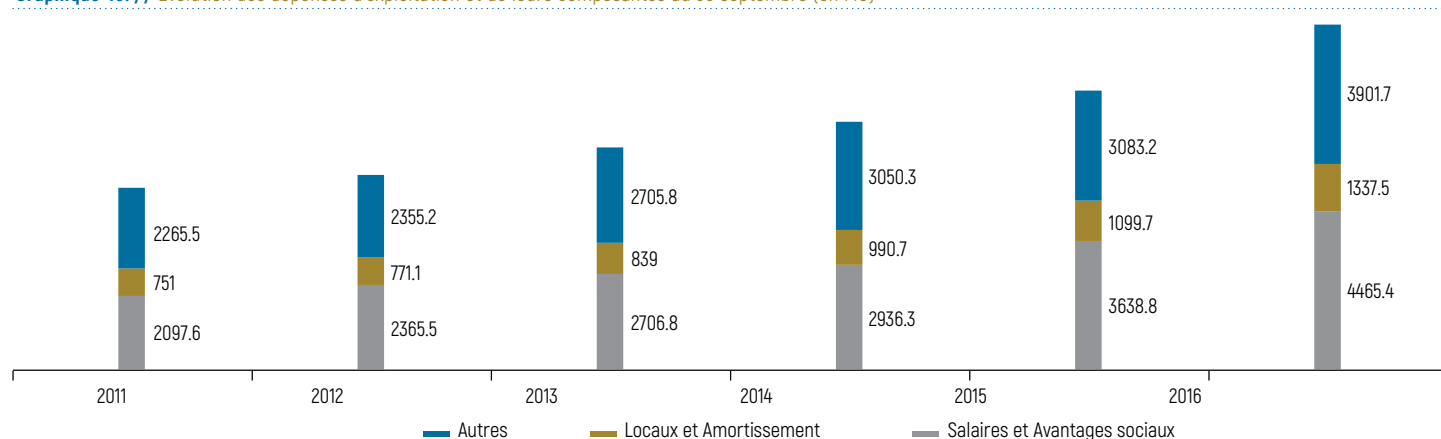
	2016		2015		2014	
	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	8,504.63	44.97%	7,004.35	54.09%	5,404.75	49.91%
Autres revenus	10,407.74	55.03%	5,946.28	45.91%	5,424.62	50.09%
Produit net bancaire	18,912.37	100.00%	12,950.63	100.00%	10,829.37	100.00%
Dotation à la Provision pour créances douteuses	510.41		888.22		640.30	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	18,401.96		12,062.41		10,189.08	

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation du système bancaire se sont élevées à 9 704,64 MG, au cours de l'exercice 2016, contre 7 821,64 MG en 2015, soit une hausse de 24,1 %. Cette évolution découle principalement de la hausse des frais de locaux (+30,9 %, 157,79 MG), des autres dépenses d'exploitation (26,6%, +818,58 MG) et des salaires et avantages sociaux (+22,7 % ; +826,56 MG). Il importe de relever que ces derniers ont représenté 46,01 % du total des charges d'exploitation ; le personnel au niveau du système ayant augmenté par rapport à septembre 2015 (+4,96 % ; +217 employés). Les charges d'amortissement (668,31 MG) ont crû de 13,6 %.

Graphique 40. // Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes au 30 septembre (en MG)



Le résultat brut d'exploitation a poursuivi son amélioration au cours de l'exercice en réalisant une progression de 105,1% par rapport à l'exercice antérieur. Ceci a été le résultat de l'accroissement plus considérable du produit net bancaire (46 %) par rapport à celui enregistré au niveau des dépenses d'exploitation (24,1 %), augmenté de la baisse de la dotation à la provision pour créances douteuses. Le système a, en effet, dépensé en moyenne 51,31 centimes en 2016 pour chaque gourde de revenus générés contre 60,40 centimes en 2015.

De plus, l'industrie bancaire a pu produire un niveau élevé de revenus d'intérêts pouvant couvrir les dépenses d'exploitation à 116,56% en 2016 par rapport à l'exercice précédent où cette couverture ne représentait que 106,05 %. Une couverture qui n'a cessé d'augmenter sur les cinq (5) dernières années.

Tableau 36. // Coefficient d'exploitation au 30 septembre

	2016	2015	2014	2013	2012
Coefficient brut d'exploitation					
(Dépenses d'exploitation/produit net bancaire)	51.31%	60.40%	64.43%	65.06%	66.72%
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêts	116.56	106.05%	86.98%	83.84%	78.55%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

Le taux de rémunération moyenne des dépôts a quasiment doublé en 2016 par rapport à l'exercice précédent. En effet, ce taux a connu une progression de 110 points de base en glissement annuel pour s'établir à 2,5 %, soit le plus élevé enregistré au cours des cinq dernières années¹.

Tableau 37. // Rémunération moyenne des dépôts (en MG et en %)

	Dépôts Moyens ^a	Dépenses d'intérêt	Rémunération moyenne des dépôts	Variation (en pourcentage)
2012	68,628.26	326.19	0.48%	-0.04%
2103	72,177.28	369.21	0.51%	0.04%
2014	77,943.43	663.79	0.85%	0.34%
2015	92,088.34	1,290.60	1.40%	0.55%
2016	112,145.88	2806.72	2.50%	1.10%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

Parallèlement, le rendement moyen des prêts est passé de 9,9 % à 12 % de 2015 à 2016, soit une hausse de 2,1 points de pourcentage par rapport à 1,9 point de pourcentage l'exercice précédent. Cette amélioration peut s'expliquer par la hausse non significative de 1,3% du portefeuille de crédit improductif par rapport à la croissance plus soutenue de 17,2 % du portefeuille de crédit. Par ailleurs, les revenus d'intérêts ont crû de 31,4 % alors que le rendement moyen des prêts n'est que de 12%.

Tableau 38. // Rendement moyen des prêts (en MG et en %)

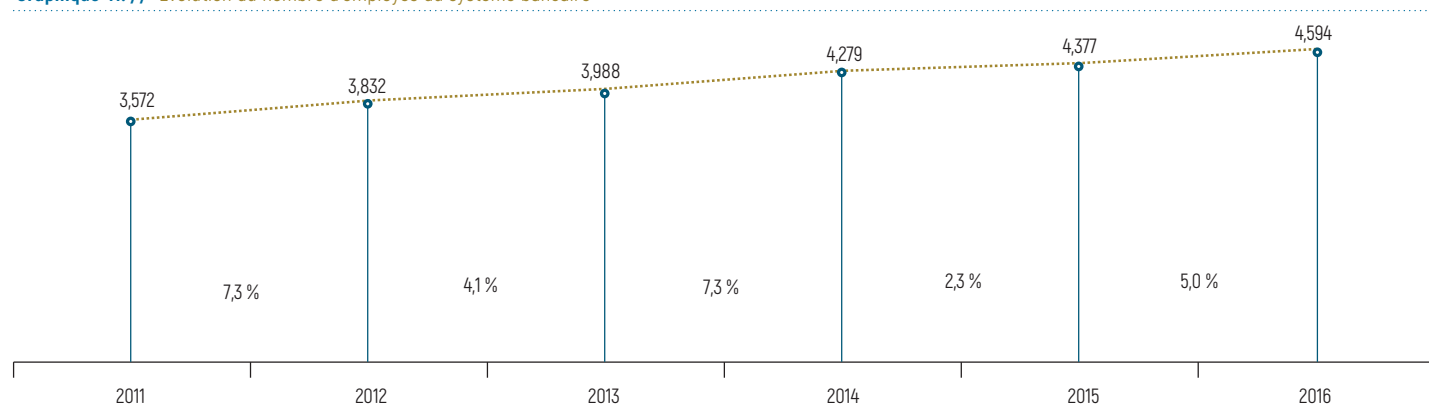
	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	Rendement moyen des prêts	Variation
2012	46,588.95	3,760.15	8.1%	-1.1%
2103	58,190.26	4,489.01	7.7%	-0.4%
2014	66,480.75	5,289.54	8.0%	0.2%
2015	69,789.49	6,906.07	9.9%	1.9%
2016	75,916.41	9,074.02	12.0%	2.1%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

Le système bancaire compte 4 594 employés au 30 septembre 2016 contre 4 377 au 30 septembre 2015, soit une hausse de 4,95 % (+217). Les deux (2) principales banques commerciales à capitaux privés haïtiens, la Unibank et la Sogebank ont employé 56,87 % de l'effectif total de l'industrie bancaire. Au cours de cet exercice, la Unibank a diminué son personnel de 3,55 % (-63) et la Sogebank l'a augmenté de 4,76 % (+60). La troisième banque du système, la BNC a augmenté son effectif de 120 employés, soit une hausse de (19,26 %), la plus forte augmentation au niveau du système. Du côté des banques étrangères, le personnel a connu une hausse de 2 cadres, tandis que la Sogebel a fait passer son effectif de 71 à 69.

Graphique 41. // Évolution du nombre d'employés du système bancaire



Parallèlement à l'augmentation du nombre d'employés du système bancaire, certains ratios de productivité ont progressé au cours de l'exercice : le ratio prêts bruts/employé a crû de 11,7 % pour se solder à 17,84 MG au 30 septembre 2016 ; celui du PNB/employé est passé de 2,95 MG à 4,12 MG, soit une augmentation de 39,1%. Le ratio Bénéfice/employé a haussé de 112,47 % pour s'établir à 1,74 MG pour l'exercice. Quant aux ratios Actif/employé (59,07 MG) et Dépôts totaux/employé (48,08 MG), ils ont accusé respectivement une hausse de 16 % et de 17,2 %.

¹a) Les dépôts moyens représentent la moyenne arithmétique des dépôts de fin et de début période. Les dépôts à vue ne sont pas considérés.

Tableau 39. // Productivité par employé au 30 septembre (en milliers de gourdes et en %)

	2016	Variation	2015	Variation	2014	Variation
Actif/employé¹	59,067.39	5.7%	55,887.59	22.95%	45,454.94	3.04%
Prêts bruts/employé	17,835.68	1.8%	17,526.50	7.62%	16,284.95	2.6%
Dépôts/employé	48,087.89	6.8%	45,017.09	18.11%	38,115.19	4.4%
PNB/employé	4,116.75	31.4%	3,133.09	19.59%	2,619.90	8.7%
Bénéfice net/employé	1,743.18	100.65%	868.76	25.91%	689.98	5.00%

Source : Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières / BRH

VII.6 - ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

VII.6.1 - SURVEILLANCE DES BANQUES

La BRH a poursuivi ses activités de surveillance du système bancaire et des institutions financières, au cours de l'exercice 2015-2016, conformément aux deux modes de contrôle en vigueur : inspection sur place (surveillance des banques et des activités de transfert et de change) et inspection sur pièces.

INSPECTIONS SUR PLACE

Au cours de l'exercice 2015-2016, deux (2) missions d'inspection générale ont été finalisées à la Sogebel et à la Banque Populaire Haïtienne et deux (2) autres ont été réalisées à la Banque Nationale de Crédit et à la Capital Bank. S'agissant des missions d'inspection ponctuelle, neuf (9) ont eu lieu sur les besoins en dollars de certaines compagnies pétrolières et téléphoniques du pays et une a été effectuée à la Unibank sur les dépôts à terme bonifiés.

Par ailleurs, des missions d'inspection générales se sont également penchées sur la problématique de la lutte contre le blanchiment des capitaux. Ainsi, à travers la Direction de la Supervision Bancaire et des Institutions Financières (DSBIF), la BRH a fourni une assistance technique à la Banque de l'Union Haïtienne dans la mise en place des procédures sur la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs en leur déléguant un inspecteur sur place. Elle y a aussi exercé son contrôle en vue de s'assurer du respect des normes prudentielles et de limiter les risques en dépêchant un contrôleur sur place depuis juillet 2011.

VII.6.2 - SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT ET DE CHANGE

Au cours de l'exercice 2015-2016, une inspection générale à la CWT Rapid Transfè a été réalisée dans le cadre de la surveillance des activités de transfert et de change. En ce qui a trait au contrôle sur pièces, la BRH, à travers la DSBIF, a produit des rapports d'analyse sur l'évolution des ratios prudentiels et des facteurs de vulnérabilité. Ces derniers ont permis de diligenter des contrôles sur place sur les maisons de transfert et les agents de change.

CONTRÔLE SUR PIÈCES

Le contrôle sur pièces, étant un processus permettant de suivre de façon permanente l'évolution du système bancaire, à travers des rapports soumis par les banques, a :

- analysé l'évolution des ratios prudentiels;
- décelé des facteurs de vulnérabilité;
- formulé des interrogations qui permettent de planifier des entretiens avec les responsables d'un établissement et/ou diligenter un contrôle sur place communément appelé inspection ponctuelle.

Pour ce faire, la BRH utilise des rapports, formulaires et états financiers provenant des différents établissements bancaires, dans la production de différents rapports tels :

- les rapports externes dont les « Rapports statistiques et indicateurs financiers » produits sur une base trimestrielle et distribués à l'ensemble des décideurs du système financier ;
- d'autres rapports internes à la BRH et constituant des études analytiques des tendances observées tant au niveau du système bancaire en général et pour chaque entité le composant en particulier.

VII.6.3 - AUTRES

DEMANDES D'AGRÉMENT

Au cours de l'exercice 2015-2016, la BRH a accepté les demandes formulées par quatre (4) banques du système en vue d'ouvrir de nouvelles succursales. Ces demandes ont émané de:

- la Unibank pour la réouverture de la succursale située à Nazon, endommagée lors du séisme du 12 janvier 2010 et l'ouverture de celle baptisée Anténor Firmin au Cap-Haïtien ;
- la BNC pour l'adhésion de la BRH pour la succursale des Côteaux ;
- la Capital Bank pour l'ouverture trois succursales (Cap-Haïtien, St-Marc, Sarthe) et ;
- la BUH pour le fonctionnement de quatre (4) succursales (Place Boyer, Shodecosa, St Marc et Juvénat) et la fourniture des services bancaires en ligne.

Par ailleurs, il n'y a pas eu d'agrément au niveau des maisons de transfert et de change.

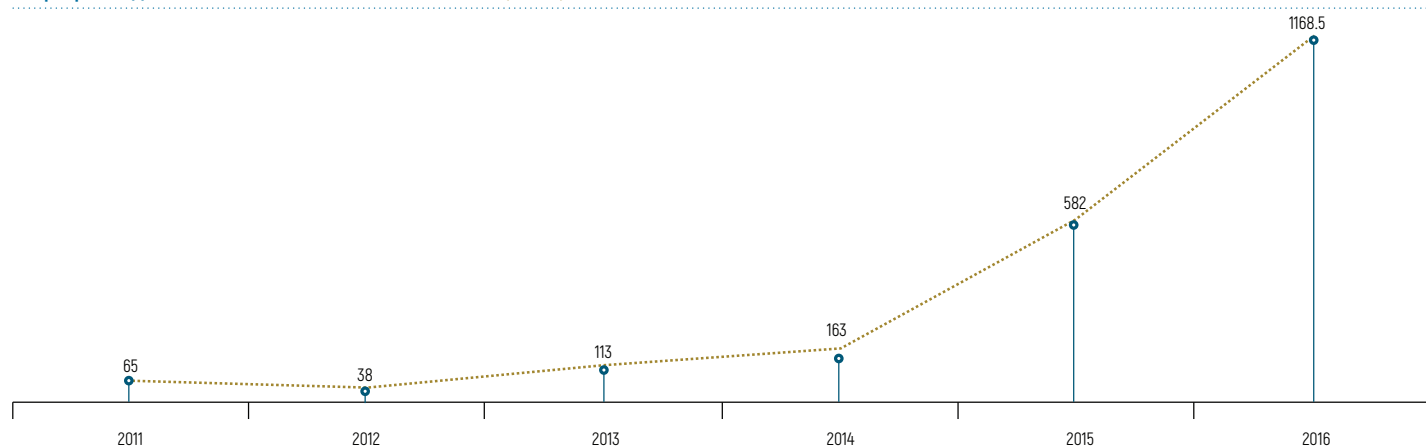
PÉNALISATION

Au cours de l'exercice 2015-2016, le non-respect par les banques commerciales de la réglementation en vigueur s'est traduit par des pénalités d'un montant de 155 697 355,05 gourdes. Ces pénalités font référence à l'insuffisance de réserves, à la position nette de change et aux retards enregistrés dans la soumission des rapports à la Banque de la République d'Haïti.

- Celles afférentes à l'insuffisance de réserves ont totalisé 84 925 351,49 Gourdes, soit 5,54% du total des pénalités. Elles ont été réparties entre la Unibank (84 135 032,54 Gourdes), la Capital Bank (394 674,44 Gourdes), la Banque Populaire Haïtienne (283 310,50 Gourdes), la Sogebank (106 967,30 Gourdes) et la Scotiabank (5 366,71 Gourdes) ;
- Celles liées aux dépassements de la limite de 2 % de la position nette de change ont représenté 45,30 % (70 525 466,40 gourdes). Elles ont été payées par la Unibank (70 001 470 gourdes), Sogebank (284 794,30 gourdes), Capital Bank (239 202,10 gourdes).
- Celles relatives aux retards dans la soumission des différents rapports à la Banque de la République d'Haïti qui se sont élevées à 260 500 gourdes, soit 0,17% du total et sont partagées entre la Unibank (110 000,00 gourdes), la Sogebank (58 500,00 gourdes), la Banque de l'Union Haïtienne (41 000,00 gourdes), la Banque Populaire Haïtienne (37 500,00 gourdes) et la Capital Bank (13 500,00 gourdes).

INTÉRÊTS PAYÉS

Les intérêts payés sur les bons BRH ont plus que doublé au cours de l'exercice 2015-2016 par rapport à l'exercice précédent. En effet, ils sont passés de 553,5 millions de gourdes au cours de l'exercice 2014-2015 à 1 168,5 millions au cours 2015-2016, soit une augmentation de 111,1 %, attribuable à l'augmentation des encours des bons BRH malgré la diminution des taux d'intérêt y afférents.



VII.7 - FAITS MARQUANTS DU SYSTÈME BANCAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2015-2016

Depuis juillet 2011, la Direction de la Supervision a délégué un cadre sur place en tant que Contrôleur à la Banque de l'Union Haïtienne en raison des signes de faiblesse qui avaient été relevés au niveau de la gestion de cette dernière en général et des problèmes au niveau de la situation financière en particulier.

De plus, la BRH, à travers la Direction de la Supervision, a entrepris un ensemble d'activités dont :

- La participation à la commission chargée de l'évaluation du degré de préparation du système bancaire par rapport à la mise en application de la loi américaine « FATCA » ;
- La participation à la commission chargée du suivi de l'appui technique de la BRH au Projet SYFAAH (Système de Financement et d'Assurance Agricole Haïtien) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement rural ;
- La participation à la commission chargée de la révision et de l'élaboration du protocole d'accord, entre la BRH et les banques, sur les prêts au logement ;
- La participation à la commission chargée de la révision et de l'élaboration de lettres-circulaires sur les zones franches et les parcs industriels ;
- La participation à la commission chargée de la révision et de l'élaboration de circulaires sur le tourisme ;
- La participation à la commission chargée de la révision et de l'élaboration de circulaires (en cours) suite à la publication de la nouvelle loi sur les banques et autres institutions financières ;
- La participation à la commission travaillant sur le projet d'assurance de dépôts pour le système bancaire ;
- La participation à la commission travaillant sur le document de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière d'Haïti et sur la réalisation des ateliers de consultation y relatifs.
- La participation à la commission travaillant sur le projet d'automatisation des rapports sur les indicateurs statistiques du système bancaire ainsi que les rapports relatifs aux normes prudentielles devant être soumis périodiquement par les banques.

VIII - SECTEUR DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT : VUE D'ENSEMBLE

LE SECTEUR DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT EN 2016

Au cours de l'exercice 2015-2016, le secteur des coopératives d'épargne et de crédit a évolué dans un environnement socio-économique difficile marqué par la poursuite des pressions inflationnistes, la dépréciation de la gourde par rapport au dollar et surtout une instabilité politique préjudiciable à la croissance du secteur. Cependant, cet environnement n'a pas constitué un frein à une relative bonne performance du secteur pour l'exercice sous étude au regard des indicateurs-clés. En effet, au 30 septembre 2016, l'actif du secteur est évalué à 8,06 milliards de gourdes, soit une croissance de 26,19 % (+1,67 milliard de gourdes) par rapport au 30 septembre 2015. En outre, le taux de croissance de l'actif s'est accéléré passant de 13,05 % en 2015 à 26,19 % en 2016.

La croissance, en glissement annuel, des dépôts des membres (+31,15 % à 1,29 milliard de gourdes), supérieure à celle des crédits, a assuré le financement des activités d'intermédiation à un niveau moindre que l'an dernier. Cette diminution s'est traduite par le ratio prêts/dépôts qui est passé de 92,35 % en 2015 à 83,94 % en 2016. Le volume des prêts bruts octroyés a progressé de 19,04 % (+729,20 MG) en passant de 3,83 milliards de gourdes à 4,56 milliards de gourdes au 30 septembre 2016.

Par ailleurs, l'avoir des membres a connu une croissance de 24,81 % en glissement annuel, passant de 1,58 milliard de gourdes en 2015 à 1,98 milliard de gourdes en 2016. Cependant, l'assise financière du secteur s'est légèrement repliée car les fonds propres ont crû moins rapidement que l'actif total (26,19 %) sur la période. Par conséquent, le niveau de capitalisation est passé de 24,79 % en 2015 à 24,53 % en 2016, soit une diminution de 83 points de base.

La rentabilité du secteur s'est nettement améliorée. En effet, les coopératives ont pu générer un total 429,26 millions de gourdes de trop-perçus en 2016 contre 261,86 millions au cours de l'exercice précédent. Ce renforcement des résultats s'est reflété dans les indicateurs de performance. Le rendement de l'actif (ROA) a crû de 159 points de base (5,94 % en 2016 contre 4,35 % en 2015). De même, le rendement des fonds propres (ROE) est passé de 16,53 % à 24,10 %, soit une accélération de 7,57 points de pourcentage.

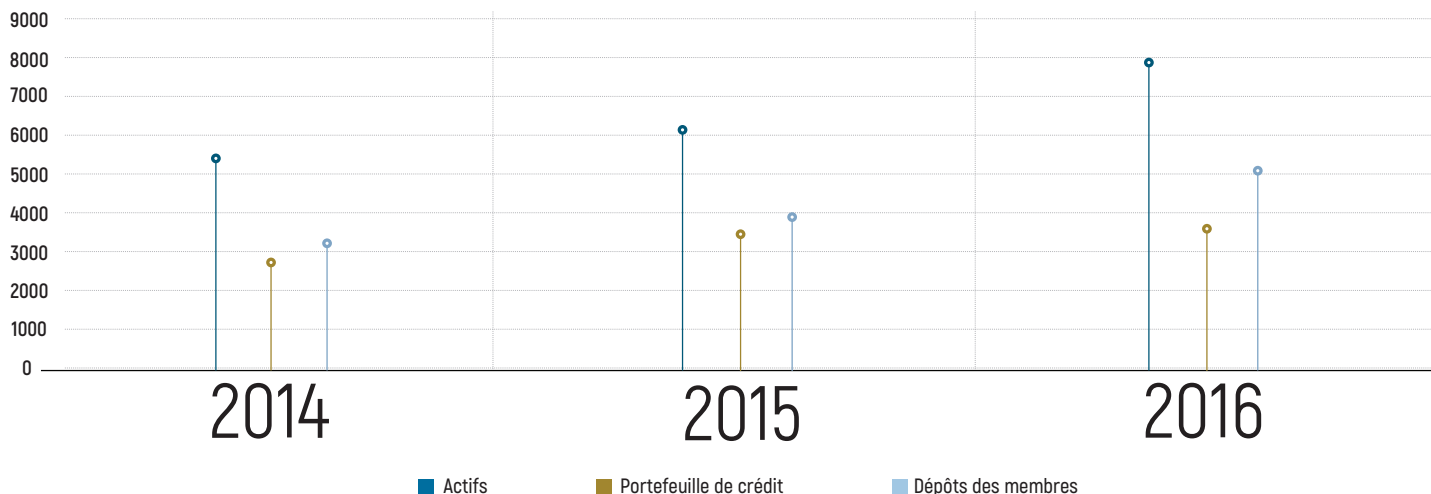
À la fin de l'exercice 2015-2016, le secteur des CEC comptait 912 806 sociétaires soit une croissance de 14 % par rapport à l'exercice antérieur. Parallèlement, le nombre des débiteurs, qui sont essentiellement des membres des coopératives d'épargne et de crédit, a encore augmenté, passant de 63 625 au 30 septembre 2015 à 66 295 à la même date en 2016.

Tableau 40. // Indicateurs financiers clés pour le secteur des coopératives (en millions de gourdes)

	2016	2015	2014	2013
BILAN				
Actif	8064.88	6390.82	5653.31	5116.82
Prêts nets	3937.47	3937.47	3044.65	2864.39
Dépôts	5432.28	4141.97	3552.94	3159.82
Avoir des membres	1978.23	1584.55	1333.89	1154.04
RESULTATS				
Revenus nets d'intérêt	1181.64	780.17	692.19	599.15
Autres revenus	246.56	195.61	148.09	134.15
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	239.60	132.72	144.41	161.41
Frais d'exploitation	832.28	569.85	515.57	429.12
Bénéfice net (perte nette)	429.26	261.86	233.12	146.30
STRUCTURE FINANCIERE				
Avoir des membres en pourcentage de l'actif	24.53%	24.79%	23.59%	22.55%
Dépôts en pourcentage de l'actif	67.36%	64.81%	62.85%	61.75%
RENTABILITE				
Rendement de l'actif (ROA)	5.94%	4.35%	4.33%	3.31%
Rendement de l'avoir des membres (ROE)	21.70%	16.53%	17.48%	12.68%

Source : Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaires / BRH

Graphique 43. // Evolution de l'actif, du crédit et des dépôts des membres des coopératives d'épargne et de crédit



STRUCTURE DU SECTEUR DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

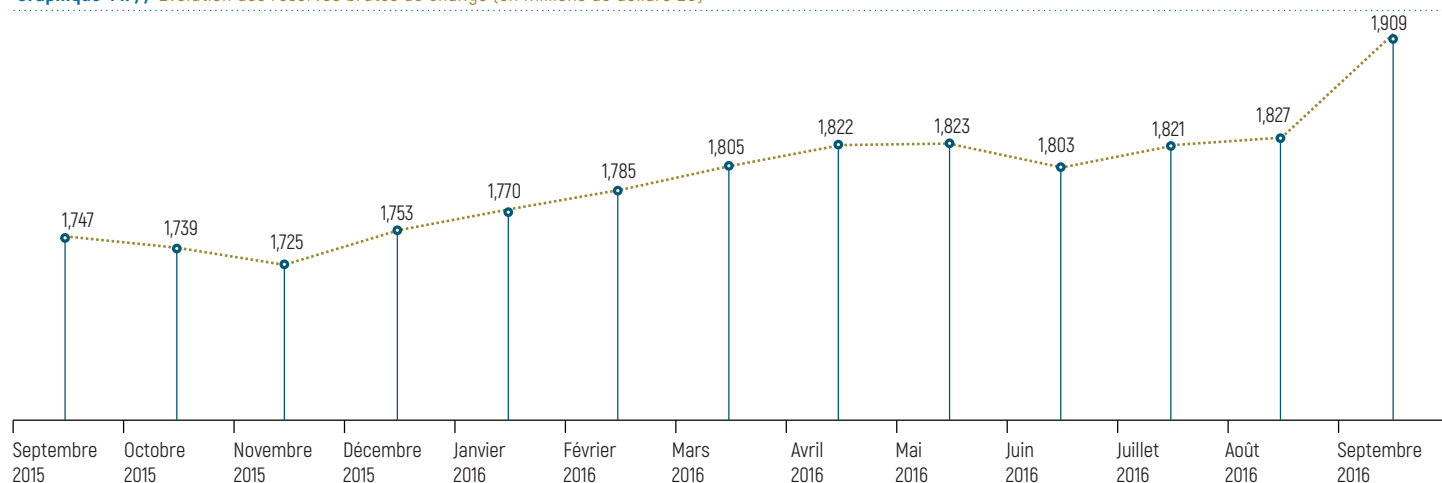
Au 30 septembre 2016, le nombre d'institutions du secteur n'a pas augmenté par rapport à l'année dernière. Par ailleurs, il convient de faire remarquer que les vingt plus grandes CEC détenaient, à elles seules, 74,61 % des actifs du secteur et ont pu capter 75,20 % des dépôts. Comparativement à la fin de l'exercice antérieur, leurs parts de marché ont légèrement crû sur tous les segments, sauf les prêts bruts pour lesquels il y a eu une diminution de 6,11 points de pourcentage pour atteindre 75,56 % contre 81,67 % en 2015.

Les vingt (20) plus grandes CEC sont réparties de la manière suivante: six (6) au département de l'Ouest, quatre (4) au département de l'Artibonite, trois (3) au département du Sud-Est, deux (2) au Nord-Ouest, et une seule au niveau de chacune de ces départements du Sud, du Nord, du Centre, de la Grand-Anse et du Nord-Est. Celle qui a occupé la plus grande part de marché du secteur en termes d'actifs est la CAPOSAC (9,15 %) située à Camp-Perrin dans le département du Sud. Pour cette même période, l'écart entre la CAPOSAC et la deuxième plus grande coopérative du secteur, la SOCOLAVIM (8,27 %) de Saint-Marc a été de 0,88 point de pourcentage. En outre, la troisième plus grande CEC, la KOTELAM, avec 8,07 % de l'actif total, se trouve dans le département de l'Ouest.

IX - GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH

Les avoirs extérieurs de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ont enregistré une hausse de 9,27 %, par rapport à leur niveau de l'année antérieure, pour se situer à 1 909 millions de dollars EU au 30 septembre 2016. Cette augmentation de 162 millions de dollars EU a contribué à renforcer la capacité de la BRH à combler les déséquilibres de court et moyen terme de la balance des paiements, en particulier à travers des interventions sur le marché des changes.

Graphique 44. // Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars EU)



Les réserves brutes de change de la BRH se sont accrues grâce aux acquisitions de devises effectuées par les autorités monétaires sur le marché des changes à hauteur de 200 000 dollars EU, aux décaissements de l'Union Européenne de 24,57 millions de dollars EU et finalement, des revenus d'intérêt sur les placements à court et moyen terme de 72 millions de dollars EU et des gains accumulés sur ces placements évalués à 51 millions de dollars EU.

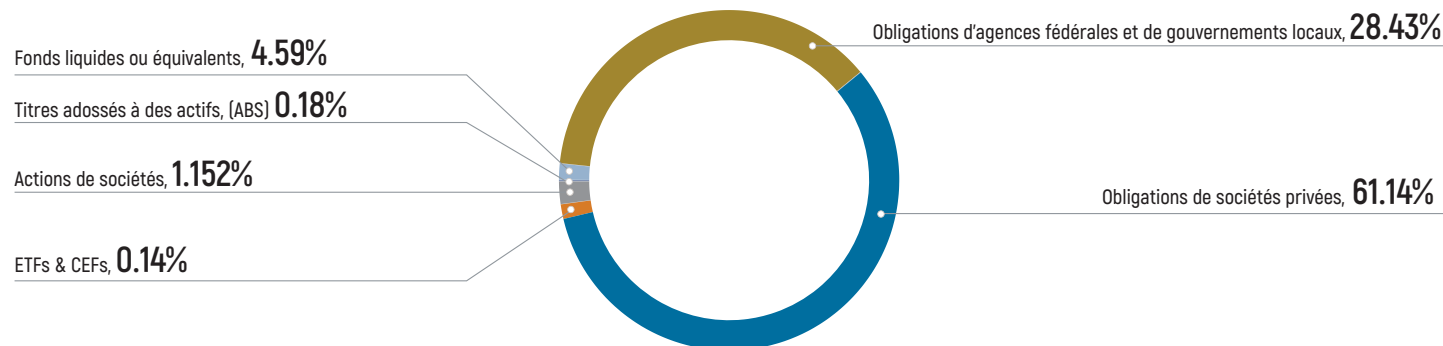
IX.1 - COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

Au 30 septembre 2016, les réserves internationales de la BRH étaient constituées pour 84,02 % environ par des titres de court et moyen terme ; 4,60% par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour ; 2,43 % par des fonds en attente de placement à l'étranger ; 8,95 % d'or et de DTS.

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2016 se présente comme suit :

- 28,43 % d'obligations d'agences fédérales et du gouvernement des États-Unis (37,38 % en 2015);
- 65,14 % d'obligations de sociétés privées (57,24 % en 2015);
- 4,59 % en fonds liquides ou équivalents (1,52 % en 2015);
- 0,14 % en ETF, REIT et CEF (1,58 % en 2015) ;
- 1,52 % en actions de sociétés (2,13 % en 2015) ;
- 0,18 % de titres adossés à des actifs (ABS).

Graphique 46 // Composition des avoirs extérieurs de la BRH



Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque, côtés AAA à A-, selon la notation de la firme Standard and Poor's, a reflété essentiellement l'optique de préservation du capital, d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une banque centrale.

IX.2 - RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de 7,51 % cette année comparativement à 3,28 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement a été supérieur à la performance du repère retenu par la BRH pour le portefeuille de titres, le Barclays Capital US Aggregate Bond Index, qui a affiché un rendement annuel de 5,19 % au 30 septembre 2016.

RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH ont été investis sur le marché monétaire américain à chaque fin de journée et les jours fériés. Ces fonds ont généré un rendement moyen de 0,18 % au cours de l'exercice 2016, tandis qu'ils avaient produit 0,05 % au cours de l'exercice antérieur.

X - MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE

X.1 - BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

X.1.1 - ÉMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE LA MONNAIE

Les grosses dénominations ont constitué la majeure partie de la demande de billets au cours de l'exercice 2015-2016. En effet, la majorité des demandes, émanant des banques commerciales, ont concerné des billets de 1 000, 500 et 250 gourdes. Cette situation est liée, en grande partie, à la hausse des encaisses monétaires suite à l'enchérissement des prix au cours de l'exercice 2016. La disponibilité des autres coupures a connu une évolution mitigée en raison du rythme des livraisons en provenance des fournisseurs.

En 2016, la BRH a procédé à des émissions monétaires pour un volume de 79,9 millions de billets, toutes dénominations confondues et une valeur de 14,7 milliards de gourdes.

Le volume de billets de banque détruits au cours de l'exercice a connu une baisse de 8 % en raison principalement de l'insuffisance des billets de remplacement, mais aussi à cause de l'utilisation plus fréquente par les agents économiques des grosses coupures, lesquelles ont une durée de vie supérieure à celle des autres. En effet, le nombre de billets détruit est passé de 81,7 millions d'unités au cours de l'exercice précédent à 75,5 millions de billets, toutes dénominations confondues. Dans l'ensemble, la valeur des billets détruits a atteint 8,8 milliards de gourdes.

Les billets en circulation ont crû de 6 % en volume par rapport à l'exercice précédent, tirés par la hausse conjuguée des billets de 50 gourdes (+72 %), ceux de 10 gourdes (+ 42 %) et également ceux de 1 000, 500 et 250 gourdes qui ont enregistré une progression moyenne de 26 % au cours de l'exercice 2016 pour s'établir à un montant total de 221 millions de billets. Cependant, pris en valeur, les billets en circulation ont augmenté de 20% par rapport à 2015 pour atteindre la barre de 40 milliards de gourdes.

X.1.2 - CIRCULATION AU SENS STRICT

Les billets et pièces de monnaie en dehors de la BRH et des coffres-forts des banques commerciales se sont établis à 37,2 milliards de gourdes en 2016, soit une augmentation de 6,9 milliards de gourdes (+23%) par rapport à 2015.

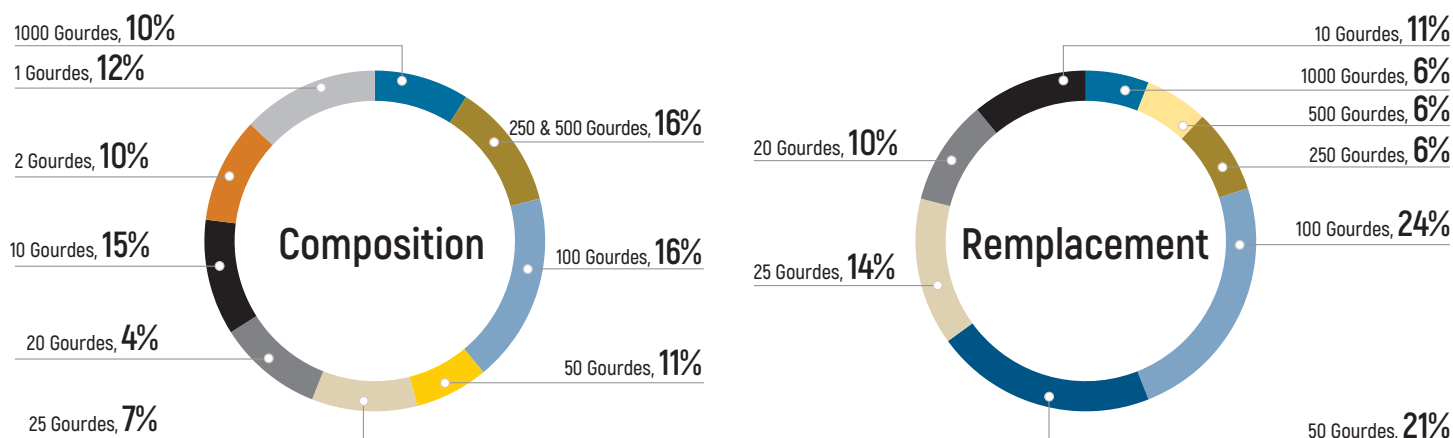
X.1.3 - CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

La valeur totale des billets et pièces de monnaie en circulation en dehors de la BRH a augmenté d'environ 19%, passant de 34,8 milliards de gourdes en 2015 à 41,3 milliards de gourdes au 30 septembre 2016.

X.1.4 - COMPOSITION DE L'ENCOURS DES BILLETS

La part des grosses coupures (1 000, 500 et 250 gourdes) n'a pas cessé de croître sur les cinq (5) dernières années traduisant une préférence de plus en plus marquée du public pour ces dénominations et une disponibilité moindre des petites coupures. En effet, les billets de 20 et 25 gourdes sont les principales dénominations affectées par les difficultés d'approvisionnement. Le pourcentage des billets de 20 gourdes dans l'encours total est passé de 10 % à 4 %, celui des billets de 25 gourdes de 10 % à 7 % en 2016. Les billets de 100 gourdes ont été les plus nombreux en circulation, avec une part de 18%.

Graphique 46 // Composition de l'encours et remplacement de billets en 2015



X.1.5 - BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH EN 2016

Une relative baisse de la contrefaçon des billets américains a été enregistrée au cours de l'exercice 2016. 357 billets contrefaits ont été saisis contre 390 en 2015. Les coupures de 100 dollars ÉU, soit 89 %, ont représenté la part la plus importante des faux billets américains saisis au niveau des guichets de la BRH. .

S'agissant de la monnaie locale, une intensification des activités des contrefacteurs a été observée. En effet, 1 614 faux billets de gourdes ont été enlevés de la circulation contre 1 547 en 2015. Les coupures à valeur faciale élevée 500 et 1 000 gourdes ont constitué la cible de prédilection des faux monnayeurs ; elles ont représenté 72 % des billets contrefaits interceptés au niveau des guichets de la BRH.

Tableau 41. // Destruction, remplacement et émission de monnaie

Coupure (en milliers d'unités)	Destruction	%	Remplacement	%	Emission	%
Billets gourdes						
1	2	0%	-	-	-	-
2	-	-	-	-	-	-
5	-	0%	-	-	-	-
10	11,631	15%	-	-	16,000	20%
20	12,756	17%	-	-	-	0%
25	11,741	16%	-	-	3,220	4%
50	12,815	17%	-	-	27,000	34%
100	16,402	22%	-	-	12,320	15%
250	3,762	5%	-	-	7,300	9%
500	3,049	4%	-	-	8,060	10%
1 000	3,372	4%	-	-	6,000	8%
Total billets	75,530	100%	-	-	79,900	100%
Pièces						
0.05	-	-	-	-	-	-
0.1	-	-	-	-	-	-
0.2	-	-	-	-	-	-
0.5	-	-	3,160	17%	-	-
1	-	-	9,150	49%	-	-
5	-	-	6,480	34%	-	-
Total pièces	-	-	18,790	100%	-	-

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.2 - CHÈQUES

X.2.1 - OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Au cours de l'exercice fiscal 2015, le nombre de chèques en gourdes compensés a été de 2 097 960 unités, soit 99,8 % en compensation électronique et 4 731; soit 0,2 % en compensation manuelle pour un montant consolidé de 265 655 016,5 milliers de gourdes (débit et crédit). Les frais prélevés sur ces chèques se sont élevés à 2 102,6 milliers de gourdes.

En dollars américains, le nombre de chèques compensés a été de 672 932, soit 99,7 % de manière électronique. Le montant total des transactions en dollars réalisées au niveau de la chambre de compensation (électronique et manuel) s'est chiffré à 2 778 868,9 en milliers de dollars (débit et crédit). Les frais prélevés sur ces chèques se sont élevés à 674,7 milliers de dollars.

Le nombre de chèques négociés au niveau des guichets de la BRH au Cap-Haïtien a été de 7 330 pour un montant de 1 322 299,1 en milliers de gourdes et 14 chèques tirés en dollars pour un montant de 106 496,5 dollars.

Le nombre de chèques compensés (gourdes et dollars) a diminué considérablement par rapport aux années précédentes dû à l'utilisation plus accrue du Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH) par les agents économiques. D'autres institutions se sont ajoutées à celles qui effectuent déjà le paiement par virements bancaires pour leurs employés.

Tableau 42. // Faux billets en dollars EU retenus au Service des Guichets en 2016

	1	5	10	20	50	100	TOTAL
Octobre 2015			2	3		37	42
Novembre 2015					1	7	8
Décembre 2015				2	2	8	12
Janvier 2016				5	1	20	26
Février 2016				3		72	75
Mars 2016				3	1	4	8
Avril 2016			1	2		11	14
Mai 2016							0
Juin 2016		1	1	1		35	38
Juillet 2016						12	12
Août 2016				1		6	7
Septembre 2016		2	1	7		105	115
TOTAL	0	3	5	27	5	317	357

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 43. // Faux billets en gourdes retenus au Service des Guichets en 2016

	10	20	25	50	100	250	500	1000	TOTAL
Octobre 2015			1		22	17	26	56	122
Novembre 2015					2		14	18	34
Décembre 2015	1		1		33	9	60	95	199
Janvier 2016					33	8	34	34	109
Février 2016			3	1	26	48	68	166	312
Mars 2016					50	5	57	64	176
Avril 2016					46	10	44	55	155
Mai 2016							11	13	24
Juin 2016			6		40	7	41	68	162
Juillet 2016					1	2	2	10	15
Août 2016					3	1	11	13	28
Septembre 2016				1	55	17	98	107	278
TOTAL	1	0	11	2	311	124	466	699	1614

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 44. // Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire

	Chèques présentés			Chèques reçus			Frais prélevés en Gourdes
	Electronique	Manuel	Total	Electronique	Manuel	Total	
BRH	181,338	1,155	182,493	711,536	490	712,026	712,026.00
BNC	442,395	578	442,973	215,233	1,110	216,343	216,343.00
Sogebank	459,974	2,011	461,985	385,189	785	385,974	385,974.00
BPH	121,430	104	121,534	33,418	37	33,455	33,455.00
BUH	75,297	16	75,313	68,560	354	68,914	68,914.00
Soctiabank	59,625	232	59,857	72,660	134	72,794	72,794.00
Citibank	30,685	22	30,707	22,259	122	22,381	22,381.00
Capital Bank	179,267	299	179,566	174,791	667	175,458	175,458.00
Sogebel	26,146	65	26,211	40,892	252	41,144	41,144.00
Unibank	521,803	249	522,052	373,422	780	374,202	374,202.00
TOTAL	2,097,960	4,731	2,102,691	2,097,960	4,731	2,102,691	2,102,691.00

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 45. // Nombre de chèques en dollars présentés et reçus par le système bancaire

	Chèques présentés			Chèques reçus			Frais prélevés en dollars
	Electronique	Manuel	Total	Electronique	Manuel	Total	
BRH	2,674	18	2,692	25	4,384	4,384	4,384
BNC	37,848	76	37,924	159	60,610	60,610	60,610
Sogebank	185,058	1,069	186,127	339	190,510	190,510	190,510
BPH	15,562	41	15,603	14	16,316	16,316	16,316
BUH	46,661	15	46,676	84	36,326	36,326	36,326
Soctiabank	28,638	79	28,717	188	45,151	45,151	45,151
Citibank	9,101	5	9,106	35	10,734	10,734	10,734
Capital Bank	94,604	289	94,893	237	99,247	99,247	99,247
Sogebel	15,056	96	15,152	191	22,970	22,970	22,970
Unibank	237,730	123	237,853	539	188,495	188,495	188,495
TOTAL	672,932	1,811	674,743	1,811	674,743	674,743	674,743

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 46. // Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en gourdes en 2016

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
BRH	39,429,125,720.96	67,579,415,922.55		28,150,290,201.59
BNC	33,819,792,363.89	29,985,227,705.56	3,834,564,658.33	
Sogebank	62,681,054,668.09	36,858,354,836.53	25,822,699,831.56	
BPH	9,783,782,061.56	6,919,201,353.35	2,864,580,708.21	
BUH	21,563,942,638.03	14,112,553,302.66	7,451,389,335.37	
Soctiabank	7,114,568,021.52	7,076,789,422.49	37,778,599.03	
Citibank	13,050,085,652.17	18,873,628,402.05		5,823,542,749.88
Capital Bank	17,084,792,358.32	19,758,639,317.45		2,673,846,959.13
Sogebel	1,924,484,760.67	3,040,631,530.36		1,116,146,769.69
Unibank	59,203,388,305.49	61,450,574,757.70		2,247,186,452.21
TOTAL	265,655,016,550.70	265,655,016,550.70	40,011,013,132.50	40,011,013,132.50

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 47. // Résultat de la Compensation manuelle et électronique par mois en gourdes en 2016

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
Octobre 2015	22,944,435,360.66	22,944,435,360.66	3,739,403,033.30	3,739,403,033.30
Novembre 2015	19,852,535,075.92	19,852,535,075.92	4,145,209,064.22	4,145,209,064.22
Décembre 2015	26,118,354,333.59	26,118,354,333.59	4,511,743,866.27	4,511,743,866.27
Janvier 2016	20,059,344,745.79	20,059,344,745.79	3,817,455,099.03	3,817,455,099.03
Février 2016	23,243,934,085.58	23,243,934,085.58	5,112,925,401.68	5,112,925,401.68
Mars 2016	23,889,239,569.76	23,889,239,569.76	4,693,348,293.14	4,693,348,293.14
Avril 2016	20,046,626,762.32	20,046,626,762.32	3,803,965,809.70	3,803,965,809.70
Mai 2016	21,197,125,793.24	21,197,125,793.24	4,018,262,549.81	4,018,262,549.81
Juin 2016	21,310,952,373.92	21,310,952,373.92	4,806,532,803.62	4,806,532,803.62
Juillet 2016	20,649,383,347.14	20,649,383,347.14	3,334,788,768.08	3,334,788,768.08
Août 2016	22,715,102,195.02	22,715,102,195.02	3,674,845,735.04	3,674,845,735.04
Septembre 2016	23,627,982,907.76	23,627,982,907.76	4,129,816,057.95	4,129,816,057.95
TOTAL	265,655,016,550.70	265,655,016,550.70	49,788,296,481.84	49,788,296,481.84

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.2.2 - ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE LA COMPENSATION

Une contraction de 12,90 % du nombre de chèques compensés en gourdes a été constatée en 2016 par rapport à 2015. Au niveau des opérations en dollars, la baisse du nombre de chèques a été moins importante (0,72 %). Toutefois, la valeur des chèques compensés en gourdes a augmenté comparativement à celle des chèques compensés en dollars.

Tableau 48. // Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en dollars en 2016

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
BRH	26,112,234.37	100,131,237.23		74,019,002.86
BNC	351,315,841.87	174,281,015.18	177,034,826.69	
Sogebank	763,476,117.46	553,163,467.89	210,312,649.57	
BPH	76,786,173.18	77,394,446.96		608,273.78
BUH	248,924,988.73	305,947,187.23		57,022,198.50
Soctiabank	196,430,783.02	151,612,470.76	44,818,312.26	
Citibank	108,129,238.75	139,369,728.38		31,240,489.63
Capital Bank	348,885,603.73	328,346,170.30	20,539,433.43	
Sogebel	47,977,668.49	66,720,500.39		18,742,831.90
Unibank	610,830,320.33	881,902,745.61		271,072,425.28
TOTAL	2,778,868,969.93	2,778,868,969.93	452,705,221.95	452,705,221.95

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 49. // Résultat de la Compensation manuelle et électronique par mois en dollars en 2016

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
Octobre 2015	245,585,445.36	245,585,445.36	45,278,646.62	45,278,646.62
Novembre 2015	192,520,590.14	192,520,590.14	38,091,904.33	38,091,904.33
Décembre 2015	273,920,459.61	273,920,459.61	45,400,241.95	45,400,241.95
Janvier 2016	215,016,406.39	215,016,406.39	34,037,770.82	34,037,770.82
Février 2016	215,371,595.92	215,371,595.92	38,063,472.80	38,063,472.80
Mars 2016	251,084,316.22	251,084,316.22	44,996,141.03	44,996,141.03
Avril 2016	234,135,941.96	234,135,941.96	43,505,008.44	43,505,008.44
Mai 2016	229,998,251.18	229,998,251.18	40,803,660.05	40,803,660.05
Juin 2016	229,214,260.47	229,214,260.47	43,232,155.99	43,232,155.99
Juillet 2016	216,966,540.14	216,966,540.14	36,062,419.59	36,062,419.59
Août 2016	236,972,974.65	236,972,974.65	48,022,238.29	48,022,238.29
Septembre 2016	238,082,187.89	238,082,187.89	43,860,812.15	43,860,812.15
TOTAL	2,778,868,969.93	2,778,868,969.93	501,354,472.06	501,354,472.06

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 50. // Activités de la Compensation sur les opérations en gourdes

Exercice fiscal	Nombre de chèques compensés	Résultat de la Compensation en MG
2011/2012	2,196,625	172,333.20
2012/2013	2,369,215	204,128.30
2013/2014	2,466,604	229,595.30
2014/2015	2,414,196	243,771.40
2015/2016	2,102,691	265,655.00

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 51. // Activités de la Compensation sur les opérations en dollars

Exercice fiscal	Nombre de chèques compensés	Valeur des chèques compensés en millions de dollars
2011/2012	636,758	2,791.60
2012/2013	627,061	2,607.40
2013/2014	643,144	2,762.20
2014/2015	679,648	2,895.10
2015/2016	674,743	2,778.80

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.2.3 - DÉPÔTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

Les dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH ont évolué à la hausse, passant de 21 924,3 MG à 28 857,25 MG. La même progression a été observée pour les dépôts en dollars américains qui ont augmenté de 22,83 % pour se fixer à 182,3 millions contre 148,4 antérieurement.

Tableau 52. // Dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH en 2016 (en MG)

Sogebank	14,464,060
Unibank	4,135,310
BUH	3,394,755
CAPITAL	729,515
SOGEBEL	0
BPH	2,162,696
CITIBANK	3,060,730
SCOTIA	158,020
BNC	752,165
TOTAL	28,857,251

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 53. // Dépôts en dollar EU des banques commerciales à la BRH en 2016

Sogebank	0
Unibank	12,950,000.00
BUH	83,540,000.00
CAPITAL	1,504,000.00
SOGEBEL	0
BPH	7,785,000.00
CITIBANK	4,470,000.00
SCOTIA	2,445,000.00
BNC	69,605,000.00
TOTAL	182,299,000.00

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Les tirages des banques commerciales sur leurs comptes en gourdes détenus à la BRH ont progressé de 16,67 % pour s'établir à 22 496,0 MG. Par contre, leurs prélèvements en dollars américains ont diminué en valeur absolue de 17 millions de dollars.

Tableau 54. // Tirages des banques commerciales en 2016 (en milliers de gourdes)

Unibank	6,811.00
Sogebank	313.3
BNC	10,000.00
Scotia Bank	420.2
BUH	157.7
Capital Bank	2,787.60
Citibank	1,615.80
BPH	390.4
Total	22,496.00

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 55. // Tirages des banques commerciales en milliers de dollars EU en 2016

Unibank	0
Sogebank	27,000.00
BNC	800
Scotia Bank	5,670.00
BUH	0
Capital Bank	83,300.00
Citibank	9,000.00
BPH	0
Total	125,770.00

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.3 - SERVICES À L'ETAT

CAISSIER DE L'ETAT

Les recettes globales encaissées aux guichets de la BRH, suite au traitement de 678 274 bordereaux, avis de cotisations et reçus de caisse, ont augmenté de 27,21 %, passant de 52 020 MG à 66 173,58 MG. Ces dernières ont été constituées de 35 881,05 MG de recettes douanières et de 30 292,53 MG de recettes internes.

Tableau 56. // Recettes du Trésor Public enregistrées dans les Guichets de la BRH en 2016

Institution	Nombre de bordereaux	Montant
Centre d'Impôt de Pétion Ville	119,222	1,098,432,874.87
Direction Générale des Impôts	328,856	3,553,570,906.14
Direction des Grands Contribuables	52,848	19,654,104,002.98
Direction des PME	29,007	757,318,438.28
Douane du Port	41,354	34,231,530,654.09
Douane de l'Aéroport	32,639	754,688,982.51
Douane de malpasse	370	894,820,647.15
Guichets Internes	1,720	3,754,363,540.89
Direction de l'Emm. Et de l'Imm.	44,458	14,727,500.00
Direction des ONG et des EE	27,800	1,460,018,858.21
Total	678,274	66,173,576,405.12

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Le nombre et la valeur des chèques du Trésor Public honorés aux guichets de la BRH ont accusé un recul en variant de 352 779 unités à 237 430 pour un montant respectif de 16 904,32 MG et de 13 843,16 MG d'une année à l'autre.

Tableau 57. // Chèques du Trésor Public encaissés aux guichets de la BRH en 2016

	NOMBRE DE CHEQUES	MONTANT EN GOURDES
Octobre 2015	23,623	2,929,217,849.49
Novembre 2015	15,762	1,244,749,674.72
Décembre 2015	29,183	1,890,088,592.89
Janvier 2016	15,689	1,586,692,205.78
Février 2016	17,851	707,363,160.05
Mars 2016	25,202	787,791,375.63
Avril 2016	17,172	803,350,842.85
Mai 2016	17,653	566,174,215.31
Juin 2016	16,184	811,695,324.78
Juillet 2016	18,720	568,170,056.13
Août 2016	24,082	824,150,388.03
Septembre 2016	16,309	1,123,720,833.06
TOTAL	237,430	13,843,164,518.72

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

CHÈQUES IMPRIMÉS

Au cours de l'exercice 2016, 339 184 chèques ont été imprimés contre 365 774 en 2015, d'où une variation à la baisse de 7,27 %.

Tableau 58. // Chèques imprimés pour l'exercice 2015

PÉRIODE	CHÈQUES IMPRIMÉS				
	80 COLONNES				CHÈQUES DE DIRECTION
	CHÈQUES PERSONNELS	CHÈQUES COMMERCIAUX	GOURDES	DOLARS ÉU	
Octobre 2015	4,860	9,632	19,704	500	
Novembre 2015	4,260	25,032	1,800	260	
Décembre 2015	6,892	28,160	5,000	100	
Janvier 2016	4,980	17,308	12,000	700	
Février 2016	3,780	12,530	50	750	
Mars 2016	6,416	6,100	10,750	1,200	
Avril 2016	4,204	8,970	11,000	300	5,000
Mai 2016	4,680	6,400	-	100	
Juin 2016	5,100	15,362	27,300	-	
Juillet 2016	6,000	14,776	1,304	900	
Août 2016	5,640	10,110	10,000	500	
Septembre 2016	4,800	11,646	1,578	750	
TOTAL	61,612	166,026	100,486	6,060	5,000

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 59. // Nombre de chèques traités en Compensation à la BRH en 2016

PÉRIODE	Gourdes		Dollars ÉU	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Octobre 2015	19,842	1,186,894,473.90	356	2,950,218.91
Novembre 2015	14,891	1,196,682,093.34	360	2,530,135.82
Décembre 2015	14,620	634,236,832.18	174	1,402,586.22
Janvier 2016	15,397	1,065,483,957.80	316	1,766,387.12
Février 2016	18,517	1,043,159,747.71	345	2,788,797.63
Mars 2016	16,824	911,547,158.40	328	1,854,280.17
Avril 2016	22,451	776,455,710.29	380	3,153,636.16
Mai 2016	11,304	1,076,402,698.44	386	1,940,252.10
Juin 2016	14,936	1,166,777,892.97	402	7,927,198.44
Juillet 2016	17,026	1,306,687,791.23	372	1,634,475.08
Août 2016	19,799	1,240,074,644.66	370	1,162,885.51
Septembre 2016	16,832	1,247,356,379.75	366	1,302,757.36
TOTAL	202,439	12,851,759,381	4,155	30,413,611

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

REPRÉSENTATION MENSUELLE DES CHÈQUES IMPRIMÉS

La baisse constatée dans les commandes de chèques au cours de l'exercice 2015-2016 a été attribuable, d'une part, à l'augmentation du nombre de virements bancaires et d'autre part, à la fermeture de nombreux comptes du Gouvernement Central.

X.3.1 - CHÈQUES EMIS SUR COMPTES COURANTS TRAITÉS EN COMPENSATION

Au cours de l'exercice 2016, 202 439 et 4 155 chèques en gourdes et en dollars américains ont été traités respectivement par la compensation pour des montants respectifs de 12 851,75 MG et 30,41 millions de dollars EU.

Tableau 60. // Chèques certifiés pour l'exercice 2016

PÉRIODE	Gourdes		Dollars	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Octobre 2015	1,716	104,478,130	41	146,663.27
Novembre 2015	912	69,685,714	19	54,302.95
Décembre 2015	1,119	119,420,188	23	121,602.41
Janvier 2016	686	72,986,318	58	224,424.44
Février 2016	543	136,983,653	18	112,349.20
Mars 2016	656	65,596,110	19	207,079.07
Avril 2016	427	94,637,760	21	209,163.88
Mai 2016	551	116,123,261	10	24,525.10
Juin 2016	503	78,565,940	27	117,853.33
Juillet 2016	392	73,329,679	17	81,800.00
Août 2016	548	75,297,066	23	237,301.51
Septembre 2016	417	115,269,504	18	202,166.40
TOTAL	8,470	1,122,373,323	294	1,739,231.56

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

CHÈQUES CERTIFIÉS

Au cours de l'exercice 2015-2016, la BRH a certifié 8 764 chèques en faveur du Trésor Public dont 8 470 chèques en gourdes et 294 chèques en dollars américain.

Tableau 61. // Chèques retournés pour l'exercice 2016

Mois	Guichets				Compensation électronique			
	Gourdes		Dollars		Gourdes		Dollars	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Octobre 2015	0	-	0	-	180	9,180,690.49	0	-
Novembre 2015	10	329,389.45	0	-	135	10,989,859.00	9	55,505.15
Décembre 2015	24	1,323,229.68	0	-	356	22,903,174.79	1	6,411.03
Janvier 2016	26	1,702,917.09	0	-	238	25,961,840.44	4	26,273.80
Février 2016	21	1,039,496.21	0	-	207	94,583,261.46	4	11,528.00
Mars 2016	35	766,647.90	0	-	259	639,003,179.57	3	1,325.00
Avril 2016	21	740,327.02	0	-	207	12,338,027.54	7	79,194.28
Mai 2016	16	585,234.03	0	-	198	108,285,550.22	9	56,394.28
Juin 2016	23	1,011,642.02	0	-	353	69,746,946.38	7	27,602.99
Juillet 2016	77	36,480,377.73	5	7,465.24	846	124,838,512.92	13	37,448.12
Août 2016	29	1,275,767.36	0	-	219	56,954,733.37	16	56,435.22
Septembre 2016	35	1,013,252.36	0	-	171	38,481,228.00	2	10,822.75
TOTAL	317	46,268,280.85	5	7,465.24	3,369	1,213,267,004.18	75	368,940.62

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

CHÈQUES RETOURNÉS

Pour l'exercice 2015-2016, 3 766 chèques dont 3 686 en gourdes et 80 en dollars ont été retournés pour des motifs divers et prédéfinis.

Tableau 62. // chèques reçus aux Guichets de la BRH pour l'exercice 2016

PÉRIODE	Gourdes		Dollars EU	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Octobre 2015	13,144	1,199,667,321.25	74	388,570.81
Novembre 2015	12,313	656,462,736.02	97	322,627.35
Décembre 2015	19,027	1,208,644,810.41	69	206,827.91
Janvier 2016	13,690	982,792,603.20	59	170,539.46
Février 2016	13,547	782,565,454.20	72	335,234.13
Mars 2016	14,010	719,724,064.57	136	476,206.83
Avril 2016	13,481	688,737,374.77	77	233,641.66
Mai 2016	11,529	764,520,424.36	84	283,259.95
Juin 2016	15,828	637,129,597.83	73	514,366.64
Juillet 2016	13,305	605,335,180.11	57	93,408.96
Août 2016	12,330	615,391,040.39	57	917,999.38
Septembre 2016	16,816	898,908,926.84	76	364,816.02
TOTAL	169,020	9,759,879,533.95	931	4,307,499.10

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.3.2 - CHÈQUES PAYÉS AUX GUICHETS APRÈS VALIDATION AU SERVICE DES COMPTES COURANTS

Le Service des Comptes Courants a validé aussi les chèques tirés sur comptes courants reçus en dépôt aux guichets. Ainsi, 9 511 chèques en gourdes et 566 chèques en dollars EU ont été traités pour des montants respectifs de 18 291 099 417,92 gourdes et 64 804 687,70 dollars américains.

Tableau 63. // Nombre et montant des chèques reçus aux Guichets de la BRH en 2016

PÉRIODE	Gourdes		Dollars EU	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Octobre 2015	745	1,948,490,294.88	58	5,008,715.53
Novembre 2015	701	1,477,457,572.55	35	3,225,609.45
Décembre 2015	810	1,633,643,097.08	64	6,270,915.20
Janvier 2016	695	1,748,876,951.26	48	6,161,303.39
Février 2016	711	1,339,550,938.09	44	5,109,685.44
Mars 2016	857	1,463,469,064.04	47	5,322,666.91
Avril 2016	800	1,515,543,829.88	36	4,065,602.51
Mai 2016	703	1,532,834,020.99	38	3,797,554.21
Juin 2016	802	1,485,816,882.89	44	7,369,048.80
Juillet 2016	875	1,365,161,112.66	44	4,059,006.55
Août 2016	838	1,303,243,137.54	53	8,640,800.87
Septembre 2016	974	1,477,012,516.06	55	5,773,778.84
TOTAL	9,511	18,291,099,417.92	566	64,804,687.70

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

Tableau 64. // Nombre de transactions effectuées vis le SPIH pour les trois derniers exercices par participant

PARTICIPANTS	2013-2014	2014-2015	2015-2016
BRH	64,249	42,495	18,323
BNC	14,659	23,997	23,641
BPH	2,202	2,087	1,897
BUH	7,691	14,767	19,000
CAPITAL BANK	9,692	11,579	16,190
CITIBANK	85,839	88,043	82,117
SCOTIABANK	22,888	27,803	27,853
SOGEBANK	24,541	30,719	49,701
SOGEBEL	1,787	2,056	2,750
UNIBANK	24,930	34,178	38,655
CREDIT DIRECT			
MEFI[1]	182,524	314,688	808,435
Total	441,002	592,412	1,088,562

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

X.4 - SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAÏTIEN (SPIH)

Au cours de l'exercice 2016, 280 127 virements ont été effectués dont 18 323 pour le compte de la BRH et de ses employés et 261 804 pour le Secteur Public sur les banques locales. De plus, le Crédit-Direct effectué pour le compte du Ministère des Finances a permis 808 435 des virements. Cette augmentation constatée des virements est liée au retour progressif au système de paiement automatique d'un bon nombre de ministères dont les activités ont été interrompues suite aux événements du 12 janvier 2010.

Tableau 65. // Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2016 (en gourdes)

PERIODE	BRH	LE LEVIER	BNC	BPH	BUH	CAPITAL BANK	CITI BANK	SCOTIA BANK	SOGEBANK	SOGEBEL	UNIBANK
Octobre 2015	76,755	0	94,185	6,335	58,940	39,095	262,675	74,585	297,605	6,685	109,900
Novembre 2015	50,400	0	57,435	5,425	65,065	40,425	236,985	73,605	101,605	6,265	103,390
Décembre 2015	73,815	0	81,270	9,345	99,400	64,120	310,415	93,555	268,905	10,395	145,390
Janvier 2016	52,255	0	55,335	5,110	44,345	42,455	237,685	76,195	186,270	7,595	96,460
Février 2016	50,435	0	70,070	6,545	46,305	58,485	230,300	77,175	121,485	7,910	96,705
Mars 2016	58,975	0	66,675	5,390	50,925	49,665	281,365	82,285	107,695	8,505	119,805
Avril 2016	49,420	0	65,135	4,795	41,265	44,835	201,355	85,330	114,520	8,085	105,525
Mai 2016	43,190	0	57,890	4,410	56,210	43,645	197,960	74,095	107,170	8,295	114,065
Juin 2016	44,835	70	71,505	4,270	48,160	46,095	227,710	82,635	103,600	9,100	115,045
Juillet 2016	47,460	210	62,510	3,920	48,055	41,755	255,395	82,320	104,405	7,210	108,115
Août 2016	46,130	490	72,870	5,950	52,640	45,500	168,665	85,155	115,920	9,100	120,085
Septembre 2016	47,635	280	72,555	4,900	53,690	50,575	263,585	87,920	110,355	7,105	118,440
TOTAL	641,305	1,050	877,435	116,395	715,000	616,650	2,924,095	1,024,855	1,789,535	146,250	1,402,925

Source : Direction de la Caisse et du Réseau / BRH

ETATS FINANCIERS

FIRME TURNIER
60, Rue Mérisier
Delmas 48, Port-au-Prince
République d'Haïti

ERNST & YOUNG (RACINE)
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545 - Dakar
République du Sénégal

**Banque de la République d'Haïti
(BRH)**

Rapport des auditeurs indépendants

Etats financiers annuels

Exercice clos le 30 septembre 2016

FIRME TURNIER
60, Rue Mérisier
Delmas 48, Port-au-Prince
République d'Haïti

ERNST & YOUNG (RACINE)
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545 - Dakar
République du Sénégal

Banque de la République d'Haïti (BRH)

Rapport des auditeurs indépendants

Etats financiers annuels

Exercice clos le 30 septembre 2016

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2016, sur l'audit des états financiers de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République d'Haïti (BRH) comprenant le bilan au 30 septembre 2016, ainsi que le compte de pertes et profits, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et les notes annexes (ci-après désignés « les états financiers »). Ces états financiers ont été établis par le Management conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH qui sont décrits dans les notes annexes.

Responsabilité du Management dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Management de la BRH est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH, ainsi que d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

- *Comptes d'engagements (dépôts)*

Suite à notre demande d'informations, nous n'avons pas reçu de réponse des titulaires des comptes suivants :

En millions de Gourdes	
Libellé	Montant
Gouvernement Central	21.358
Entreprises publiques	657
Total	22.015

En l'absence de ces réponses et de procédures alternatives probantes, nous n'avons pas pu obtenir les informations suivantes :

- éventuel désaccord sur les soldes,
- liste des éventuels prêts et avances consentis par la BRH,
- liste des éventuels engagements hors bilan,
- liste des personnes habilitées à faire fonctionner les comptes.

Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la correcte justification de ces soldes qui s'établissent à un montant total de G.22.015 millions.

- **Participation TELECO**

La valeur des titres de participation détenus à la TELECO s'élèvent à G.1.900 millions au 30 septembre 2016 dans les livres de la BRH.

En l'absence d'états financiers récents et audités, nous n'avons pas été en mesure de nous prononcer sur la correcte évaluation de cet actif.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve des incidences éventuelles des points décrits dans les paragraphes ci-dessus, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la BRH au 30 septembre 2016, de son patrimoine, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans les notes annexes.

Principes comptables

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les points suivants :

1. Les notes 1 et 2 annexées aux états financiers décrivent les principes comptables suivis. Les états financiers ont été établis pour satisfaire aux obligations issues de la loi organique du 17 août 1979 relatives à la présentation d'informations financières sur la BRH.
2. La revue de l'état des litiges au 30 septembre 2016 a mis en évidence deux litiges opposant la BRH avec d'anciens détenteurs de comptes d'épargne et de dépôts à terme en dollars à la Société Haïtienne de l'Epargne et du Crédit (SHEC). Au titre du premier litige, la BRH a été condamnée à payer la somme d'USD.9.931.238, soit G.651 millions, au motif que la SHEC était une institution financière sous sa supervision. En date du 4 avril 2016, la BRH a reçu par voie d'huissier une ordonnance de référé la condamnant à payer ce montant. La BRH a fait opposition à cette décision. Toutefois le juge a confirmé la condamnation en première instance de la BRH. La BRH compte faire appel de cette décision.

Au titre du second litige, le montant réclamé serait de USD 71.752, soit G.4,7 millions. Selon les informations recueillies, la BRH aurait eu gain de cause en première instance. Le demandeur a interjeté appel et l'affaire serait toujours pendante à la Cour d'Appel. Toutefois la BRH ne nous a pas fourni la décision de justice en première instance. Par conséquent nous n'avons pas pu confirmer le montant qui aurait été réclamé.

En l'état actuel des informations disponibles, nous ne pouvons pas nous prononcer sur l'issue finale de ces litiges ni sur les conséquences financières éventuelles sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2016.

3. Les états financiers ci-joints ne comprennent pas d'états des engagements hors bilan de la BRH.

4. Selon l'article 59 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, « *les profits nets de la BRH seront distribués de la façon suivante : 25 % au Trésor Public, 10 % à la réserve légale et le reste à des réserves spéciales destinés aux fins d'investissement, de placement, d'extension qui seront fixés par le Conseil d'administration* ». Les résultats réalisés au titre des exercices 2013/2014 et 2014/2015 n'ont pas fait l'objet d'une affectation conformément à l'article précité.

Seule la quote-part du Trésor Public d'un montant de G.157 millions et se rapportant à l'exercice 2012/2013 a fait l'objet d'une distribution sur l'autorisation du Conseil d'administration du 24 février 2016.

FIRME TURNIER

ERNST & YOUNG (RACINE)

Antoine Lionel TURNIER
Associé

Makha SY
Associé

Le 8 février 2018

Sommaire

Rapport d'audit	1-4
Etats financiers au 30 septembre 2016	6-9
Bilan	6
Comptes de pertes et profits	7
Etat de variation des capitaux propres	8
Tableau des flux de trésorerie	9
Notes annexes aux états financiers	10-20
Informations sur le bilan	21-58
Informations sur le compte de pertes et profits	59-64
Divers	65-66

Etats financiers au 30 septembre 2016

Bilan

(En milliers de Gourdes)

ACTIF	Notes	30/09/2016	30/09/2015	Variation	
				Valeur	%
Avoirs en or	4	5 046 542	3 437 027	1 609 515	47%
Avoirs sur le Fonds Monétaire International	5	6 149 583	5 040 971	1 108 612	22%
Avoirs en monnaies étrangères	6	113 953 851	82 804 209	31 149 642	38%
Participations dans les organismes internationaux	7	4 196 936	3 163 725	1 033 211	33%
Placements locaux	8	1 996 250	2 570 000	(573 750)	(22%)
Prêts et avances au gouvernement et aux collectivités	9	56 700 139	48 115 138	8 585 001	18%
Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions	10	3 447 056	3 126 124	320 932	10%
Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires	11	4 937 440	6 850 733	(1 913 293)	(28%)
Immobilisations	12	6 430 723	5 495 291	935 432	17%
Autres actifs	13	4 690 588	4 753 657	(63 069)	(1%)
TOTAL		207 549 108	165 356 875	42 192 233	26%
PASSIF					
Billets et monnaies en circulation	14	37 730 795	33 055 095	4 675 700	14%
Comptes d'engagements	15	123 536 599	103 793 563	19 743 036	19%
Engagements envers le FMI	16	11 419 893	9 257 307	2 162 586	23%
Contributions et engagements de l'Etat haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux	17	5 213 728	3 885 073	1 328 655	34%
Autres passifs	18	13 334 356	9 441 225	3 893 131	41%
Provisions pour risques et charges			-	-	-
Réserves de réévaluation de change	19	17 334 365	10 202 568	7 131 797	70%
Réserves générales	20	(3 066 486)	(5 133 444)	2 066 958	(40%)
Allocations DTS			-	-	-
Réserve de réévaluation de l'or	21	1 686 362	775 311	911 051	118%
Réserve allocation spéciale retraite	22	428 947	381 703	47 244	12%
Capital et réserves	23	1 256 282	1 256 282	-	-%
Résultat des exercices antérieurs	24	(1 714 982)	(1 584 214)	(130 768)	8%
Résultat		389 249	26 406	362 843	1374%
TOTAL		207 549 108	165 356 875	42 192 233	26%

Comptes de pertes et profits

(En milliers de Gourdes)					
	Notes	30/09/2016	30/09/2015	Variation	
				Valeur	%
Produits des opérations avec l'étranger : intérêts		2 921 522	2 766 702	154 820	6%
Produits de placements, prêts et avances à l'Etat Haïtien		1 099 933	1 099 982	(49)	-%
Produits des opérations de crédit		313 004	199 295	113 709	57%
Intérêts débiteurs et frais financiers		(1 551 356)	(885 365)	2 436 721	(275%)
Autres dépenses d'intérêts		-	-	-	-
Résultat net d'intérêts	25	2 783 103	3 180 614	(397 511)	(12%)
Dividendes		54 344	27 554	26 790	97%
Gains sur ventes des valeurs mobilières		1 362 038	227 225	1 134 813	499%
Pertes sur ventes des valeurs mobilières		65 020	(120 176)	185 196	(154%)
Résultats sur ventes de valeurs mobilières	26	1 427 058	107 049	1 320 009	1233%
		-	-	-	-
Produit net bancaire		4 264 505	3 315 217	949 288	29%
		-	-	-	-
Autres produits	27	404 982	200 075	204 907	102%
Gain extraordinaire		4 547	-	4 547	100%
		-	-	-	-
Résultat opérationnel		4 674 034	3 515 291	1 158 743	33%
		-	-	-	-
Entretien de la circulation fiduciaire		280 108	335 378	(55 270)	(16%)
Rémunérations et charges sociales		2 876 758	2 204 503	672 255	30%
Dépenses administratives		699 378	529 952	169 426	32%
Dotation aux amortissements		175 405	258 241	(82 836)	(32%)
Dépenses relatives à la gestion des actifs		110 358	78 794	31 564	40%
Dons		84 853	75 034	9 819	13%
Autres dépenses		53 132	938	52 194	5564%
Pertes nettes dues au séisme		-	-	-	-
Dotation pour mauvaises créances		4 793	6 046	(1 253)	(21%)
Dotation pour risques et charges		-	-	-	-
Charges d'exploitation générale	28	4 284 785	3 488 886	795 899	23%
		-	-	-	-
Revenus nets de l'exercice		389 249	26 406	362 843	1374%

Etat de variation des capitaux propres

(En milliers de Gourdes)

	Capital	Réserves légales	Réserves spéciales	Réserve pour réévaluation d'immeubles	Total capitaux propres
Solde au 30/09/2015	-50 000	(74 454)	(412 825)	(719 003)	(1 256 282)
Affectations	-	-	-	-	-
Prélèvements	-	-	-	-	-
Réévaluation	-	-	-	-	-
Solde au 30/09/2016	-50 000	(74 454)	(412 825)	(719 003)	(1 256 282)

Tableau des flux de trésorerie

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015
Activités d'exploitation		
Revenu net de l'exercice	389 249	26 406
Eléments de conciliation du revenu net aux liquidités résultant des activités d'exploitation		
Dotations aux amortissements	159 448	308 483
Provisions pour pertes de valeur sur prêts	4 793	(6 046)
Effet de change suite à la réévaluation de la participation des organismes financiers inter	5 512 241	3 501 716
Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation		
Augmentations des prêts et avances, net	(1 604 217)	(17 556 071)
Billets en monnaies en circulation	4 629 056	5 786 958
Engagements en devises	17 316 475	7 195 177
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux	4 987 403	2 081 074
Engagements envers les banques créatrices de monnaie	1 409 241	12 149 594
Dépôts du Gouvernement Central	(5 048 468)	(9 695)
Engagements envers les autres institutions	642 477	(416 761)
Changements dans les autres éléments d'actif, de passif et de réserves	(926 590)	(2 761 284)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	27 471 108	10 299 552
Activités d'investissement		
Augmentation des placements étrangers	(28 810 143)	(6 484 691)
(Augmentation) diminution des placements locaux	2 710 811	(1 564 090)
Acquisitions d'immobilisations nettes	(1 025 511)	(1 096 250)
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement	(27 124 843)	(9 145 031)
Augmentation (Diminution) nette des liquidités	346 265	1 154 521
Liquidités au début de l'exercice	7 654 569	6 500 049
Liquidité à la fin de l'exercice	8 000 834	7 654 569

Notes annexes aux états financiers

Règles et méthodes comptables de la BRH

Note 1 - Cadre juridique et activités

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dont le Siège est sis à la rue du Quai à Port-au-Prince (Haïti), est un organisme public autonome, constitué par l'Etat Haïtien, par la loi du 17 août 1979, modifié en ses articles 9 et 17 par le décret du 28 mars 1985. Son capital social n'est pas divisé en actions. Il est détenu par l'Etat Haïtien et peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

La loi du 17 août 1979 portant création de la BRH stipule en son article 6 que celle-ci est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

La BRH est une Banque Centrale et, à ce titre, a pour objet de :

- promouvoir dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables au développement de l'économie nationale ;
- encourager le développement et l'utilisation la plus complète et la plus efficace des ressources productives du pays ;
- adapter les moyens de paiement et la politique de crédit aux besoins légitimes de l'économie haïtienne et, en particulier, à la croissance de la production nationale ;
- aider à éviter toutes tendances inflationnistes, spéculatives et déflationnistes qui seraient nuisibles aux intérêts permanents de la nation ;
- conseiller le Gouvernement en matière de politique monétaire, dans le but principal de maintenir, à l'intérieur du pays, la stabilité relative des prix et à l'extérieur, la croissance des échanges ;
- faciliter l'expansion du commerce intérieur et extérieur en vue de contribuer à l'instauration et au maintien d'un niveau élevé de l'emploi et du revenu réel ;
- assurer l'administration et la gestion des réserves de changes, veiller à l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux institutions financières ;
- contrôler et orienter la circulation et la distribution du crédit ;
- émettre des billets de banque, frapper des pièces métalliques et créer de la monnaie scripturale ;
- exercer toutes les activités de banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit.

La BRH utilise divers instruments dans la mise en œuvre de la politique monétaire, dont l'objectif fondamental demeure la stabilité des prix. Son principal canal de gestion monétaire est, depuis 1996, la vente aux banques de la place des bons qu'elle émet.

La BRH mène des négociations avec le Ministère de l'Economie et des Finances en ce qui a trait au niveau et aux conditions de financement du déficit budgétaire. Ces ententes se matérialisent, en général, par des accords signés entre le Gouverneur de la BRH et le Ministre de l'Economie et des Finances.

Au plan de la réglementation et de la supervision bancaires, la BRH, conformément aux articles 29 à 32 de sa loi organique et à l'article 43 du décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques, a le pouvoir d'inspecter celles-ci et de les soumettre à un régime de normes prudentielles.

En sa qualité de banquier de l'Etat (article 37 de la loi organique), la BRH tient le compte courant de toutes les institutions et collectivités publiques. Elle se charge de la collecte des recettes de l'Etat et encaisse directement pour le compte de celui-ci les taxes internes et les droits de douane. Elle fait aussi fonction de gardienne des titres appartenant à ces entités (article 38 de la loi organique).

Pour l'exécution de ces opérations, la BRH est organisée en un réseau comportant un Siège et une succursale au Cap-Haïtien. La BRH s'est orientée vers une organisation interne destinée à faciliter la mise en œuvre de sa stratégie de modernisation.

Note 2 – Principes et méthodes comptables

2.1 - Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2016

Les états financiers de la Banque de la République d'Haïti ont été élaborés conformément aux dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Ils sont libellés en Gourde qui est la monnaie nationale Haïtienne.

2.2 - Exercice

La durée de l'exercice est de douze mois. L'exercice débute le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

2.3 - Principes comptables

Les principes comptables suivants sont appliqués :

- comptabilité d'engagement,
- intelligibilité,
- pertinence,
- fiabilité,
- comparabilité.

2.4 - Méthode d'évaluation

Les états financiers sont préparés sur la base de la valeur de marché pour l'or, des titres et des éléments d'actif et de passif libellés en devises inscrits au bilan, ainsi que du coût historique pour les autres rubriques

2.5 - Estimations et jugements

Lors de la préparation de ces états financiers, la Direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent l'application des normes comptables et les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que les résultats de l'exercice. Les résultats actuels peuvent être différents de ces estimations.

La BRH établit une provision pour pertes de valeur sur prêts en fin d'exercice qui représente une estimation de la perte de valeur réelle sur le portefeuille de prêts à cette date. Cette provision est établie en prenant en considération les éléments probants spécifiques tels que les arriérés de remboursement, la valeur des garanties, les possibilités de recouvrement futur, et la situation économique de l'emprunteur qui ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt spécifique ou d'un groupe de prêts avec un risque similaire.

2.6 - Effets des transactions et événements

Les effets des transactions et autres événements sont pris en compte dès que ces transactions et événements se produisent.

Par ailleurs, en raison du découpage de l'activité en exercices comptables, les transactions et autres événements sont rattachés à l'exercice qu'ils concernent effectivement et à celui-ci seulement. Dans ce cadre, les produits sont comptabilisés dès qu'ils sont acquis et les charges au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

2.7 - Opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont initialement comptabilisées aux cours de change en vigueur à la date de transaction. En fin de mois, les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis au cours de change en vigueur en fin de période. Les gains ou pertes de change, qui en découlent, sont enregistrés dans un compte de réserve « Réserve de réévaluation de change », conformément à l'article 56 de la loi organique.

2.8 - Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi organique, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'Etat ou des communes à l'occasion de toutes opérations qui lui sont propres. De même, elle bénéficie de l'exemption des droits à l'occasion de ses importations y compris matériels, équipements, lubrifiants, carburants.

2.9 - Avoirs en or

L'or est valorisé au cours en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes résultant de cette valorisation sont inscrits à la réserve de réévaluation. Le stock d'or n'est pas porteur d'intérêts. L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

2.10 - Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI

La BRH est l'agent fiscal de l'Etat Haïtien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Elle est en même temps le dépositaire des Gourdes détenus par le FMI. En vertu de la loi du 19 septembre 1952, la Banque représente le Gouvernement Haïtien en toute négociation ou transactions avec le Fonds. Toutes les transactions entre le Gouvernement et le Fonds sont inscrites dans les livres de la BRH.

Les différences résultant des opérations de la BRH avec le Fonds sont supportées par le Gouvernement Haïtien et sont comptabilisées au bilan dans le compte «Avance différence de change FMI ».

Les opérations avec le FMI sont libellées dans la monnaie du FMI, à savoir le Droit de Tirage Spécial (DTS).

Les opérations et transactions de l'Etat Haïtien avec le FMI concernent le compte de Droit de Tirage Spécial (DTS), le compte de ressources générales et les comptes administrés.

La position de réserve au FMI est la différence entre les quotes-parts de l'Etat et sa souscription en monnaie nationale, compte non tenu des tirages au titre des ressources générales (avoirs exclus ou recours aux crédits du FMI).

Les tirages effectués par l'Etat auprès du FMI sont reçus et enregistrés dans les comptes dépôt à vue de la BRH à la Federal Reserve Bank en dollars, d'une part, et dans les comptes d'engagements envers le FMI en DTS, d'autre part. Au moment des tirages, les différences entre les montants versés à l'Etat et la dette vis-à-vis du FMI sont portées directement au compte « Avance Différence de change FMI ».

Les avoirs du FMI en monnaie nationale (comptes FMI n° 1, FMI n° 2 et FMI compte titres) font l'objet d'une réévaluation annuelle le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits dans le compte « Avance différence de change FMI ».

A la clôture de chaque période mensuelle, les avoirs du FMI en DTS sont réévalués sur la base du cours du DTS/Gourdes de fin de mois.

Les DTS détenus, les tirages sur les comptes administrés et les allocations de DTS sont convertis en Gourdes sur la base du cours de change en vigueur lors des transactions. Les différences résultant de réévaluations périodiques sont portées au compte « Avance différence de change FMI ».

2.11 - Participations, contributions et engagements dans les autres organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements. Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'Etat Haïtien est enregistré au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

2.12 - Placements à la Télécommunication d'Haïti (TELECO)

La BRH détient 97 % des actions de la TELECO et le Gouverneur de la BRH est le président du Conseil d'Administration de cette institution. Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. La valeur comptable de ces titres est ajustée en y incluant la quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO. Depuis 2001, en l'absence d'états financiers audités de la TELECO, la valeur comptable du placement à la TELECO n'a pas connu d'évolution.

2.13 - Avoirs en monnaies étrangères

Les réserves de change de la BRH sont investies en comptes à vue, en comptes à terme et dans des actifs obligataires.

2.13.1 - Portefeuille titres

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion de son portefeuille, la BRH détient des valeurs mobilières de placement. La BRH a choisi un système de gestion par administrateurs externes de portefeuille (gestion déléguée). Les gérants de portefeuille peuvent bénéficier de pouvoirs discrétionnaires ou peuvent être sujets à des limitations strictes, concernant la sélection des placements.

Ces placements sont disponibles à la vente.

- *Actifs financiers disponibles à la vente*

Ce sont des actifs financiers détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés initialement en comptabilité à leur coût d'acquisition, coupons courus et frais d'acquisition inclus, et sont évalués ultérieurement à leur juste valeur. La variation de juste valeur est constatée directement en capitaux propres dans le compte « Réserve de réévaluation de change ».

2.14 - Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Les crédits à l'Etat Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'Etat Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques. Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés sur une base d'exercice.

2.15 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, avec possibilité de réévaluation.

Les réévaluations sont effectuées par des experts en évaluation.

L'écart de réévaluation est imputé aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations.

Suite au séisme du 12 janvier 2010, les pertes sur les immeubles de la Banque qui ont subi des dommages ont été évaluées et enregistrées dans les livres de la BRH.

A l'exception des terrains, des constructions en cours, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

Immobilisations	Durées de vie utile (en mois)
Terrains	Non amortissable
Bâtisses	240
Mobilier et matériel de bureau	48
Matériel informatique	60
Logiciel informatique	12
Matériel roulant	48
Equipements	60
Installations	60
Aménagements, Extensions, Agrandissements	60

Les immobilisations entièrement amorties demeurent inscrites au bilan dans un compte distinct « Biens totalement amortis » aussi longtemps qu'elles subsistent. Les immobilisations figurent au bilan à leurs valeurs nettes.

2.16 - Stocks de billets neufs en transit

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

2.17 - Billets et monnaies en circulation

Les billets et pièces de monnaie en circulation sont analysés comme des dettes envers les détenteurs. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur faciale ou valeur nominale.

2.18 - Comptes d'engagements

Les comptes à vue (dettes à vue) et les dépôts auprès de la BRH sont inscrits au bilan à leur valeur nominale et ne sont pas rémunérés.

2.19 - Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsque la BRH a une obligation réglementaire, implicite ou juridique qui résulte d'un événement passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Conformément au principe de prudence, des provisions sont aussi constituées pour tous les risques potentiels liés à certains comptes d'actif (actifs non performants).

2.20 - Fonds de retraite et prime de séparation

La dépense annuelle pour le fond de retraite et primes de séparation est établie en fonction d'un taux de contribution fixé par la Banque de la République d'Haïti.

2.21 - Réserve de réévaluation de change

L'article 56 de la loi organique de la BRH précise que les gains et les pertes, qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or, doivent être comptabilisés à un compte dénommé "Réserve de réévaluation" présenté au bilan au niveau du capital et réserves.

2.22 - Réserve pour réévaluation d'immeubles

Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront comptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

2.23 - Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

2.24 - Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante : 25 % au Trésor Public, 10 % à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration. En 2010 et 2009, le Conseil d'administration a convenu avec le Ministère de l'Economie et des Finances de ne pas effectuer de distribution à l'Etat en vue d'éponger les pertes antérieures et de constituer les réserves nécessaires à la recapitalisation de la BRH, tel que prévu dans le cadre d'accords avec les partenaires internationaux.

2.25 - Gestion des risques

La BRH est exposée à des risques variés qui sont les suivants :

- **Risque de marché** : risque de perte due aux changements dans les prix et aux taux de marché (cours de l'or, cours de change et taux d'intérêt) ;
- **Risque de contrepartie** : risque de perte due à l'incapacité des contreparties de la Banque de faire face à leurs obligations financières ;
- **Risque opérationnel** : risque de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance des procédures, des personnes, des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

La gestion des risques est centrée sur le caractère imprévisible de l'environnement financier et a pour objet d'en minimiser les conséquences négatives potentielles sur les performances de la BRH.

2.26 - Reconnaissance des produits et des charges

La reconnaissance des produits et des charges est effectuée selon les règles suivantes :

- les produits et les charges sont pris en compte au cours de l'exercice pendant lequel ils sont réalisés, acquis ou dus ;
- les produits et les charges en monnaies étrangères sont convertis au cours de change de la date de transaction ;

- les plus-values et moins-values latentes sur les instruments financiers liées aux taux d'intérêt et aux prix du marché, sont comptabilisées au bilan dans le compte « Réserves générales » ;
- les écarts de conversion sur les devises étrangères sont comptabilisés au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

2.27 - Evénements postérieurs à la date de clôture

Les événements significatifs ayant un lien prépondérant et direct avec une situation qui existait à la date de clôture des comptes, donnent lieu à un ajustement des montants comptabilisés dans les états financiers. A cet égard, les actifs et les passifs font l'objet d'un ajustement pour tenir compte d'événements significatifs survenus entre la date de clôture et la date d'approbation des états financiers. Ceux concernant des situations apparues postérieurement à la date de clôture, sont mentionnés dans les notes annexes, avec une estimation de leur incidence financière.

2.28 - Changement de méthodes, d'estimations comptables

Aucun changement de méthode ou d'estimation comptables n'est intervenu durant l'exercice 2015-2016.

Note 3 - Cours des monnaies étrangères et prix de l'Or

Monnaies étrangères et or	30/09/2016 (en Gourdes)	30/09/2015 (en Gourdes)
1 Dollar des Etats-Unis (USD)	65,5368	52,1417
1 Euro (EUR)	73,6634	58,2788
1 Droit de Tirage Spécial (DTS)	91,4763	73,1934
1 Once d'or	86.673,1176	59.029,61857

Informations sur le bilan

Bilan - Actif

Note 4 - Avoirs en or

Cette rubrique s'analyse comme suit :

	30/09/2016		30/09/2015		Variation
	En onces	En milliers de Gourdes	En onces	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Or en dépôt à la Federal Reserve Bank	1 308	113 327	1 308	77 183	36 144
Or en dépôt chez Morgan Stanley Smith Barney	56 918	4 933 215	56 918	3 359 844	1 573 371
Total	58 226	5 046 542	58 226	3 437 027	1 609 515

Cette rubrique enregistre les avoirs en or détenus par la BRH à la Federal Reserve Bank of New York (1 308 Oz) et chez Morgan Stanley (56 918 Oz).

Le stock d'or est réévalué mensuellement sur la base du cours de l'once d'or affiché sur le site Bloomberg. L'écart entre la valeur réévaluée du stock et sa valeur comptable est enregistré au passif, dans les comptes "533000 Réserve de réévaluation or" pour l'or détenu à la Federal Reserve et "538400 Réserve de plus-value non réalisée sur placement" pour l'or détenu à la Morgan Stanley.

L'évolution du solde par rapport à l'exercice précédent résulte de l'appréciation de l'once d'or.

Note 5 – Avoirs sur le Fonds Monétaire International (FMI)

La rubrique « Avoirs sur le Fonds Monétaire International » comprend la position de réserve et les avoirs en DTS et se détaille comme suit :

	30/09/2016		30/09/2015		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Position de réserve	68 047	6 225	68 047	4 981	1 244
Avoirs en droits de Tirages Spéciaux	67 157 944	6 143 358	68 804 214	5 035 990	1 107 368
Total	67 225 991	6 149 583	68 872 261	5 040 971	1 108 612

- **Position de réserve**

Constitué en 1945, le FMI a été investi par ses textes fondateurs de la mission statutaire de restaurer la stabilité du système monétaire international. Les opérations de l'Etat Haïtien avec le FMI (le Fonds) sont régies par l'article VIII des statuts du FMI.

Les souscriptions des pays membres constituent l'origine normale des ressources du Fonds. A chaque pays est assignée une quote-part. Les quotes-parts souscrites sont libérées en devises par les Etats membres à concurrence de 25 %, et en monnaie nationale à concurrence de 75 %.

La position de réserve d'un pays auprès du FMI est égale à la différence entre sa quote-part et la souscription versée en monnaie nationale.

La position de réserve de la République d'Haïti auprès du FMI s'analyse comme suit :

	30/09/2016		30/09/2015		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Quota FMI	81.900.000	7.491.906	81 900 000	5 994 511	1.497.396
FMI, Compte no 1	(36.290.445)	(3.319.714)	(36 290 445)	(2 656 208)	(663.506)
FMI, Compte titres	(45.541.508)	(4.165.967)	(45 541 508)	(3 333 322)	(832.645)
Total	68.047	6.225	68 047	4 981	1.244

- **Quota FMI**

Le quota FMI correspond à la quote-part exprimée en DTS et attribuée à l'Etat Haïtien dans le cadre de sa souscription lors de son admission au Fonds. Il représente un actif de la République d'Haïti. Comme sur les exercices précédents, le quota FMI est resté stable en l'absence de décision par le Conseil d'Administration du FMI d'une augmentation de la quote-part de l'Etat Haïtien.

- **Compte FMI n° 1 et compte de titres**

Le compte FMI n° 1 et le compte de titres correspondent à la quote-part réglée en monnaie nationale ou sous forme de titres par l'Etat Haïtien. En qualité de dépositaire, la BRH tient ces comptes enregistrant les avoirs du FMI en Gourdes. Ces comptes constituent des engagements de la BRH vis-à-vis du Fonds.

Au 30 septembre 2016, le compte FMI n° 1 et le compte FMI compte de titres présentent respectivement des soldes créditeurs de G.3.320 millions et G.4.166 millions. En l'absence d'évolution des soldes en DTS de ces comptes, les variations respectives constatées de G.664 millions et G.833 millions, résultent exclusivement de l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G.73,1934 au 30 septembre 2015 à G.91,4763 au 30 septembre 2016.

- **Avoirs en Droits de Tirages Spéciaux**

Les DTS détenus ont évolué ainsi qu'il suit :

	En DTS
Solde au 30/09/2015	68.804.214
Acquisitions	-
Cessions	-
Rémunérations perçues	44.420
Commissions payées	(1.690.690)
Solde au 30/09/2016	67.157.944

Les rémunérations perçues correspondent aux intérêts payés par le FMI sur les avoirs en DTS. Les commissions payées correspondent essentiellement aux intérêts versés au FMI et calculés sur la base du stock de DTS alloués à l'Etat Haïtien.

Note 6 – Avoirs en monnaies étrangères

Cette rubrique comprend l'encaisse, les dépôts à vue et de garantie à l'étranger, les valeurs en transit et les placements en devises étrangères. Elle se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Billets, pièces de monnaie et chèques	3 067 875	3 590 557	(522 682)
Avoirs dans les banques non résidentes	4 898 282	3 971 192	927 090
Valeurs en transit sur l'étranger	23 829	15 177	8 652
Remises en transit en devises sur le pays	10 848	77 643	(66 795)
Collatéral	852 974	678 753	174 221
Placements en devises étrangères	105 100 043	74 470 887	30 629 156
Total	113 953 851	82 804 209	31 149 642

- Billets, pièces de monnaie et chèques en USD

Les billets, pièces de monnaie et chèques en devise, essentiellement en dollars, sont constitués par les encaisses détenues au Siège et au Cap Haïtien. Ces encaisses s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Billets devises guichets	8.583	8 140	443
Billets devises non triés	165.883	1 107 769	(941.886)
Billets devises caveau	2.101.765	2 262 063	(160.298)
Pièces devises caveau	396	315	(81)
Sous-total Siège	2.276.627	3 378 287	(1.101.660)
Billets devises Cap Haïtien	791.248	212 270	578.978
Total	3.067.875	3 590 557	(522.682)

- **Avoirs dans les banques non résidentes**

Les avoirs dans les banques non résidentes sont essentiellement constitués des dépôts à vue et se décomposent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016		30/09/2015		Variation
Banque	En devise	En milliers de Gourdes	En devise	En milliers de Gourde	En milliers de Gourde
Correspondants USD					
Citibank NY	22.914.129	1.501.719	25 024 921	1 304 842	196.877
Fédéral Reserve	24.596.032	1.611.945	10 514 618	548 250	1.063.695
Citibank Collatéral	307.236	20.135	307 204	16 018	4.117
Citibank IDA	12.361	810	13 301	694	116
Bladex	133	8	2 697 728	140 664	(140.656)
Bladex collateral	132.683	8.696	1 038 291	54 138	(45.442)
					0
Correspondant EUR					0
Banque de France	23.824.172	1.754.969	32 714 924	1 906 586	(151.617)
					0
Total		4.898.282		3 971 192	927.090

- **Collatéral**

Ce compte enregistre les dépôts de garantie constitués auprès de la Citibank New-York pour la mise en place de lettre de crédit, sur demande du Ministère de l'Economie et des Finances haïtien.

- **Placements non-résidents**

Les placements non-résidents sont constitués par un portefeuille de liquidité, en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille aux Etats-Unis. Ils se décomposent comme suit par gestionnaire :

	(En milliers de Gourdes)				
	30/09/2016		30/09/2015		Variation
	En USD	En milliers de gourdes	En USD	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
FIDELITY INVEST/COLBERT INVEST M.	160.527.415	10.520.453	149 967 288	7 819 550	2.700.903
GOLDMAN SACHS ASSET MANAG.	96.258.684	6.308.486	92 620 500	4 829 391	1.479.095
CITIFIX ALPHA LIQUIDITY	195.696.649	12.825.332	182 195 233	9 499 969	3.325.363
BLACKROCK INVEST. MANAGEMENT	88.745.136	5.816.072	84 799 557	4 421 593	1.394.479
JANUS CAPITAL GROUP	56.121.330	3.678.012	52 606 038	2 742 968	935.044
LUCROR CAPITAL ADVISORS LP	34.354.604	2.251.492	37 848 827	1 973 502	277.990
MSSB	917.004.263	60.097.525	828 203 037	43 183 914	16.913.611
ALLIANZ ASSET MANAGEMENT	49.985.142	3.275.866			3.275.866
TANDEM INVESTMENT ADVISORS	4.986.582	326.805			326.805
Total	1.603.679.805	105.100.043	1 428 240 480	74 470 887	30.629.156

Le portefeuille de la BRH est essentiellement composé de cash et d'actifs financiers disponibles à la vente détenus par les gestionnaires de portefeuille pour le compte de la BRH.

Ces actifs financiers sont détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés en comptabilité à leur juste valeur. Ils sont constitués de bons du Trésor et de bons émis par les Agences Fédérales Américaines, d'obligations municipales et de sociétés. Au 30 septembre 2016, la décomposition du portefeuille établi par la BRH s'analyse comme suit, par catégorie de titres (en USD) :

Placement	Coût	Juste valeur
Comptes en marché (cash)	-	61 424 275
US Treasury Securities	100 060 599	215 672 959
Agences fédérales	165 024 910	165 651 401
Obligations municipales	72 664 355	74 599 043
Obligations de sociétés	1 054 856 191	1 044 698 876
Unsettled Purchases/Sales	2 803 194	2 808 480
Stocks	27 916 595	25 879 850
Exchange-Traded & Closed-End Funds	822 141	680 718
Intérêts accrus	-	12 264 203
Total	1 424 147 985	1 603 679 805

Au 30 septembre 2016, le portefeuille de la BRH se ventile comme suit, par catégorie (en USD) :

	Blackrock		BRH MAIN		BRH FIXED INCOME ALPHA (EX FORMER CITI FX)		BRH FIXED INCOME CORE (EX FORMER WESTERN ASSET MANAGEMENT)		GOLDMAN SACHS		INTERMEDIATE DURATION		BRH FIXED INCOME (EX JANUS CAPITAL GROUP)	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Compte en marché cash	477 278	-	319 362	-	10 494 962	-	1 957 205	-	1 769 842	-	4 037 866	-	3 033 839	-
Us Treasury Securities	17 470 624	17 323 149	94 994 300	-	-	-	-	-	39 110 694	38 558 465	19 998 800	-	24 996 750	24 998 406
Government Sponsored Enterprise Securities (GSE)	5 045 665	4 804 810	126 465 799	127 245 688	-	-	-	-	14 160 687	12 852 863	19 979 250	20 121 550	-	-
SOVEREIGN SECURITIES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations municipales	5 785 000	5 313 635	6 523 348	6 611 411	7 789 357	7 800 833	9 701 227	10 110 288	-	-	12 408 979	12 955 605	-	-
Obligations de société	56 595 129	55 880 208	362 471 833	367 975 965	175 361 679	178 259 699	56 113 350	58 519 729	40 830 867	41 326 882	194 471 408	195 894 525	27 840 834	27 784 538
Asset-Backed Securities (ABS), Mortgage-Backed Securities (MBS), Collateralized Mortgage Obligations (CMOs)	2 808 480	2 803 194	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equities (stocks, REITs / Tangibles)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exchange-Traded Funds	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accrued Interest	562 959	-	4 641 411	-	2 050 651	-	630 444	-	386 595	-	2 288 482	-	249 907	-
Total	88 745 136	86 124 995	595 416 052	501 833 063	195 696 649	186 060 532	68 402 426	68 630 017	96 258 684	92 738 210	253 185 785	228 971 680	56 121 330	52 782 944

	BRH FIXED INCOME LC (EX LUCROR CAPITAL ADVISORS)		Fidelity		BRH ALLIANZ ASSET MANAGEMENT		BRH TANDEM INVESTMENT ADVISORS		Total Juste valeur	Total Coût
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût		
Compte en marché cash	1 878 242	-	13 244 169	-	20 620 524	-	3 590 986	-	61 424 275	-
Us Treasury Securities	-	-	1 001 770	1 068 443	18 100 021	18 112 136	-	-	215 672 959	100 060 599
Government Sponsored Enterprise Securities (GSE)	-	-	-	-	-	-	-	-	165 651 401	165 024 910
SOVEREIGN SECURITIES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations municipales	-	-	32 391 132	29 872 583	-	-	-	-	74 599 043	72 664 355
Obligations de société	29 825 039	30 092 374	90 016 101	87 932 868	11 172 637	11 189 404	-	-	1 044 698 876	1 054 856 191
Asset-Backed Securities (ABS), Mortgage-Backed Securities (MBS), Collateralized Mortgage Obligations (CMOs)	-	-	-	-	-	-	-	-	2 808 480	2 803 194
Equities (stocks, REITs / Tangibles)	1 554 638	2 092 322	22 929 616	24 420 786	-	-	1 395 594	1 403 487	25 879 848	27 916 595
Exchange-Traded Funds	680 718	822 141	-	-	-	-	-	-	680 718	822 141
Accrued Interest	415 967	-	944 626	-	91 961	-	-	-	12 264 203	-
Total	34 354 604	33 006 837	160 527 415	143 294 680	49 985 142	29 301 540	4 986 580	1 403 487	1 603 679 803	1 424 147 983

Note 7 - Participation dans les organismes internationaux

Cette rubrique comprend les participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2016 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	3 265 275	2 422 391	842 884
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	353 321	281 105	72 216
Banque Caribéenne de Développement (BCD)	216 084	171 919	44 165
Association Internationale de Développement (IDA)	72 302	57 620	14 682
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	205 786	163 725	42 061
Fonds Multilatéral d'Investissement	19 661	15 642	4 019
Société Internationale de Financement (IFC)	53 871	42 860	11 011
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	10 636	8 463	2 173
Total	4 196 936	3 163 725	1 033 211

Ces participations sont souscrites en devise ou en monnaie nationale pour le compte de la République d'Haïti.

Note 8 - Placements locaux

Cette rubrique comprend des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit et des obligations du Trésor Haïtien souscrites par la BRH.

Elle s'analyse comme suit, au 30 septembre 2016 :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Avances BNC	275 000	275 000	-
Obligations du Trésor Haïtien	1 721 250	2 295 000	(573 750)
Total	1 996 250	2 570 000	(573 750)

- **Avances BNC**

Ce poste enregistre exclusivement des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit (BNC) par la République d'Haïti en 2009.

Ces avances ont été converties en obligations subordonnées conformément au protocole d'accord signé en date du 29 septembre 2010 entre la BRH et la BNC. Ce protocole fixe la durée des remboursements à 20 ans avec un taux d'intérêt de 1 % l'an.

- **Obligations du Trésor Haïtien**

En date du 12 septembre 2014, la BRH a signé avec le Ministère de l'Economie et des Finances, un protocole d'accord par lequel la BRH accepte de faire l'acquisition d'Obligations du Trésor pour une valeur de 2.868.750 milliers de gourdes. Ces obligations sont dématérialisées et sont au nombre de trente (30), remboursables au taux de 7 % l'an sur une période allant de 1 à 60 mois.

Ces obligations ont été émises par l'Etat Haïtien dans le but de liquider les arriérés de paiement du Gouvernement au titre des travaux d'infrastructure entamés à la suite du passage sur le pays de la catastrophe Sandy.

Il convient de noter que des obligations d'égale montant ont été souscrites par les banques commerciales.

Note 9 - Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Cette rubrique comprend les créances détenues sur l'Etat Haïtien et les intérêts à recevoir. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Frais différés bons BRH	169 287	58 978	110 309
Autres prêts et avances au Gouvernement	55 431 005	46 681 352	8 749 653
Intérêts à recevoir sur prêts et avances au Gouvernement	1 099 847	1 374 808	(274 961)
Total	56 700 139	48 115 138	8 585 001

- **Autres prêts et avances au Gouvernement**

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Avances différence de change FMI	2 876 994	1 823 693	1 053 301
Avances à consolider	52 532 711	44 840 713	7 691 998
Fonds de garantie BRH	21 300	16 946	4 354
Total	55 431 005	46 681 352	8 749 653

- *Avances différence de change FMI*

Ce poste est constitué des écarts de change constatés lors des réévaluations mensuelles des comptes qui enregistrent les opérations avec le FMI et qui sont libellés en DTS.

Conformément à l'article 12 du décret du 1er octobre 1952 autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International, à la fin de chaque année fiscale, toute différence résultant des opérations avec le FMI est supportée par le Gouvernement Haïtien.

- **Avances à consolider**

Ce poste enregistre les créances de la BRH sur l'Etat Haïtien, qui ont fait l'objet de consolidation et/ou de protocole d'accord signés entre les deux parties. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2016 :

	(En milliers de Gourdes)
	30/09/2016
Dettes consolidées de l'Etat Haïtien envers la BRH au 30/09/2013 (1)	50 557 237
Dette des institutions publiques envers la TELECO au 31/12/2009 (2)	1 023 479
Billet à ordre du 11 octobre 2007 (2)	951 995
Total	52 532 711

(1) Ce montant correspond à hauteur de G.50.557.237 milliers aux créances de la BRH sur l'Etat Haïtien qui ont fait l'objet d'une évaluation contradictoire entre les deux parties et d'un rapport de consolidation signé par le Ministère de l'Economie et des Finances et la BRH.

Il se décompose comme suit :

	(En milliers de Gourdes)
Description	30/09/16
Titres du Gouvernement	1 217 102
Déficit cumulé du trésor au 30/09/2013	34 740 701
Arriérés d'intérêts	12 435
Autres avances	158 444
Avances à consolider 2007-2008 / 2015	14 428 555
Total	50 557 237

(2) Ces créances ont fait l'objet d'un protocole d'accord tripartite en date du 29 septembre 2010 entre le Ministère de l'Economie et des Finances, la BRH et la TELECO. Les termes de ce protocole prévoient :

- le paiement à la BRH d'une créance de la TELECO sur l'administration publique pour G.1.023 millions en vue de l'apurement des créances de la BRH vis-à-vis de la TELECO ;
- le remboursement d'un billet à ordre d'un montant de G.952 millions, datant du 11 octobre 2007 et resté sans couverture. Ce billet à ordre avait été émis par l'Etat Haïtien en faveur de la BRH et correspond au montant décaissé par la BRH pour le compte de l'Etat afin de combler le déficit de la SOCABANK.

Dans un protocole d'accord signé en date du 5 décembre 2012, l'Etat Haïtien a confirmé sa dette envers la BRH pour un montant de G.44.840.712.797, correspondant au solde du compte « Avances à consolider » figurant dans les livres de la BRH.

- **Intérêts à recevoir**

Dans l'attente de la formalisation des modalités de remboursement des sommes dues à la BRH, dans le protocole d'accord signé au 5 décembre 2012, l'Etat s'est engagé à verser un montant annuel de G.1.1 milliards au titre d'intérêts sur sa dette interne vis-à-vis de la Banque.

Sur l'exercice 2016, ce montant n'a pas fait l'objet de paiement. Le solde de G.1.100 millions à la clôture de l'exercice 2016, correspond aux impayés d'octobre 2015 à septembre 2016.

Note 10 - Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions

Cette rubrique enregistre essentiellement les prêts et avances accordés par la Banque au personnel et à une entreprise publique. Le solde se détaille comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale aux entreprises publiques	21 140	21 140	-
Prêts et avances au personnel	3 808 647	3 483 710	324 937
Intérêt à recevoir sur prêts au personnel	8 530	7 742	788
Provisions pour créances douteuses (1)	(391 261)	(386 468)	(4 793)
Total	3 447 056	3 126 124	320 932

Les prêts et avances au personnel se détaillent comme suit au 30 septembre 2016 :

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Avances au personnel	1 353 500	1 276 217	77 283
Avances spéciales	745 094	642 199	102 895
Effets escomptés au personnel	13 293	12 778	515
Prêts hypothécaires	1 656 819	1 517 881	138 938
Assurance hypothécaire	39 941	34 634	5 307
Total	3 808 647	3 483 709	324 937

Note 11 – Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires

Cette rubrique enregistre les prêts et avances aux institutions financières monétaires, non monétaires et les créances rattachées. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières non monétaires bancaires	4 704 998	6 570 504	(1 865 506)
Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires	81 068	80 898	170
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux institutions monétaires et non monétaires	22 040	26 887	(4 847)
Réesc compte aux institutions financières monétaires et bancaires	129 334	172 444	(43 110)
Total	4 937 440	6 850 733	(1 913 293)

- **Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières non monétaires bancaires**

Ces prêts ont été octroyés par la BRH sur l'exercice sous revue. Selon les protocoles d'accord et les tableaux d'amortissement signés par la BRH et ces institutions, le remboursement de ces prêts s'étale sur une période de 1 mois à 20 ans selon les modalités définies pour chaque prêt.

- **Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires**

Ce poste correspond aux prêts accordés à la Société Haïtienne d'Epargne (SHEC). Cette institution étant en faillite, la BRH a pris l'option de déprécier la totalité de cette créance.

Note 12 – Immobilisations

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Immobilisations financières	2 136 880	2 063 158	73 722
Immobilisations incorporelles	16 166	25 447	(9 281)
Immobilisations corporelles	4 277 677	3 406 686	870 991
Total	6 430 723	5 495 291	935 432

- **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Titres TELECO	1 923 381	1 923 381	-
Titres BLADEX	213 499	139 777	73 722
			0
Total	2 136 880	2 063 158	73 722

- **Titres de participation TELECO**

Comme sur les exercices précédents, la valeur des titres de participation à la TELECO n'a pas connu de variation et s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)	
Description	Montant
Valeur au coût d'acquisition des titres	13 600
Quote-part des profits nets de la TELECO	1 909 781
Total	1 923 381

Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. Conformément à la méthode de la « mise en équivalence », la BRH a ajusté la valeur comptable de ces titres en y incluant sa quote-part des résultats annuels enregistrés par la TELECO. Cette quote-part a été comptabilisée de 1997 à 2000 sur la base d'états financiers internes de la TELECO non vérifiés. A partir de l'exercice 2001, en raison de l'absence de fiabilité récurrente des états financiers transmis par la TELECO, la BRH a cessé de comptabiliser cette quote-part.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

	Valeurs nettes comptables 30/09/2016	Valeurs nettes comptables 30/09/2015	Variation
Terrains	397 824	397 824	-
Immeubles	729 362	798 989	(69 627)
Matériels et mobilier	11 042	12 690	(1 648)
Matériel Informatique	(22 968)	(26 171)	3 203
Matériels roulants	53 866	62 335	(8 469)
Equipements	84 878	88 351	(3 473)
Installations	5 723	3 816	1 907
Aménagement Ext & Agr	11 650	6 529	5 121
Immobilisations en cours	2 918 995	2 062 323	856 672
Immobilisations temporaires	5 087		5 087
Immobilisations payées d'avance	82 218		82 218
			-
Total	4 277 677	3 406 686	870 991

Note 13 – Autres actifs

Les autres actifs se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Comptes à recevoir	169 173	2 310 349	(2 141 176)
Remises en transit sur le pays	190 739	144 095	46 644
Stock de fournitures de bureau	190 325	17 915	172 410
Stock de billets neufs en transit	487 252	700 832	(213 580)
Frais payés d'avances	309 231	192 994	116 237
Dépôts de cautionnement	470	470	-
Intérêts à recevoir	779	30	749
Autres	3 342 619	1 386 972	1 955 647
Total	4 690 588	4 753 657	(63 069)

- **Comptes à recevoir**

Les recettes fiscales et douanières de l'Etat sont collectées par la BRH qui joue le rôle de caissier de l'Etat. Lorsque la BRH ne dispose pas de succursale dans les lieux de collecte, la Banque Nationale de Crédit (BNC) se charge de la collecte et reverse mensuellement les montants à la BRH.

Le solde de ce poste correspond principalement aux recettes du Trésor Public du mois de septembre 2016, collectées par la BNC et non encore reversées à la BRH. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- **Remises en transit sur le pays**

Les remises en transit représentent le solde des opérations de compensation à la BRH et retracent les chèques qui y sont présentés ou reçus. Le règlement intervient avec un jour de décalage. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- **Stock de billets neufs en transit**

Ce poste est constitué des billets et monnaies neufs non encore émis à la clôture de l'exercice.

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

Le stock de signes monétaires non émis se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015
Stock de billets neufs	177 462	403 364
Stock de pièces de monnaies	309 790	297 468
Total	487 252	700 832

- **Autres**

Ce poste se décompose au 30 septembre 2016 comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Encaisse métallique or et argent	30 071	31 318	(1 247
Dépôt à terme fonds CERA	12 000	12 000	0
Collection pièces or et argent	3 603	3 602	1
Objets d'art	30 729	29 976	753
Musée numismatique	18 160	18 160	0
Valeurs à régulariser par service	2 702 393	565 949	2 136 444
Avances sur commande	156 857	322 116	(165 259)
Autres comptes à recevoir	273 027	351 484	(78 457)
Cpte/rec. dessaisissement des banques	1 673	1 673	0
Avances sur quinzaine	112	283	(171)
Véhicule de fonction/BRH	73 536	50 411	23 125
Avances et acomptes sur immobilisations	40 458		40 458
			0
Total	3 342 619	1 386 972	1 955 647

Le solde est essentiellement constitué des autres comptes à recevoir, des avances sur commande et des valeurs à régulariser par service qui s'établissent respectivement à G.273 millions, G.157 millions et G.2.702 millions au 30 septembre 2016.

Bilan - Passif

Note 14 - Billets et monnaies en circulation

Cette rubrique s'analyse comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Billets émis	42 758 788	36 831 865	5 926 923
Pièces de monnaie émises	10 800		10 800
Encaisse	(5 038 793)	(3 776 770)	(1 262 023)
Total	37 730 795	33 055 095	4 675 700

Au 30 septembre 2016, la situation comptable des billets en circulation correspond à la différence entre le solde du compte billets émis et la situation de l'encaisse.

Note 15 - Comptes d'engagements

Cette rubrique comprend les comptes de dépôts en devises et en gourdes du Gouvernement Haïtien, des institutions financières monétaires bancaires, des institutions bancaires résidentes et non résidentes, des entreprises publiques, les obligations et bons BRH émis. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Engagement en devises	61 210 083	43 807 089	17 402 994
Engagement en monnaie locale	29 294 974	31 407 291	(2 112 317)
Engagement envers le Gouvernement Central	21 435 746	21 081 311	354 435
Bons BRH	11 426 300	5 448 000	5 978 300
Obligations BRH	169 496	2 049 872	(1 880 376)
Total	123 536 599	103 793 563	19 743 036

Les comptes d'engagement sont des comptes de dépôts à vue ouverts à la BRH. Ils sont libellés en Gourdes et en devises. Conformément à l'article 38 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêt. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les bons BRH sont des titres non matérialisés émis par la BRH. Ils ont comme objectif principal, le contrôle de la liquidité bancaire en permettant soit de fournir des liquidités, ou de réduire des liquidités excédentaires.

- **Engagements en devises**

Les comptes engagements en devises de la BRH se décomposent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Engagements envers les autres institutions non résidentes	852 974	766 464	86 510
Engagements envers les institutions bancaires résidentes	59 026 372	41 769 261	17 257 111
Engagements envers les entreprises publiques	1 264 486	1 218 345	46 141
Chèques certifiés et comptes spéciaux Dollars	63 617	50 934	12 683
Engagements en Dollars	61 207 449	43 805 004	17 402 445
Institutions financières monétaires bancaire Euro	2 584	2 044	540
Engagements en Euro	2 584	2 044	540
Compte FMI no 2	51	41	10
Engagements en DTS	51	41	10
Total	61 210 084	43 807 089	17 402 995

Ces engagements en devises n'incluent pas ceux du Gouvernement Central. Ils sont essentiellement constitués d'engagements libellés en dollars et envers les institutions bancaires résidentes qui ont évolué comme suit au 30 septembre 2016 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/16	30/09/15	Variation
Sogebank - Compte clearing US	17 327 601	12 588 911	4 738 690
Sogebel - Compte clearing US	1 074 315	842 226	232 089
Unibank- Compte clearing US	21 243 769	17 007 902	4 235 867
Banque Nationale de Crédit - Compte clearing US	6 288 554	1 598 822	4 689 732
Banque de l' Union Haïtienne - Compte clearing US	3 219 714	1 840 298	1 379 416
Citibank NA. - Compte clearing US	2 368 274	1 972 021	396 253
Banque of Nova Scotia - Compte clearing US	1 856 329	1 254 621	601 708
Capital Bank - Compte clearing US	4 656 878	3 547 128	1 109 750
Banque Populaire Haïtienne - Compte clearing US	873 146	1 013 830	(140 684)
Banque Haïtienne de Développement S.A	(704)	(560)	(144)
B.I.C.H. - Compte clearing US	23	17	6
Sofihdes	1 049	1 923	(874)
Profin SA	132		132
Fonds de développement Industriel - FDI	109 856	88 639	21 217
Le Levier	7 436	13 483	(6 047)
Total	59 026 372	41 769 261	17 257 111

- Engagements en monnaie locale

Les comptes engagements en monnaie locale de la BRH se décomposent comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Dépôts des institutions financières	27 855 980	30 544 663	(2 688 683)
Dépôts entreprises publiques	1 073 596	531 058	542 538
Autres dépôts	365 398	331 570	33 828
Total	29 294 974	31 407 291	(2 112 317)

Les engagements en Gourdes n'incluent pas ceux du Gouvernement Central. Ils sont pour l'essentiel constitués des dépôts des institutions financières qui ont évolué comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Sogebank - Compte clearing Gourdes	5 995 515	4 075 211	1 920 304
Sogebel - Compte clearing Gourdes	33 941	67 302	(33 361)
Unibank S.A - Compte clearing Gourdes	5 782 695	9 507 795	(3 725 100)
Banque Nationale de Crédit - Compte clearing Gourdes	11 684 083	9 376 192	2 307 891
Banque de l' Union Haïtienne - Compte clearing Gourdes	816 515	705 510	111 005
Citibank NA. - Compte clearing Gourdes	853 400	1 340 523	(487 123)
Banque of Nova Scotia - Compte clearing Gourdes	1 307 500	1 041 299	266.201
Capital Bank - Compte clearing Gourdes	890 266	1 861 032	(970 766)
Banque Populaire Haïtienne - Compte clearing Gourdes	417 686	352 338	65 348
Autres institutions financières	74 379	2 217 461	(2 143 082)
Total	27 855 980	30 544 663	(2 688 683)

• Engagements envers le Gouvernement

Les comptes d'engagements envers le Gouvernement central sont constitués de comptes de dépôts, de comptes spéciaux et du déficit du Trésor Public qui s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Dépôts Gouvernement Central (Dollar)	10 973 261	10 889 222	84 039
Dépôts Gouvernement Central (Euro)	2 757	11 029	(8 272)
Dépôts Gouvernement Central (Gourde)	7 430 974	13 702 115	(6 271 141)
Dépôts collectivités locales (Gourde)	140 883	25 699	115 184
			0
Sous-total Dépôts	18 547 875	24 628 065	(6 080 190)
Comptes spéciaux (Gourde)	2 810 635	2 770 245	40 390
Déficit budgétaire du trésor Public (Gourde)	77 235	(6 316 999)	6 394 234
Total	21 435 746	21 081 311	354 435

- Comptes de dépôts

Ce poste enregistre les opérations courantes du Gouvernement Central (dépôts, retraits et virements).

- Comptes spéciaux

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Compte spéciaux trésor pension civile	2 579 197	1 388 913	1 190 284
Trésor publique fonds en Fideicomis	142 817	130 514	12 303
TP Cpte Spéc - Obligation / Invest Publique	-	1 110 835	(1 110 835)
Fonds spécial dette externe	87 905	138 616	(50 711)
Autres mairies du Nord	716	1 367	(651)
Total	2 810 635	2 770 245	40 390

. Compte spécial Trésor Pension Civile

Ce compte enregistre les prélèvements effectués, sur ordre du Trésor Public, sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH. Ces prélèvements sont destinés aux fonds de pension des fonctionnaires de l'Etat.

. *Trésor Public, fonds en fidéicommis*

Ce compte enregistre les fonds du Trésor Public placés en fidéicommis. Ce compte est alimenté par les prélèvements effectués sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH.

. *Trésor Compte spécial - Obligations sur investissements publics*

Ce compte enregistre les fonds issus de l'émission des bons du Trésor Public dans le cadre du règlement des arriérés des sociétés de constructions ;

- **Déficit Trésor Public**

Ce poste s'analyse comme suit :

	(En milliers de Gourdes)	
	30/09/2016	30/09/2015
Déficit cumulé non consolidé au 30/09/2015	(6 316 999)	(491 087)
Consolidation au 24 Aout 2016	6 316 999	
Dépenses de fonctionnement du Trésor Public	(78 816 742)	(75 936 603)
Recettes Public 2016	82 307 567	75 943 767
Fonds de financement du trésor Public	(3 413 590)	(5 833 076)
Déficit cumulé 2016	77 235	(6 316 999)

L'article 2 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH précise que la Banque pour objet « d'exercer toutes les activités de Banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit ».

A cet effet, les recettes douanières, les recettes internes (recettes perçues par la Direction Générale des Impôts) et les recettes diverses (frais payés à l'immigration pour les passeports, les prélèvements effectués sur les salaires des employés pour les assurances du secteur public, frais de visa, permis de séjour,...) sont collectées dans les différents guichets de la BRH pour le compte de l'Etat.

Les dépenses budgétaires du personnel, de fonctionnement et les subventions de l'Etat sont effectuées par la BRH sur ordre de l'Etat.

Le déficit budgétaire correspond à la différence entre les recettes collectées par la BRH et les dépenses effectuées par la BRH, pour le compte de l'Etat.

Dans le cadre de la restructuration des actifs de la BRH, les créances de la BRH sur l'Etat y compris les déficits budgétaires cumulés antérieurs à l'exercice 2012 avaient fait l'objet d'une consolidation et avaient été reclassés dans un compte d'attente « Avances à consolider ».

Une nouvelle consolidation des créances de la BRH sur l'Etat Haïtien a eu lieu sur 2016. Cette consolidation porte sur les avances à consolider au 30 septembre 2011, sur les déficits cumulés du Trésor de 2012 à 2015 et sur les arriérés d'intérêts sur avances à consolider au 30 septembre 2015.

- **Bons BRH**

Les bons BRH émis se décomposent comme suit, au 30 septembre 2016, par soumissionnaire :

(En milliers de Gourdes)

Soumissionnaires	30/09/2016	30/09/2015
BNC	8 550 000	4 275 000
Sogebank	450 000	-
Citibank	718 300	500 000
Unibank	-	-
Capital Bank	410 000	150 000
Le Levier	767 000	456 000
BPH	520 000	50 000
KOTELAM	-	7 000
LE Garant	7 000	6 000
Caisse Ste Anne	4 000	4 000
Total	11 426 300	5 448 000

Les bons BRH sont émis par adjudication à des échéances de 7 ou 28 ou 91 jours. Les intérêts sont précomptés et calculés au prorata temporis.

A la date de communication des résultats de l'adjudication, une dette constituée par la valeur totale des bons attribués, est constatée dans les comptes de la BRH en contrepartie :

- des comptes courants des soumissionnaires pour le montant net ;
- d'un compte de charge constatée d'avance (« Frais différés bons BRH ») pour le montant des intérêts précomptés.

A l'échéance, la dette constatée lors de l'adjudication est soldée par le compte courant du soumissionnaire et les intérêts débiteurs précomptés sont enregistrés en charge.

Le solde a évolué comme suit, par échéance :

(En milliers de Gourdes)

Echéance	30/09/2016	30/09/2015
7 Jours	1 886 300	1 000 000
28 Jours	186 000	2 000
91 Jours	9 354 000	4 446 000
Total	11 426 300	5 448 000

Toutes ces opérations se sont apurées à échéance sur la période subséquente.

- **Obligations BRH**

Les obligations BRH se détaillent comme suit :

(En milliers de gourdes)

Obligations	Echéance	30/09/2016
Banque Nationale de Crédit	91 jours	54 197
Banque de l'Union Haïtienne	91 jours	93 821
Banque Nova Scotia	91 jours	50
Capital Bank	91 jours	11 900
Profin SA	91 jours	9 528
Total		169 496

Les obligations BRH sont des titres servants à faciliter la transmission directe des taux d'intérêt, à contenir la volatilité du taux de change et à absorber davantage de liquidités du système bancaire.

Le montant de l'émission de l'obligation BRH est fonction des objectifs fixés lors des réunions hebdomadaires du comité d'adjudication des bons BRH. Cet instrument de dette est émis par la BRH en utilisant les services des banques commerciales et de certaines caisses populaires comme intermédiaires, en échange de frais de commission.

Le taux d'intérêt est constitué de deux composantes: l'une fixe et l'autre variable représentant le coefficient d'indexation de la période. Ce dernier est la variation du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain (TMA) entre la date d'émission des titres et leur date d'échéance. Ces intérêts sont payables selon la maturité.

Note 16 – Engagements envers le FMI

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)					
	30/09/2016		30/09/2015		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
DTS alloués	78 507 957	7 181 615	78 507 957	5 746 237	1 435 378
Facilité Elargie de Crédit	46 332 000	4 238 278	47 970 000	3 511 070	727 208
Total	124 839 957	11 419 893	126 477 957	9 257 307	2 162 586

- **DTS alloués**

Ce sont des DTS alloués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part.

- **Facilité Elargie de Crédit**

Au 30 septembre 2016, ce poste est constitué des tirages au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) accordée à l'Etat Haïtien.

En tant qu'intermédiaire entre le FMI et l'Etat, la BRH reçoit les tirages en devises effectués par la République d'Haïti auprès du FMI et règle en devises les échéances. La contre-valeur en Gourdes des tirages est reversée à l'Etat.

Au 30 septembre 2016, les variations de l'exercice ont porté sur les opérations ci-après :

	En DTS
Solde au 30/09/2015	47 970 000
Annulation (-)	
Régularisation Tirages (2016)	(1 638 000)
Tirage (2015)	
Remboursement (-)	-
Solde au 30/09/2016	46 332 000

Note 17 - Contributions et engagements de l'Etat Haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux

Cette rubrique correspond essentiellement à la contrepartie au passif des participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2016 :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	3 265 275	2 422 391	842 884
Banque Internationale pour la reconstruction et le Développement (BIRD)	353 321	281 105	72 216
Banque caribéenne de Développement (BCD)	216 084	171 919	44 165
Association Internationale de Développement (IDA)	72 302	57 620	14 682
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	205 786	163 725	42 061
Société Internationale de Financement (SFI)	53 871	42 860	11 011
Agence de Garantie des Investissement Multilatéraux (MIGA)	30 298	24 105	6 193
Sous-total	4 196 937	3 163 725	1 033 212
Dépôts des organismes internationaux	1 016 791	721 347	295 444
Total	5 213 728	3 885 073	1 328 655

Les comptes de dépôts des autres organismes concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.

Note 18 - Autres passifs

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2015 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Provisions pour boni	125 394	111 619	13 775
Provisions pour vérificateurs externes	14 374	11 787	2 587
Provisions pour prime des caissiers	12 029	10 699	1 330
Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale	1 025 490	990 173	35 317
Salaires à payer	7 847	15 041	(7 194)
Compte à payer	150 147	184 714	(34 567)
Chèque de direction	114 357	61 383	52 974
Fonds non sujets à emploi	535 919	436 343	99 576
Divers créditeurs	2 277 179	494 461	1 782 718
Dépôts et consignations	595	595	-
Allègement dette FMI après catastrophe	7 443 001	6 960 896	482 105
Compte transit exercice fiscal/ chèques en circulation	1 500 000	-	1 500 000
Autres	128 024	163 514	(35 490)
Total	13 334 356	9 441 225	3 893 131

- Provisions pour boni**

Ce compte enregistre la provision pour boni à payer au personnel de la banque.

Conformément à l'article 154 du Code du Travail de la République d'Haïti, ce boni est payé lors de la deuxième quinzaine de mois de décembre et représente 1/12 du salaire et autres avantages reçus par l'employé au cours de l'année. Le boni est grevé d'une retenue à la source libératoire de 10 % qui est versée à la Direction Générale des Impôts dans la quinzaine qui suit le prélèvement.

- Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale**

Ce poste est constitué essentiellement de la provision pour obligation de fin de service et s'analyse comme suit au 30 septembre 2016 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Provisions pour obligation fin de service	1 024 319	989 662	34 657
Provisions spéciales	1 171	511	660
Total	1 025 490	990 173	35 317

Les provisions pour obligation fin de service sont octroyées au personnel qui part à la retraite. Selon les textes, cette provision est dotée mensuellement à hauteur de 1 % des salaires.

Elles peuvent s'analyser comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	Solde au 30/09/2015	Dotations	Paiement aux employés	Solde au 30/09/2016
Provisions pour obligation fin de service	989 662	84 043	49 386	1 024 319

- **Compte à payer**

Ce poste enregistre les sommes dues par la BRH au titre des dettes fournisseurs et des provisions diverses constituées par le service des ressources humaines. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2016 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Cautionnement	10 267	9 397	870
Fournisseurs	34 758	35 555	(797)
Retenues de garantie	59 846	46 301	13 545
Provisions dettes estimatives	7 117	16 108	(8 991)
Provisions diverses ressources humaines	33 820	34 115	(295)
Intérêts à payer	4 340	43 238	(38 898)
Total	150 148	184 714	(34 566)

- **Fonds non sujets à emploi**

Le poste « Fonds non sujets à emploi » se décompose comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Chèques certifiés BRH non réclamés	64 411	64 411	-
Chèques de direction BRH - non réclamés	24 276	17 248	7 028
Fonds délaissés	386 782	306 536	80 246
Chèques en devises BRH en circ. Plus d'un an	60 069	47 776	12 293
Valeurs saisies	381	372	9
Total	535 919	436 343	99 576

Ce poste enregistre essentiellement :

- des chèques (chèques certifiés, chèques de direction et chèques en devises) non réclamés par leurs bénéficiaires pour G.149 millions ;
- les fonds délaissés pour G.387 millions et qui sont relatifs aux comptes non mouvementés dans les banques commerciales. Ces fonds sont transférés à la BRH qui est chargée de les conserver dans l'attente d'une éventuelle réclamation des titulaires de comptes.

- **Divers créditeurs**

Le poste « Divers créditeurs » se décompose comme suit :

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Prélèvement assurance	7	7	-
Prélèvement retenue boni	841	676	165
Prélèvement impôt sur le revenu	4	18	(14)
Prélèvement sécurité sociale	-	409	(409)
Fonds de pension BRH	307 250	8 559	298 691
Intérêts sur titres ONA/DOUANE	947	793	154
Fonds de pension ex-BNDAI	377	377	-
Recettes ex-BNDAI	52 915	44 095	8 820
Dépôt à terme fonds ex-BNDAI	12 000	12 000	0
Valeurs à régulariser par service	1 833 997	298 378	1 535 619
Fonds divers USD	57 124	111 167	(54 043)
Valeurs à régulariser par Services USD	8 146	15 836	(7 690)
Rente Pensionnaires TELECO	3 572	2 146	1 426
Total	2 277 180	494 461	1 782 719

- **Fonds de pension BRH**

Ce compte enregistre les contributions de la BRH et de ses employés au titre du plan de pension des agents assujettis au Fonds. Des prélèvements sont effectués sur les salaires et primes des employés actifs assujettis au Fonds de pension, auxquels s'ajoute la contribution de la Banque représentant 15% du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de pension.

Cette provision alimente le Fonds en vue de procurer une rente mensuelle aux employés qui sont retraités selon les prescrits du Fonds de pension de la BRH.

Sur les exercices précédents, la BRH participait conjointement à ce Fonds avec la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire de Haïti (BPH). Depuis le mois d'avril 2011, la BRH s'est retiré du fonds commun de retraite et a pris la décision de constituer son propre fonds.

Le solde du compte a évolué sur l'exercice 2016 :

	(En milliers de Gourdes)	
	30/09/2016	30/09/2015
Solde d'ouverture	8 559	743 210
Augmentation (+)	596 203	1 769 744
Diminution (-)	297 512	2 504 395
Solde de clôture	307 250	8 559

Les augmentations enregistrés par le Fonds sont essentiellement constituées à hauteur de :

- G.300 millions d'une alimentation décidée par le Conseil
- G.295 millions par les cotisations des employés et la quote-part de la BRH,
- G.1 million de diverses alimentations du fonds

Les diminutions enregistrées par le Fonds sont essentiellement constituées à hauteur de :

- G.550 millions d'investissements auprès de la BUH (DAT de G.100 millions), Capital Bank (DAT de G.100 millions),
- G.98 millions d'allocation aux pensionnaires.
- **Valeurs à régulariser service**

Le compte « Valeurs à régulariser service » enregistre des opérations initiées par un service et pour lesquelles un traitement définitif est en attente.

- **Fonds divers USD**

Ce compte enregistre principalement les commissions sur transferts internationaux prélevées par les banques commerciales et les sociétés financières pour le compte de l'Etat haïtien. Ces commissions sont transférées dans ce compte dans l'attente de leur reversement à l'Etat Haïtien sur une base mensuelle.

• **Allègement dette FMI après catastrophe**

Ce montant correspond principalement à l'annulation de la dette du FMI dont a bénéficié l'Etat Haïtien en 2010 au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance.

Le 21 juillet 2010, le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a décidé l'annulation totale de l'encours des engagements d'Haïti envers le FMI, pour un montant de 178 millions de DTS, soit 268 millions de dollars.

A ce titre un compte bloqué intitulé « Allègement de dette du FMI après catastrophe » a été ouvert dans les livres de la BRH au nom du Gouvernement Haïtien.

Ce compte est destiné à financer des projets de reconstruction de bâtiments administratifs, de logements sociaux et de mise en place de fonds d'aide (fonds de garantie, fonds de stabilisation des taux d'intérêts sur prêts au logement).

• **Autres**

Le poste « Autres » est essentiellement constitué des comptes de dépôts des employés de la BRH et décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/16	30/09/16	Variation
Autres comptes à payer - Caution El Rancho	250	250	-
Autres assurances véhicules	122	122	-
Dépôt employés BRH Conseil d'Administration	5 989	3 297	2 692
Dépôt employés Cadre direction	88 776	118 890	(30 114)
Dépôt employés Cadre exécution	23 544	32 040	(8 496)
Dépôt employés Cadre de support	1 015	603	412
Dépôt employés Hors cadres	1 749	2 105	(356)
Dépôt pensionnaires BRH	2 004	937	1 067
Personnel, avances et autres	4 576	5 270	(694)
Total	128 025	163 514	(35 489)

Note 19 – Réserve de réévaluation de change

La réserve de réévaluation de change enregistre les bénéfices ou les pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs ou des engagements de la BRH, comme stipulé dans l'article 56 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH.

Elle s'élève à G. 17.334 millions au 30 septembre 2015, contre G.10.203 millions au 30 septembre 2015, soit une hausse de G.7.132 millions. Cette variation correspond à la différence de réévaluation nette des comptes en devises sur l'exercice 2016, à l'exception des comptes libellés en DTS.

Note 20 – Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et les gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

La situation dans les livres de la BRH au 30 septembre 2016 s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

Solde au 30/09/2015 (a)	Gains latents (+) (b)	Pertes latentes (-) (c)	Résultat net latent (b) - (c) = (d)	Ecart de réévaluation net (e)	Solde au 30/09/2016 (a) + (d) + (e)
(5 133 444)	6 415 092	(3 198 518)	3 216 574	(1 149 616)	(3 066 486)

- **Résultat net latent**

Les gains et pertes latents constatés résultent de l'évaluation mensuelle à la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille de la BRH placés en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille. Conformément aux règles et méthodes comptables en vigueur, la BRH ne constate pas au résultat ces gains et pertes.

- **Ecart de réévaluation net**

Le compte de « réserves générales » est libellé en USD et fait l'objet de réévaluations mensuelles. Ce montant correspond à l'écart net de réévaluation des soldes mensuels.

Note 21 – Réserve de réévaluation de l'or

Les avoirs en or sont réévalués mensuellement à leur juste valeur, sur la base du cours de l'once d'or issu de Bloomberg et converti en Gourdes au cours indicatif du Dollar US du dernier jour du mois écoulé.

La situation dans les livres de la Banque Centrale au 30 septembre 2016 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)				
	Encours au 30/09/2015	Plus-Values	Moins-Value	Encours au 30/09/2016
Réserve de réévaluation or	775 311	972 027	60 976	1 686 362

Note 22 – Réserve allocation spéciale retraite

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2016 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Réserve allocation spéciale retraite	428 947	381 703	47 244

Cette réserve fait l'objet d'une dotation mensuelle qui équivaut à 5 % du profit mensuel de la Banque.

Note 23 - Capital et réserves

Le capital et les réserves sont restés stables et s'analysent comme suit :

	(En milliers de Gourdes)
	30/09/2016
Capital	50 000
Réserve légale	74 453
Réserves spéciales	412 825
Réserve pour réévaluation d'immeubles	719 004
Total	1 256 282

- **Capital social**

Conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1979 créant la Banque de la République d'Haïti, le capital social autorisé de la BRH est fixé à G.50 millions. Il peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

- **Réserve légale**

La réserve légale est dotée à hauteur de 10 % des profits nets.

- **Réserves spéciales**

Les réserves spéciales sont destinées à des fins d'investissement, de placement et d'extension etc. Elles sont dotées à hauteur de 65 % des profits nets.

- **Réserves pour réévaluation d'immeubles**

Les réserves pour réévaluation d'immeubles correspondent aux surplus nets de réévaluation :

- des immeubles en 2006 et suite au séisme en 2010,
- des terrains en 2010,

Le solde se décompose comme suit (en milliers de Gourdes) :

Description	30/09/2016
Immeubles	704 557
Terrains	14 447
	719 004
	=====

Note 24 - Résultat des exercices antérieurs

Cette rubrique enregistre essentiellement les résultats cumulés des exercices antérieurs à l'exercice 2016.

Ce poste a évolué comme suit :

	En milliers de gourdes			
	Solde au 30/09/2015	Résultat de l'exercice précédent	Paiement de dividendes	Solde au 30/09/2016
Résultat exercices antérieurs	(1 584 214)	26 406	(157 174)	(1 714 982)

Informations sur le compte de pertes et profits

Note 25 - Résultat net d'intérêts

Le résultat net d'intérêts se décompose comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Produits d'intérêts	4.334.459	4 065 979	268.480
Produits sur les avoirs dans les banques résidentes	46.837	5 803	41.034
Revenus sur avoirs en devises étrangères	46.837	5 803	41.034
Produits sur portefeuille en titres	2.874.685	2 760 899	113.786
Produits sur opérations de crédit	1.412.937	1 299 277	113.660
Intérêts sur prêts au gouvernement	1.099.847	1 099 847	-
Intérêts sur avances au gouvernement	86	135	(49)
Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires	125.541	62 965	62.576
Intérêts sur avances entreprises publiques	8	-	8
Intérêts sur prise en pension bons BRH	-	1 467	(1.467)
Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel	58.217	61 002	(2.785)
Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés	3.102	426	2.676
Intérêts acquis/perçus sur effets hypothécaires	60.826	51 208	9.618
Intérêts sur obligations post sandy	65.310	22 227	43.083
			0
Charges d'intérêts	1.551.356	885 365	665.991
			0
Charges sur opérations de crédit	1.551.356	885 365	665.991
			0
Intérêts débiteurs payés sur bons BRH	1.268.591	582 317	686.274
Ajustement Evaluation de change versée	8.345	258 086	(249.741)
Autres dépenses d'intérêts	274.420	44 962	229.458
Total	2.783.103	3 180 614	(397.511)

Informations sur le compte de pertes et profits

Note 25 - Résultat net d'intérêts

Le résultat net d'intérêts se décompose comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Produits d'intérêts	4.334.459	4 065 979	268.480
Produits sur les avoirs dans les banques résidentes	46.837	5 803	41.034
Revenus sur avoirs en devises étrangères	46.837	5 803	41.034
Produits sur portefeuille en titres	2.874.685	2 760 899	113.786
Produits sur opérations de crédit	1.412.937	1 299 277	113.660
Intérêts sur prêts au gouvernement	1.099.847	1 099 847	-
Intérêts sur avances au gouvernement	86	135	(49)
Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires	125.541	62 965	62.576
Intérêts sur avances entreprises publiques	8	-	8
Intérêts sur prise en pension bons BRH	-	1 467	(1.467)
Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel	58.217	61 002	(2.785)
Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés	3.102	426	2.676
Intérêts acquis/perçus sur effets hypothécaires	60.826	51 208	9.618
Intérêts sur obligations post sandy	65.310	22 227	43.083
			0
Charges d'intérêts	1.551.356	885 365	665.991
			0
Charges sur opérations de crédit	1.551.356	885 365	665.991
			0
Intérêts débiteurs payés sur bons BRH	1.268.591	582 317	686.274
Ajustement Evaluation de change versée	8.345	258 086	(249.741)
Autres dépenses d'intérêts	274.420	44 962	229.458
Total	2.783.103	3 180 614	(397.511)

- **Produits sur portefeuilles de titres**

Les produits sur portefeuilles de titres sont constitués des intérêts sur les placements en devises à l'étranger.

Ces produits sont passés de G.2.761 millions au 30 septembre 2015 à G.2.875 millions au 30 septembre 2016, soit une hausse de G.114 millions.

- **Produits sur opérations de crédit**

Les produits sur opérations de crédit sont essentiellement constitués par le montant annuel de G.1,100 millions versé par le Trésor Public à la BRH, au titre d'intérêts sur sa dette interne, comme stipulé dans l'article 4 du protocole entre le MEF et la BRH en date du 30 septembre 2009.

- **Charges d'intérêts**

- ***Intérêts payés sur bons BRH***

Ce compte enregistre les intérêts payés par la BRH sur les bons qu'elle émet. Les intérêts payés en rémunération de ces bons sont précomptés et enregistrés dans un compte de frais différés à l'actif lorsqu'ils sont courus et non encore échus et transférés dans ce compte de dépense à l'échéance.

Au 30 septembre 2016, les intérêts payés sur bons BRH s'établissent à G.1.269 millions contre G.582 millions sur l'exercice précédent, soit une hausse de G.686 millions.

Note 26 - Résultat sur ventes de valeurs mobilières

Le résultat sur ventes de valeurs mobilières s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

Résultats sur ventes de valeurs mobilières	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Gains sur ventes de valeurs mobilières	1.362.038	227 225	1.134.813
Pertes sur ventes de valeurs mobilières	65.020	(120 176)	185.196
Total	1.427.058	107 049	1.320.009

Ce poste enregistre les gains et les pertes résultants des ventes des titres détenus dans le portefeuille de la BRH en gestion déléguée.

Au 30 septembre 2016, le résultat sur les ventes de valeurs mobilières est un gain qui s'élève à G.1.427 millions, contre un gain de G. 107 millions au 30 septembre 2015.

Note 27 - Autres produits

Les autres produits comprennent essentiellement les frais de virement perçus de la clientèle, les commissions et agios sur les chèques, sur les transferts et sur les lettres de crédit. Les autres produits ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
FRAIS DE SERVICE/COM& AGIO	-	306	(306)
COM. AGIOS CHEQUES & TRANSFERTS	70 959	55 737	15 222
COM.AGIOS LETTRES DE CREDIT	6 660	789	5 871
REVENUS SUR VIR. BANCAIRE SPIH	40 888	40 309	579
PENALITES PR INSUFFISANCE DE RESERVE	84 925	347	84 578
PENALITES PR RETARD EXPED. RAPPORTS	261	495	(234)
PENALITES PR. POSITION DE CHGE.N/REG	70 512	372	70 140
REVENU/DIVERS/SURPLUS	2		2
VENTES DE CARNETS DE CHEQUES	1 371	1 432	(61)
CAFETERIA/REVENU	2 466	2 173	293
AMENDES	857	722	134
LOCATIONS DE VOITURES BLINDEES	1 135	639	496
REVENUS DIVERS- AUTRES	124 946	96 754	28 192
Total	404 982	200 075	204 907

Note 28 – Charges d'exploitation générale

Les charges d'exploitation générale ont évolué comme suit :

	(En milliers de Gourdes)			
	30/09/2016	30/09/2015	Variation	
			Valeur	%
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie	280 108	335 378	(55 270)	(16%)
Rémunérations et charges sociales	2 876 758	2 204 503	672 255	30%
Dépenses administratives	699 378	529 952	169 426	32%
Dotation aux amortissements	175 405	258 241	(82 836)	(32%)
Perte	-	-	-	
Dépenses relatives à la gestion des actifs	110 358	78 794	31 564	40%
Dons	84 853	75 034	9 819	13%
Dépenses Extraordinaires	53 132	938	52 194	5 564%
Dotations pour mauvaises créances	4 793	6 046	(1 253)	(21%)
Dotations pour risques et charges	-	-	-	
Total	4 284 785	3 488 886	795 899	23%

- **Rémunérations et charges sociales**

Les rémunérations et charges sociales se détaillent comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Salaires et autres compensation	1 824 988	1 605 685	219 303
Bénéfices sociaux	397 635	296 193	101 442
Contributions - Fonds de retraite	477 433	155 021	322 412
Contribution Prestation Fin de Service	52 239	27 685	24 554
Formation	112 186	102 991	9 195
Autres	12 277	16 928	(4 651)
Total	2 876 758	2 204 503	672 255

- **Salaires et autres compensations**

Ce poste enregistre les salaires de base, les heures supplémentaires et autres gratifications.

- **Contributions - Fonds de retraite**

Ce compte enregistre la part employeur des contributions au fonds de pension des agents de la BRH. Cette contribution s'établit à 15 % du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de Pension.

- **Autres**

Ce poste enregistre essentiellement les congés payés aux agents partis en congés durant la période et la dotation de l'obligation de fin de service.

• **Dépenses administratives**

Les dépenses administratives se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2016	30/09/2015	Variation
Communication Intérieure	23 770	18 745	5 025
Communication extérieure	24 096	27 922	(3 826)
Communication poste	4 317	4 317	0
Papeterie et fournitures de bureau	14 396	12 958	1 438
Carburant & Lubrifiant	63 352	53 628	9 724
Honoraires professionnels	103 562	84 045	19 517
Electricité	64 190	54 272	9 918
Eau	1 555	1 726	(171)
Dép. Adm. Meubles et Matériels de bureau	588	441	147
Dép. Adm. Frais Légaux	197	144	53
Dép. Adm. Frais de services	9 168	6 328	2 840
Cotisation d'Haïti aux diverses institutions	3 018	2 187	831
Autres frais généraux	58 754	54 958	3 796
Transport de fonds	24 652	8 953	15 699
Locations diverses	9 691	10 677	(986)
Allocations spéciales	27 667	27 677	(10)
Indemnité spéciale retraite	47 244	14 029	33 215
Allocation BNC	18 000	18 000	-
Appui Financier aux Institutions & Organismes	14 290	912	13 378
Sport & loisirs	3 093	2 602	491
Assistance au Personnel Funérailles	3 247	2 964	283
R.P. Anniversaire	140	138	2
R.P. Fête fin d'année	14 812	13 005	1 807
Réception et collation	5 264	4 994	270
Publicité	56 128	21 549	34 579
Livres/Périodiques/ Journaux	14 826	14 003	823
Relations publiques	6 880	5 306	1 574
Promotion et vulgarisation	32 537	25 568	6 969
Cafétéria	17 369	14 681	2 688
Utilisation véhicule de fonction	32 579	23 223	9 356
Total	699 382	529 952	169 430

Divers

Note 29 - Opérations avec les parties liées

La BRH désigne comme parties liées les membres du Conseil d'Administration, l'Etat Haïtien, ainsi que le personnel de direction comprenant le Gouverneur, le Gouverneur-Adjoint, le Directeur Général et les autres hauts responsables de direction de la Banque.

La BRH est dirigée par un Conseil d'administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Le Conseil est composé :

- du Gouverneur, qui remplit la fonction de Président du Conseil,
- du Gouverneur-Adjoint, qui remplit la fonction de Vice-président du Conseil,
- de trois (3) membres, dont l'un exerce la fonction de Directeur Général.

Les transactions effectuées avec les membres du Conseil d'administration sont essentiellement des prêts et avances. Les membres du Conseil d'administration ne bénéficient pas de prêts ou avances qui ne soient pas accessibles aux autres membres du personnel. Ces prêts et avances ont évolué comme suit :

	(En milliers de Gourdes)	
	2016	2015
Avances	16 105	66 722
Prêts hypothécaires	27 968	39 255
Total	44 071	105 977

Note 30- Procédure judiciaire

Au 30 septembre 2016, le risque financier des actions en justice contre la BRH s'élève à G.1.331 millions.

Note 31 - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

LISTE DES CIRCULAIRES

Date de parution	OBJET	Date d'entrée en vigueur
2015-2016		
Circulaire 106		
11 Décembre 2015	Relative à la constitution de réserves obligatoires et aux taux à appliquer sur les prêts octroyés à l'aménagement des zones franches et des parcs industriels	11 Décembre 2015
Circulaire 106 .1		
7 Juin 2016	Relative à l'octroi des crédits commerciaux aux zones franches	15 Juin 2016
Lettre-Circulaire 09-1		
7 Juin 2016	Relative à la restructuration des prêts octroyés au secteur hôtelier	15 Juin 2016
Lettre-Circulaire 03-1		
7 Juin 2016	Relative à la gestion du risque de change	1er Juillet 2016
Circulaire 108		
15 Juin 2016	Relative à la constitution de réserves obligatoires sur les fonds utilisés pour l'octroi des crédits au secteur agricole	15 Juin 2016

ANNEXE JURIDIQUE

CONSEILS D'ADMINISTRATION

BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BNRH)

MONITEUR # 84 DU 25 SEPTEMBRE 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :

Gaston Margron
C.E. Van Waterschoodt
Emmanuel Thézan *
Christian Aimé *
A.M. Herres

MONITEUR # 27 DU 21 MARS 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

MONITEUR # 22 DU 4 MARS 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

MONITEUR # 93 DU 29 SEPTEMBRE 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :

Christian F. Aimé *
Arthur M. Herres
Victor M. Coicou *
Arsène E. Magloire
J. Frédéric Magny *

MONITEUR # 23 DU 11 MARS 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :

Silvère Pilié *
Maurice Télémaque *
François Auguste *
Jean Méhu
Robert Bonhomme

MONITEUR # 114 DU 17 OCTOBRE 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

MONITEUR # 2 DU 4 JANVIER 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :
Maurice Télémaque *
Antonio André *
François Auguste *
Marcel Vaval
Jean Pierre Mompont

MONITEUR # 8 DU 23 JANVIER 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :
Antonio André *
Joseph Chatelain *
Louis Smith *
Vilfort Beauvoir
Lebert Jean Pierre

MONITEUR # 113 DU 27 NOVEMBRE 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :
Antonio André*
Vilfort Beauvoir
François Murat *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 110 DU 26 NOVEMBRE 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :
Antonio André *, Président et Directeur Général
Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur
François Murat *, Membre et Directeur Commercial
Noé Fourcand, Membre
Jean Magloire, Membre

MONITEUR # 82 DU 5 OCTOBRE 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :
Antonio André *
Léon Mirambeau
René Adrien *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 75 DU 30 OCTOBRE 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

MONITEUR # 69-A DU 9 SEPTEMBRE 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BRH)

MONITEUR # 76-B DU 27 SEPTEMBRE 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 42 DU 21 JUILLET 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :

Gérard Martineau, Gouverneur *
Raoul Berret, Gouverneur Adjoint
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 12 DU 8 FÉVRIER 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :

Marcel Léger, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 51 DU 14 JUILLET 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 87-A DU 16 DÉCEMBRE 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

André Josaphat, Membre *

MONITEUR # 26 DU 18 AVRIL 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Stanley Théard, Membre

MONITEUR # 70 DU 6 OCTOBRE 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Gérard Pierre-Louis, Membre

MONITEUR # 43 DU 20 JUIN 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :

Jean Claude Sanon, Gouverneur *
Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *
Félix Gaston, Directeur Général *
Stanley Théard, Membre
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 19 DU 27 FÉVRIER 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :

Onill Millet, Gouverneur *
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Sully Belancourt, Directeur Général *
Joseph Lagroue, Membre *
Guy A. Douyon, Membre

MONITEUR # 57 DU 30 JUIN 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

MONITEUR # 71-A DU 11 AOÛT 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et
M. Gérard Noël *, Membre.

MONITEUR # 85-A DU 29 SEPTEMBRE 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Eddy V. Etienne, Directeur Général *
Yvon Guirand, Membre
Ernst Nicolas, Membre *

MONITEUR # 48 DU 26 JUIN 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Charles Beaulieu, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
Fritz Laurenceau, Membre *

MONITEUR # 30 DU 29 MARS 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

MONITEUR # 68-A DU 6 AOÛT 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :

Charles Beaulieu, Gouverneur *
Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *
Joachim Noel, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
René Durand, Membre *

MONITEUR # 28-A DU 1ER AVRIL 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :

Roger Pérodin, Gouverneur *
Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Venel Joseph, Membre *

MONITEUR # 94-A DU 2 DÉCEMBRE 1991

Arrêté du 25 novembre 1991

Bonivert Claude, Gouverneur *
Fritzner Beauzile, Vice Président *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Serge Pérodin, Membre *

MONITEUR D'OCTOBRE 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :

Roger Pérodin, Président *
Bonivert Claude, Membre *
Monique Ph. Thébaud, Membre *
Venel Joseph, Membre *
Dumas Benjamin, Membre *

MONITEUR # 99 DU 15 DÉCEMBRE 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur
Fred Joseph, Vice-Gouverneur
Roland Pierre, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Henry Cassion, Membre

MONITEUR # 9 DU 31 JANVIER 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

MONITEUR # 12 DU 12 FÉVRIER 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur
Roland Pierre, Gouverneur Adjoint
Henry Cassion, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Max Etienne, Membre *

MONITEUR # 71 DU 30 AOÛT 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*
Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*
Réginald Mondésir, Directeur Général
Gladys Péan, Membre
Yvon Guirand, Membre

MONITEUR # 22 DU 27 AVRIL 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Charles Castel, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Georges Henry Fils, Membre

MONITEUR # 86 DU 30 SEPTEMBRE 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur

Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint

Marc Hébert Ignace, Directeur Général*

Rémy Montas, Membre

Fritz Duroseau, Membre

MONITEUR # 162 DU 16 NOVEMBRE 2011

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Charles Castel, Gouverneur*

Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint

Jean Baden Dubois, Directeur Général*

Fritz Duroseau, Membre*

Georgette Jean-Louis, Membre

MONITEUR # 243 DU 22 DÉCEMBRE 2015

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Jean Baden Dubois, Gouverneur*

Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint

Georgette Jean-Louis, Directeur Général*

Ronald Gabriel, Membre*

Yamilée Champagne, Membre

MONITEUR # 155 DU 29 AOÛT 2016

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Jean Baden Dubois, Gouverneur*

Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint

Georgette Jean-Louis, Directeur Général*

Ronald Gabriel, Membre*

Fritz Duroseau, Membre*

* Cadre de la BNRH ou de la BRH

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau I.1 // Produit intérieur brut par branche d'activité économique [en millions de gourdes de 1986-87]

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
Secteur primaire	3,317.0	3,393.0	3,141.0	3,317.0	3,315.0	3,282.0	3,237.0	3,378.0	3,330.0	3,151.0	3,246.0
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3,302.0	3,378.0	3,125.0	3,300.0	3,298.0	3,262.0	3,220.0	3,360.0	3,311.0	3,131.0	3,226.0
Industries extractives	15.0	15.0	16.0	17.0	17.0	20.0	17.0	18.0	19.0	20.0	20.0
Secteur secondaire	2,080.0	2,118.0	2,166.0	2,265.0	2,151.0	2,440.0	2,564.0	2,714.0	2,862.0	2,953.0	2,976.0
Industries manufacturières	1,017.0	1,030.0	1,029.0	1,075	912.0	1,074.0	1,150.0	1,175	1,206	1,261	1,279
Electricité, gaz et eau	58.0	57.0	52.0	67.0	70.0	91.0	69.0	69.0	70.0	70.0	72.0
Bâtiments et travaux publics	1,005.0	1,031.0	1,085.0	1,123.0	1,169.0	1,275.0	1,345.0	1,470.0	1,586.0	1,622.0	1,625.0
Secteur tertiaire	6,713.0	6,997.0	7,286.0	7,389.0	6,801.0	7,208.0	7,445.0	7,718.0	7,999.0	8,227.0	8,329.0
Commerce, Restaurants et hôtels	3,451.0	3,661.0	3,868.0	3,913.0	3,601.0	3,765.0	3,954.0	4,147.0	4,322.0	4,441.0	4,474.0
Transport et communications	842.0	910.0	967.0	992	963.0	1,092.0	1,078.0	1,117	1,158	1,189	1,194
Autres services marchands	1,573.0	1,602.0	1,653.0	1,654.0	1,536.0	1,577.0	1,638.0	1,692.0	1,779.0	1,817.0	1,865.0
Services non marchands	1,379.0	1,443.0	1,514.0	1,519.0	1,540.0	1,584.0	1,629.0	1,671.0	1,705.0	1,761.0	1,788.0
Branche fictive*	-532.0	-619.0	-716.0	-689.0	-839.0	-810.0	-854.0	-909.0	-965.0	-981.0	-992.0
Valeur ajoutée brute totale	12,110.0	12,508.0	12,593.0	12,971.0	12,267.0	12,930.0	13,246.0	13,810.0	14,191.0	14,331.0	14,551.0
Impôts moins subventions sur les produits	961.0	1,000.0	1,029.0	1,071.0	1,003.0	1,073.0	1,161.0	1,208.0	1,248.0	1,295.0	1,300.0
Produit intérieur brut	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,017.0	15,439.0	15,626.0	15,851.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» [SCN 1993]

Tableau I.1a // Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
Secteur primaire	25.4	25.1	23.1	23.6	25.0	23.4	22.5	22.5	21.6	20.2	20.5
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	25.3	25.0	22.9	23.5	24.9	23.3	22.3	22.4	21.4	20.0	20.4
Industries extractives	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Secteur secondaire	15.9	15.7	15.9	16.1	16.2	17.4	17.8	18.1	18.5	18.9	18.8
Industries manufacturières	7.8	7.6	7.6	7.7	6.9	7.7	8.0	7.8	7.8	8.1	8.1
Electricité, gaz et eau	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5
Bâtiments et travaux publics	7.7	7.6	8.0	8.0	8.8	9.1	9.3	9.8	10.3	10.4	10.3
Secteur tertiaire	51.4	51.8	53.5	52.6	51.3	51.5	51.7	51.4	51.8	52.6	52.5
Commerce, Restaurants et hôtels	26.4	27.1	28.4	27.9	27.1	26.9	27.4	27.6	28.0	28.4	28.2
Transport et communications	6.4	6.7	7.1	7.1	7.3	7.8	7.5	7.4	7.5	7.6	7.5
Autres services marchands	12.0	11.9	12.1	11.8	11.6	11.3	11.4	11.3	11.5	11.6	11.8
Services non marchands	10.6	10.7	11.1	10.8	11.6	11.3	11.3	11.1	11.0	11.3	11.3
Branche fictive*	-4.1	-4.6	-5.3	-4.9	-6.3	-5.8	-5.9	-6.1	-6.3	-6.3	-6.3
Valeur ajoutée brute totale	92.6	92.6	92.4	92.4	92.4	92.3	91.9	92.0	91.9	91.7	91.8
Impôts moins subventions sur les produits	7.4	7.4	7.6	7.6	7.6	7.7	8.1	8.0	8.1	8.3	8.2
Produit intérieur brut	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1b // Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
Secteur primaire	1.4	2.3	-7.4	5.6	-0.1	-1.0	-1.4	4.4	-1.4	-5.4	3.0
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	1.4	2.3	-7.5	5.6	-0.1	-1.1	-1.3	4.3	-1.5	-5.4	3.0
Industries extractives	7.1	0.0	6.7	6.3	0.0	17.6	-15.0	5.9	5.6	5.3	0.0
Secteur secondaire	1.7	1.8	2.3	4.6	-5.0	13.4	5.1	5.9	5.5	3.2	0.8
Industries manufacturières	2.3	1.3	-0.1	4.5	-15.2	17.8	7.1	2.2	2.6	4.6	1.4
Electricité, gaz et eau	-22.7	-1.7	-8.8	28.8	4.5	30.0	-24.2	0.0	1.4	0.0	2.9
Bâtiments et travaux publics	2.9	2.6	5.2	3.5	4.1	9.1	5.5	9.3	7.9	2.3	0.2
Secteur tertiaire	2.8	4.2	4.1	1.4	-8.0	6.0	3.3	3.7	3.6	2.9	1.2
Commerce, Restaurants et hôtels	3.0	6.1	5.7	1.2	-8.0	4.6	5.0	4.9	4.2	2.8	0.7
Transport et communications	4.5	8.1	6.3	2.6	-2.9	13.4	-1.3	3.6	3.7	2.7	0.4
Autres services marchands	2.0	1.8	3.2	0.1	-7.1	2.7	3.9	3.3	5.1	2.1	2.6
Services non marchands	1.5	4.6	4.9	0.3	1.4	2.9	2.8	2.6	2.0	3.3	1.5
Branche fictive*	1.7	16.4	15.7	-3.8	21.8	-3.5	5.3	6.4	6.2	1.7	1.1
Valeur ajoutée brute totale	2.2	3.3	0.7	3.0	-5.4	5.4	2.5	4.3	2.8	1.0	1.5
Impôts moins subventions sur les produits	2.9	4.1	2.9	4.1	-6.3	7.0	8.2	4.0	3.3	3.8	0.4
Produit intérieur brut	2.3	3.3	0.8	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.2	2.8	1.2	1.4

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.2 // Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
PIB	197,138.0	220,110.0	250,590.0	267,880.0	266,952.0	302,854.0	328,061.0	364,526.0	391,635.0	423,644.0	484,351.0
Importations	88,769.0	85,715.0	110,739.0	114,048.0	172,849.0	178,605.0	174,400.0	192,970.0	206,520.0	214,128.0	248,091.0
Ressources	285,907.0	305,825.0	361,329.0	381,928.0	439,801.0	481,459.0	502,461.0	557,496.0	598,155.0	637,772.0	732,442.0
Consommation	199,482.0	209,590.0	257,145.0	266,197.0	331,020.0	344,247.0	350,070.0	381,296.0	404,470.0	415,754.0	486,346.0
Investissement	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,647.0	67,825.0	84,364.0	96,925.0	109,586.0	121,165.0	137,258.0	146,380.0
Exportations	28,563.0	29,142.0	31,903.0	42,084.0	40,956.0	52,848.0	55,466.0	66,544.0	72,520.0	84,760.0	99,716.0
Emplois	285,907.0	305,825.0	361,329.0	381,928.0	439,801.0	481,459.0	502,461.0	557,496.0	598,155.0	637,772.0	732,442.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.2a // Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
PIB	197,138.0	220,110.0	250,590.0	267,880.0	266,952.0	302,854.0	328,061.0	364,526.0	391,635.0	423,644.0	484,351.0
Demande intérieure	257,343.0	276,682.0	329,426.0	339,844.0	398,845.0	428,611.0	446,995.0	490,882.0	525,635.0	553,012.0	632,726.0
Consommation	199,482.0	209,590.0	257,145.0	266,197.0	331,020.0	344,247.0	350,070.0	381,296.0	404,470.0	415,754.0	486,346.0
Investissement	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,647.0	67,825.0	84,364.0	96,925.0	109,586.0	121,165.0	137,258.0	146,380.0
Solde extérieur	-60,206.0	-56,573.0	-78,836.0	-71,964.0	-131,893.0	-125,757.0	-118,934.0	-126,426.0	-134,000.0	-129,368.0	-148,375.0
Exportations	28,563.0	29,142.0	31,903.0	42,084.0	40,956.0	52,848.0	55,466.0	66,544.0	72,520.0	84,760.0	99,716.0
Importations	88,769.0	85,715.0	110,739.0	114,048.0	172,849.0	178,605.0	174,400.0	192,970.0	206,520.0	214,128.0	248,091.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3 // Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986/1987)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
PIB	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,026.0	15,432.0	15,626.0	15,851.0
Importations	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	22,117.0	22,140.0	20,883.0	21,553.0	22,122.0	22,603.0	22,793.0
Ressources	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,360.0	35,387.0	36,143.0	35,290.0	36,579.0	37,554.0	38,229.0	38,644.0
Consommation	21,337.0	21,814.0	22,194.0	22,581.0	25,687.0	24,971.0	23,677.0	24,320.0	24,896.0	25,103.0	25,406.0
Investissement	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,982.0	4,657.0	5,103.0	5,47.0	5,747.0	5,864.0	6,078.0	6,143.0
Exportations	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,797.0	5,043.0	6,069.0	6,196.0	6,505.0	6,800.0	7,048.0	7,095.0
Emplois	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,360.0	35,387.0	36,143.0	35,290.0	36,572.0	37,560.0	38,229.0	38,644.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3a // Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986 87)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
PIB	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,026.0	15,432.0	15,626.0	15,851.0
Demande intérieure	25,878.0	26,494.0	27,005.0	27,563.0	30,344.0	30,074.0	29,094.0	30,067.0	30,760.0	31,181.0	31,549.0
Consommation	21,337.0	21,814.0	22,194.0	22,581.0	25,687.0	24,971.0	23,677.0	24,320.0	24,896.0	25,103.0	25,406.0
Investissement	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,982.0	4,657.0	5,103.0	5,47.0	5,747.0	5,864.0	6,078.0	6,143.0
Solde extérieur	-12,807.0	-12,996.0	-13,383.0	-13,521.0	-17,074.0	-16,071.0	-14,687.0	-15,048.0	-15,322.0	-15,555.0	-15,699.0
Exportations	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,797.0	5,043.0	6,069.0	6,196.0	6,505.0	6,800.0	7,048.0	7,095.0
Importations	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	22,117.0	22,140.0	20,883.0	21,553.0	22,122.0	22,603.0	22,793.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3b // Compte du produit intérieur brut (variation en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
PIB	2.3	3.3	0.8	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.3	2.7	1.3	1.4
Importations	1.9	0.5	5.3	5.8	20.7	0.1	-5.7	3.2	2.6	2.2	0.8
Ressources	2.0	1.7	3.3	4.6	9.4	2.1	-2.4	3.7	2.7	1.8	1.1
Consommation	1.2	2.2	1.7	1.7	13.8	-2.8	-5.2	2.7	2.4	0.8	1.2
Investissement	2.2	3.1	2.8	3.6	-6.5	9.6	6.2	6.1	2.0	3.6	1.1
Exportations	7.2	-2.9	13.6	22.2	5.1	20.3	2.1	5.0	4.5	3.6	0.7
Emplois	2.0	1.7	3.3	4.6	9.4	2.1	-2.4	3.6	2.7	1.8	1.1

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3c // Structure de la croissance du PIB réel (variation en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
PIB	2.3	3.3	0.8	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.3	2.7	1.3	1.4
Demande intérieure	1.4	2.4	1.9	2.1	10.1	-0.9	-3.3	3.3	2.3	1.4	1.2
Consommation	1.2	2.2	1.7	1.7	13.8	-2.8	-5.2	2.7	2.4	0.8	1.2
Investissement	2.2	3.1	2.8	3.6	-6.5	9.6	6.2	6.1	2.0	3.6	1.1
Solde extérieur	0.5	1.4	3.1	1.0	26.3	-5.9	-8.6	2.5	1.8	1.5	0.9
Exportations	7.2	-2.9	13.6	22.2	5.1	20.3	2.1	5.0	4.5	3.6	0.7
Importations	1.9	0.5	5.3	5.8	20.7	0.1	-5.7	3.2	2.6	2.2	0.8

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3d // Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{1/}	2015 ^{2/}	2016 ^{3/}
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Demande intérieure	198.0	196.1	198.2	196.3	228.7	214.8	201.9	200.1	199.3	199.5	199.0
Consommation	163.2	161.5	162.9	160.8	193.6	178.3	164.3	161.9	161.3	160.6	160.3
Investissement	34.7	34.6	35.3	35.5	35.1	36.4	37.6	38.2	38.0	38.9	38.8
Solde extérieur	- 98.0	- 96.1	- 98.2	- 96.3	- 128.7	- 114.8	- 101.9	- 100.1	- 99.3	- 99.5	- 99.0
Exportations	27.2	25.6	28.8	34.2	38.0	43.3	43.0	43.3	44.1	45.1	44.8
Importations	125.2	121.7	127.1	130.5	166.7	158.1	145.0	143.4	143.4	144.6	143.8

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.4 // Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004 =100)

	Pondération	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Avril 2015	Mai 2015	Juin 2015	Juillet 2015	Août 2015	Septembre 2015
Indice général	100.00%	248.20	250.10	252.80	255.50	258.70	260.90	263.10	264.90	267.20	270.20	272.80	276.40
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	259.70	261.70	264.90	268.40	271.60	274.00	276.50	278.90	281.60	284.50	286.40	288.50
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	263.10	265.70	270.40	275.60	281.40	285.40	287.60	289.10	292.20	297.70	302.20	304.90
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	286.80	289.90	292.40	295.00	298.70	303.10	307.30	309.40	311.40	318.00	322.90	323.50
Aménagement et entretien du logement	4.70%	251.40	252.70	256.50	259.30	263.50	265.00	267.20	269.30	271.60	275.20	277.10	279.10
Santé	2.90%	260.00	261.80	263.40	265.60	267.20	267.90	268.40	268.40	272.30	273.90	279.00	279.30
Transport	13.74%	163.60	164.40	165.10	165.30	167.00	167.50	168.00	168.40	169.60	169.80	170.10	171.00
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	263.60	264.30	265.30	266.30	267.60	268.10	268.40	269.10	269.20	269.50	276.30	309.00
Autres biens et services	4.56%	231.30	231.70	234.10	236.10	239.50	240.60	243.10	244.90	247.30	250.30	254.40	256.80

Source : IHSI

Tableau I.4a // Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004 =100)

	Pondération	Septembre 2007	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015
Indice général	100.00%	170.9	162.9	170.5	188.2	200.5	209.60	220.80	245.70	276.40
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	182.4	164.4	172.60	194.8	208.80	218.60	228.50	257.30	288.50
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	153.7	162.1	167.10	179.1	191.60	201.20	223.10	258.60	304.90
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	177.5	173.3	194.60	220.2	234.70	245.00	258.90	283.30	323.50
Aménagement et entretien du logement	4.70%	165.4	181.5	187.90	197.7	206.50	213.90	223.60	246.90	279.10
Santé	2.90%	157.0	167.0	172.90	192.0	207.10	214.60	238.10	257.90	279.30
Transport	13.74%	147.6	141.1	141.30	149.1	154.50	157.40	159.50	163.00	171.00
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	171.3	182.3	183.20	187.7	200.10	218.40	236.90	261.40	309.00
Autres biens et services	4.56%	137.5	142.1	145.90	158.3	167.00	174.10	190.80	226.60	256.80

Source : IHSI

Tableau I.5 // Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)

	Octobre 2015	Novembre 2015	Décembre 2015	Janvier 2016	Février 2016	Mars 2016
	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel
Indice général	1.0	11.7	0.8	1.1	1.3	0.9
Alimentation, boisson et tabac	0.9	13.3	0.8	1.3	1.2	0.9
Habillement, tissus et chaussures	1.7	17.4	1.0	1.9	2.1	1.4
Loyer du logement, énergie, eau	1.2	9.7	1.1	0.9	1.3	1.5
Aménagement et entretien du logement	1.8	12.1	0.5	1.1	1.6	0.6
Santé	0.8	9.0	0.7	0.8	0.6	0.3
Transport	0.4	0.1	0.5	0.1	1.0	0.3
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.8	11.2	0.3	0.4	0.5	0.2
Autres biens et services	2.1	20.8	0.2	0.9	1.4	0.5

Source : IHSI

Tableau I.5 Suite // Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage)

	Avril 2015			Mai 2015			Juin 2015			Juillet 2016			Août 2016			Septembre 2016		
	Variation mensuelle	Variation glissement annuel	Variation mensuelle	Variation mensuelle	Variation glissement annuel	Variation mensuelle	Variation mensuelle	Variation glissement annuel	Variation mensuelle	Variation mensuelle	Variation glissement annuel	Variation mensuelle	Variation mensuelle	Variation glissement annuel	Variation mensuelle	Variation mensuelle	Variation glissement annuel	Variation mensuelle
Indice général	0.8	15.2	0.7	15.1	0.9	13.9	1.1	12.9	1.0	12.4	1.3	12.5						
Alimentation, boisson et tabac	0.9	16.8	0.9	16.7	1.0	15.2	1.0	13.5	0.7	12.3	0.7	12.1						
Habillement, tissus et chaussures	0.8	22.9	0.5	21.5	1.1	19.5	1.9	18.0	1.5	17.9	0.9	17.9						
Loyer du logement, énergie, eau	1.4	13.6	0.7	13.8	0.6	12.7	2.1	14.2	1.5	14.8	0.2	14.2						
Aménagement et entretien du logement	0.8	15.8	0.8	15.7	0.9	15.0	1.3	14.4	0.7	13.4	0.7	13.0						
Santé	0.2	10.9	0.0	9.6	1.5	9.1	0.6	7.4	1.9	8.7	0.1	8.3						
Transport	0.3	4.1	0.2	4.1	0.7	4.7	0.1	4.6	0.2	4.5	0.5	4.9						
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.1	12.9	0.3	12.8	0.0	12.4	0.1	11.8	2.5	13.8	11.8	18.2						
Autres biens et services	1.0	20.9	0.7	19.3	1.0	17.1	1.2	14.2	1.6	13.5	0.9	13.3						

Source : IHSI

Tableau I.5a // Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, août 2004=100)

	Pondération		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016	
	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre	Septembre
Indice général	100.00%	19.8	-4.7	4.7	10.4	6.5	4.5	11.3	12.5											
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	26.8	-9.9	5.0	12.9	7.2	4.7	12.6	12.1											
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	11.4	5.5	3.1	7.2	7.0	5.0	10.9	17.9											
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	12.9	-2.4	12.3	13.2	6.6	4.4	5.7	14.2											
Aménagement et entretien du logement	4.70%	13.0	9.7	3.5	5.2	4.5	3.6	4.5	13.0											
Santé	2.90%	12.0	6.4	3.5	11.0	7.9	3.6	11.0	8.3											
Transport	13.74%	16.3	-4.4	0.1	5.5	3.6	1.9	1.3	4.9											
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	7.3	6.4	0.5	2.5	6.6	9.1	8.5	18.2											
Autres biens et services	4.56%	11.9	3.3	2.7	8.5	5.5	4.3	9.6	13.3											

Source : IHSI

Tableau I.6 // Taux de change a Port-au-Prince [gourdes dollar EU]

Marché informel 1/

	Octobre 2015	Novembre 2015	Décembre 2015	Janvier 2016	Février 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016	Juillet 2016	Août 2016	Septembre 2016
À l'achat	52.4621	45.4948	46.7451	47.1393	47.2152	47.3370	61.3600	61.5618	62.1664	62.9381	63.9370	65.0164
À la vente	53.3972	45.8781	47.2222	47.6486	47.7283	47.8583	62.9067	63.0033	63.2200	63.8202	64.7334	65.6963
Marché bancaire 1/												
À l'achat	46.2202	45.6823	46.9578	47.0609	47.1384	47.2624	62.1476	62.4435	62.9099	63.6753	64.7307	65.3825
À la vente	46.5246	45.9488	47.3109	47.4209	47.5023	47.6277	62.7052	62.9220	63.3697	64.1195	65.1852	65.8199
Taux de référence												
Moyen	52.8513	54.9699	56.5426	58.1564	60.4620	61.6736	61.8248	62.0701	62.5849	63.3313	64.3614	65.2016
Fin de période	53.7793	56.1368	56.6970	59.4546	61.4393	61.7627	61.9572	62.2054	62.8939	63.6545	64.8864	65.5368

Source : BRH

1/ moyenne arithmétique de la période

Tableau I.7 // Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Composantes											
Agrégat M3	75,278.45	78,850.61	92,754.00	126,421.40	126,421.40	140,002.09	150,936.08	159,168.35	175,118.75	203,743.10	238,183.85
Agrégat M2	42,879.24	44,730.94	50,254.36	66,066.29	66,066.29	71,242.57	77,162.24	81,991.22	89,242.83	102,275.15	107,871.68
Agrégat M1	19,749.14	21,448.47	25,139.46	37,455.80	37,455.80	40,987.97	46,467.35	48,266.15	53,345.73	58,182.65	62,719.71
Monnaie en circulation	11,158.59	11,570.40	13,030.00	17,282.44	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,641.91
Dépôts à vue	8,590.55	9,878.07	12,109.46	20,173.36	20,173.36	22,586.77	26,166.25	26,904.08	29,405.95	29,564.66	29,077.80
Quasi-monnaie	23,130.10	23,282.47	25,114.90	28,610.48	28,610.48	30,254.59	30,694.89	33,725.07	35,897.10	44,092.49	45,151.97
Dépôts d'épargne	13,443.86	13,997.24	16,522.68	21,345.99	21,345.99	23,036.67	23,625.37	24,152.98	25,395.19	27,816.05	29,507.06
Dépôts à terme et autres	9,686.24	9,285.23	8,592.22	7,264.49	7,264.49	7,217.92	7,069.52	9,572.10	10,501.92	16,276.45	15,644.90
Dépôts en dollars EU	32,399.21	34,119.67	42,499.64	60,355.11	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93	101,467.95	130,312.17
Dépôts à vue	10,317.76	10,820.01	15,198.08	28,606.84	28,606.84	32,480.49	34,881.05	36,959.69	41,718.40	44,026.43	59,377.19
Dépôts d'épargne	10,295.64	11,071.21	14,435.46	20,501.51	20,501.51	24,483.50	26,269.56	27,322.24	29,212.68	32,897.69	39,650.89
Dépôts à terme et autres	11,785.81	12,228.45	12,866.10	11,246.76	11,246.76	11,795.53	12,623.23	12,895.20	14,944.85	24,543.84	31,284.09
Contreparties											
Réserves nettes de change du système bancaire	23,616.87	28,106.42	38,994.93	92,278.09	92,278.09	104,594.69	116,006.77	101,064.55	95,654.07	112,613.43	153,065.97
Avoirs extérieurs du système bancaire	28,953.34	34,305.71	50,562.27	104,303.83	104,303.83	117,505.44	129,753.80	131,586.13	116,800.73	133,038.17	175,624.44
Engagements extérieurs du système bancaire	5,336.47	6,199.29	11,567.34	12,025.74	12,025.74	12,910.75	13,747.03	30,521.58	21,146.66	20,424.75	22,558.46
Réserve nettes de change BRH	10,893.13	16,848.81	20,919.52	64,196.29	64,196.29	72,483.58	87,466.05	78,426.23	74,278.55	79,787.97	111,112.20
Avoirs extérieurs BRH	15,161.18	21,678.33	30,203.54	73,773.50	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16	94,496.65	129,560.41
Engagements extérieurs BRH	4,268.05	4,829.52	9,284.03	9,577.21	9,577.21	11,582.39	11,841.95	25,864.77	13,154.61	14,708.68	18,448.21
Réserves de change banques commerciales	12,723.75	11,257.61	18,075.41	28,081.80	28,081.80	32,111.10	28,540.72	22,638.31	21,375.52	32,825.46	41,953.77
Avoirs extérieurs banques commerciales	13,792.16	12,627.38	20,358.72	30,530.33	30,530.33	33,439.46	30,445.80	27,295.13	29,367.57	38,541.53	46,064.03
Engagements extérieurs banques commerciales	1,068.42	1,369.77	2,283.31	2,448.52	2,448.52	1,328.36	1,905.08	4,656.82	7,992.05	5,716.07	4,110.25
Crédit intérieur net	47,174.55	48,313.71	49,981.38	36,243.07	36,243.07	37,573.58	47,316.38	71,156.31	92,334.48	106,260.60	118,923.19
Crédit au secteur public	20,155.85	18,367.51	12,484.97	-4,342.02	-4,342.02	-12,952.07	-18,256.32	-5,035.57	7,451.30	18,570.53	12,780.96
Crédit à l'État	20,607.81	18,965.88	12,459.57	-1,559.31	-1,559.31	-8,900.87	-12,762.97	957.22	11,041.94	20,935.58	18,017.77
Crédit aux collectivités locales	-244.58	-397.26	-208.65	-155.10	-155.10	-121.43	-155.09	-95.06	-101.83	-46.79	-146.50
Crédit aux entreprises publiques	-207.38	-201.11	234.06	-2,627.61	-2,627.61	-3,929.77	-5,338.26	-5,897.72	-3,488.81	-2,318.26	-5,090.31
Crédit au secteur privé	27,018.70	29,946.20	37,496.41	40,585.08	40,585.08	50,525.64	65,572.70	76,191.87	84,883.18	87,690.07	106,142.22
Autres postes nets 1/	4,487.02	2,430.47	3,777.70	-2,099.76	-2,099.76	-2,166.18	-12,387.07	-13,052.50	-12,869.79	-15,130.93	-33,805.31

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.8 // Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Base monétaire	38,536.95	42,906.87	49,488.83	56,612.23	81,418.91	88,211.74	97,303.34	96,130.51	96,672.29	118,853.54	142,577.87
Monnaie en circulation	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,641.91
Réserves des banques	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,075.57	62,477.82	62,348.88	81,479.95	101,429.83
Réserves/dépôts des banques	10,185.42	11,763.40	13,478.65	15,533.19	21,127.03	21,907.05	18,736.93	23,839.51	21,029.28	30,456.52	27,782.17
Encaisses des banques et autres	7,994.82	8,157.28	10,713.60	13,257.98	27,070.64	31,789.45	39,596.64	32,693.31	36,610.60	46,048.43	62,999.36
Bons BRH émis	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,709.00	4,975.00	10,648.30
Autres Dépôts	1,399.12	2,402.49	2,665.58	4,821.32	6,728.79	9,786.03	12,926.67	12,290.61	10,383.64	8,755.60	7,506.12
Dépôts des collectivités locales	110.02	204.03	208.65	222.09	150.77	111.62	151.89	80.68	76.95	27.07	141.65
Dépôts des entreprises publiques	368.60	665.20	596.57	2,008.69	2,683.31	3,968.45	5,155.74	5,706.19	3,219.33	1,860.91	2,396.86
Dépôts du secteur privé	187.61	186.90	174.35	217.53	545.40	952.66	2,203.10	1,097.38	1,412.34	719.35	1,117.08
Bons BRH détenus par les IFNB	-	-	7.00	141.00	241.00	315.00	314.00	276.00	148.00	473.00	778.00
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	732.88	1,346.37	1,679.00	2,232.00	3,108.31	4,438.31	5,101.94	5,130.36	5,527.02	5,675.27	3,072.54
Sources	38,536.95	42,906.87	49,488.83	56,612.23	81,418.91	88,211.74	97,303.34	96,130.51	96,672.29	118,853.54	142,577.87
Avoirs extérieurs nets	10,893.13	16,848.81	20,919.52	24,001.43	64,196.29	72,483.58	87,466.05	78,426.23	74,278.55	79,787.97	111,112.20
Avoirs extérieurs BRH	15,161.18	21,678.33	30,203.54	42,510.68	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16	94,496.65	129,560.41
Engagements extérieurs BRH	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,577.21	-11,582.39	-11,841.95	-25,864.77	-13,154.61	-14,708.68	-18,448.21
Créances nettes sur le secteur public	21,219.99	19,740.70	20,007.13	20,897.42	9,154.16	4,999.38	3,320.47	5,250.53	13,031.90	24,564.11	28,475.66
Créances nettes sur le gouvernement central	21,393.82	20,069.34	19,936.58	22,314.78	11,819.73	8,891.54	8,465.47	10,882.88	16,126.22	26,266.84	30,829.50
Créances nettes sur les Organismes autonomes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur les collectivités locales	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62	-151.89	-80.68	-76.95	-27.07	-141.65
Créances sur les entreprises publiques	-63.81	-124.61	279.21	-1,195.27	-2,514.79	-3,780.54	-4,993.11	-5,551.67	-3,017.36	-1,675.67	-2,212.19
Créances sur institutions financières monétaires	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	388.14	1,917.64	1,867.65	1,080.70	9,072.67	5,112.39
Autres postes nets 1/	4,398.75	5,778.99	7,778.89	11,120.01	7,307.39	10,340.63	4,599.17	10,586.09	8,281.14	5,428.79	-2,122.38

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9 // Bilan de la BRH (en millions de gourdes)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs extérieurs nets	10,893.13	16,848.81	20,919.52	24,001.43	64,196.29	72,483.58	87,466.05	78,426.23	74,278.55	79,787.97	111,112.20
Avoirs extérieurs	15,161.18	21,678.33	30,203.54	42,510.68	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16	94,496.65	129,560.41
Engagements extérieurs	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,577.21	-11,582.39	-11,841.95	-25,864.77	-13,154.61	-14,708.68	-18,448.21
Avoirs Intérieurs nets	26,244.70	23,655.56	25,903.73	27,789.48	10,493.83	5,942.12	-3,089.39	5,413.66	12,010.10	30,309.97	23,959.55
Créances nettes sur l'État	21,393.82	20,069.34	19,936.58	22,314.78	11,819.73	8,891.54	8,465.47	10,882.88	16,126.22	26,266.84	30,829.50
Créances internes	24,927.16	29,308.16	32,655.05	36,783.99	43,927.65	44,841.46	46,252.86	45,627.15	49,263.09	54,827.71	57,946.61
Dépôts du gouvernement	-3,533.34	-9,238.82	-12,718.47	-14,469.21	-32,107.92	-35,949.92	-37,787.39	-34,744.27	-33,136.88	-28,560.87	-27,117.11
Créances nettes sur collectivités locales	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62	-151.89	-80.68	-76.95	-27.07	-141.65
Créances internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62	-151.89	-80.68	-76.95	-27.07	-141.65
Créances nettes sur les entreprises publiques	-63.81	-124.61	279.21	-1,195.27	-2,514.79	-3,780.54	-4,993.11	-5,551.67	-3,017.36	-1,675.67	-2,212.19
Créances internes	304.79	540.59	875.78	813.42	168.52	187.91	162.63	154.52	201.97	185.24	184.68
Dépôts des entreprises publiques	-368.60	-665.20	-596.57	-2,008.69	-2,683.31	-3,968.45	-5,155.74	-5,706.19	-3,219.33	-1,860.91	-2,396.86
Créances nettes sur les particuliers	1,050.43	1,354.73	1,568.35	1,771.75	1,612.90	1,343.92	383.95	1,694.75	1,674.84	759.73	2,796.61
Créances sur les institutions financières monétaires	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	388.14	1,917.64	1,867.65	1,080.70	9,072.67	5,112.39
Créances nettes sur autres institutions bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-732.88	-1,311.37	-1,602.62	-2,268.74	-3,145.95	-4,652.28	-5,335.26	-5,325.68	-5,594.12	-6,067.37	-3,769.47
Comptes de capital	-1,004.06	-30.89	-595.15	-1,316.19	-1,987.63	-1,683.23	-5,051.28	-2,010.65	-8,349.74	-6,809.14	-15,171.72
Autres postes non classés	3,686.15	3,364.03	5,742.73	8,111.87	4,099.29	5,546.18	1,675.09	3,937.07	10,166.52	8,789.98	6,516.08
Actif = Passif	37,137.83	40,504.37	46,823.25	51,790.91	74,690.12	78,425.70	84,376.66	83,839.90	86,288.65	110,097.94	135,071.75
Engagements envers inst. financières monétaires	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,075.57	62,477.82	62,348.88	81,479.95	101,429.83
Dépôts Gdes des institutions financières monétaires	10,185.42	11,763.40	13,478.65	15,533.19	21,127.03	21,907.05	18,736.93	23,839.51	21,029.28	30,456.52	27,782.17
Encaisses des institutions financières monétaires	1,827.65	1,595.80	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,329.24	4,437.10	4,088.88
Autres Engagements env. inst. financières monétaires	0.21	-	0.19	-	0.15	-	-	-	-	-	-
Dépôts devises des institutions financières monétaires	6,156.95	6,561.48	8,830.27	11,159.24	24,697.01	28,862.52	36,993.64	29,972.98	33,281.35	41,611.32	58,910.48
Bons BRH émis	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,709.00	4,975.00	10,648.30
Engagements envers secteur privé	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,641.91
Monnaie fiduciaire en circulation	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,641.91
Monnaie hors BRH	12,986.25	13,166.20	14,913.15	15,546.48	19,655.93	21,328.13	22,904.09	24,082.41	27,269.02	33,055.10	37,730.80
Encaisses des institutions financières monétaires	-1,827.65	-1,595.80	-1,883.15	-2,098.74	-2,373.48	-2,926.93	-2,602.99	-2,720.33	-3,329.24	-4,437.10	-4,088.88
Allocations de DTS 1/	-791.26	-775.70	-852.18	-906.54	-851.34	-874.28	-	-	-	-	-

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10 // Bilan consolidé des banques commerciales¹ (en millions de gourdes)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs extérieurs nets	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21	28,081.80	32,111.10	28,540.72	22,638.31	21,375.52	32,825.46	41,953.77
Réserves	25,552.78	28,481.17	33,518.06	38,308.26	56,755.50	60,005.12	63,086.86	60,766.45	63,060.57	79,342.19	101,349.08
Dépôts à la Banque Centrale	15,916.13	17,872.04	22,041.91	26,657.52	45,172.02	50,750.20	54,741.87	52,101.12	54,956.12	69,918.19	86,703.14
Encaisses en monnaie nationale	1,827.65	1,595.84	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,365.46	4,449.00	4,119.65
Bons BRH	7,809.00	9,013.29	9,593.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,739.00	4,975.00	10,526.30
Portefeuille de crédit	25,953.34	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65	76,274.74	88,271.29	89,201.85	106,589.17
Crédit au secteur public	172.69	-	-	-	-	-	-	2,875.00	6,475.29	5,040.73	4,530.13
Crédit au secteur privé	25,780.66	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65	73,399.74	81,796.00	84,161.12	102,059.04
Comptes de capital	-6,670.77	-8,612.65	-9,160.79	-10,025.45	-10,723.68	-11,753.22	-13,560.63	-15,099.94	-17,340.54	-20,739.83	-29,010.64
Autres postes non classés	6,945.43	8,551.38	2,817.24	4,736.19	9,482.51	6,095.18	1,453.53	7,459.11	10,041.89	15,156.76	3,199.56
Total actif	64,504.53	68,082.08	81,003.64	90,568.58	122,022.91	134,687.25	142,506.12	152,038.67	165,408.73	195,786.42	224,080.95
Engagements envers la BRH	3.00	278.00	278.00	278.00	3.00	3.00	137.34	872.02	213.30	5,674.64	3,496.42
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	108.02	142.13	104.56	171.00	142.36	138.60	227.89	440.09	546.29	619.07	1,670.99
Engagements envers le secteur privé	63,932.24	67,093.31	79,549.65	89,346.18	108,593.56	120,648.23	128,431.88	136,708.89	149,766.64	174,405.75	203,424.86
Dépôts en gourdes	31,533.04	32,973.64	37,050.01	41,181.54	48,238.44	51,888.71	54,658.04	59,531.77	63,890.71	72,937.80	73,112.69
Dépôts en dollars	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93	101,467.95	130,312.17
Engagements envers le secteur public	461.27	568.65	1,071.43	773.40	13,284.00	13,897.43	13,709.02	14,017.67	14,882.50	15,086.96	15,488.68
Total passif	64,504.53	68,082.08	81,003.64	90,568.58	122,022.91	134,687.25	142,506.12	152,038.67	165,408.73	195,786.42	224,080.95

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.11 // Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)

	Octobre 2015	Novembre 2015	Décembre 2015	Janvier 2016	Février 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016	Juillet 2016	Août 2016	Septembre 2016
Avoirs extérieurs nets	34,513.37	36,067.17	37,675.12	33,948.63	35,880.99	37,901.02	37,366.71	36,523.29	40,132.29	41,179.74	40,196.22	41,953.77
Réserves	76,379.63	81,043.58	80,061.94	86,678.49	89,266.23	91,418.02	93,656.59	94,399.61	93,569.35	94,811.65	98,011.57	101,349.08
Dépôts à la BRH	66,362.13	69,101.40	69,252.86	74,248.80	76,089.00	77,740.87	78,636.25	79,693.10	79,399.62	79,934.96	83,938.82	86,703.14
Encaisses en monnaie nationale	3,962.50	4,632.18	4,654.07	5,249.69	5,567.24	5,890.15	5,408.34	5,515.22	5,264.73	4,838.69	4,238.65	4,119.65
Bons BRH	6,055.00	7,310.00	6,155.00	7,180.00	7,610.00	7,787.00	9,612.00	9,191.29	8,905.00	10,038.00	9,834.10	10,526.30
Portefeuille de crédit	90,730.19	92,301.85	93,429.34	95,614.95	97,621.88	95,965.12	96,317.30	98,790.03	100,744.25	102,108.97	105,107.42	106,589.17
Crédit au secteur public	4,968.18	4,895.63	4,823.08	4,758.86	4,696.31	3,201.26	3,451.21	3,368.66	4,747.78	4,675.23	4,602.68	4,530.13
Crédit au secteur privé	85,762.01	87,406.22	88,606.26	90,856.09	92,925.57	92,763.86	92,866.08	95,421.37	95,996.47	97,433.74	100,504.74	102,059.04
Comptes de capital	-21,439.32	-22,200.28	-22,873.48	-23,409.70	-25,746.00	-26,408.60	-25,903.99	-26,626.80	-26,959.41	-27,523.61	-28,044.41	-29,010.64
Autres postes non classés	10,224.26	8,822.31	9,179.67	9,671.47	10,001.76	9,345.32	9,656.08	9,151.27	7,233.88	6,730.67	7,453.38	7,365.09
Total actif	190,408.13	196,034.63	197,472.58	202,503.85	207,024.86	208,220.88	211,092.69	212,237.41	214,720.35	217,307.42	222,724.19	228,246.48
Engagements envers la BRH	1,847.38	1,998.53	1,984.42	2,167.87	2,267.10	2,478.78	2,458.09	3,156.32	3,028.16	3,003.04	3,327.97	3,496.42
Engagements envers Inst. Fin. Non-Banc.	641.68	718.29	719.39	730.09	814.32	855.17	848.95	840.25	1,321.32	1,584.25	1,660.27	1,670.99
Engagements envers le secteur privé	177,074.90	182,024.82	181,231.80	185,274.79	189,705.69	190,484.94	191,501.49	192,467.48	193,903.34	194,984.76	199,191.90	203,424.86
Dépôts en gourdes	73,239.04	73,190.90	68,477.30	71,597.94	71,099.41	70,583.66	70,928.13	70,607.44	71,368.92	70,882.31	71,869.17	73,112.69
Dépôts en dollars	103,835.85	108,833.92	112,754.49	113,676.85	118,606.28	119,901.28	120,573.36	121,860.04	122,534.41	124,102.45	127,322.73	130,312.17
Engagements envers le secteur public	10,844.18	11,292.99	13,536.98	14,331.10	14,237.74	14,401.99	16,284.16	15,773.36	16,467.53	17,735.37	18,544.05	19,654.21
Total passif	190,408.13	196,034.63	197,472.58	202,503.85	207,024.86	208,220.88	211,092.69	212,237.41	214,720.35	217,307.42	222,724.19	228,246.48

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

Tableau I.12 // Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale (en millions de gourdes) eps

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes Totales	19,912.49	23,667.08	26,961.75	31,303.60	31,445.30	38,932.55	42,313.15	44,751.38	47,103.00	57,116.50	66,078.20
Recettes Courantes	19,912.49	23,667.08	26,961.75	31,303.60	31,445.30	38,932.55	42,313.15	44,751.38	47,103.00	57,116.50	66,078.20
Recettes internes	13,144.70	15,666.91	18,025.51	19,948.14	19,489.64	24,613.13	28,330.67	29,412.58	32,443.00	38,171.90	44,158.90
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	4,083.70	4,361.16	5,111.12	5,449.09	5,991.36	6,867.16	9,912.13	9,449.14	11,278.00	13,193.60	15,193.70
Taxe sur le chiffre d'affaires	5,893.80	6,844.00	8,206.74	9,105.13	8,477.02	10,329.20	11,974.81	13,435.51	13,748.00	14,224.80	17,245.30
Droits d'accises	1,278.20	1,784.45	1,284.09	1,979.94	1,454.54	952.78	1,120.61	911.56	868.80	3,584.80	4,139.60
Recettes douanières	6,240.56	6,923.90	7,977.12	9,013.28	11,493.80	13,764.87	13,943.21	14,290.17	14,109.50	18,246.40	20,984.50
Dont: Droits de douanes	3,274.50	3,527.40	4,058.00	4,809.68	7,089.06	7,635.23	8,162.89	8,534.28	8,397.00	11,779.40	12,744.80
Frais de vérification	2,578.00	2,788.10	3,181.85	3,562.03	3,234.95	4,339.94	4,852.63	4,896.09	4,821.00	5,726.90	7,404.60
Autres recettes 2/	527.23	1,086.27	1,019.12	2,342.18	461.86	554.55	139.27	1,048.63	550.50	698.20	934.80
Transferts des Entreprises Publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses Totales	21,203.80	28,369.05	30,346.07	35,554.56	37,966.90	42,709.00	52,092.94	60,583.00	70,378.30	64,177.60	80,265.60
Dépenses Courantes	19,366.80	22,326.05	27,019.07	29,605.48	28,258.90	35,826.00	39,804.94	47,133.20	62,974.30	57,957.60	74,411.60
Dépenses sur biens et services	14,665.20	20,212.02	24,662.64	25,999.55	24,617.00	32,190.70	35,438.57	42,254.20	56,786.50	51,601.30	62,044.70
Traitements et salaires	6,871.20	8,830.82	12,855.63	14,464.95	13,437.30	15,474.10	18,847.52	21,185.8	22,140.00	28,992.70	32,272.30
Autres achats de biens et services	7,794.00	11,381.20	11,807.01	11,534.60	11,180.00	16,716.60	16,591.05	21,185.80	34,646.50	22,608.60	29,772.40
Paielements d'intérêts	2,318.90	750.78	730.21	1,336.44	1,408.00	848.00	983.29	210,68.40	864.10	938.90	1,980.90
Dette interne	1,540.00	-	-	827.51	1,100.40	825.20	916.50	1,059.10	641.70	498.90	249.70
Dette externe	778.90	750.78	730.21	508.93	307.60	22.80	66.79	97.60	222.40	440.10	1,731.20
Subventions et transferts courants	1,840.40	1,363.24	1,826.22	2,269.50	2,233.70	2,787.30	3,383.08	141.50	5,323.70	5,417.40	10,386.00
Autres dépenses	542.30	-	-	-	-	-	-	3,819.90	-	-	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'Investissement (Financées sur fonds locaux)	1,837.00	6,043.00	3,327.00	5,949.08	9,708.00	6,883.00	12,288.00	13,449.00	7,404.00	6,220.00	5,854.00
Solde Courant	545.69	1,341.03	-57.32	1,688.12	3,186.30	3,106.50	2,508.26	-2,381.80	-15,871.30	-841.10	-8,333.40
Ajustement	-2,681.42	-5,837.55	-5,189.02	-1,944.81	-1,641.00	-4,918.00	-9,832.62	-12,552.70	-7,693.07	10,106.20	666.30
Solde Global	1,390.10	1,033.19	1,804.70	-2,306.16	-4,880.60	1,141.40	-502.22	-3,278.10	-15,582.23	-17,167.30	-14,843.70
Financement Total	-1,390.10	-1,033.19	-1,804.70	2,306.16	4,880.60	-1,141.40	502.22	3,278.10	15,582.23	17,167.30	14,843.70
Financement Externe	-828.60	252.81	-781.09	-129.55	9,765.40	3,414.30	1,112.60	1,638.90	4,335.10	8,938.50	11,608.80
Dons externes au comptant	766.50	1,235.70	361.10	900.23	9,904.40	3,498.80	1,137.60	1,774.80	5,061.30	1,405.20	8,896.70
Prêts nets	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78	-139.00	-84.50	-25.00	-135.00	-726.20	7,533.30	2,712.10
Tirages	-	-	-	-	93.80	-	-	-	-	8,948.80	5,761.60
Amortissement	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78	-232.80	-84.50	-25.00	-135.90	-726.20	-1,415.50	-3,049.50
Financement Interne	-561.50	-1,286.00	-1,023.61	2,435.71	-4,884.80	-4,555.80	-610.38	1,639.30	11,247.13	8,228.80	3,234.90
Système bancaire	-560.60	-1,274.80	-1,023.61	2,435.71	-4,884.80	-4,555.80	-610.38	1,639.30	9,247.13	7,378.80	3,074.80
Dont: Autorités monétaires (BRH)	-344.00	-949.00	-665.74	2,515.11	-90.40	-2,910.20	-288.80	2,269.80	5,299.00	9,998.70	4,460.70
Autres sources	-0.90	-11.20	-	-	-	-	-	-	2,000.00	850.00	160.10
Dont arriérés de paiements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)											
Recettes courantes	10.10	10.75	10.76	11.69	11.78	12.86	12.90	12.28	12.03	13.48	13.64
Dépenses courantes	9.82	10.14	10.78	11.05	10.59	11.83	12.13	12.93	16.08	13.68	15.36
Dépenses d'investissement	0.93	2.75	1.33	2.22	3.64	2.27	3.75	3.69	1.89	1.47	1.21
Solde courant	0.28	0.61	-0.02	0.63	1.19	1.03	0.76	-0.65	-4.05	-0.20	-1.72
Solde global	0.71	0.47	0.72	-0.86	-1.83	0.38	-0.15	-0.90	-3.98	-1.93	-3.06
Dons	0.39	0.56	0.14	0.34	3.71	1.16	0.35	0.49	1.29	0.33	1.84
Financement externe	-0.42	0.11	-0.31	-0.05	3.66	1.13	0.34	0.45	1.11	0.00	2.40
Financement BRH	-0.17	-0.43	-0.27	0.94	-0.03	-0.96	-0.08	0.62	1.35	2.35	0.92
PIB nominal	197,138.00	220,110.00	250,590.00	267,880.00	266,952.00	302,854.00	328,061.00	364,526.00	391,635.00	423,644.00	484,351.00

Sources : BRH, MEF

1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.

2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douaniers ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau I.13 // Résumé des opérations financières des administrations publiques 1 (en millions de gourdes)

	Octobre 2015	Novembre 2015	Décembre 2015	Janvier 2016	Février 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016	Juillet 2016	Août 2016	Septembre 2016	Octobre 2015 Septembre 2016
Recettes totales (incluant les dons)	5,791.80	4,782.50	5,837.90	6,451.20	5,777.10	6,050.90	4,948.80	5,526.20	5,154.80	4,999.50	5,078.70	5,678.80	66,078.20
Recettes totales	5,791.80	4,782.50	5,837.90	6,451.20	5,777.10	6,050.90	4,948.80	5,526.20	5,154.80	4,999.50	5,078.70	5,678.80	66,078.20
Recettes courantes	3,888.00	3,202.30	3,954.10	4,577.30	4,056.70	4,221.00	3,192.50	3,701.40	3,224.20	3,330.00	3,050.10	3,761.30	44,158.90
Recettes internes	1,816.60	1,564.30	1,854.10	1,674.60	1,633.50	1,668.50	1,714.50	1,727.80	1,907.50	1,643.90	1,869.00	1,910.20	20,984.50
Recettes douanières	87.20	15.90	29.70	199.30	86.90	161.40	41.80	97.00	23.10	25.60	159.60	7.30	934.80
Recettes non classées 1/	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts des entreprises publiques	721.40	829.00	1,657.70	139.60	1,236.30	1,140.60	453.20	923.70	509.60	945.80	216.90	122.90	8,896.70
Dons externes au comptant	7,506.70	5,875.30	8,430.30	5,591.80	4,300.10	5,622.10	9,044.60	6,493.40	5,161.00	6,508.90	7,866.70	7,864.70	80,265.60
Dépenses totales	7,462.70	5,546.30	7,676.30	4,815.80	3,578.10	5,376.10	8,855.60	6,113.40	4,312.00	6,288.90	7,649.70	6,736.70	74,411.60
Dépenses courantes	6,634.60	4,856.10	7,069.30	3,946.30	1,748.60	3,896.50	7,237.40	4,402.00	3,383.40	5,834.70	7,140.60	5,895.20	62,044.70
Dépenses sur biens et services	2,293.40	2,420.90	4,548.00	2,125.50	1,578.90	3,081.60	3,073.50	2,263.80	2,495.90	3,121.80	2,596.70	2,672.30	32,272.30
Traitements et salaires	4,341.20	2,435.20	2,521.30	1,820.80	1,697.00	814.90	4,163.90	2,138.20	887.50	2,712.90	4,543.90	3,222.90	29,772.40
Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s	18.90	19.20	20.10	35.30	67.70	111.10	257.50	859.20	302.90	127.40	128.40	33.20	1,980.90
Paiements d'intérêts	809.20	671.00	586.90	834.20	1,761.80	1,368.50	1,360.70	852.20	625.70	326.80	380.70	808.30	10,386.00
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.00
Autres dépenses	44.00	329.00	754.00	776.00	722.00	246.00	189.00	380.00	849.00	220.00	217.00	1,128.00	5,854.00
Dépenses d'investissement	-1,670.90	-763.80	-1,838.40	1,635.40	2,199.00	674.80	-3,906.80	-587.20	842.80	-1,289.40	-2,571.00	-1,057.90	-8,333.40
Solde courant	331.60	-1,949.00	523.80	642.00	1,206.30	504.40	-3,280.40	-222.90	5,037.60	-1,271.00	195.50	-1,061.60	656.30
Ajustement 2/	-2,046.50	856.20	-3,116.20	217.40	270.70	-75.60	-815.40	-744.30	-5,043.80	-238.40	-2,983.50	-1,124.30	-14,843.70
Solde global 3/	2,046.50	-856.20	3,116.20	-217.40	-270.70	75.60	815.40	744.30	5,043.80	238.40	2,983.50	1,124.30	14,843.70
Financement total	1,268.20	1,229.90	2,162.40	543.80	1,740.20	1,048.20	-1.80	1,450.10	-21.50	1,410.40	207.40	571.50	11,608.80
Financement externe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.00
Prêts concessionnels	547.70	400.90	506.90	446.20	572.50	279.70	459.30	528.70	365.60	696.50	508.60	449.00	5,761.60
Autres Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-0.90	-	(2.20)	(42.00)	-68.60	-372.10	-914.30	-2.30	(896.70)	-231.90	-518.10	-0.40	-3,049.50
Financement interne	778.30	-2,086.10	953.80	-761.20	-2,010.90	-972.60	817.20	-705.80	5,065.30	-1,172.00	2,776.10	552.80	3,234.90
Financement BRH 4/	1,753.00	1,205.70	2,496.10	-1,388.00	-2,372.90	1,197.90	821.90	-227.50	-2,288.30	1,229.80	-1,041.80	3,074.80	4,460.70
Financement BNC	-299.20	-798.40	-444.50	-575.60	-245.90	-919.90	-1,220.40	354.70	1,841.60	-1,003.40	-452.70	-401.00	-4,164.70
Autres Banques commerciales	174.20	-310.70	177.10	108.20	-239.00	764.20	185.80	-50.80	1,106.60	-63.40	54.30	872.30	2,778.80
Autres sources 5/	-849.70	-2,182.70	-1,274.90	1,094.20	846.90	-2,014.80	1,029.90	-782.20	4,405.40	-1,335.00	4,216.30	-2,993.30	160.10

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH; Ministère de l'Économie et des Finances.

1/ Base : encaissements-décaissements.

2/ Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.

3/ Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.

4/ Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.

5/ Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

Tableau 114 // Résumé des opérations financières des administrations publiques 1 (en millions de gourdes)

	2010	2011	2021	2013	2014 ^{2/}	2015 ^{3/}	2016 ^{3/}
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES							
Biens et Services	-101.83	-326.37	-449.28	-560.84	-749.10	-271.11	-86.64
Crédit	-3,270.93	-3,121.30	-2,871.73	-2,875.66	-3,089.63	-2,743.49	-2,563.33
Débit	1,016.38	1,311.69	1,323.61	1,566.91	1,662.12	1,747.47	1,617.55
Biens	-4,287.31	-4,432.98	-4,195.34	-4,442.57	-4,751.75	-4,490.96	-4,186.89
Crédit	-2,446.67	-2,545.92	-2,304.72	-2,425.73	-2,705.22	-2,425.42	-2,188.32
Débit	563.38	768.09	774.61	914.91	960.93	1,023.96	995.01
Services	-3,010.05	-3,314.00	-3,079.33	-3,340.64	-3,666.15	-3,449.38	-3,183.33
Crédit	-824.26	-575.38	-567.01	-449.93	-384.41	-318.07	-381.01
Débit	453.00	543.60	549.00	652.00	701.19	723.51	622.54
Revenus	-1,277.26	-1,118.98	-1,116.01	-1,101.92	-1,085.60	-1,044.58	-1,003.56
Crédit	22.28	37.80	54.54	31.52	49.10	35.18	43.08
Débit	32.70	41.04	58.50	46.57	63.54	61.81	66.09
Transferts courants	-10.42	-3.24	-3.96	-15.04	-14.44	-26.62	-25.01
Crédit	3,146.83	2,757.13	2,367.91	2,283.30	2,291.43	2,437.20	2,437.61
Débit	3,313.80	2,997.37	2,599.84	2,530.99	2,540.03	2,684.50	2,703.65
Dons officiels	1,840.00	1,446.00	987.51	750.00	563.00	488.94	346.00
Envois de fonds des travailleurs	1,473.80	1,551.37	1,612.33	1,781.00	1,977.03	2,195.56	2,358.65
Débit	-166.98	-240.24	-231.92	-247.69	-248.60	-247.30	-266.04
B. COMPTE DE CAPITAL	1,470.98	726.38	75.69	20.00	25.90	18.00	59.11
Crédit	1,470.98	726.38	75.69	20.00	25.90	18.00	59.11
Débit	-	-	-	-	-	-	-
C. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	-754.46	-143.13	601.58	706.43	528.51	135.65	-70.91
Investissements directs	178.00	119.00	156.00	161.92	99.00	105.68	104.9
Autres Investissements	-932.46	-262.13	445.58	544.51	429.51	29.97	-175.81
Admin. publiques	-529.73	-221.44	368.72	393.30	350.68	108.83	-133.64
Secteur bancaire (net)	-307.21	-82.98	111.24	156.57	69.46	-96.82	-44.59
Secteur non bancaire (net)	-52.00	1.00	-	-1.00	2.00	25.00	-
Autres avoirs et engagements (nets)	-43.52	41.29	-34.38	-4.36	7.37	-7.04	2.42
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	128.14	-70.73	26.01	-455.94	14.64	-105.94	146.65
BALANCE GLOBALE	742.83	186.15	254.01	9.66	-480.05	-223.41	48.21
E. FINANCEMENT	-742.83	-186.15	-254.01	-9.66	480.05	223.41	-48.21
Avoirs de réserve 1/	-844.89	-209.30	-284.58	-32.36	473.00	141.34	-107.36
Utilisation des crédits et prêts du FMI	96.86	12.45	22.42	9.80	0.49	9.14	-5.26
Autres Engagements 2/	-0.08	3.20	4.06	1.51	0.01	-3.76	1.92
Variation des arriérés de paiement 3/	-	-	-	-	77.17	64.84	-
Allocations de DTS	-	-	-1.52	-0.65	-4.03	-6.04	-4.96
Remise de dette	3.07	4.49	1.96	5.28	5.31	3.62	2.61
Rééchelonnement obtenu	2.21	3.01	3.66	6.76	5.27	1.93	-
Pour mémoire	-	-	-	-	-	-	-
Assistance externe	1,407.13	1,237.01	1,378.65	1,153.09	914.18	606.91	206.10
Dons officiels 4/	1,840.00	1,446.00	987.51	750.00	563.00	488.94	346.00
Prêts nets	-432.87	-208.99	391.14	403.10	351.18	117.97	-136.90
En pourcentage du PIB							
Compte de transactions courantes (incluant dons officiels)	-1.54	-4.35	-5.69	-6.64	-8.52	-3.09	-1.01
Compte de transactions courantes (hors dons officiels)	-29.32	-23.58	-18.21	-15.51	-14.92	-8.67	-5.15
Exportations de biens et services	15.35	17.45	16.78	18.54	18.91	19.94	19.44
Importations de biens et services	-64.74	-58.98	-53.17	-52.57	-54.05	-51.24	-50.19
Balance globale	11.22	2.48	3.22	-3.45	-2.37	-2.55	0.58

Sources : Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/ BHI
Banque des Règlements Internationaux (BRI)

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

Le signe (-) signifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation, (-) = remboursement

(P) : données provisoires

Tableau 1.15 // Position Extérieure Globale d'Haïti (en millions de dollars É.U.)

	2009	2010	2011 ^{P/}	2012 ^{P/}	2013 ^{P/}	2014 ^{P/}	2015 ^{P/}	2016 ^{P/}
AVOIRS	1297.80	2298.12	2464.86	3262.26	2733.99	2568.42	2567.37	2628.47
Investissements directs haïtiens à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres investissements	881.98	1201.71	1287.33	1255.43	1006.99	999.63	1097.56	1064.60
Secteur bancaire	451.21	764.40	818.59	719.38	623.99	641.00	738.10	705.58
Secteur non bancaire	362.00	385.00	444.00	476.00	327.00	297.00	297.00	297.00
Autres	68.77	52.31	54.74	60.05	56.00	61.63	62.46	62.02
Avoirs de réserve nets des autorités monétaires	415.82	1096.41	1177.54	2006.83	1727.00	1568.79	1469.81	1563.87
ENGAGEMENTS	1920.59	1707.22	1501.05	2058.75	2735.46	3243.05	3434.86	3521.49
Investissements directs étrangers en Haïti	447.10	624.84	743.67	899.67	1085.67	1159.53	1265.21	1370.11
Autres investissements	1473.49	1082.38	757.38	1159.08	1649.79	2083.52	2169.65	2151.38
Secteur Public	1247.15	863.08	657.30	1049.20	1474.12	1829.50	1981.00	2008.80
Secteur bancaire	55.34	61.30	32.52	45.01	106.46	175.43	109.63	63.07
Secteur non bancaire	109.00	91.00	65.00	62.00	66.00	75.00	75.00	75.00
Autres	62.00	67.00	2.56	2.87	3.21	3.59	4.03	4.51
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	-622.79	590.89	963.82	1203.51	-1.47	-674.63	-867.50	-893.02

Sources : Service Économie Internationale/ Direction Affaires Internationales/ BHH
Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) : Données provisoires

1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau 1.16 // Exportations d'Haïti par produits (en millions de dollars É.U.)

Période	Café	Cacao	Huiles essentielles	Mangues	Langoustes	Autres produits Primaires	Petite industrie	Articles manufacturés/	Autres produits industriels	Déchets métalliques et plastiques	Ajustements pour évaluation	Total 2/	Ajustements pour classification	Total Exportation 3/ (FOB)
2012	4,72	9,25	8,63	10,06	5,75	1,49	4,23	273,69	1,38	-	27,32	346,52	428,09	774,61
2013	3,04	4,88	15,71	12,45	3,61	1,10	4,79	374,42	2,48	29,64	31,02	423,13	491,78	914,91
2014 (P)	4,11	10,15	17,11	12,41	3,15	1,09	5,03	325,02	2,88	39,00	32,61	452,56	508,37	960,93
2015 (P)	3,99	7,36	22,71	13,81	4,22	1,52	5,86	354,10	1,67	19,65	35,51	470,10	553,86	1,023,96
2016 (P)	0,79	9,65	23,71	8,74	8,47	1,37	5,95	345,25	2,11	14,20	34,75	454,99	540,01	995,01
2012														
1er Trimestre	1,09	1,60	1,70	0,24	2,09	0,25	0,99	64,06	0,46	-	6,20	78,69	100,20	178,89
2e Trimestre	1,46	2,30	1,86	0,26	1,45	0,27	0,85	55,44	0,18	-	5,48	69,56	86,71	166,27
3e Trimestre	1,21	2,98	3,43	7,86	1,09	0,66	1,15	75,00	0,40	-	8,03	101,80	117,31	219,11
4e Trimestre	0,96	2,37	1,64	1,70	1,12	0,31	1,24	79,19	0,34	-	7,61	96,47	123,87	220,34
2013														
1er Trimestre	0,78	0,51	4,06	0,00	1,18	0,09	1,19	76,66	0,56	4,63	7,28	96,94	119,90	216,84
2e Trimestre	0,80	0,08	3,61	0,87	0,80	0,09	1,04	68,38	0,65	7,30	6,53	90,15	106,95	197,10
3e Trimestre	0,99	3,55	4,03	10,34	0,89	0,76	1,26	82,47	0,51	9,88	8,98	123,66	129,00	252,66
4e Trimestre	0,47	0,74	4,00	1,24	0,74	0,16	1,30	86,91	0,76	7,83	8,23	112,38	135,93	248,31
2014 (P)														
1er Trimestre	0,84	3,05	1,84	0,00	0,89	0,32	1,19	78,23	0,74	7,80	7,46	102,36	122,36	224,73
2e Trimestre	0,94	1,53	5,67	0,00	0,89	0,16	1,06	68,98	0,65	7,26	6,84	93,98	107,89	201,87
3e Trimestre	1,20	2,81	4,42	11,54	0,63	0,32	1,24	81,29	1,05	9,31	8,94	122,76	127,14	249,90
4e Trimestre	1,13	2,75	5,19	0,87	0,73	0,28	1,54	96,53	0,45	14,63	9,37	133,46	150,98	284,44
2015 (P)														
1er Trimestre	0,69	1,62	3,09	0,02	0,99	0,28	1,45	89,66	0,22	6,30	8,39	112,71	140,24	252,95
2e Trimestre	0,87	0,92	6,27	0,08	1,24	0,21	1,19	74,84	0,51	4,71	7,37	98,22	117,06	215,28
3e Trimestre	0,91	3,78	7,98	11,90	0,79	0,47	1,53	91,58	0,31	4,64	10,21	134,08	143,24	271,33
4e Trimestre	1,52	1,04	5,37	1,80	1,19	0,56	1,69	98,02	0,62	4,01	9,55	125,08	153,32	278,40
2016 (P)														
1er Trimestre	0,01	2,54	2,15	0,08	5,24	0,29	1,50	87,70	0,58	3,32	8,57	112,17	137,17	249,34
2e Trimestre	0,01	0,28	6,82	0,08	1,73	0,27	1,30	77,02	0,50	2,45	7,53	98,00	120,46	218,47
3e Trimestre	0,48	5,04	6,50	8,17	0,58	0,44	1,49	86,67	0,47	3,80	9,40	123,03	135,56	258,59
4e Trimestre	0,28	1,79	8,25	0,40	0,92	0,37	1,67	93,87	0,56	4,43	9,25	121,79	146,82	268,61
2016 (P)														
Octobre	-	1,00	0,87	0,03	1,61	0,15	0,50	31,05	0,20	1,44	3,03	39,89	48,56	88,45
Novembre	0,00	0,97	0,74	0,04	1,15	0,06	0,53	29,41	0,21	0,83	2,83	36,79	46,01	82,80
Décembre	0,01	0,57	0,53	0,01	2,48	0,08	0,46	27,24	0,16	1,25	2,70	35,49	42,60	78,10
Janvier	0,00	0,19	0,87	0,02	0,62	0,05	0,32	18,69	0,14	0,63	1,79	23,30	29,23	52,53
Février	0,01	0,00	2,99	0,03	0,72	0,17	0,52	30,89	0,07	0,60	3,03	39,03	48,32	87,35
Mars	0,01	0,09	2,97	0,03	0,39	0,05	0,47	27,44	0,29	1,22	2,72	35,67	42,92	78,59
Avril	0,16	1,25	2,56	2,27	0,17	0,10	0,46	27,52	0,15	1,06	2,97	38,67	43,05	81,72
Mai	0,22	1,83	2,36	4,17	0,24	0,17	0,55	30,53	0,11	1,24	3,44	44,86	47,75	92,61
Juin	0,10	1,97	1,58	1,73	0,16	0,17	0,47	28,62	0,21	1,50	3,00	39,50	44,76	84,26
Juillet	0,20	0,85	2,55	0,31	0,20	0,16	0,49	28,54	0,27	1,44	2,87	37,88	44,64	82,52
Août	0,08	0,54	2,98	0,07	0,20	0,10	0,59	33,34	0,07	1,24	3,25	42,46	52,15	94,60
Septembre	0,00	0,40	2,72	0,02	0,52	0,11	0,59	31,99	0,22	1,75	3,13	41,44	50,03	91,48

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
MCI, AEO - Sites Internet Dpt du Commerce américain et Stat-Can - Base de données OCDE

1/ Produits des industries d'assemblage

2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.

3/ Exportations brutes.

(P) : Données provisoires.

Tableau I.17 // Exportations aux U.S.A à base de matières premières locales (F.O.B) [en milliers de dollars É.U.]

Période	Articles manufacturiers en cuir	Articles manufacturiers en bois pour meubles	Articles manufacturiers en bois	Vêtements & autres ouvrages produits textiles	Tapis & Accessoires Couverture	Objets de collection Travaux d'art Antiquités	Balais Brosses Ficelles	Articles déclarés & non déclarés	Autres: Articles en verre & en céramique.	Sous-total	Marchandises retournées	Total
2012	6.12	42.53	4,190.97	0.86	-	-	24.05	40.31	65.21	4,370.05	-131.10	4,238.95
2013	2.10	35.21	4,796.19	-	-	-	48.15	29.37	25.88	4,936.90	-148.11	4,788.79
2014 (P)	-	17.22	4,952.02	-	-	-	63.41	43.57	104.65	5,180.87	-155.43	5,025.44
2015 (P)	9.55	51.91	5,401.35	0.35	-	-	128.34	23.09	424.04	6,038.63	-181.16	5,857.47
2016 (P)	19.38	57.92	5,268.31	1.22	-	-	106.62	33.97	635.65	6,123.06	-183.69	5,939.37
2012												
1er Trimestre	4.38	2.02	981.97	-	-	-	-	7.61	18.70	1,014.68	-30.44	984.24
2e Trimestre	1.74	20.29	849.40	-	-	-	-	9.11	-	880.54	-26.42	854.12
3e Trimestre	-	2.65	1,148.45	0.35	-	-	-	21.51	19.63	1,192.59	-35.78	1,156.81
4e Trimestre	-	17.57	1,211.15	0.51	-	-	24.05	2.08	26.88	1,282.24	-38.47	1,243.77
2013												
1er Trimestre	-	15.72	1,171.09	-	-	-	11.89	4.22	25.88	1,228.80	-36.86	1,191.93
2e Trimestre	-	3.75	1,043.63	-	-	-	11.63	7.44	-	1,066.43	-31.99	1,034.44
3e Trimestre	2.10	15.74	1,254.83	-	-	-	14.96	14.96	-	1,302.59	-39.08	1,263.51
4e Trimestre	-	-	1,326.64	-	-	-	9.68	2.76	-	1,339.08	-40.17	1,298.90
2014 (P)												
1er Trimestre	-	4.72	1,194.86	-	-	-	19.46	-	2.90	1,221.94	-36.66	1,185.28
2e Trimestre	-	3.09	1,049.23	-	-	-	14.62	5.65	17.10	1,089.69	-32.69	1,057.00
3e Trimestre	-	-	1,237.87	-	-	-	15.60	17.37	11.06	1,281.90	-38.46	1,243.44
4e Trimestre	-	9.40	1,470.06	-	-	-	13.73	20.56	73.59	1,587.33	-47.62	1,539.71
2015 (P)												
1er Trimestre	2.10	12.52	1,368.40	-	-	-	21.67	-	86.40	1,491.08	-44.73	1,446.35
2e Trimestre	2.26	-	1,139.78	-	-	-	18.87	-	69.01	1,229.93	-36.90	1,193.03
3e Trimestre	2.12	28.83	1,396.83	-	-	-	44.43	17.51	83.58	1,573.30	-47.20	1,526.10
4e Trimestre	3.07	10.56	1,496.34	0.35	-	-	43.38	5.57	185.06	1,744.32	-52.33	1,691.99
2016 (P)												
1er Trimestre	3.11	30.01	1,338.92	1.22	-	-	-	-	169.35	1,542.61	-46.28	1,496.34
2e Trimestre	2.31	8.18	1,172.44	-	-	-	20.23	9.54	132.18	1,344.88	-40.35	1,304.54
3e Trimestre	11.53	10.13	1,324.85	-	-	-	21.25	10.88	152.67	1,531.31	-46.94	1,485.37
4e Trimestre	2.43	9.60	1,432.10	-	-	-	65.14	13.55	181.44	1,704.26	-51.13	1,653.13
2016 (P)												
Octobre	-	6.29	474.52	-	-	-	-	-	37.47	518.28	-15.55	502.73
Novembre	1.58	4.94	449.33	0.30	-	-	-	-	94.01	550.16	-16.50	533.65
Décembre	1.53	18.79	415.07	0.92	-	-	-	-	37.87	474.18	-14.23	459.95
Janvier	-	-	284.01	-	-	-	-	9.54	34.24	327.78	-9.83	317.95
Février	1.01	-	470.61	-	-	-	20.23	-	43.35	535.20	-16.06	519.15
Mars	1.30	8.18	417.82	-	-	-	-	-	54.59	481.89	-14.46	467.44
Avril	7.08	-	421.55	-	-	-	-	-	46.95	475.58	-14.27	461.31
Mai	2.78	7.70	466.16	-	-	-	21.25	10.88	57.72	566.49	-16.99	549.50
Juin	1.67	2.43	437.13	-	-	-	-	-	48.00	488.23	-14.68	474.56
Juillet	0.34	-	436.06	-	-	-	23.57	-	42.58	502.56	-15.08	487.48
Août	0.35	7.27	510.23	-	-	-	30.50	7.53	38.26	594.13	-17.82	576.30
Septembre	1.75	2.34	485.81	-	-	-	11.07	6.01	100.60	607.57	-18.23	589.35

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique
1/ Ce total sert de base pour le calcul de la rubrique "Petite Industrie" du tableau des X-tot.
P : Données provisoires

Tableau I.18 // Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières importées

Période	Tulles, Dentelles Rubans, Ouvrages Brodés	Appareils (1) & Matériels électroniques & électroniques	Machinerie & Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Articles de sport	Articles manufacturés en caoutchouc et en plastique	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
2012	106.61	3,121.85	4.00	1,364.19	699,348.16	475.00	1,022.80	486.46	94.02	706,023.09
2013	30.64	2,429.24	2.06	1,436.17	794,569.19	2,276.55	1,683.48	454.97	65.83	802,948.13
2014 (P)	4.87	1,944.27	-	1,525.81	820,383.90	5.63	1,264.13	918.14	12.41	826,059.14
2015 (P)	4.33	3,125.96	-	1,540.95	894,823.44	11.51	1,559.74	877.55	20.39	901,963.67
2016 (P)	15.00	1,865.76	-	1,535.44	872,784.27	3.01	1,277.76	492.31	25.29	877,998.83
2011										
1er Trimestre	38.55	747.66	-	305.41	165,736.58	0.98	84.67	106.40	10.30	167,030.55
2e Trimestre	21.55	868.41	-	344.50	142,704.56	-	135.13	42.79	61.65	144,178.59
3e Trimestre	21.10	749.04	4.00	375.65	190,299.18	67.13	351.68	143.95	14.07	191,985.80
4e Trimestre	25.41	756.74	-	338.63	200,647.84	406.89	451.32	183.32	8.00	202,828.15
2013										
1er Trimestre	30.27	676.71	2.06	326.51	194,010.65	551.27	377.49	96.16	10.37	196,081.49
2e Trimestre	0.37	744.68	-	309.09	172,893.93	468.20	379.06	38.96	20.00	174,854.29
3e Trimestre	-	602.92	-	341.60	207,883.79	874.03	648.87	233.72	22.02	210,606.95
4e Trimestre	-	404.93	-	468.97	219,801.82	383.05	278.06	86.13	13.44	221,405.40
2014										
1er Trimestre	4.54	61.16	-	345.86	197,948.25	-	327.26	89.46	-	198,776.53
2e Trimestre	-	574.78	-	287.76	173,821.91	1.57	213.63	254.71	9.41	175,163.76
3e Trimestre	0.33	659.91	-	397.46	205,073.85	3.69	318.65	322.24	3.00	206,779.12
4e Trimestre	-	648.42	-	494.73	243,539.89	0.37	404.59	251.73	-	245,339.73
2015 (P)										
1er Trimestre	-	450.47	-	414.69	226,698.06	0.56	438.59	165.36	-	228,167.73
2e Trimestre	2.08	597.24	-	260.28	188,824.23	9.45	482.13	227.22	17.27	190,419.89
3e Trimestre	2.25	796.93	-	462.15	231,408.28	-	456.60	220.89	3.12	233,350.22
4e Trimestre	-	1,281.32	-	403.83	247,892.87	1.50	182.42	264.08	-	250,026.03
2016 (P)										
1er Trimestre	-	507.78	-	517.53	221,814.65	3.01	230.85	75.76	16.00	223,165.57
2e Trimestre	14.30	412.23	-	160.92	194,235.37	-	227.05	198.83	-	195,248.69
3e Trimestre	-	639.85	-	416.64	219,483.07	-	737.77	93.08	9.29	221,379.70
4e Trimestre	0.70	305.90	-	440.36	237,251.19	-	82.10	124.63	-	238,204.88
2016 (P)										
Octobre	-	95.00	-	133.23	76,611.87	0.55	57.61	22.67	7.00	76,927.92
Novembre	-	212.22	-	136.94	74,439.08	2.46	66.42	53.09	3.00	74,913.22
Décembre	-	200.56	-	247.36	68,763.69	-	106.82	-	6.00	69,324.43
Janvier	-	28.18	-	-	47,050.86	-	109.35	136.87	-	47,325.26
Février	1.40	106.48	-	160.92	77,965.05	-	65.13	20.30	-	78,319.27
Mars	12.90	277.57	-	-	69,219.46	-	52.57	41.67	-	69,604.16
Avril	-	346.12	-	151.12	69,836.71	-	102.69	40.37	-	70,477.00
Mai	-	207.84	-	140.49	72,227.78	-	366.87	23.10	9.29	71,975.36
Juin	-	86.89	-	125.03	72,418.59	-	268.21	29.82	-	72,927.34
Juillet	-	137.18	-	120.39	72,240.83	-	20.91	54.76	-	72,574.06
Août	0.70	56.05	-	109.54	84,527.62	-	17.80	23.95	-	84,755.66
Septembre	-	112.67	-	210.44	80,482.73	-	43.39	45.92	-	80,895.16

Sources: Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH

Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(1): Cette rubrique regroupe les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires, les circuits électroniques, les Transformateurs et Interrupteurs.

P/ Données provisoires

Tableau I.19 // Importations totales d'Haïti par catégories de produits, (en millions de dollars ÉU.)

Période	Produits Alimentaires	Boissons & Tabacs	Matières brutes non combustibles	Combustibles Minéraux	Huiles & Graisses	Produits Chimiques	Articles manufacturés	Machines & matériels de Transport	Articles manufacturés divers	Articles divers n.d.a.	Total (C.I.F)	Ajustements/	Total Export (F.O.B)
2012	523.06	31.85	26.34	820.47	24.91	106.55	673.04	654.43	434.31	16.15	3,311.11	231.78	3,079.33
2013	622.44	69.24	49.56	963.27	55.16	220.43	643.23	543.69	410.85	14.22	3,592.09	251.45	3,340.64
2014 (P)	908.66	48.30	48.38	1,082.18	150.46	202.46	636.88	540.95	316.88	7.46	3,942.31	275.96	3,666.35
2015 (P)	955.00	42.82	51.15	676.48	132.76	275.78	608.83	583.94	366.57	15.68	3,709.01	259.63	3,449.38
2016 (P)	751.29	36.04	77.31	612.76	79.86	220.34	559.29	585.51	471.04	29.49	3,422.93	239.61	3,183.33
2012													
1er Trimestre	172.66	7.19	7.76	207.88	5.85	24.52	184.39	213.96	139.85	2.68	966.73	67.67	899.06
2e Trimestre	133.85	9.34	5.10	225.65	1.02	25.24	177.53	156.44	87.70	8.34	830.01	58.10	771.91
3e Trimestre	106.92	8.16	6.30	186.25	6.46	31.98	142.51	150.33	80.86	2.50	722.28	50.56	671.72
4e Trimestre	109.84	7.16	7.18	200.69	11.59	24.82	168.60	133.70	125.90	2.63	792.09	55.45	736.65
2013													
1er Trimestre	134.23	21.39	12.58	281.36	16.39	42.89	159.65	135.33	111.83	2.75	918.39	64.29	854.10
2e Trimestre	203.74	20.00	11.85	217.35	16.98	70.33	155.68	113.64	118.24	3.11	930.94	65.17	865.77
3e Trimestre	162.83	19.74	17.64	216.40	14.48	78.66	159.73	189.23	92.52	2.18	953.41	66.74	886.67
4e Trimestre	121.64	8.11	7.49	248.15	7.31	28.56	168.17	105.49	88.25	6.18	789.35	55.25	734.10
2014 (P)													
1er Trimestre	229.26	14.58	12.08	269.92	45.10	43.77	160.46	163.26	66.03	1.99	1,006.45	70.45	936.00
2e Trimestre	232.77	10.30	13.34	244.31	32.65	44.59	140.34	118.81	118.24	1.59	910.43	63.73	846.70
3e Trimestre	220.67	11.35	11.38	268.67	34.69	55.45	171.72	127.96	71.27	1.97	975.13	68.26	906.87
4e Trimestre	225.96	12.07	11.59	299.27	38.02	58.65	164.06	130.92	107.84	1.91	1,050.30	73.52	976.78
2015 (P)													
1er Trimestre	240.90	12.87	15.99	205.22	33.05	62.13	153.72	155.37	86.66	3.58	969.49	67.86	901.63
2e Trimestre	257.94	11.84	11.51	146.13	27.32	85.24	159.37	136.18	113.26	1.93	950.72	66.55	884.17
3e Trimestre	239.87	9.80	13.54	174.85	40.44	70.85	149.64	159.17	83.25	4.83	946.24	66.24	880.00
4e Trimestre	216.28	8.31	10.11	150.27	31.94	57.57	146.10	133.21	83.41	5.35	842.55	58.98	783.58
2016 (P)													
1er Trimestre	229.72	9.23	9.37	156.97	29.40	53.21	138.02	111.90	70.14	1.29	809.25	56.65	752.60
2e Trimestre	201.81	5.66	12.70	96.53	16.18	60.20	126.78	125.63	89.19	4.74	739.41	51.76	687.65
3e Trimestre	147.38	11.80	28.31	180.27	7.82	59.32	145.72	189.49	164.27	14.39	948.77	66.41	882.36
4e Trimestre	172.38	9.35	26.93	178.97	26.46	47.60	148.78	138.50	147.45	9.08	925.50	64.79	860.72
2016 (P)													
Octobre	71.14	2.05	2.55	59.71	10.16	18.53	47.86	40.16	25.47	0.45	278.09	19.47	258.62
Novembre	74.71	3.90	3.46	47.30	11.94	18.17	40.07	33.75	20.85	0.34	254.49	17.81	236.68
Décembre	83.87	3.29	3.35	49.96	7.30	16.51	50.08	37.99	23.82	0.50	276.67	19.37	257.30
Janvier	68.53	1.91	1.92	30.06	3.43	15.37	48.36	36.46	15.88	0.40	222.31	15.56	206.75
Février	54.63	1.54	7.23	34.04	1.72	14.46	36.06	51.65	53.73	3.85	258.91	18.12	240.79
Mars	78.65	2.21	3.55	32.43	11.03	30.38	42.36	37.51	19.58	0.48	258.19	18.07	240.11
Avril	41.09	2.88	10.15	61.45	2.51	20.78	49.66	60.44	56.28	2.91	308.03	21.56	286.47
Mai	48.08	2.88	9.94	51.79	2.37	20.04	41.44	63.72	57.79	3.55	301.60	21.11	280.49
Juin	58.20	6.04	8.23	67.04	2.95	18.51	54.72	65.33	50.20	7.93	339.14	23.74	315.40
Juillet	39.45	3.95	7.75	55.19	2.14	9.94	51.08	58.21	60.87	3.05	291.63	20.41	271.22
Août	47.85	2.75	16.63	54.13	7.41	19.91	49.00	69.22	57.55	5.30	329.74	23.08	306.66
Septembre	85.09	2.65	2.55	69.66	16.90	17.75	48.71	31.07	29.03	0.73	304.13	21.29	282.84

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
 AOD, Département du commerce des Etats-Unis
 1/ Ajustement pour Assurances et Fret
 (P) : Données provisoires

Tableau L20 // Importations de produits pétroliers (En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars E.U.)

Période	Gazoline		Kérosène		Gasoil		Fuel oil (Mazout)		Lubrifiants & autres		Bitume		Gaz de pétrole liquéfié		Total	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
2012	1,291.81	168,999.53	534.62	71,868.33	3,369.48	443,777.52	391.95	40,929.08	34.96	3,888.21	182.14	17,756.00	150.08	11,519.98	5,955.04	759,718.65
2013	1,503.60	199,065.75	520.14	68,964.18	3,688.43	494,397.02	580.63	58,381.28	30.18	3,190.25	564.39	58,157.00	174.41	14,030.10	7,066.79	886,205.58
2014 (P)	1,516.67	197,056.94	492.85	64,164.68	3,952.89	513,742.12	539.14	51,441.74	67.17	7,201.10	1,280.10	145,991.00	192.62	16,003.86	8,041.46	995,601.44
2015 (P)	1,668.56	151,800.17	516.48	44,009.12	3,705.21	319,015.46	392.73	25,306.41	48.65	5,195.64	655.31	66,914.00	174.76	10,121.92	7,161.71	622,362.71
2016 (P)	1,895.24	142,297.47	565.48	35,523.46	3,882.53	232,767.68	727.98	15,015.60	57.87	6,198.36	1,710.43	121,664.00	228.36	10,279.16	9,067.89	563,735.72
2011																
1er Trimestre	322.09	38,544.39	152.29	19,815.45	890.28	115,201.85	109.29	11,237.34	11.31	1,256.64	46.26	3,806.00	36.54	2,641.03	1,568.06	192,482.70
2e Trimestre	331.40	44,780.62	143.66	20,116.73	918.65	126,121.50	90.07	10,044.74	6.40	720.42	42.04	3,422.00	33.42	3,103.37	1,566.64	208,316.38
3e Trimestre	322.79	43,590.00	114.37	15,454.80	716.95	94,044.35	79.19	8,173.55	9.16	1,031.10	51.94	6,170.00	46.97	3,920.77	1,341.37	172,384.57
4e Trimestre	315.53	42,084.52	124.30	16,481.35	842.60	108,409.82	113.40	11,473.45	8.08	900.05	41.90	4,338.00	33.15	1,847.81	1,478.96	185,535.00
2013																
1er Trimestre	404.22	50,552.96	119.66	16,223.92	1,012.75	136,162.81	315.34	32,054.89	1.22	133.97	210.32	20,524.00	42.31	3,195.99	2,105.81	258,848.54
2e Trimestre	288.92	39,378.30	130.10	17,912.13	880.63	121,179.78	139.18	14,335.79	1.60	180.06	39.40	3,899.00	43.71	3,080.49	1,533.54	199,965.55
3e Trimestre	403.35	53,909.79	119.62	14,828.91	811.50	99,186.29	81.98	7,829.69	20.52	2,116.17	159.15	17,424.00	48.89	3,795.31	1,647.02	199,090.16
4e Trimestre	405.10	55,244.70	150.76	19,999.22	973.56	127,868.14	44.13	4,160.91	6.84	760.05	165.53	16,310.00	44.50	3,958.31	1,780.42	228,301.33
2014 (P)																
1er Trimestre	339.10	41,510.93	100.26	13,128.76	1,123.24	148,990.80	133.62	12,681.60	3.33	364.65	251.03	26,790.00	58.77	4,863.57	2,009.36	248,330.32
2e Trimestre	404.59	51,291.17	120.37	15,916.44	838.07	109,035.96	81.09	7,669.58	19.76	2,142.78	324.57	34,451.00	40.66	4,259.43	1,829.11	224,764.36
3e Trimestre	375.66	51,285.52	134.03	17,545.38	889.32	117,265.25	284.05	27,311.60	35.74	3,857.35	220.89	25,870.00	53.13	4,044.09	2,002.82	247,179.19
4e Trimestre	397.32	52,969.31	138.19	17,574.10	1,092.26	138,452.11	40.38	3,778.96	8.34	836.32	483.61	58,880.00	40.06	2,836.77	2,200.16	275,327.58
2015 (P)																
1er Trimestre	322.44	32,724.27	107.44	11,405.35	975.33	102,444.67	89.65	6,399.89	11.36	1,270.64	281.56	32,234.00	38.62	2,327.77	1,826.40	188,806.59
2e Trimestre	463.83	36,781.75	152.85	12,448.36	868.74	70,348.09	116.36	5,910.92	10.78	1,087.88	491.10	5,556.00	47.43	2,306.56	1,709.09	134,439.56
3e Trimestre	419.69	40,779.07	129.54	10,910.77	944.80	80,009.49	123.34	7,040.69	10.72	1,319.54	204.51	18,569.00	46.55	2,236.68	1,878.16	160,865.24
4e Trimestre	462.60	41,556.08	126.65	9,244.64	916.34	66,213.21	63.38	5,954.91	15.79	1,517.58	120.14	10,555.00	43.16	3,250.91	1,748.07	138,251.32
2016 (P)																
1er Trimestre	474.54	35,406.53	162.26	10,369.95	1,025.90	64,706.64	440.35	2,893.50	16.02	1,788.18	315.68	27,195.00	52.39	2,055.49	2,487.14	144,415.29
2e Trimestre	419.46	26,778.30	113.22	5,746.96	810.47	39,235.88	112.62	2,994.07	13.95	1,470.06	125.30	10,794.00	51.05	1,791.96	1,646.07	88,811.23
3e Trimestre	542.54	42,697.49	131.26	8,175.07	1,221.25	74,302.13	123.12	4,261.09	13.95	1,470.06	420.65	31,559.00	83.31	3,387.72	2,536.08	165,852.56
4e Trimestre	458.70	37,405.15	158.74	11,231.48	824.91	54,523.03	51.89	4,866.94	13.95	1,470.06	848.80	52,116.00	41.61	3,043.99	2,398.60	184,656.65
2016 (P)																
Octobre	130.78	9,302.46	40.96	2,783.80	469.91	32,218.16	407.70	16,794.40	4.97	563.79	90.32	7,781.00	14.90	608.67	1,159.54	54,937.28
Novembre	214.00	17,129.40	14.99	988.32	163.44	10,929.76	32.65	1,214.10	5.44	584.03	141.28	12,171.00	12.56	500.96	584.36	43,517.56
Décembre	129.76	8,974.67	106.31	6,597.84	392.35	21,558.73	0.00	0.00	5.61	640.35	84.08	7,243.00	24.93	945.86	743.24	45,960.44
Janvier	130.63	7,835.98	41.23	2,012.47	312.35	15,306.66	40.84	1,081.12	4.65	490.02	5.28	455.00	14.50	473.10	549.48	27,654.35
Février	139.31	8,966.95	20.77	1,080.21	239.20	11,304.44	41.03	1,006.87	4.65	490.02	90.88	7,829.00	18.57	640.55	554.41	31,318.04
Mars	149.52	9,975.37	51.22	2,654.28	258.92	12,824.78	30.75	906.08	4.65	490.02	29.14	2,510.00	17.98	678.31	542.18	29,838.84
Avril	225.75	17,526.88	51.19	2,906.23	479.97	25,996.76	41.02	1,289.88	4.65	490.02	90.56	7,271.00	28.69	1,070.61	921.83	56,531.38
Mai	129.74	9,859.30	40.16	2,520.74	254.86	15,635.78	41.20	1,405.25	4.65	490.02	207.79	16,883.00	25.90	1,050.79	704.30	47,843.88
Juin	187.05	15,312.31	39.91	2,748.10	486.42	12,868.59	40.90	1,585.96	4.65	490.02	122.30	7,605.00	28.72	1,266.32	909.95	61,677.50
Juillet	204.82	15,699.17	72.28	4,917.39	253.44	15,426.74	11.04	1,040.23	4.65	490.02	203.30	12,553.00	10.05	644.62	759.58	50,771.17
Août	65.02	4,937.75	37.03	2,599.90	320.00	22,725.81	30.28	2,834.22	4.65	490.02	230.63	15,066.00	16.03	1,146.41	703.64	49,800.11
Septembre	188.86	16,768.23	49.43	3,714.19	251.47	16,370.48	10.57	992.49	4.65	490.02	414.87	24,497.00	15.53	1,252.96	935.38	64,085.37

Sources: Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH

A60, Département du commerce des Etats-Unis

1/ Ajustement pour Assurances et fret

(P): Données provisoires

Tableau I.21 // Dette externe totale du secteur public (en millions de dollars ÉU)

	Septembre 2006	Septembre 2007	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016 ^P
Dette externe totale	1,419.25	1,541.30	1,884.72	1,247.15	863.08	657.34	1,049.10	1,474.90	1,829.50	1,981.80	2,008.80
Dette à long terme	1,419.25	1,541.30	1,884.72	1,247.15	863.08	657.34	1,049.10	1,474.90	1,829.50	1,981.80	2,008.80
Créanciers bilatéraux	221.70	214.80	387.73	506.94	249.29	549.66	915.30	1,326.60	1,674.70	1,813.70	1,837.80
Dont États Unis	6.80	6.30	5.67	-	-	-	-	-	-	-	-
France	58.90	65.20	30.89	30.58	28.67	-	-	-	-	-	-
Espagne	39.60	39.70	33.36	33.20	-	-	-	-	-	-	-
Italie	70.90	59.60	58.71	58.33	-	-	-	-	-	-	-
Chine Taipei	45.50	43.90	91.80	89.67	86.70	83.79	81.60	77.50	71.70	68.30	66.80
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L/C BRH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vénézuéla/PDVSA	-	0.10	167.30	295.16	133.92	461.89	823.30	1,235.00	1,576.30	1,718.70	1,742.80
Vénézuéla/BANDES	-	-	-	-	-	3.99	10.40	14.10	26.70	26.70	28.20
ECC/IDA administré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créanciers Multilatéraux	1,178.65	1,306.60	1,434.89	680.71	569.10	102.43	126.40	135.90	137.20	148.50	153.90
DONT BIRD/IDA	515.60	528.40	512.78	38.75	-	-	-	-	-	-	-
FIDA	33.20	37.40	39.46	48.30	62.40	66.10	66.3	64.5	61.0	56.40	56.80
FMI	33.20	55.60	104.77	169.56	12.70	25.58	48.0	57.8	58.3	67.30	64.70
BID	593.45	682.10	774.82	417.50	485.70	-	0.1	0.1	0.1	-	0.00
OPEC	3.20	3.10	3.06	6.60	8.30	10.75	12.0	13.5	17.9	24.80	32.40
Dette réamenagée	18.90	19.90	62.10	59.50	44.69	5.25	7.50	12.40	17.60	19.60	17.00
Chine Taipei	-	-	-	-	2.20	5.25	7.50	12.40	17.60	19.60	17.00
France	-	-	-	-	42.49	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arriérés	45.00	-	-	-	0.10	0.06	-	-	3.70	18.40	0.10

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.
P/ Données provisoires

Tableau I.22 // Décaissements effectués sur les prêts (en millions de dollars EU)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^P
Bilatéral	1.50	0.10	217.18	126.98	201.30	331.95	367.84	401.58	369.40	164.55	90.19
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	1.50	-	50.00	-	-	-	-	-	-	-	-
PDVSA	-	0.10	167.18	126.98	201.30	327.97	361.45	397.88	356.80	164.55	88.69
BANDES	-	-	-	-	-	3.99	6.39	3.70	12.60	-	1.50
Multilatéral	97.71	151.47	167.77	157.72	216.40	22.41	29.46	12.50	8.30	20.27	11.23
IDA/BIRD	8.64	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BID	71.96	93.26	111.99	84.26	72.20	-	-	-	-	-	-
FMI	14.70	54.10	51.09	59.90	126.29	12.93	22.58	9.90	2.50	12.25	-
OPEC	-	0.79	0.85	4.39	3.41	4.36	3.85	1.70	4.50	7.19	8.27
FIDA	2.42	3.32	3.85	9.17	14.49	5.12	3.03	0.90	1.30	0.83	2.96
Total	99.21	151.58	384.95	284.70	417.70	354.37	397.29	414.08	377.70	184.82	101.42

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

P/ Données provisoires

Tableau I.23 // Paiement du service de la dette (en millions de dollars ÉU)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 ^{P/}	2016 ^{P/}
Intérêts	16.66	19.28	11.91	7.18	0.74	0.36	1.70	8.06	8.20	19.26
Bilatéral	1.12	1.79	2.38	1.08	0.00	0.15	1.41	7.72	6.34	16.26
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	0.06	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	1.06	1.79	2.38	1.08	0.00	0.15	1.41	7.72	5.53	16.26
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	0.81	-
Multilatéral	15.54	17.49	9.53	6.10	0.74	0.22	0.29	0.34	1.86	3.00
IDA/BIRD	3.84	3.98	2.42	0.15	-	-	-	-	-	-
BID	11.14	12.20	6.21	5.41	-	-	-	-	0.01	-
FMI	0.06	0.86	0.37	0.42	0.43	-	-	-	-	-
OPEC	0.08	0.09	0.16	0.11	0.31	0.22	0.29	0.34	0.45	0.59
FIDA	0.42	0.37	0.37	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK (Chine TAIPEI)	-	-	-	-	-	-	-	-	1.40	2.41
Amortissements	58.11	29.96	23.99	5.83	1.92	0.58	4.66	12.61	24.81	69.15
Bilatéral	1.63	2.13	2.13	0.76	-	-	3.96	12.09	22.16	63.29
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	1.63	2.13	2.13	0.76	-	-	3.96	12.09	22.16	63.29
Multilatéral	56.48	27.83	21.86	5.08	1.92	0.58	0.70	0.52	2.65	5.86
IDA/BIRD	11.08	13.77	10.98	-	-	-	-	-	-	-
BID	9.70	12.09	8.88	3.78	0.03	0.01	0.01	0.01	-	0.01
FMI	33.90	-	-	-	-	-	-	-	-	2.28
OPEC	0.89	0.95	0.85	1.29	1.89	0.57	0.69	0.51	0.49	0.65
FIDA	0.91	1.03	1.15	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK (Chine TAIPEI)	-	-	-	-	-	-	-	-	2.16	2.92
Total	74.77	49.24	35.91	13.01	2.66	0.94	6.36	20.67	33.01	88.41

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

P/ : Données provisoires

Tableau II.1 // Chiffres clés du bilan par banque (En milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
AU 30 SEPTEMBRE 2016													
Actif	60,164,954.2	3,705,072.7	12,788,259.9	17,112,279.0	70,438,439.9	86,159,747.2	250,368,751.9	8,436,567.5	8,436,567.5	5,847,840.0	6,702,422.0	12,550,262.0	271,355,581.4
Bons B.R.H.	8,550,000.0	520,000.0	-	229,280.0	460,000.0	-	9749,280.0	-	-	717,660.0	-	717,660.0	10,466,940.0
Prêts	12,070,989.8	1,083,400.2	6,260,595.2	7,139,820.0	21,239,381.0	24,839,199.2	72,633,488.4	4,095,844.5	4,095,844.5	744,549.0	2,012,504.0	2,757,053.0	79,486,385.9
Dépôts	48,924,228.9	3,358,148.1	9,520,158.4	14,332,617.0	58,213,552.5	70,212,143.4	204,560,848.3	5,997,613.8	5,997,613.8	4,457,213.0	5,900,088.0	10,357,301.0	220,915,163.1
Avoir des Actionnaires	4,446,610.7	(13,012.5)	1,031,825.3	1526,08.0	5,269,356.2	10,933,345.6	23,194,233.3	637,371.1	637,371.1	376,868.0	381,572.0	758,440.0	24,590,044.4
AU 30 SEPTEMBRE 2015													
Actif	47,427,693.6	3,077,336.9	7,977,287.7	14,153,022.0	58,331,618.0	73,185,594.3	204,152,552.5	7,024,729.6	7,024,729.6	6,117,281.0	5,585,139.0	11,702,420.0	222,879,702.2
Bons B.R.H.	4,275,000.0	50,000.0	-	143,934.0	-	-	4,468,934.0	-	-	499,030.0	-	499,030.0	4,967,964.0
Prêts	9,850,703.7	798,307.4	3,566,985.6	5,470,779.0	19,011,273.9	22,076,403.9	60,774,463.4	3,570,199.0	3,570,199.0	1,244,388.0	2,084,729.0	3,329,117.0	67,673,769.4
Dépôts	37,307,304.0	2,663,764.5	6,414,288.8	11,996,341.0	47,230,120.9	59,213,001.8	164,824,821.0	5,209,514.2	5,209,514.2	4,597,056.0	4,896,747.0	9,493,803.0	179,528,138.2
Avoir des Actionnaires	3,467,568.4	68,029.4	505,449.3	1,261,196.0	4,201,961.2	6,388,574.4	15,892,778.7	520,963.3	520,963.3	465,963.0	291,754.0	757,717.0	17,171,459.0
AU 30 SEPTEMBRE 2014													
Actif	44,677,768.6	3,064,829.3	4,984,964.2	11,982,486.0	52,063,383.6	59,077,362.7	175,840,796.5	5,665,677.7	5,665,677.7	7,089,895.0	5,905,326.0	12,995,221.0	194,501,695.1
Bons B.R.H.	2,334,000.0	100,000.0	-	74,992.0	1,950,000.0	-	4,458,992.0	-	-	49,563.0	-	49,563.0	4,508,555.0
Prêts	11,264,488.0	958,681.8	2,277,488.0	5,416,947.0	19,001,042.8	22,477,640.6	61,396,288.2	3,180,507.2	3,180,507.2	1,447,270.0	2,154,182.0	3,601,452.0	68,178,247.4
Dépôts	35,961,593.2	2,755,867.0	4,083,025.8	10,146,096.0	41,468,042.8	48,486,999.6	142,891,626.4	4,094,458.1	4,094,458.1	5,538,270.0	5,024,768.0	10,563,038.0	157,549,122.5
Avoir des Actionnaires	3,036,675.8	129,300.9	269,271.0	1,009,190.0	3,767,440.1	5,445,690.1	13,667,567.9	466,175.8	466,175.8	389,508.0	247,234.0	616,742.0	14,750,485.7
AU 30 SEPTEMBRE 2013													
Actif	42,562,735.0	2,715,118.3	4,047,813.4	10,321,926.0	47,242,844.2	53,646,035.6	160,536,472.5	4,229,765.2	4,229,765.2	5,336,958.0	5,828,831.0	11,165,789.0	175,932,026.7
Bons B.R.H.	5,670,000.0	-	-	174,985.0	100,000.0	-	5,944,985.0	-	-	-	-	-	5,944,985.0
Prêts	10,111,946.5	1,091,817.4	1,419,069.3	4,719,462.0	18,747,203.5	20,039,270.1	56,128,768.8	2,524,913.2	2,524,913.2	1,310,583.0	2,201,715.0	3,512,298.0	62,165,980.1
Dépôts	34,943,125.0	2,322,339.1	3,559,859.3	8,746,876.0	38,659,805.5	45,712,814.6	133,944,819.5	2,799,809.8	2,799,809.8	4,192,263.0	4,709,054.0	8,901,317.0	145,645,946.3
Avoir des Actionnaires	2,684,078.6	195,472.9	153,620.5	872,747.0	3,475,330.0	4,743,946.9	12,125,195.9	442,944.7	442,944.7	237,813.0	257,960.0	495,773.0	13,063,913.6
AU 30 SEPTEMBRE 2012													
Actif	41,606,303.9	2,101,182.5	3,274,511.2	9,427,750.0	45,856,428.8	53,453,044.0	165,719,220.3	4,310,791.7	4,310,791.7	5,575,930.0	4,949,763.0	10,525,693.0	170,555,705.1
Bons B.R.H.	3,397,881.0	-	-	80,000.0	599,999.6	1,791,680.1	5,869,560.7	-	-	399,899.0	-	399,899.0	6,269,469.7
Prêts	6,347,999.1	871,518.5	1,364,145.0	4,108,729.0	16,211,855.8	17,174,851.7	46,099,099.1	2,089,734.9	2,089,734.9	1,584,777.0	2,086,555.0	3,671,332.0	51,860,166.0
Dépôts	36,616,740.0	1,832,506.3	3,227,936.2	7,914,769.0	38,599,405.9	46,570,397.2	134,661,754.6	3,271,676.3	3,271,676.3	4,736,603.0	4,168,061.0	8,904,664.0	146,838,094.9
Avoir des Actionnaires	2,191,393.1	6,936.7	(227,510.4)	747,194.0	2,990,988.8	4,351,425.3	10,060,427.4	419,892.2	419,892.2	232,986.0	203,901.0	436,887.0	10,917,206.6

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.2 // Chiffres clés des résultats par banque (En milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
2016 (Octobre 2015 - Septembre 2016)													
Revenus nets d'intérêt	2169,306.7	93,286.0	556,979.4	840,630.0	2,156,677.7	2,024,788.5	7,841,648.4	300,107.6	300,107.6	116,086.0	246,790.0	362,876.0	8,504,631.9
Autres revenus	732,582.5	63,343.2	343,281.9	696,086.0	2,063,580.7	6,099,074.9	9,997,949.2	58,223.8	58,223.8	176,924.0	174,640.0	351,564.0	10,407,737.1
Dot. à la prov. pr créances doute.	135,291.0	32,214.2	(11,499.6)	33,563.0	298,491.3	31,036.5	519,096.3	(5,459.4)	(5,459.4)	-	(3,227.9)	(3,227.9)	510,409.1
Frais d'exploitation	1,716,006.6	175,252.1	653,036.9	1,037,603.0	2,629,393.8	2,665,515.4	8,876,807.7	184,718.8	184,718.8	311,579.0	332,076.0	643,655.0	9,704,641.5
Bénéfice net (Perte nette)	1,050,591.7	(50,837.1)	181,106.8	372,439.0	1,002,123.4	5,269,631.5	7,825,055.2	131,116.8	131,116.8	(12,814.0)	64,807.2	51,993.2	8,008,165.2
2015 (Octobre 2014 - Septembre 2015)													
Revenus nets d'intérêt	1,521,940.6	82,969.5	345,084.6	753,475.0	1,710,505.2	1,970,231.3	6,394,206.1	253,998.0	253,998.0	159,957.0	206,188.0	366,145.0	7,004,349.1
Autres revenus	550,294.8	59,144.7	299,414.8	598,405.0	1,617,405.8	2,416,564.7	5,541,229.9	44,136.2	44,136.2	232,672.0	128,239.0	360,911.0	5,946,277.1
Dot. à la prov. pr créances doute.	140,131.8	37,471.1	52,189.6	33,447.0	495,679.3	111,988.0	870,907.0	18,950.0	18,950.0	1.0	-1,238.1	-1,237.1	888,219.9
Frais d'exploitation	1,420,752.9	130,746.2	409,481.2	840,652.0	2,132,954.5	2,212,490.5	7,147,077.2	153,009.0	153,009.0	260,618.0	260,836.0	521,454.0	7,821,640.2
Bénéfice net (Perte nette)	511,350.7	-26,103.1	135,168.8	383,545.0	553,277.2	1,800,586.5	3,357,815.0	92,326.9	92,326.9	91,252.0	49,627.9	140,879.9	3,591,021.8
2014 (Octobre 2013 - Septembre 2014)													
Revenus nets d'intérêt	1,114,026.7	105,949.1	224,731.4	615,748.0	1,450,429.2	1,393,583.3	4,904,467.7	179,830.7	179,830.7	132,157.0	188,296.0	320,453.0	5,404,751.4
Autres revenus	530,621.9	52,373.8	160,245.3	454,753.0	1,559,918.6	2,250,690.1	5,008,602.8	43,700.5	43,700.5	278,969.0	93,348.0	372,317.0	5,424,620.3
Dot. à la prov. pr créances doute.	121,852.9	37,844.6	-11,747.3	32,740.0	409,789.0	54,988.8	645,468.0	10,906.3	10,906.3	(16,722.0)	642.3	-16,079.7	640,294.6
Frais d'exploitation	1,112,562.2	126,009.0	387,155.7	745,748.0	2,045,741.4	1,919,967.3	6,337,273.5	135,823.4	135,823.4	227,831.0	276,336.0	504,167.0	6,972,633.9
Bénéfice net (Perte nette)	410,443.6	-5,530.7	9,588.4	235,056.0	453,687.5	1,562,106.8	2,665,031.5	56,065.2	56,065.2	138,798.0	-7,862.9	130,935.1	2,852,031.8
2013 (Octobre 2012 - Septembre 2013)													
Revenus nets d'intérêt	983,620.9	122,304.6	190,071.5	520,307.0	1,280,187.7	1,239,308.1	4,335,799.9	185,458.6	185,458.6	127,654.0	223,387.0	351,041.0	4,872,299.5
Autres revenus	507,962.9	62,359.7	186,130.9	395,756.0	1,399,670.4	1,903,588.6	4,455,468.5	41,375.6	41,375.6	133,270.0	106,836.0	240,106.0	4,736,950.1
Dot. à la prov. pr créances doute.	65,000.0	32,047.0	(6,709.3)	28,694.0	291,959.7	40,653.5	451,280.9	33,904.9	33,904.9	19,485.0	-85,822.9	-66,337.9	418,847.9
Frais d'exploitation	990,195.8	121,551.4	344,031.0	644,337.0	1,768,694.4	1,743,189.5	5,811,979.2	117,119.5	117,119.5	242,770.0	279,677.0	522,447.0	6,251,545.7
Bénéfice net (Perte nette)	436,388.0	31,065.9	38,880.7	194,425.0	499,628.8	1,286,905.3	2,487,293.6	55,341.1	55,341.1	-1,455.0	79,484.6	76,029.6	2,620,664.3
2012 (Octobre 2011 - Septembre 2012)													
Revenus nets d'intérêt	673,434.9	114,758.2	172,770.9	471,781.0	1,047,791.4	1,014,250.4	3,494,186.9	161,307.3	161,307.3	128,679.0	203,218.0	331,897.0	3,987,391.2
Autres revenus	549,210.6	45,648.3	97,566.5	343,796.0	1,280,282.3	1,656,216.6	3,972,720.3	26,072.0	26,072.0	138,026.0	106,723.0	244,749.0	4,243,481.3
Dot. à la prov. pr créances doute.	16,544.2	32,273.3	16,204.4	17,499.0	228,840.1	-	310,301.0	19,745.2	19,745.2	32,559.0	29,180.0	61,719.0	391,765.1
Frais d'exploitation	806,290.5	102,724.7	278,955.5	571,232.0	1,636,377.1	1,564,767.3	4,969,607.1	97,515.5	97,515.5	216,458.0	218,218.0	434,676.0	5,491,796.6
Bénéfice net (Perte nette)	400,810.9	25,488.6	(23,682.5)	181,461.0	388,488.4	1,166,306.9	2,138,853.3	51,144.2	51,144.2	12,456.0	37,019.1	49,475.1	2,239,472.6

Source: BHH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.3 // Ratios financiers par banque

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
Au 30 septembre 2016	7.4%	-0.4%	8.1%	8.9%	7.5%	12.7%	9.3%	7.6%	7.6%	6.4%	5.7%	6.0%	9.1%
Au 30 septembre 2015	7.3%	2.2%	6.3%	8.9%	7.2%	8.7%	7.8%	7.4%	7.4%	7.6%	5.2%	6.5%	7.7%
Au 30 septembre 2014	6.8%	4.2%	5.4%	8.4%	7.2%	9.3%	7.8%	8.2%	8.2%	5.2%	4.2%	4.7%	7.6%
Au 30 septembre 2013	6.3%	7.2%	3.8%	8.5%	7.4%	8.8%	7.6%	10.5%	10.5%	4.5%	4.4%	4.4%	7%
Dépôts en % de l'actif													
Au 30 septembre 2016	81.3%	90.6%	74.4%	83.8%	82.4%	81.5%	81.7%	71.1%	71.1%	76.2%	88.0%	82.5%	81.4%
Au 30 septembre 2015	78.7%	86.6%	80.4%	84.8%	80.9%	80.9%	80.7%	74.2%	74.2%	75.1%	87.7%	81.1%	80.5%
Au 30 septembre 2014	80.5%	89.9%	81.9%	84.7%	79.6%	82.1%	81.3%	72.3%	72.3%	78.1%	85.1%	81.3%	81.0%
Au 30 septembre 2013	82.1%	85.5%	87.9%	84.7%	81.8%	85.2%	83.4%	66.2%	66.2%	76.5%	80.8%	79.7%	82.8%
QUALITÉ DE L'ACTIF													
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts													
Au 30 septembre 2016	4.5%	37.7%	0.7%	1.2%	3.3%	0.7%	2.9%	10.4%	10.4%	0.0%	6.9%	5.1%	3.4%
Au 30 septembre 2015	6.9%	39.7%	1.5%	0.6%	4.8%	0.5%	3.8%	6.7%	6.7%	0.0%	5.7%	3.6%	3.9%
Au 30 septembre 2014	4.5%	37.4%	2.2%	0.6%	2.6%	0.1%	2.6%	9.3%	9.3%	0.0%	6.6%	4.0%	3.0%
Au 30 septembre 2013	2.1%	33.9%	14.9%	0.7%	0.9%	0.2%	2.0%	6.8%	6.8%	2.1%	8.2%	5.9%	2.4%
Provision pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts													
Au 30 septembre 2016	84.0%	88.4%	120.4%	62.7%	125.3%	145.1%	103.6%	19.9%	19.9%	0.0%	56.9%	56.9%	88.1%
Au 30 septembre 2015	56.5%	94.5%	132.5%	132.5%	88.1%	196.9%	86.3%	35.4%	35.4%	0.0%	68.6%	68.6%	80.9%
Au 30 septembre 2014	49.5%	80.1%	47.7%	97.2%	102.8%	687.6%	82.6%	22.5%	22.5%	0.0%	57.5%	57.4%	72.1%
Au 30 septembre 2013	68.5%	68.4%	7.0%	85.4%	191.2%	267.1%	81.1%	39.7%	39.7%	91.4%	45.6%	51.8%	72.2%
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires													
Au 30 septembre 2016	2.0%	-544.9%	-0.8%	2.1%	-3.5%	-0.7%	-0.3%	54.7%	54.7%	0.0%	16.3%	8.2%	1.3%
Au 30 septembre 2015	8.9%	40.8%	-3.6%	-0.9%	2.7%	-1.5%	2.0%	30.6%	30.6%	0.0%	13.3%	5.1%	3.0%
Au 30 septembre 2014	8.7%	78.9%	9.7%	0.1%	-0.4%	-1.7%	2.1%	50.5%	50.5%	0.1%	25.5%	10.3%	3.9%
Au 30 septembre 2013	2.5%	78.0%	130.1%	0.5%	-4.2%	-1.3%	1.8%	24.6%	24.7%	1.0%	38.9%	20.8%	3.3%

Source: BHH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.4 // Ratios financiers par banque - Ratios de rentabilité

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
ROA (rendement de l'actif)													
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	2.0%	-1.5%	1.7%	2.4%	1.8%	6.6%	3.4%	1.7%	1.7%	-0.2%	1.1%	0.4%	3.2%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	1.1%	-0.8%	2.1%	2.9%	1.0%	2.7%	1.8%	1.5%	1.5%	1.4%	0.9%	1.7%	1.7%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	0.9%	-0.2%	0.2%	2.1%	0.8%	2.8%	1.6%	1.1%	1.1%	2.2%	-0.1%	1.1%	1.5%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	1.0%	1.3%	1.1%	2.0%	1.1%	2.4%	1.6%	1.3%	1.3%	0.0%	1.9%	0.7%	1.5%
ROE (rendement de l'avoir des actionnaires)													
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	26.5%	-184.8%	23.6%	26.7%	21.2%	60.8%	40.0%	22.6%	22.6%	-3.0%	19.2%	6.8%	38.4%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	15.7%	-26.5%	34.8%	33.8%	13.0%	30.4%	22.7%	18.7%	18.7%	21.8%	18.4%	20.5%	22.5%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	14.3%	-3.4%	4.5%	25.0%	12.5%	30.5%	20.7%	12.3%	12.3%	45.7%	-3.1%	23.5%	20.5%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	17.9%	30.7%	-105.2%	24.0%	15.5%	28.3%	22.4%	12.8%	12.8%	-0.6%	34.4%	16.7%	21.9%
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt													
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	91.4%	65.7%	74.5%	77.6%	73.8%	66.9%	76.2%	52.6%	52.6%	65.9%	90.1%	80.6%	75.2%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	90.6%	74.9%	85.7%	88.5%	84.0%	81.5%	85.1%	65.7%	65.7%	80.6%	98.0%	89.5%	84.4%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	93.5%	91.0%	94.6%	92.1%	87.8%	88.2%	90.0%	63.4%	63.4%	91.2%	98.2%	95.2%	89.1%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	96.0%	93.7%	95.7%	93.9%	90.7%	93.8%	93.4%	78.6%	78.6%	92.9%	97.9%	96.0%	93.0%
Rendement moyen des prêts													
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	9.6%	6.1%	14.6%	15.8%	11.7%	12.1%	11.9%	11.4%	11.4%	12.9%	12.6%	12.7%	12.0%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	8.5%	6.9%	13.0%	14.7%	8.5%	10.4%	9.9%	9.6%	9.6%	10.9%	9.4%	10.0%	9.9%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	7.4%	8.0%	12.7%	12.8%	7.2%	7.1%	7.9%	8.3%	8.3%	10.2%	8.3%	9.0%	8.0%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	8.9%	9.7%	13.5%	12.1%	6.4%	6.4%	7.5%	8.9%	8.9%	8.7%	9.8%	9.4%	7.7%
Rémunération moyenne des dépôts													
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	0.5%	1.6%	2.4%	1.8%	1.4%	1.3%	1.3%	4.8%	4.8%	1.3%	0.5%	0.8%	1.4%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	0.4%	1.0%	1.1%	0.9%	0.7%	0.8%	0.7%	2.9%	2.9%	0.8%	0.1%	0.4%	0.8%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	0.2%	0.4%	0.3%	0.6%	0.5%	0.4%	0.4%	3.0%	3.0%	0.3%	0.1%	0.2%	0.4%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	0.1%	0.4%	0.2%	0.4%	0.3%	0.2%	0.2%	1.7%	1.7%	0.2%	0.1%	0.2%	0.3%
Depenses d'exploitation en % du produit net bancaire (marge nette d'intérêt + autres revenus)													
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	59.1%	111.9%	72.5%	67.5%	62.3%	32.8%	49.8%	51.4%	51.4%	106.3%	78.8%	90.1%	51.3%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	68.6%	92.0%	63.5%	62.2%	64.1%	50.4%	59.9%	51.4%	51.4%	66.4%	78.0%	71.7%	60.4%
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	67.7%	79.6%	100.8%	69.7%	68.0%	52.7%	63.9%	60.8%	60.8%	55.4%	98.1%	72.8%	64.4%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	66.4%	65.8%	91.4%	70.3%	66.0%	55.5%	63.8%	51.6%	51.6%	93.0%	84.7%	88.4%	65.1%
Productivité par employé ('000)													
2016 (oct. 15 - sept. 2016)	4248.7	924.1	4019.0	2582.7	2942.0	6870.1	4159.9	4320.8	4320.8	7813.6	4708.7	5625.5	4216.3
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	3242.9	905.2	3230.6	2458.0	2282.5	3878.7	2894.4	3548.1	3548.1	11060.0	3751.6	5839.8	2992.3
2014 (oct. 13 - sept. 2014)	2676.4	1069.7	1928.7	2082.7	2154.9	3397.9	2512.5	3548.1	3548.1	11746.5	3129.4	5542.2	2619.9
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	2699.7	1295.9	1787.2	1896.6	2059.8	3033.7	2359.8	3910.9	3910.9	8958.0	3710.4	4673.1	2457.6

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1998.

Tableau II.5 // Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes) au 30 Septembre 2016 (en milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Système
ACTIF													
Disponibilités													
Encaisse	8,086,468.9	146,651.2	387,879.4	483,307.0	22,473,594.5	1,464,313.5	12,814,964.5	32,876.6	32,876.6	90,320.0	90,909.0	181,141.0	13,028,982.1
Avoirs à la BHI	17,680,736.9	1,292,484.6	4,346,531.4	57,571,111.0	23,694,209.7	27,048,046.2	79,791,119.7	1,107,993.9	1,107,993.9	3,151,544.0	3,048,613.0	6,200,157.0	87,107,270.7
Avoirs à l'étranger	829,503.0	24,158.0	460,573.0	1,526,850.0	1,657,998.8	1,551,959.0	6,040,850.9	6,106.4	6,106.4	682,257.0	1,300,841.0	1,983,098.0	8,100,053.3
Avoirs dans les banques locales	-	-	206,162.1	762.0	2,845.0	0.5	209,669.6	356,307.0	356,307.0	-	-	-	565,876.6
Autres liquidités	529,923.7	55,003.8	915.4	160,484.0	114,395.2	640,365.2	1,499,277.3	30,319.0	30,319.0	140,392.0	132,799.0	273,191.0	1,802,787.3
	27,125,822.5	1,516,297.7	5,392,061.2	7,908,325.0	27,116,593.3	30,704,884.4	100,363,782.0	1,527,602.9	1,527,602.9	4,044,425.0	4,573,162.0	8,617,587.0	110,508,972.0
Bons B.R.H.	8,550,000.0	520,000.0	-	229,280.0	460,000.0	-	974,920.0	-	-	777,660.0	-	777,660.0	10,466,940.0
Autres Placements	7,424,435.0	37,712.0	421,099.7	1,077,041.0	16,171,370.9	26,884,592.7	52,016,260.4	23,664,402.9	23,664,402.9	-	-	-	54,381,663.3
Portefeuille net	12,070,989.8	1,083,400.2	6,260,595.2	7,139,925.0	21,238,391.0	24,839,999.2	72,633,488.4	4,095,844.5	4,095,844.5	744,549.0	2,012,504.0	2,757,053.0	79,486,385.9
Immobilisations	1,853,227.0	315,400.2	545,637.5	513,620.0	2,803,701.4	1,905,794.5	7,739,380.5	288,440.9	288,440.9	336,196.0	100,641.0	438,837.0	8,464,658.3
Autres actifs	1,740,679.9	36,449.4	188,866.4	244,092.0	2,255,392.4	1,240,081.7	5,885,561.8	159,276.3	159,276.3	5,010.0	16,116.0	21,125.0	5,865,963.0
	60,164,954.2	3,705,072.7	12,786,259.9	17,112,279.0	70,438,438.9	86,159,747.2	250,366,751.9	8,436,567.5	8,436,567.5	5,847,840.0	6,702,422.0	12,550,262.0	271,355,581.4
PASSIF													
Dépôts													
À vue	29,580,291.3	1,555,008.3	279,395.4	6,045,670.0	21,569,671.2	28,337,570.5	89,857,606.7	1,451,241.3	1,451,241.3	4,047,601.0	3,745,044.0	7,790,615.0	99,099,463.1
Épargne	13,408,578.3	349,391.4	2,543,540.0	3,580,489.0	21,041,967.4	26,238,291.7	67,162,257.8	62,593.7	62,593.7	363,045.0	1,815,518.0	2,178,516.0	69,666,794.5
À terme	5,995,359.2	1,455,748.4	4,185,222.9	4,706,458.0	15,601,914.0	15,636,281.2	47,540,983.7	3,920,398.8	3,920,398.8	46,367.0	341,556.0	388,123.0	51,849,505.5
	48,924,228.9	3,358,148.1	9,520,158.4	14,332,617.0	58,213,552.5	70,212,143.4	204,560,848.3	5,997,613.8	5,997,613.8	4,457,213.0	5,900,088.0	10,357,301.0	220,916,763.1
Obligations à vue													
Banques locales	-	-	-	232,976.0	-	880,532.5	1,113,508.5	-	-	360,000.0	-	-	1,473,508.5
Banques à l'étranger	-	-	-	-	-	687,247.9	687,247.9	-	-	-	-	-	687,247.9
Autres	2,010,947.8	158,807.1	426,686.1	365,337.0	1,401,479.5	1,655,901.9	6,019,159.4	104,794.0	104,794.0	613,369.0	320,949.0	934,318.0	7,058,271.4
	2,010,947.8	158,807.1	426,686.1	598,313.0	1,401,479.5	3,223,682.2	7,819,915.7	104,794.0	104,794.0	973,369.0	320,949.0	1,294,318.0	9,219,027.8
Obligations à terme													
Banques locales	198,000.0	175,000.0	1,415,303.3	-	712,829.7	-	2,501,133.1	1,445,444.7	1,445,444.7	-	-	-	3,945,577.7
Banque à l'étranger	-	-	-	-	1,682,965.1	-	1,682,965.1	-	-	-	-	-	1,682,965.1
Autres	3,575,140.8	16,195.5	119,459.8	88,943.0	1,070,448.7	555,270.3	5,425,458.1	88,800.6	88,800.6	38,212.0	427,410.0	80,933.0	5,595,211.7
	3,773,140.8	191,195.5	1,534,763.1	88,943.0	3,466,243.5	555,270.3	9,609,556.2	1,534,245.3	1,534,245.3	38,212.0	427,410.0	80,933.0	11,224,754.5
Autres passifs	101,002.0	9,934.5	274,827.0	566,298.0	2,087,807.1	1,235,305.7	5,184,198.4	162,543.2	162,543.2	2,178.0	57,072.0	59,250.0	5,405,991.6
	55,718,343.4	3,718,085.3	11,756,434.6	15,586,171.0	65,169,082.7	75,226,401.6	227,174,518.7	7,799,196.4	7,799,196.4	5,470,972.0	6,320,850.0	11,791,822.0	246,765,537.0
AVOIR DES ACTIONNAIRES													
Capital versé	1,500,000.0	165,000.0	539,185.0	540,000.0	1,330,595.0	3,234,712.5	7,309,492.5	200,000.0	200,000.0	103,837.0	94,373.0	198,210.0	7,707,702.5
Reserves	327,142.2	64,740.5	57,070.2	222,733.0	1,542,703.3	648,776.9	2,883,166.2	223,079.0	223,079.0	64,834.0	87,074.0	151,908.0	3,238,153.2
Reserves (Prov. Pour pertes sur prêts)	159,708.8	-	67,841.0	-	-	-	227,546.8	-	-	-	25,462.0	25,462.0	255,011.8
Surplus d'apport	-	14,325.0	346,520.8	1,394.0	125,897.7	-	488,127.5	-	-	-	-	-	488,127.5
BNI	2,499,759.7	(257,078.0)	21,208.3	761,991.0	22,701,180.1	7,048,856.2	12,305,897.2	214,292.1	214,292.1	208,197.0	174,663.0	382,860.0	12,903,049.4
	4,446,810.7	(13,012.5)	1,031,826.3	1,526,108.0	5,269,356.2	10,933,345.6	23,194,233.3	637,371.1	637,371.1	376,686.0	391,572.0	759,440.0	24,590,044.4
	60,164,954.2	3,705,072.7	12,786,259.9	17,112,279.0	70,438,438.9	86,159,747.2	250,366,751.9	8,436,567.5	8,436,567.5	5,847,840.0	6,702,422.0	12,550,262.0	271,355,581.4
Hors-bilan													
Effets à l'encaissement	-	-	-	-	111,401.3	271.5	111,672.7	-	-	-	-	-	111,672.7
Crédit documentaire	196,010.4	-	-	-	1,116,041.5	1,022,805.4	2,334,257.3	-	-	-	65,193.0	65,193.0	2,399,450.3
Autres	1725,729.8	238,690.8	911,047.7	123,434.0	4,345,758.0	589,566.4	7,116,283.7	597,211.7	597,211.7	(111,258.0)	933,815.0	(177,443.0)	7,536,052.4
Portefeuille brut	12,541,336.9	1,625,694.6	6,312,832.0	7,193,246.0	22,150,423.6	25,091,895.7	74,915,428.8	4,182,810.6	4,182,810.6	744,549.0	2,094,335.0	2,833,894.0	81,637,123.4
Provisions pour créances douteuses	470,347.1	542,294.4	52,236.7	53,323.0	910,422.7	252,686.5	2,281,940.4	86,986.0	86,986.0	-	81,831.0	81,831.0	2,460,737.5
Portefeuille de crédit improductif	559,665.1	613,197.0	43,366.5	85,055.0	726,955.0	174,164.4	2,202,412.9	435,380.4	435,380.4	-	143,923.0	143,923.0	2,781,716.3

Source: BHI/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.6 // Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque (en milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Système
Cumul 2016 (octobre 2015 - septembre 2016)													
REVENUS NETS D'INTÉRÊT													
Revenus d'intérêt													
Prêts	1,097,951.0	89,265.7	725,923.3	1,004,275.0	2,448,377.9	2,863,724.3	8,229,517.3	448,063.0	448,063.0	127,895.000	268,547,000	396,442.0	9,074,022.2
Intérêts sur Bons B.R.H.	971,880.6	39,375.9	-	48,583.0	612,73.2	936.0	1,122,048.7	-	-	46,481,000	-	46,481.0	1,168,529.7
Autres	302,679.2	13,280.1	21,791.9	30,828.0	410,966.1	159,639.4	939,184.8	122,424.8	122,424.8	1,766,000	5,424,000	7,190.0	1,068,799.6
2,372,510.7	141,921.8	48,635.8	190,735.8	243,056.0	763,939.6	999,531.2	2,449,102.4	270,380.2	270,380.2	60,056,000	271,81,000	87,237.0	2,806,719.6
2,169,306.7	93,286.0	556,979.4	840,630.0	2,156,677.7	2,024,788.5	7,841,648.4	300,107.6	300,107.6	300,107.6	116,086,000	246,790,000	362,876.0	8,504,631.9
Autres revenus													
Commissions	520,010.7	36,086.4	159,112.8	510,364.0	1,188,542.8	1,178,050.0	3,592,146.8	29,567.5	29,567.5	55,149,000	104,947,000	160,096.0	3,781,810.2
Gains sur change	137,752.188	16,818.166	95,713.713	118,981.000	354,603.419	412,824.466	1,136,693.0	24,864.7	24,864.7	120,643,000	71,058,000	191,701.0	1,353,258.6
Autres	74,819.6	10,468.7	88,465.4	66,741.0	520,434.5	4,508,200.4	52,681,109.5	3,791.7	3,791.7	1,132,000	[1,365,000]	[233.0]	5,272,666.2
732,582.480	63,343.209	343,281.914	696,086.000	2,063,580,728	6,099,074,891	9,997,949,223	58,223,840	58,223,840	58,223,840	176,924,000	174,640,000	351,564,000	10,407,737,063
2,901,889.2	156,629.2	900,261.3	1,536,716.0	4,220,258.4	8,123,843.4	17,839,597.6	358,331.4	358,331.4	358,331.4	293,010,000	421,430,000	714,440.0	18,912,368.0
135,291.0	32,214.2	[11,499.6]	33,563.0	298,491.3	310,365	519,096.3	[5,459.4]	[5,459.4]	[5,459.4]	-	[3,227,900]	[3,227.9]	510,409.1
2,766,588.2	124,415.1	917,601.9	1,503,153.0	3,921,767.1	8,092,806.9	17,320,501.2	363,790.8	363,790.8	363,790.8	293,010,000	424,657,900	717,667.9	18,401,959.9
DÉPENSES D'EXPLOITATION													
Salaires et avantages sociaux	1,148,609.8	99,052.0	273,656.7	355,396.0	1,097,176.5	1,223,848.6	4,197,739.5	68,130.1	68,130.1	103,751,000	95,744,000	199,495.0	4,465,364.7
Frais de locaux	78,415.2	12,305.2	113,373.0	133,035.0	120,486.3	121,268.4	578,883.3	46,238.4	46,238.4	17,136,000	26,976,000	44,112.0	669,233.6
Amortissement	91,219.634	7,171.681	33,881.377	54,659.000	214,449.731	229,224,180	630,605.6	10,642.7	10,642.7	20,256,000	6,805,000	27,061.0	668,309.3
Autres dépenses d'exploitation	397,761.9	58,723.2	232,125.9	494,513.0	1,197,281.2	1,091,174.2	3,469,579.4	59,167.6	59,167.6	170,436,000	202,551,000	372,987.0	3,901,733.9
1,716,006.563	175,262.118	653,036.923	1,037,603,000	2,629,393,777	2,665,515,364	8,276,807.7	184,178.8	184,178.8	184,178.8	311,579,000	332,076,000	643,655.0	9,704,641.5
1,050,591.7	[50,837.1]	258,724.0	465,550.0	1,292,373.4	5,427,291.6	8,443,693.5	179,612.0	179,612.0	179,612.0	118,569,000]	92,581,900	74,012.9	8,697,318.4
-	-	77,617.2	93,111.0	290,250.0	157,680.1	618,638.3	48,495.2	48,495.2	48,495.2	[5,755,000]	27,774,670	22,019.7	689,153.2
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	1,050,591.7	[50,837.1]	181,106.8	372,439.0	1,002,123.4	5,269,631.5	7,825,055.207	131,116,789	131,116,789	[12,814,000]	64,807,230	51,993,230	8,008,165,226

Source: BPH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

LISTE DES SIGLES

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CNSA	Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire
DGI	Direction Générale des Impôts
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industriel
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MD ÉU	Millions de dollars américain
MG	Millions de Gourdes
MMG	Milliards de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International

Dépôt légal: 1^{ère} trimestre 2019

No.19-01-047

Bibliothèque Nationale d'Haïti

Conception et Mise en page :

Direction Communication

Service Impression et Publication

Banque de la République d'Haïti

Achévé d'imprimer: Mars 2019

Imprimeur : Protech Inc., Canada

Pour toutes informations, s'adresser à :

Banque de la République d'Haïti

Direction Monnaie et Analyse Économique

Port-au-Prince, Haïti

Boîte postale : (BP) 1570

Téléphone : (509) 2299-1200 / (509) 22.99.12.51

Télécopieur : (Fax) (509) 22.99.11.49

Internet : <http://www.brh.ht>

ISSN 0257 4349